

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

---



---

**« Renforcement de la Gestion Décentralisée de l'Environnement pour répondre aux objectifs des Conventions de Rio en Guinée (RGDE-GIN- PIMS-4963 ; ID : 00093877) »**

---

**Rapport d'Évaluation Finale**

**Soumis au PNUD-Guinée**

Maison Commune,  
Commune de Matam,  
Coléah Corniche Sud, Rue MA 002  
Conakry, Guinée

**Par**

**Dr Syaka SADIO, Consultant International, Chef d'équipe**

**Et**

**Alphonse Ngom, Consultant national**

**Août 2018**

## REMERCIEMENTS

Les consultants tiennent à exprimer leurs sincères remerciements aux autorités du gouvernement de la Guinée et particulièrement le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF) et le Programme pour l'environnement et le Développement Durable (PEDD) pour les dispositions prises pour faciliter cette mission et l'atteinte des résultats attendus.

Nous remercions tout particulièrement le Bureau du PNUD-Guinée, le Directeur pays et le Directeur Adjoint pays, qui n'ont ménagé aucun effort pour donner des orientations claires à la mission. Aussi, que l'ensemble du personnel, trouve ici l'expression de nos meilleurs sentiments, pour la confiance portée en nous pour conduire l'évaluation terminale du projet, et plus particulièrement Mr. Mamadou Ciré Camara, Team Leader de l'Unité Environnement et Énergie et son équipe, notamment Mamadou kalidou Diallo, chargé du suivi à l'Unité Environnement et Énergie/PNUD, Mr Mamadou Diallo du Procurement -PNUD.

Nos sincères remerciements vont à Aboubacar Youla qui a facilité en collaboration avec l'Unité E&E du PNUD, la mise à disposition des documents aux consultants et facilité les contacts avec les parties prenantes et les acteurs nationaux, ainsi qu'au Prof. Selly Camara et Prof. Mamadou Lamarana Diallo (REMECC) pour les entretiens fructueux et conseils pratiques.

Nos remerciements vont également Mamadouba Sylla, Coordinateur du projet pour sa disponibilité et a facilité cette évaluation grâce à son appui et à la mise à notre disposition des documents et rapports du projet, et avoir fait le voyage des visites de terrain à Labé et Popodara.

Les discussions avec l'ensemble des parties prenantes, notamment, les responsables des départements ministériels, des services techniques régionaux et déconcentrés, les ONG et les partenaires, ainsi que les autorités régionales, préfectorales et des collectivités de Labé et de Popodara, qui nous ont permis de mesurer l'implication de l'ensemble des acteurs dans la mise en œuvre et l'exécution du projet. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

## ACRONYMES ET ABREVIATIONS

BAD	Banque africaine de développement
FAD	Fonds africain de développement
AFD	Agence française de développement
AGIR	Programme régional pour appuyer la gestion intégrée des ressources naturelles
FAE	Fonds africain pour l'eau
CCNUCC	Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques
PNUAD	Plan-cadre des Nations-Unies pour l'aide au développement
SNU	Système des Nations-Unies
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement.
CDB	Convention sur la diversité biologique
CLDS	Convention pour la lutte contre la désertification et la sécheresse
CCP	Cadre de coopération de pays PNUD
GEMCC	Grand écosystème marin du courant des Canaries
PCP	Programme conjoint par pays
CEGEN	Centre de gestion de l'environnement du Mont Nimba
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CE	Centre d'échange
CDP	Conférence des Parties
CR	Communes rurales
CE	Commission européenne
CEEAO	Commission économique des États d'Afrique de l'Ouest
PAPF	Plan d'action pour la promotion de la femme
EIE	Évaluation d'impact environnemental
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNPCA	Direction nationale de la pêche continentale et de l'aquaculture
FECDR	Faible émission de carbone et développement résilient
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés
LPDE	Lettre de politique du développement de l'élevage
GEM	Grand écosystème marin
LPDA	Lettre de développement agricole de la politique
LPDPA	Lettre de politique de développement de la pêche et de l'aquaculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
FSE	Fonds pour la protection de l'environnement
PGIRN-HFD	Projet de gestion intégrée des ressources naturelles des hauts plateaux de Fouta Djallon
IDH	Indice de développement humain
MAB	Comité national de Guinée pour l'homme et la biosphère
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
AME	Accord multilatéral sur l'environnement
MEEF	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
PDDM	Plan directeur pour le développement de la mangrove
OMVG	Convention sur l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PADER-HG	Projet d'appui au développement rural de Haute-Guinée
PCAIB	Programme-cadre d'appui aux initiatives de base
PDS	Projet de développement socio-économique Siguiri
PEGRN	Projet étendu de gestion des ressources naturelles
PGRN	Projet de gestion des ressources naturelles
DSRP	Documents de stratégie de réduction de la pauvreté
PGCMB	Programme de gestion côtière et marine de la biodiversité

PGCT	Programme de gestion des terres communautaires
LPDA	Lettre de politique de développement agricole
PNAE	Plan national d'action pour l'environnement
POP	Polluants organiques persistants
PROGERFOR	Projet de gestion des ressources forestières de
PGRR	Projet de gestion des ressources rurales
PIB	Produit intérieur brut
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FEM-5 PDCT	Stratégie pour les projets de développement des capacités transversales
GES	Gaz à effet de serre
RMCV	Réseau mondial sur le couvert végétal
PNDA	Politique nationale de développement agricole
PANA	Plan national pour l'adaptation au changement climatique
ABN	Autorité du Bassin du Niger
AECN	Auto-évaluation de la capacité nationale
SNPAB	Stratégie nationale et le plan d'action pour la biodiversité
CNDD	Commission nationale du développement durable
DNA	Direction nationale de l'agriculture
DNE	Direction nationale de l'élevage (DNE)
CNE	Conseil national de l'environnement
DNE	Direction nationale de l'environnement
PEN	Politique environnementale nationale
PANF	Plan d'action national forestier (PANF)
PFN	Politique forestière nationale
ONG	Organisations non gouvernementales
PNDH	Programme national de développement humain durable
PEN	Plan d'exécution national
SAP-CCD	Plan d'action national de lutte contre la désertification
PADD	Plan d'action pour le développement durable
TSP	Taxe spéciale sur les produits pétroliers

## RECAPITULATION DU PROJET

<b>PAYS</b>	<b>GUINÉE</b>	
<b>TITRE DU PROJET</b>	<b>Projet de « Renforcement de la Gestion Décentralisée de l'Environnement pour répondre aux objectifs des Conventions de Rio en Guinée (RGDE-GIN-00093877) »</b>	
<b>OBJECTIF</b>	<p>Les interventions visent à contribuer à (i) la conservation durable de la diversité biologique, (ii) assurer la gestion intégrée des ressources en eau, (iii) la lutte contre le réchauffement climatique et contre la dégradation des terres en appliquant l'Approche écosystémique.</p> <p>L'objectif de ce projet est de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des différents acteurs de la Guinée en matière de (i) gestion et mise en œuvre des lignes directrices des 3 conventions.</p> <p>Plus spécifiquement le projet vise à renforcer la capacité institutionnelle pour l'Accord multilatéral sur l'environnement et le Comité local pour l'élimination de la discrimination raciale dans les activités de gestion décentralisée de l'environnement, à travers deux composants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>i. Mise en œuvre d'un mécanisme pour l'intégration des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) de Rio dans le processus de décentralisation;</li> <li>ii. Renforcement des capacités techniques et de gestion de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée dans l'intégration des AME dans la planification du développement local.</li> </ol>	
<b>RÉSULTAT 1 :</b>	Le processus de décentralisation et ses structures de gouvernance sont ajustés pour intégrer les obligations découlant des AME afin de faciliter la mise en œuvre des AME au niveau local	
<b>RÉSULTAT 2 :</b>	Renforcement des capacités techniques et managériales de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée pour l'intégration des AME dans la planification du développement local	
<b>FINANCEMENT</b>	1.150.000 USD	675,553.37 USD
<b>FEM</b>	525.000 USDA	523,960 USD
<b>Gouvernement Guinée</b>	250.000 USD	-
<b>Bureau PNUD-Guinée</b>	150.000 USD	151,972.74 USD
<b>PACV</b>	225.000	-
<b>AGENCE DE MISE EN ŒUVRE GOUVERNEMENT</b>	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF)	
<b>AGENCE DE MISE EN ŒUVRE POUR LE FEM</b>	Bureau du PNUD-Guinée	
<b>DUREE</b>	Prévue : 2014-2017	Effective : 2016- 2018
<b>Approbation du PAC</b>		
<b>SIGNATURE DU PRODOC</b>	27 avril 2015	
<b>ATLAS AWARD</b>	00086659	
<b>DATE DEMARRAGE</b>	Prévue : NS	Effective : 23 mars 2016
<b>DATE DE CLÔTURE</b>	Prévue : 29 avril 2018	Effective : Décembre 2018

## Table des matières

1. INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
1.1. Cadre de l'évaluation .....	1
1.2. Objectifs .....	1
1.3. Portée et livrables de l'évaluation .....	1
1.4. Activités de la mission d'évaluation .....	1
1.5. Approche méthodologique et critères d'évaluation.....	1
1.6. Structure du rapport d'évaluation.....	2
2. RESULTATS DE L'EVALUATION .....	3
2.1. Contexte du projet .....	3
2.2. Problèmes à résoudre .....	5
2.3. Conception du projet .....	6
2.3.1. Objectifs du projet.....	6
2.3.2. Résultats et produits attendus et activités du projet .....	6
2.3.3. Éligibilité du projet au fonds FEM.....	7
2.3.4. Pertinence et conformité du projet .....	8
2.3.4.1. Par rapport aux engagements et politiques du Gouvernement de Guinée .....	8
2.3.4.2. Par rapport au Programme et Priorité Stratégique du FEM et PNUD.....	9
2.3.5. Arrangements de financement.....	10
2.3.6. Analyse du cadre des résultats (Indicateurs, cibles, Hypothèses et risques) .....	11
2.3.7. Bénéficiaires.....	11
2.4. Performance de mise en œuvre du projet .....	12
2.4.1. Mise en œuvre du projet.....	12
2.4.2. Approche mise en œuvre.....	14
2.4.3. Démarrage du projet.....	16
2.4.4. Performances des parties prenantes.....	16
2.4.5. Rôles et responsabilités des organes de pilotage et de conseil technique .....	16
2.4.6. Rôles et responsabilités du PNUD .....	17
2.4.7. Autorités décentralisées et collectivités .....	17
2.4.8. Autres acteurs.....	17
2.5. Performances de gestion, coordination et de suivi des réalisations du projet .....	18
2.5.1. Approche de gestion.....	18
2.5.2. Planification des activités.....	18

2.5.3.	Exécution budgétaire.....	18
2.5.4.	Coordination et suivi du projet.....	21
2.6.	Réalisations et résultats du projet.....	22
2.6.1.	Exécution des activités .....	22
2.6.2.	Résultats du projet.....	27
2.7.	Efficacité du projet.....	28
2.8.	Efficiéce .....	34
2.9.	Durabilité.....	35
3.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	36
3.1.	Conclusions .....	36
3.2.	Leçons apprises .....	37
3.3.	Recommandations .....	41
4.	Référence bibliographique .....	44
5.	ANNEXES .....	45
5.1.	Annexe 1 : Termes de Reference .....	45
5.2.	Annexe 2 : Méthodologie utilisée pour l'évaluation .....	48
5.3.	Annexe 3 : Programme et calendrier de la mission d'évaluation .....	52
5.4.	Annexe 4 : Cadre logique des résultats .....	53
5.5.	Annexe 5 : Microprojets élaborés et mis en œuvre dans les quatre communes rurales. ....	61
5.6.	Annexe 6 : Plan de Travail de la phase préparatoire du programme de passage à l'échelle du Projet « Renforcement de la gestion décentralisée pour répondre aux objectifs des conventions de Rio » 65	
5.7.	Annexe 7: tableau de bord de développement des capacités.....	68
5.8.	Annexe 8: Tableau de bord de développement des capacités .....	70
5.9.	Annexe 9: Liste des personnes interrogées .....	80

## Tableaux

Tableau 1 : Financement du projet (PRODOC, 2014) .....	11
Tableau 2 : Dépenses selon les composantes du projet (2015-2018) .....	19
Tableau 3 : Dépenses du budget FEM selon les composantes .....	20
Tableau 4 : Dépenses du budget PNUD selon les composantes .....	20
Tableau 5 : Évaluation de l'exécution des activités du projet .....	23

## Figures

Figure 1 : Approche de l'évaluation de la mise en œuvre et des résultats du projet .....	2
Figure 2 : Structure du projet .....	14
Figure 3 : Dépenses annuelles par composante (USD) (FEM + PNUD) .....	19
Figure 4 : Dépenses totales annuelles (%)    Figure 5 : Dépenses totales par composante (%) .....	20



**Tableau récapitulatif de la notation d'évaluation du projet**

<b>CRITÈRES</b>	<b>NOTATION</b>
<b>CONCEPTION PROJET : 6 : T.S; 5 : S ; 4 : MS ; 3 : MIS ; 2 : I ; 1 : TIS</b>	
Conception du projet (objectifs, résultats et produits)	5/6
Matrice des résultats (Cadre logique)	
<b>EXÉCUTION DU PROJET : 6 : T.S; 5 : S ; 4 : MS ; 3 : MIS ; 2 : I ; 1 : TIS</b>	
Mise en œuvre globale	5/6
Agence de mise en œuvre gouvernementale (MEEF)	5/6
Agence de mise en œuvre du FEM (PNUD)	5/6
Performance des partenaires nationaux de mise en œuvre	4/6
Coordination du projet (UGP)	5/6
Plan de travail et Budget annuel	5/6
Exécution globale du projet	5/6
Exécution budgétaire	5/6
Suivi & Évaluation	4/6
<b>RÉSULTATS : 6 : T.S; 5 : S ; 4 : MS ; 3 : MIS ; 2 : I ; 1 : TIS</b>	
Résultat global du projet	5/6
Objectif du projet	5/6
Pertinence (2 : Pertinent ; 1 : Non pertinent)	2/2
Efficacité	4/6
Efficiences	4/6
Durabilité	4/6

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La mission d'évaluation a été conduite par une équipe composée d'un expert International et un expert national, du 23 avril au 30 mai 2018.

### Pertinence

Le projet vise à mettre en œuvre les AME et les directives des 3 conventions des Nations Unies (CCNUCC, articles 4 et 6), UNCCD (articles 5, 9, 10 et 19) adoptées à Rio en 1992 et ratifiées par le gouvernement. Le sujet abordé, les objectifs visés et le contexte de sa mise en œuvre incarnent la pertinence du projet (2/2) par rapport aux politiques et stratégies du Gouvernement de la Guinée en matière de gestion décentralisée de l'environnement et des ressources naturelles, de développement durable, de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement socio-économique, notamment, DSRP (1, 2 et 3), Politique de décentralisation et de transfert des compétences au niveau local, PNDES, Stratégie nationale et Plan d'action pour la biodiversité (SNPAB), Communications nationales pour la CCNUCC et le PANA, Plan d'action national contre la désertification (SAP-CCD), le Plan national d'action environnementale (PNAE).

Il est aussi pertinent et conforme à la Stratégie FEM-5 pour le développement des capacités transversales, au programme-cadre D, ainsi qu'au programme du FEM, en ce sens qu'il répond aux objectifs des trois domaines d'intervention du FEM (biodiversité, changement climatique et gestion durable des terres) et les orientations du CPAP 2015-2016 du PNUD.

### Mise en œuvre du projet

Le projet est mis en œuvre pour le compte du Gouvernement de Guinée par le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), à travers le Conseil national de l'environnement et du Programme de l'Environnement et du Développement Durable (PEDD). Le Bureau du PNUD-Guinée a assuré le rôle d'Agence de mise en œuvre pour le FEM. Son exécution a été coordonnée par une Unité de gestion du Projet créée par le MEEF et sous la supervision directe du Comité de Pilotage du Projet et le suivi-évaluation assurée par l'Unité Environnement et Énergie du Bureau PNUD-Guinée et du Programme environnement et Développement Durable (PEDD).

Le document du projet a été signé par le Gouvernement de la Guinée (représenté par le MEEF) et le Bureau du PNUD-Guinée, seulement le 27 avril 2015, mais sa mise en œuvre a démarré avec l'atelier de lancement le 23 mars 2016, soit un retard de plus d'un an par rapport au calendrier initial. Sa durée de mise en œuvre n'est que de deux ans, de mars 2016 à avril 2018, au lieu des trois ans prévus dans le PRODOC (2015 à 2018).

Tout compte fait, la mission juge la mise en œuvre globalement satisfaisante (5/6).

### Performances des acteurs

La mise en œuvre du projet a été axée sur la participation effective des acteurs (structures centrales et décentralisées de l'État, le secteur privé, la société civile (ONG), les collectivités locales, etc.) impliquées dans la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement. La mission juge la mise en œuvre globalement satisfaisante (5/6).

### Exécution budgétaire

Le projet a ainsi mobilisé et dépensé en cash la somme totale de 675,553.37 USD sur un budget total prévu de 675.000 USD, soit un dépassement de (3 828,28 USD). Les dépenses sur la subvention du

FEM sont estimées à 525.150,36 USD sur un budget total prévu de 525,000 USD. Les dépenses sur la contribution du PNUD s'élevaient à 151,972.74 USD contre un budget prévu de 150,000 USD. La mission juge que l'exécution des ressources mobilisées par le projet a été faite de façon satisfaisante (5/6) selon les règles de finance et comptabilité du PNUD, malgré le dépassement budgétaire.

### Coordination et suivi-évaluation du projet

Sous la direction du Coordinateur du projet et en coordination avec le Directeur National du Projet (DNP), l'UGP s'est chargée de la gestion quotidienne, de l'exécution et de la coordination des activités et du budget du projet, du suivi des progrès vers les résultats et en synergie avec les autres projets impliqués dans les questions environnementales et de changement climatique.

Le suivi-évaluation interne du projet a été mené de façon satisfaisante (5/6) sur une base régulière selon les directives et les procédures de mise en œuvre des projets du PNUD et du FEM par l'équipe de l'UGP, le PEDD et le Bureau du PNUD-Guinée, avec l'appui de l'Expert régional du FEM

### Résultats obtenus

La mission note que, malgré les maigres ressources financières dont a disposé le projet et le retard d'un an accusé dans sa mise en œuvre, grâce aux performances des différentes parties prenantes et aux appuis de la part du MEEF et du PNUD, le projet a réussi globalement en deux ans à réaliser de manière satisfaisante (5/6) les principales activités et à atteindre partiellement les principaux produits (tableau 3).

Le projet a réalisé de manière satisfaisante (5/6) la plupart des activités prévues au titre des deux principaux résultats : (i) Résultat 1 « Le processus de décentralisation et ses structures de gouvernance sont ajustés pour intégrer les obligations découlant des AME afin de faciliter la mise en œuvre des AME au niveau local » et (ii) Résultat 2 « Renforcement des capacités techniques et managériales de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée pour l'intégration des AME dans la planification du développement local ».

### Efficacité

Constat 1 : L'implication des parties prenantes et des divers acteurs dans la mise en œuvre du projet a permis de réaliser de manière satisfaisante les produits spécifiques visés et les résultats du projet. Néanmoins, certaines cibles n'ont pas été pleinement atteintes.

Constat 2 : La conception du projet basée sur l'AENC et le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des acteurs et la création d'un centre de suivi des mécanismes permanents de coordination, ont été les catalyseurs de la mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions. Toutefois, les réalisations n'ont pas permis de rendre le centre opérationnel et de mobiliser des ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs visés.

Constat 3 : Le projet a élaboré et diffusé des documents de renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux sur les AME et les directives des trois conventions en matière de protection de l'environnement, de lutte contre la dégradation des terres et de la résilience au changement climatique. Ces documents ont été utilisés lors des ateliers formations organisés pour les différentes catégories d'acteurs, mais leurs portées sont encore très mitigées en raison du temps limité imparti ateliers et de leur réalisation tardive (fin 2016-2017), insuffisante pour assurer leur mise en pratique.

Constat 4 : En application des recommandations du CPP, lors de l'atelier de lancement du projet en mars 2016, de mener des actions pratiques dans les 4 CR pilotes, l'UGP a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre des microprojets pour contribuer au renforcement des capacités de résilience et d'adaptation au changement climatique des communautés de base. Toutefois, en raison de leur courte durée de mise en œuvre (2016-2017), ces microprojets n'ont pas encore donné des résultats tangibles. Ainsi, la mission pense que, malgré leur pertinence, ces microprojets cadrent peu avec les objectifs

habitants du projet, les interventions étant peu axées sur l'opérationnalisation des outils stratégiques et les mécanismes d'intégration des AME et des directives des trois Conventions de Rio dans les politiques de gestion décentralisée de l'environnement et les plans locaux de développement.

Constat 5 : Le projet a initié un cadre adaptatif de politique et programme de gestion décentralisée de l'environnement intégrant les AME et les questions de faible émission de carbone pour un développement résilient (FECDR) en collaboration avec le PACV et le projet Biogaz. Toutefois, à part le renforcement des capacités, peu la politique et le programme élaborés n'ont pas donné des résultats tangibles.

Constat 6 : Le projet n'a pu appliquer les indicateurs de performance de mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions, en raison de ses interventions centrées sur le renforcement des capacités des acteurs au détriment de l'opérationnalisation des mécanismes juridiques et opérationnels de la mise en œuvre d'actions habilitantes

Constat 7 : Le projet a développé des synergies et des rapports de partenariat assez timides avec les autres initiatives en cours de réalisations. Néanmoins, le partenariat établi avec le PACV a été d'une importance capitale, car celui-ci a servi de tête de proue au niveau des 4 CR dans la mise en œuvre du projet, et sans lequel les résultats du projet RGDE n'aurait pu atteindre ses résultats, surtout avec un budget aussi étreint.

Constat 8 : Le projet a développé des mécanismes juridiques et politiques d'intégration des AME et des directives des conventions de Rio dans les programmes de gestion de l'environnement et développement durable. Mais ceux-ci n'ont pas atteint les effets attendus en raison de leur manque d'adoption par le parlement et du gouvernement et de mise en œuvre.

Constat 9 : L'UGP a accordé une place importante au genre, avec la participation des femmes aux activités du projet, tant au niveau de renforcement des capacités qu'à celui des microprojets de terrain.

## Efficiences

Au niveau de l'utilisation des ressources et l'exécution budgétaire, la mission juge la mise en œuvre du projet comme modérément satisfaisantes (5/6), car toutes les ressources financières ont été dépensées, avec un dépassement budgétaire, sans pouvoir réaliser pleinement les objectifs visés.

## Durabilité

L'UGP a compris que la durabilité des résultats, des avantages et impacts du projet après son achèvement devrait être l'une de ses principales préoccupations. Ainsi, dès le démarrage, avec l'appui du gouvernement et du PNUD, l'UGP a pris les mesures nécessaires pour mettre en place les organes prévus dans le PRODOC, notamment les organes techniques de conseil, l'implication des cadres des différents départements ministériels et des institutions spécialisées de l'État, les autorités territoriales et des collectivités, les acteurs du secteur privé, les acteurs de la Société Civile (ONG et Associations) et particulièrement les populations à la base.

L'Approche du projet visant à assurer une appropriation nationale et locale des AME a contribué à générer une grande prise de conscience des différents acteurs sur leurs rôles respectifs pour réaliser les objectifs du projet et aider le pays à honorer ses engagements au niveau mondial et sous-régional.

## Leçons apprises

### Au niveau général d'orientation politique et stratégique

Malgré les importantes réalisations menées par le projet, l'analyse des performances révèle des insuffisances qui ont impacté les résultats obtenus, ainsi que l'efficacité et l'efficience du projet. En

effet, les principaux résultats et produits réalisés sont assez mitigés et n'ont pas permis de mettre en place un cadre institutionnel (centre ou cellule) et des mécanismes opérationnels d'intégration des AME et d'assurer la conformité des lignes directrices des conventions de Rio 1992 dans les politiques sectorielles du gouvernement, les systèmes de planification de développement local.

En outre, les efforts réalisés dans ce sens par le projet n'ont pas été très concluants dans la mesure où les documents et les mécanismes élaborés n'ont pas été formellement endossés par les autorités gouvernementales.

Au niveau décentralisé des communes rurales, l'approche de mise en œuvre du projet callée sur une forte collaboration avec le PACV pour s'appuyer sur ses efforts et sa présence sur le terrain et faciliter une meilleure prise en compte des actions proposées dans le processus de décentralisation, n'a pas été efficace.

### **Facteurs favorables et points forts du projet**

La mise en œuvre du projet a bénéficié des expériences développées depuis des décennies dans le pays et qui rentrent dans les lignes directrices des trois conventions de Rio, ainsi que de la maîtrise par les hauts cadres centraux des domaines abordés par les conventions et de la bonne connaissance des obligations des AME.

Dans le cadre de renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux le projet a élaboré des documents thématiques et des outils méthodologiques d'information sur les AME et les mécanismes de conformité avec les lignes directrices des trois conventions de Rio. La mission note que le projet a dépassé la cible de 150 institutions et parties prenantes visée dans le PRODOC.

Même s'il est très tôt de juger de la portée des résultats et des impacts de ces formations sur les performances du projet et sur le terrain, les discussions que la mission a eues avec les parties prenantes permettent de noter leur grande prise de conscience tant au niveau national qu'à celui des communautés locales pilotes de se conformer aux obligations des AME.

Au niveau décentralisé et des collectivités, d'importants efforts ont été fournis par le projet en matière génératrices des revenus et de diversification de production agricole (gingembre, maraichage, piments, etc.) à travers les microprojets identifiés et gérés par les populations dans les 4 CR pilotes. Ces efforts ont commencé à donner des résultats satisfaisants, suscitant ainsi un réel intérêt et beaucoup d'engouements auprès des populations. L'arrêt des initiatives de ces microprojets ressemblerait à la fin tragique d'un espoir suscité de création des moyens de résilience et d'adaptation au changement climatique, avec une perte significative des investissements consentis par le projet.

La mission note aussi qu'à travers les activités de sensibilisation et de concertation au niveau national et local, le projet a su susciter une forte détermination des pouvoirs politiques et législatifs à jouer leurs rôles respectifs pour œuvrer dans le sens d'un meilleur respect des AME et de la conformité des politiques environnementales du gouvernement de la Guinée par rapport aux directives des trois conventions de Rio pour mieux tenir compte des questions de changement climatique.

### **Contraintes et faiblesses de mise en œuvre du projet**

#### Au niveau des réalisations :

Ce projet étant axée sur des interventions habilitantes des engagements du Gouvernement, l'accent devait être mis (i) sur l'identification et l'opérationnalisation des mécanismes de réduction des barrières institutionnelles et opérationnelles devant permettre de corriger les faiblesses des acteurs et de répondre aux besoins de résilience et d'adaptation des communautés de base au changement climatique et, (ii)

sur la préparation et la démonstration des modèles méthodologiques et opérationnels de mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions.

L'analyse des performances révèle que les résultats restent globalement mitigés avec peu de réalisations atteignant 100% et la plupart comprises entre 50 et 75%. Toutefois, la mission pense que ces faiblesses auraient pu être minimisées si le projet n'avait pas mis l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre des microprojets des communautés qui ont absorbé une grande partie des ressources (50.682 USD) et pris beaucoup de temps aux ADL pour des résultats peu significatifs en matière d'opérationnalisation de mise en œuvre des AME et des directives des conventions de Rio au niveau local.

Tout compte fait, la mission constate que les réalisations du projet ont été timidement axées sur les stratégies et mécanismes et outils d'intégration des questions de pauvreté-environnement dans les stratégies de réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, susceptibles de contribuer au renforcement de la résilience et des bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques qui constitue les questions centrales du respect des engagements relatifs aux AME et des directives des conventions de Rio 1992.

### Renforcement des capacités

Dans le cadre du renforcement des capacités des institutions, la mission note que les différentes formations organisées et qui ont bénéficié à près de 440 bénéficiaires nationaux et locaux ont porté plutôt sur des thématiques classiques de mise en œuvre de projets de développement, axées sur la maîtrise des techniques de gestion des ressources naturelles, de protection de l'environnement et des bonnes pratiques de résilience et d'adaptation au changement climatique. La plupart de ces pratiques initiées par le projet RGDE ont déjà été largement démontrées et diffusées à travers le pays et adoptées par les populations à la base depuis des décennies par les différents projets passés et en cours de réalisation.

La conception et l'opérationnalisation de la bibliothèque numérique ([www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org)) ne sont pas encore terminées, d'où le site n'est pas connecté au serveur de COSIE.

Par ailleurs, la problématique de la mise en œuvre au niveau local des accords multilatéraux sur l'environnement, à résoudre a très peu évolué, à cause du fait que les populations locales des CR n'ont pas été suffisamment familiarisées avec les A.M.E et du manque de textes législatifs et réglementaires de gestion décentralisée de l'environnement et des ressources naturelles. De ce fait, ces formations n'ont pas réussi à améliorer efficacement les capacités des acteurs locaux pour maîtriser les processus d'intégration des AME dans la planification du développement local et d'adopter des bonnes pratiques de résilience et d'adaptation au changement climatique axées sur la gestion décentralisée des ressources naturelles.

D'autre part, les importants efforts fournis par l'UGP au bénéfice des élus locaux des 4 CR pilotes (Gouécké (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) et Tondon (Dubréka) et des ADL du PACV affectés au projet pour encadrer les populations, n'ont pas démontré leur efficacité dans l'intégration des AME et des directives des trois conventions de Rio dans les plans d'interventions et de développement durable des Communes rurales.

### Microprojets

Les interventions du projet au niveau des 4 CR devraient être centrées sur les principes de développement des compétences et des connaissances des populations locales dans le cadre des objectifs programmatiques des actions prioritaires du projet axés sur la mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992. Ces interventions devraient contribuer à faire connaître aux populations locales des 4 CR le cadre des « Accords Multilatéraux de l'Environnement » et les mécanismes de conformité aux « Directives des conventions de Rio », ainsi que les textes législatifs et

règlementaires nationaux relatifs à la gestion intégrée de l'environnement et des ressources naturelles, la maîtrise des processus de mise en œuvre des A.M.E et l'adoption de bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique.

La mission constate que ces microprojets ont consommé d'importantes ressources financières (50.682 USD) pour leur élaboration (études et validation) et leur mise en œuvre, avec des réalisations peu visibles et des résultats très peu significatifs, à l'exception de celles relatives à la diversification de la production alimentaire et de génération des revenus. La mission pense que la mise en œuvre de ces microprojets avec un coût total si élevé dont le recouvrement n'est pas garanti, ne devait pas intervenir dans cette phase du projet mais plutôt lors de la phase de passage à l'échelle nationale.

En outre, la mission pense qu'une étroite collaboration et un partenariat inclusif entre le projet et les autres acteurs en cours dans les 4 CR (notamment REMECC pour la Préfecture de Labé) auraient permis au projet RGDE de tester les mécanismes de mise en œuvre des AME et les directives des trois conventions de Rio et contribuer à l'amélioration des conditions alimentaires et de résilience au changement climatique des populations.

### Partenariat

Le projet a développé un partenariat avec certaines parties prenantes en tant que collaborateurs clés dans la conception et la mise en œuvre des activités de terrain. Malheureusement, les synergies et les complémentarités recherchées entre le projet RGDE et ces différents partenaires et programmes/projets n'ont pas été très efficaces pour créer des liens de collaboration satisfaisante, à l'exception de celles avec le PACV qui a mis à la disposition du projet des ADL au niveau de chaque commune rurale, du BSD du MEEF.

D'autre parts, le Document de partenariat élaboré pour renforcer les capacités des institutions nationales clés (CNDD, FSE et MEEF) afin de reproduire les succès à travers tout le pays et faciliter l'accès aux fonds du FSE n'a pas été signé par le projet RGDE avec les principales parties prenantes et autres acteurs nationaux. Ce partenariat devait soutenir les actions d'adaptation au changement climatique et de préservation de la biodiversité.

De même, l'approche adoptée par le projet n'a pas permis de fédérer les nombreuses initiatives en cours de réalisation, dans les différentes régions du pays, en matière de gestion intégrée des ressources naturelles, d'intégration des AME et de la gouvernance environnementale. Plus spécifiquement l'ancrage du projet au niveau des 4 CR dans les structures d'encadrement local du programme du PACV, n'a pas permis au projet RGDE à développer la synergie attendue.

### Question genre

L'UGP a mis au centre de ses préoccupations les questions du genre en ce sens que les femmes composent plus de 50% de la population guinéenne et constituent en milieu rural la force de travail et les piliers de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, et de surcroît sont particulièrement les plus vulnérables à la dégradation des terres et des écosystèmes naturels et au changement climatique. Elles ont participé à la réalisation des différentes interventions tant en ce qui concerne le renforcement des capacités organisationnelles qu'opérationnelles au niveau central et local. Leur participation aux différentes activités du projet a été déterminante. Elles ont aussi bénéficié des projets de microfinancement de génération des revenus. Ainsi, sur les 440 acteurs formés par le projet sur les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les bonnes pratiques environnementales, 86 sont des femmes. Ainsi, les 86 femmes formées devraient jouer un rôle de levier stratégique pour entraîner et former leurs paires sur les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les bonnes pratiques environnementales, si toutefois le projet parvenait à être suivi d'une autre phase de consolidation des résultats et de mise à l'échelle des acquis du projet RGDE

## Levée des barrières institutionnelles et politiques

D'importantes barrières institutionnelles et opérationnelles ont été identifiées dans l'auto-évaluation nationale des capacités (AENC) comme devant être prioritairement levées pour faciliter la coordination et le dialogue entre les différentes institutions concernées, le développement des capacités transversales. La mission note que très peu de ces barrières ont pu être pleinement abordées, dans la mesure où le projet n'a pas réussi à promouvoir les synergies et l'harmonisation des politiques et des cadres juridiques en vue d'éviter les doublons et d'économiser les ressources.

En outre, l'idée de mettre en place un centre de coordination des conventions doté des ressources nécessaires pour assurer un suivi continu de la mise en œuvre des différents accords multilatéraux et des directives des trois conventions de Rio, n'a pu être concrétisée par le Gouvernement, ce qui laisse ainsi entière la question de mise en œuvre des AME et des directives des conventions de Rio.

Par ailleurs, la durée de 2/3 ans de mise en œuvre et les maigres moyens alloués pour mener un projet aussi important par des aspects abordés et de l'importance des mécanismes de conception et de la mise en œuvre des programmes et projets et de la dynamique des changements de paradigmes environnementaux et socioéconomiques, paraissent insuffisants pour réussir un projet d'habilitation. Ainsi, les activités axées sur la sensibilisation, la formation des acteurs multisectoriels et la gestion durable des ressources naturelles à la base, n'ont pas donné les résultats attendus, surtout dans un contexte institutionnel de dysfonctionnel caractérisé par une multiplication de centres de décision et une incohérence des diverses d'approches des différents intervenants. En outre, l'approche du projet ne semble pas être en ligne droite des orientations stratégiques actuelles, car elle diffère peu de celle des autres projets classiques de développement. L'UGP aurait dû mettre l'accent sur l'identification des domaines et secteurs de faiblesses et des besoins d'interventions prioritaires permettant d'insuffler une nouvelle dynamique de changements dans les processus de conception et de mise en œuvre des projets de gestion intégrée de l'environnement et de résilience et d'adaptation au changement climatique.

## **Recommandations**

Comme indiqué ci-haut, les performances du projet ont été minorées par (i) la courte durée de 3 ans initiales, ramenée à 2 ans à cause du retard de démarrage (qui n'était pas en considération parmi les risques du projet) et (ii) le maigre budget alloué au projet, en inadéquation avec le volume et la nature des activités programmées. Le projet étant arrivé à son terme et sans possibilité de prolongation, la mission trouve inapproprié d'abandonner les actions initiées et de voir les résultats obtenus tomber aux oubliettes. Ceci ressemblerait à une énorme perte de temps et un gaspillage des moyens financiers (678.828 USD) investis pour réaliser le projet RGDE. La mission recommande la poursuite des activités du projet pour une durée de 3-4 ans pour (i) assurer la consolidation des actions initiées et des résultats obtenus, (ii) assurer la capitalisation des acquis du projet grâce au financement d'une deuxième phase de passage à l'échelle (3-4 ans, 2018-2022) pour couvrir les autres régions du pays, (iii) consolider les mécanismes de mise en œuvre des AME au niveau décentralisé et central avec un financement adéquat pour soutenir les microprojets des populations.

## **Responsable : MEEF, MEF, PNUD**

Mobiliser les fonds nécessaires auprès des partenaires financiers de la Guinée, sur la base de la fiche présentée dans le PNDES approuvée lors de la table ronde des donateurs financiers, pour un montant estimé à 12 millions. À cet effet, il sera impératif que le PNUD (fonds TRAC) et le MEEF conjuguent leurs efforts pour financer la phase transitoire de maintenance et de suivi des actions du projet (6 mois) et préparer le document du projet de la phase de passage à l'échelle. Cette phase sera aussi saisie pour organiser un atelier de capitalisation des acquis et aligner les mécanismes de mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions de Rio avec les enjeux et la situation actuelle des expériences développées dans le pays. Le budget nécessaire à cette fin est estimé à **12-15000 USD**.



**Responsable : MEEF, MEF, PNUD**

Le PNUD et le MEEF devront envisager la possibilité de recruter un consultant international pour élaborer le document du projet de passage à l'échelle (3-4 ans), sur la base de la fiche proposée et jugée éligible au financement des projets prioritaires du PNDES (12 millions USD) et des expériences en cours en matière de gestion durable des ressources naturelles (terres, eau, biodiversité, etc.) et de résilience et adaptation au changement climatique.

**Responsable : MEEF et PNUD**

La mise en œuvre des AME et des directives des conventions de Rio 1992, ayant une forte connotation juridique, la mission a recommandé à ce que la révision des textes législatifs et réglementaires initiés par le projet RGDE en reflétant pleinement les principes et obligations de la Convention de Rio 1992.

**Responsable : MEEF et PEDD**

Il est impératif que le document de la phase 2 de passage à l'échelle soit conçu sur la base des deux principaux résultats de la présente phase de RGDE, en mettant l'accent sur les dialogues intersectoriels, les enjeux environnementaux, les aspects institutionnels, juridiques et opérationnels, en y intégrant les outils méthodologiques, les mécanismes et les outils et guides pratiques d'intégration des AME et des trois conventions de Rio 1992 dans les processus de conception des PLD des CR.

## 1. INTRODUCTION GÉNÉRALE

### 1.1. Cadre de l'évaluation

Cette évaluation terminale est menée dans le cadre de l'exécution du projet PNUD/GEF-Projet « Renforcement de la Gestion Décentralisée de l'Environnement (RGDE- PIMS 4963) » mis en œuvre par le Gouvernement de la Guinée avec l'appui du PNUD et du FEM, de 2016 à mars 2018.

Le présent projet s'inscrit dans le contexte du suivi du Projet « Auto-évaluation nationale des capacités à renforcer (ANCR) » dans le but de lever les faiblesses et de renforcer les capacités institutionnelles du Gouvernement et opérationnelles des parties prenantes. Il vise à mieux faciliter les relations intersectorielles entre acteurs nationaux et à remplir les obligations et engagements pris par le Gouvernement à la Conférence<sup>1</sup> de Rio de 1992 vis-à-vis des trois conventions des Nations Unies.

Le projet étant arrivé à son terme, la présente mission composée d'un Consultant international et d'un Consultant national, a été commanditée par le Gouvernement et le PNUD pour procéder à son évaluation terminale afin d'analyser sa pertinence, ses performances, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des résultats et des acquis et tirer les leçons apprises et les recommandations.

### 1.2. Objectifs

Les objectifs de l'évaluation consistent à apprécier les réalisations et les progrès accomplis vers l'atteinte des objectifs, résultats et des produits attendus, conformément aux orientations du Document de Projet, en mettant l'accent sur les performances et les faiblesses, de manière à définir les changements advenus et tirer les leçons devant permettre d'opérer des changements appropriés dans le cadre de futurs projets similaires du PNUD.

### 1.3. Portée et livrables de l'évaluation

Sur la base des informations et des données colligées du Document du projet, des rapports annuels et des comptes rendus de rencontres préparés par la coordination du projet, l'équipe de l'évaluation a soumis au PNUD-Guinée, les livrables suivants :

1. Un rapport de démarrage et cadrage de la mission, présentant une méthodologie détaillée;
2. Un rapport provisoire complet de l'évaluation; présentant les activités menées (revue documentaire, visites et description des sites, les résultats des rencontres et entretiens avec les acteurs concernés, les conclusions, les leçons apprises et les recommandations +annexes
3. Un rapport final complet de l'évaluation +annexes, intégrant les commentaires du PNUD et des parties prenantes.

### 1.4. Activités de la mission d'évaluation

L'étude sera conduite en quatre phases comportant des activités spécifiques, entre autres :

- Briefing avec le PNUD
- Revue documentaire
- Élaboration du rapport de cadrage et de la méthodologie et calendrier de la mission;
- Visite de la zone et des sites du projet;
- Entretiens avec acteurs, consultation publique et visites de terrain;
- Analyse des performances et des résultats selon les critères d'efficacité, d'efficience et de durabilité;
- Leçons apprises et recommandations.

### 1.5. Approche méthodologique et critères d'évaluation

---

<sup>1</sup> : connue sous le nom de « Sommet Planète Terre, Rio 1992 ».

L'équipe des consultants ayant mesuré l'importance et la portée des résultats attendus par le PNUD-Guinée et le Gouvernement, a conduit l'évaluation de façon participative et inclusive, en impliquant l'ensemble des institutions du Gouvernement et des acteurs, tant au niveau central que local.

L'évaluation s'appuie sur les directives du guide d'évaluation des projets PNUD et des TDRs, en mettant l'accent sur l'analyse de la conception du projet, des performances et des résultats atteints, selon les critères de pertinence, efficacité, efficience, durabilité et impacts (figure 1).

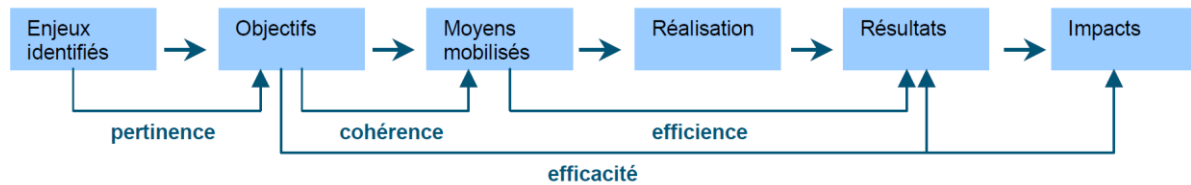


Figure 1 : Approche de l'évaluation de la mise en œuvre et des résultats du projet

L'évaluation a consisté, à mener des activités, entre autres :

- Revue documentaire;
- Élaboration de la méthodologie d'évaluation;
- Rencontres et interviews avec les partenaires et les acteurs nationaux et locaux;
- Visites de terrain dans les sites pilotes de la Commune Rurale de Popodara (Labé). Il a été prévu de mener les visites dans les quatre régions concernées (CR à Nzérékoré, CR à et CR à Tondon à Dubréka). Au cours de ces visites les consultants se sont entretenus avec les acteurs locaux et les bénéficiaires (liste, annexe 4.4) et apprécier les réalisations, entre autres :
  - ✓ Rencontres et entretiens avec les autorités régionales, préfectorales de Labé et de la CR de Popodara, sur entre autres : (i) la connaissance des objectifs des trois conventions; (ii) l'alignement des interventions du projet par rapports aux priorités régionales et locales définies dans les PDL, rôles joués ;
  - ✓ Visites des sites et discussions avec les bénéficiaires sur leurs implications et les activités menées dans le cadre du projet, ainsi que les bénéfices tirés;
- Analyse des performances et des résultats;
- Rapportage sur les résultats de l'évaluation : Rapport de démarrage et cadrage, Rapport provisoire et Rapport final.

Pour atteindre les résultats et les objectifs attendus de l'évaluation, les consultants ont procédé systématiquement à une méthode de triangulation pour vérifier les sources des informations et des données, s'assurer de l'exactitude des faits rapportés, en veillant au respect des critères de (i) efficacité (ii) fiabilité de l'information, (iii) flexibilité et équité, (iv) faisabilité institutionnelle et opérationnelle et, (v) applicabilité.

Les activités de l'évaluation ce sont déroulées du 26 avril au 30 mai 2018, en quatre phases distinctes, mais interdépendantes :

1. **Phase 1(100)** : Démarrage, Cadrage et Planification de l'évaluation (durée : 3 jours, Montréal)
2. **Phase 2(200)** : Mission d'évaluation en Guinée (Conakry et Visites de terrain) : Rencontres et interviews des acteurs, collecte des données et analyse-Diagnostic des sites (durée : 14 jours, Terrain)
3. **Phase 3(300)** : Compilation des informations et des données, élaboration et présentation des résultats, des conclusions et des recommandations préliminaires et des performances du projet (2 jours de compilation des données et résultats et atelier de présentation des résultats et recommandations préliminaires, Conakry, Guinée);
4. **Phase 4(400)** : Élaboration et Soumission des rapports complets de l'évaluation (i) Provisoire (2 jours, Montréal,) et (ii) Final +annexes (1 jours à domicile pour finalisation du Rapport de mission, Montréal, canada).

## 1.6. Structure du rapport d'évaluation

## 2. RESULTATS DE L'ÉVALUATION

### 2.1. Contexte du projet

La République de Guinée est un pays côtier situé le long de la frange atlantique et couvrant une superficie de 245 857 km<sup>2</sup>. Il est caractérisé par :

- Une diversité biophysique, due à un relief très contrasté constitué d'unités géomorphologiques distinctes de l'ouest à l'est, entrecoupées de (i) plaines et de basses terres deltaïques récentes, (ii) hauts plateaux du Fouta Djallon de formations cristallines paléozoïques, (iii) plaines de la Haute-Guinée couvertes de forêts denses séparées par des vallées et des plaines plus ou moins grandes ;
- Un climat tropical sec à humide avec une saison sèche, soumis à : (i) deux vents dominants : Harmattan (en saison sèche) qui dure de quatre à sept mois et la Mousson (en saison pluvieuse) de cinq à huit mois selon les zones naturelles ; (ii) une pluviométrie moyenne annuelle varie entre 1200 mm (Haute-Guinée) et 4200 mm (Basse-Guinée) ; (iii) des températures moyennes annuelles comprises entre 21 °C et 27 °C, (iv) une humidité relative moyenne annuelle supérieure à 60 %, avec un minimum de 29 % en moyenne en Moyenne-Guinée (Labé) et un maximum de 98 % en Basse-Guinée (Conakry) et (v) une évapotranspiration moyenne annuelle de 1.500 à 1.650 mm .

La Guinée comporte quatre régions naturelles distinctes (Guinée-Maritime ou Basse-Guinée, Moyenne-Guinée, Haute-Guinée et Guinée forestière) qui reflètent les différences biophysiques et climatiques ci-dessus. Ces régions ont des caractéristiques géographiques et écologiques différentes et chacune d'elles correspond à un type de climat avec une température, des précipitations, un sol, une faune et une flore spécifiques :

Selon les estimations de FRA (2005), la couverture des formations forestières occupe 27% du pays avec 6,7 millions d'hectares de forêt et 5,8 millions d'hectares de zones boisées, constituées de (i) la mangrove, (ii) forêts denses humides, (iii) forêts denses sèches et (iv) savane boisée. Trois millions d'hectares de forêt sont utilisés pour la conservation de la biodiversité, 490 000 hectares pour la protection des sols et de l'eau et 103 000 hectares pour la production forestière. Le pays abrite les têtes de sources d'eau des fleuves majeurs et les bassins hydrographiques de l'Afrique occidentale. Au cours de ces dernières décennies, ces ressources naturelles ont été soumises à des dégradations continues dues aux effets de changement climatique, des mauvaises pratiques agricoles (défrichements, feux de brousse, cultures sur brûlis, déforestation<sup>2</sup> et surexploitation du bois, etc.) et des activités minières.

D'autre part, on note que les émissions de gaz à effet de serre (GES)<sup>3</sup>, causées par la combustion des combustibles fossiles et de la biomasse, les déchets et les procédés industriels, la fermentation entérique et diverses activités agricoles qui menacent la qualité de l'air et la santé des populations dans les différentes régions, sont en nette augmentation en l'absence de mesures réglementaires adéquates et de la faible application de celles existantes.

Toutes ces considérations contribuent à la vulnérabilité environnementale du pays et font qu'après plus de cinquante ans d'efforts continus de développement socioéconomique, la Guinée se trouve encore très dépendante de l'assistance extérieure et classée 178<sup>ème</sup> sur 187 pays selon l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Par ailleurs, malgré les efforts de bonne gouvernance des ressources naturelles de ces dernières années et la mise en œuvre par le Gouvernement des politiques et stratégies de développement durable, les menaces et les défis environnementaux restent énormes et exigent des mesures adéquates et urgentes

<sup>2</sup> : Le taux de déforestation est estimé à 0,5 %, soit près de 35 000 hectares de forêts sont perdus chaque année en Guinée.

<sup>3</sup> : Les émissions de GES de la Guinée s'élèvent à 14 266 292 Gg de CO<sub>2</sub> ce qui équivaut à des émissions de 2 12 tonnes par habitant. La projection des émissions par habitant montre que, d'ici 2025, si les tendances actuelles se poursuivent, elles atteindront 2 09 tonnes, 470 kg/habitant et 90 kg/habitant respectivement, dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des déchets et des procédés industriels (PANA, 2007).

pour inverser les différentes tendances à la dégradation des ressources naturelles et permettre le changement de paradigme.

Le processus d'auto-évaluation de la capacité nationale (AECN) conduit d'avril 2006 à décembre 2008 par le Gouvernement de la Guinée, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, principalement le PNUD-Guinée et le FEM, ont mis en évidence une faible application des engagements pris par le gouvernement de mettre en œuvre les trois conventions dites de Rio<sup>4</sup>, à l'image des autres pays de la planète, lors de la Conférence des Nations Unies de 1992. Cette auto-évaluation a aussi permis d'identifier les faiblesses des mécanismes en place et de confirmer la nécessité d'engager un dialogue national pour assurer la coordination et la synergie d'actions entre les différentes institutions nationales concernées, ainsi que l'harmonisation des politiques et des cadres juridiques en vue d'éviter des doublons et de faire une utilisation efficiente des maigres ressources financières du gouvernement.

La mise en œuvre de ces trois conventions de Rio vise à (i) faire progresser le concept des droits et des responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement pour faire face aux facteurs multiformes de dégradation des ressources naturelles et (ii) assurer l'interdépendance de plus en plus manifeste entre le progrès économique à long terme et la nécessité d'une protection durable de l'environnement et à (iii) identifier les principales priorités et le caractère transversal de développement des capacités institutionnelles et opérationnelles des acteurs centraux.

À travers la Convention pour la lutte contre la désertification et la sécheresse, le gouvernement vise à définir et mettre en œuvre des politiques et stratégies de gestion durable des ressources naturelles et la réhabilitation des terres dégradées à travers des reboisements. Dans le cadre de la CCNUCC, il s'agit d'élaborer et mettre en œuvre un ensemble de règlements de stabilisation des gaz à effet de serre dans le but d'empêcher une action néfaste de l'homme sur le climat et de prendre des mesures pour y remédier, en observant trois grands principes (précaution, responsabilités communes mais différenciées, droit au développement). Pour ce qui est de la Convention sur la diversité biologique, il s'agit d'attirer l'attention des gouvernements sur la source inestimable de biens et de services que présente la diversité biologique et sur l'urgence de prendre des mesures cohérentes de meilleure protection contre la dégradation et la perte des ressources vivantes.

Malgré la ratification de ces trois conventions et des efforts louables entrepris par le Gouvernement de la Guinée au cours de ces deux dernières décennies, notamment la définition et la mise en œuvre des nombreuses politiques et stratégies, le pays n'a pas réussi à satisfaire adéquatement à ses obligations vis-à-vis des trois conventions et à inverser les tendances continues des dégradations multiformes de l'environnement, des ressources naturelles et la perte de son importante diversité biologique. À cet effet, le Gouvernement ayant reconnu le fait que la décentralisation constituait un mécanisme important pour asseoir une bonne stratégie de gestion durable de l'environnement, a pris la décision de transférer aux différentes catégories des Autorités et acteurs locaux (hommes, femmes, jeunes et OSC, etc.) les compétences et les responsabilités de gestion durable des ressources naturelles au niveau local. Ainsi, le Programme d'appui aux communautés villageoises (PACV, (2008 - 2014) mis en œuvre dans les différentes régions devaient contribuer à améliorer les capacités techniques et organisationnelles des communautés de base en matière de diagnostic participatif et d'élaboration de plans de développement communautaire.

---

<sup>4</sup>: Conventions de Rio 1992 : (i) Convention pour la lutte contre la désertification et la sécheresse (définition et mise en œuvre des politiques et stratégies de gestion durable des ressources naturelles, de la réhabilitation des terres dégradées et du reboisement massif et communautaire) ; (ii) Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ( connue sous le nom de Conférence des parties (COP), adoptée en 1992 et entrée en vigueur en 1994); (iii) Convention-cadre des Nations Unies sur la diversité biologique, (conservation des espèces biologiques menacées et en voie de disparition).

Ainsi, dans le cadre de renforcement et d'opérationnalisation les capacités des acteurs, le Gouvernement a bénéficié du financement de FEM pour développer et mettre en œuvre le projet PNUD/GEF-Projet « Renforcement de la Gestion Décentralisée de l'Environnement (RGDE- PIMS 4963) ». À travers ce projet le Gouvernement de la Guinée vise à apporter une réponse directe aux questions de renforcement des capacités intersectorielles et opérationnelles relatives à la mise en œuvre des trois Conventions de Rio des Nations Unies et à honorer ses obligations et engagements pris par la Conférence de Rio de 1992.

## 2.2. Problèmes à résoudre

Depuis le début des années 80s, la Guinée est confrontée à la dégradation des ressources naturelles due à la péjoration du climat, l'augmentation de la pression humaine et l'absence et/ou la faible application de lois et mesures réglementaires appropriées. Cela a entraîné la manifestation de nombreux problèmes environnementaux interreliés qui se sont sérieusement aggravés au cours de ces deux dernières décennies, notamment la déforestation et la dégradation subséquente des écosystèmes, la perte de productivité des sols, la perte de biodiversité, la pollution de l'air et des cours d'eau, ainsi que des inondations causées par le débordement des cours d'eau ensablés.

Pour faire face à ces problèmes, l'action du Gouvernement a principalement visé à mettre en œuvre des programmes (i) d'atténuation de la dégradation des ressources naturelles et de l'environnement, (ii) d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques, (iii) d'aménagement du paysage et de la faune, (iv) de gouvernance environnementale et le renforcement des capacités, (v) de recherche dans les domaines de changement climatique, de conservation de biodiversité et de dégradation des terres.

Le gouvernement, à travers ses principales stratégies et politiques de développement durable, notamment le DSRP III (2013-2015), PNDES, s'est résolument engagé à (i) renforcer le dialogue national multisectoriel et multipartite, (ii) renforcer la capacité des parties prenantes en termes d'adaptation au changement climatique et (iii) mettre en œuvre une stratégie de développement faible d'émission de carbone pour engager à long terme le pays dans le processus d'atténuation. Toutes ces différentes interventions visent à gérer les ressources naturelles en tant que pilier fondamental du développement durable agricole et socioéconomique. Cela a conduit le gouvernement à se concentrer sur des interventions transversales et la définition de politiques sectorielles spécifiques de développement durable.

L'AECN a identifié comme principales barrières les questions centrales suivantes :

- i. Insuffisance des informations sur les AME, des efforts d'éducation et de sensibilisation des différentes parties prenantes des secteurs public et privé ;
- ii. Manque d'informations sur les mécanismes de mise en œuvre des AME dans les rapports nationaux et les communications nationales présentées dans les Conférences des Parties ;
- iii. Système d'information inadéquat pour permettre la circulation de l'information à tous les niveaux d'intervention, ce qui ne permet pas aux parties prenantes d'être mieux informées sur les conventions et les lignes directrices des conventions pour assurer leur intégration dans les plans d'action nationaux et locaux ;
- iv. Faibles capacités opérationnelles des institutions impliquées dans la gestion de l'environnement en matière d'internalisation des directives des conventions de Rio ;
- v. Faible implication et un engagement des parties prenantes dans la préparation et la mise en œuvre des plans d'actions nationaux intégrant les AME ;

- vi. Faible participation des communautés locales dans la conception des plans locaux de développement durable de leurs terroirs ;
- vii. Cadre de coopération administrative peu opérationnel entre les institutions pour éviter les doublons et intégrer les AME dans leurs plans d'actions ;
- viii. Manque de soutien de la part de la recherche scientifique pour faire le point sur les bonnes pratiques de gestion de l'environnement et des ressources naturelles ;
- ix. Faible connaissance de l'Approche écosystémique et de la GIRE (Gestion intégrée des ressources en eau) dans les projets de développement pour promouvoir une plus grande collaboration dans la mise en œuvre des AME ;
- x. Absence de mécanisme de mobilisation efficace et de gestion transparente des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités des AME.

Le projet vise à apporter des réponses ciblées aux faiblesses et enjeux ci-dessus, à travers (i) la suppression des barrières institutionnelles, législatives et politiques; (ii) le renforcement des capacités opérationnelles des différentes parties; (iii) à la définition des mécanismes et des outils méthodologiques de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles (terres, eau, biodiversité, etc.) et (iv) à la mise en œuvre effective des directives relatives aux trois conventions.

### 2.3. Conception du projet

#### 2.3.1. Objectifs du projet

L'objectif de ce projet est de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des différents acteurs de la Guinée en matière de (i) gestion et mise en œuvre des lignes directrices des 3 conventions mondiales de Rio 1992 pour prendre en compte les Accords multilatéraux sur l'environnement et assurer l'élimination de la discrimination raciale dans les activités de gestion décentralisée de l'environnement. À cette fin, le projet sera axé sur les questions de gouvernance et de gestion environnementales et vise à contribuer à (i) la conservation durable de la diversité biologique, (ii) assurer la gestion intégrée des ressources en eau, (iii) la lutte contre le réchauffement climatique et contre la dégradation des terres en appliquant l'Approche écosystémique.

Il s'agit, plus spécifiquement de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des partenaires, à travers:

- La mise en œuvre de mécanismes d'intégration des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) dans le processus de décentralisation;
- La gestion décentralisée et la gouvernance locale des ressources naturelles, ainsi que l'intégration des AME dans la planification du développement local.

#### 2.3.2. Résultats et produits attendus et activités du projet

Le projet est mis en œuvre \ travers deux composantes :

1. Résultat 1 : Le processus de décentralisation et ses structures de gouvernance sont ajustés pour intégrer les obligations découlant des AME afin de faciliter la mise en œuvre des AME au niveau local;

Dans le cadre du Résultat 1, les interventions ont concerné la définition et l'opérationnalisation de mécanismes de mise en œuvre des AME dans le processus de décentralisation, à travers trois produits principaux devant permettre (i) l'intégration des AME dans la stratégie nationale de décentralisation, en assurant une conformité avec les directives et les aspects transversaux des conventions; (ii) le renforcement du système d'information en tant que centre d'échange pour la prise de décision sur les questions environnementales et la mise en œuvre des AME et de la FECDR; (iii) le renforcement du PACV pour jouer le rôle de facilitateur du réseau d'appui à la gestion environnementale décentralisée.

2. **Résultat 2** : renforcement des capacités techniques et managériales de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée pour l'intégration des AME dans la planification du développement local

Dans le cadre de ce deuxième résultat, le projet vise à renforcer la capacité des organisations clés à intégrer les AME dans les processus de planification au niveau local et de réaliser trois produits principaux : (i) **Produit 2.1** : le réseau existant d'instituts de développement des capacités est renforcé afin d'appuyer les efforts locaux visant à intégrer les AME et la FECDR dans le processus local de planification et de rapports; (ii) **Produit 2.2** : la formation conçue et testée pour le personnel du réseau décentralisé d'agents de l'administration publique sur le terrain et des OSC et des ONG clés qui soutiennent le processus de décentralisation sur les approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement; (iii) **Produit 2.3**: les capacités des institutions nationales clés (CNDD, FSE et MEEF) pour reproduire les succès dans toute la Guinée.

Ces résultats visent à renforcer ceux attendus des programmes du SNU et du PNUD-Guinée :

- **PNUAD** : « D'ici 2017, les communautés locales, publiques et privées, et les populations adoptent de nouvelles techniques et approches pour la promotion de comportements environnementaux durables et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et des catastrophes naturelles dans le cadre de l'adaptation au changement climatique »;
- **Plan pour l'environnement et le développement durable stratégique PNUD** : « D'ici 2017, les communautés locales, publiques et privées, et les populations adoptent de nouvelles techniques et approches pour la promotion de comportements environnementaux durables et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et des catastrophes naturelles dans le cadre de l'adaptation au changement climatique »;
- **Plan d'action de programme pays (CPAP) •Résultat 5** : les outils pour la planification, la gestion durable de l'environnement, les ressources naturelles et la qualité de vie sont élaborés ou révisés pour intégrer des aspects du changement climatique.

### 2.3.3. Éligibilité du projet au fonds FEM

La Guinée, ayant ratifié toutes les conventions internationales, régionales et sous-régionales relatives à la gestion durable de l'environnement et des terres, la conservation de la biodiversité et les changements climatiques et satisfait aux Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), elle a été déclarée éligible pour bénéficier de l'assistance financière du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de l'assistance technique du PNUD. En plus, elle a élaboré sa politique nationale et un cadre juridique qui intègre ses engagements pour l'environnement mondial.

En effet, la Guinée a ratifié, entre autres :

- La Convention sur la diversité biologique (CDB), le 7 mai 1993;
- Convention pour la lutte contre la désertification et la sécheresse, le 23 juin 1997;
- La Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 7 mai 1993;
- Le Protocole de Carthagène sur la sécurité biologique pour protéger la biodiversité contre les risques potentiels posés par les organismes génétiquement modifiés produits par la biotechnologie, en 2005;
- Le Protocole de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation concernant les mesures correctives découlant des dommages causés par le mouvement transfrontalier d'organismes vivants modifiés, le 11 décembre 2007;
- Le Protocole de Kyoto engageant à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012, du 25 octobre 2005;
- Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relative à la Convention sur la diversité biologique (CDB).



En outre, la Guinée a également adhéré à plusieurs autres traités relatifs à la protection et à l'utilisation durable des ressources naturelles internationales et régionales, notamment :

- La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et leur élimination, le 30 mars 1995 ;
- La Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale, le 24 septembre 1992 ;
- La Convention CITES sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, le 20 décembre 1981 ;
- La Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontaliers en 2000 ;
- La Convention et le Protocole sur l'Autorité du Bassin du Niger adoptés en Guinée en 1980 et entrés en vigueur en 1982 ;
- La Convention sur l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG) adoptée en 1983 ;
- La Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles adoptée à Alger en 1968 et entrée en vigueur en 1989 ;
- La Convention sur les criquets migrateurs adoptée à Kano, au Nigeria, en 1962 et entrée en vigueur en 1963.

Le projet a été ainsi déclaré éligible au financement du FEM au titre de la Stratégie FEM-5 PDCT pour des projets de développement de capacités transversales, permettant de fournir des ressources susceptibles de contribuer à la réduction, voire l'élimination des nombreux goulots d'étranglement institutionnels, politiques et juridiques qui impactent négativement la mise en synergie des trois Conventions de Rio 1992, ainsi que des protocoles y afférant.

### **2.3.4. Pertinence et conformité du projet**

#### **2.3.4.1. Par rapport aux engagements et politiques du Gouvernement de Guinée**

Les AME visent le développement durable fortement lié à la viabilité environnementale. En effet, la santé et la subsistance des populations reposent étroitement sur le milieu naturel, du fait qu'un environnement sain procure les ressources naturelles nécessaires à la vie, notamment l'eau, la nourriture et l'air, ainsi que les moyens de croissance économique et de lutte contre les catastrophes naturelles.

Le projet est très pertinent en ce sens qu'il répond aux engagements du gouvernement pris au niveau international vis-à-vis des 3 conventions (CCNUCC, articles 4 et 6), UNCCD (articles 5, 9, 10 et 19), et s'attaque aussi à des enjeux et domaines d'interventions prioritaires du pays. À cet égard, il est en phase avec les priorités, les orientations et les objectifs du gouvernement en matière de protection de l'environnement, de développement durable, de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement socio-économique axé sur l'utilisation durable des ressources naturelles. Il est aussi conforme aux objectifs du DSRP (1, 2 et 3), des politiques de décentralisation et de transfert des compétences au niveau local, du PNDES, de la Stratégie nationale et Plan d'action pour la biodiversité (SNPAB), des orientations des communications nationales pour la CCNUCC et le PANA, ainsi que le Plan d'action national contre la désertification (SAP-CCD) et le Plan national d'action environnementale (PNAE).

Plusieurs initiatives visant à renforcer la politique et la stratégie nationale de protection de l'environnement et le développement durable ont été entreprises par le Gouvernement guinéen juste après la ratification des Conventions de Rio, notamment :

- La Politique environnementale nationale ;
- La Stratégie nationale pour la conservation de la diversité biologique (2001) ;
- Le Plan d'action national pour la conservation de la diversité biologique ;
- Le Plan national pour l'adaptation au changement climatique (2007) ;
- Le Cadre national de biosécurité (2005) ;

- La Politique nationale de développement agricole ;
- La Nouvelle politique énergétique ;
- Le Programme-cadre pour la promotion de la décentralisation et le renforcement des capacités de la société civile ;
- Le Programme-cadre d'appui aux initiatives de base (PCAIB).

Le projet devrait capitaliser sur les expériences et résultats des projets achevés et fédérer les projets en cours de réalisation, en rapport avec l'environnement, les ressources naturelles et la décentralisation ont été menés en Guinée.

Parmi les initiatives financées par le FEM, on note, entre autres :

- Adaptation écosystémique ciblant les communautés vulnérables de la région de Haute-Guinée
- Conservation de la biodiversité du mont Nimba grâce à une gestion participative intégrée
- Projet de gestion côtière et marine de la biodiversité
- Élaboration de plans de mise en œuvre nationale pour la gestion des polluants organiques persistants - AJOUT
- Augmentation de la résilience et adaptation aux effets néfastes des changements climatiques dans les zones côtières vulnérables de Guinée
- Intégration de la biodiversité dans la gouvernance minière en Guinée
- Fixation des priorités de conservation des écosystèmes forestiers de Haute-Guinée, Afrique de l'Ouest
- Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries (GEM)
- Tendances d'inversion de la dégradation des terres et de l'eau dans le bassin du fleuve Niger
- Gestion communautaire des terres
- Programme de gestion de l'environnement et de l'eau dans le bassin du fleuve Sénégal
- Renforcement des capacités pour l'amélioration des stocks de gaz à effet de serre (Afrique occidentale et centrale francophone)
- Réduction de la dépendance envers les POP et autres produits agrochimiques dans les bassins fluviaux du Sénégal et du Niger grâce à la gestion intégrée de la production, de la lutte antiparasitaire et de la pollution
- Projet de gestion intégrée des ressources naturelles des hauts plateaux de Fouta Djallon (PGIRN-HFD) (tranches 1 et 2)
- Projet de conservation des écosystèmes de l'Union du fleuve Mano et de gestion internationale des ressources en eau (GIRE)
- AFLDC : Renforcement des capacités et de l'assistance technique pour la mise en œuvre des plans d'exécution nationaux (PEN) de la Convention de Stockholm dans les pays africains les moins avancés (PMA) de la sous-région de la CEDEAO

Parmi ceux financés par d'autres partenaires financiers, il s'agit, entre autres des projets :

- Programme régional permettant d'appuyer la gestion intégrée des ressources naturelles (AGIR) :
- Projet étendu de gestion des ressources naturelles (PEGRN) :
- Dans le cadre de l'Organisation pour la mise en valeur du bassin fluvial Gambie (OMVG), un projet sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles financé par la BAD et la Banque mondiale couvre les régions frontalières des quatre pays de l'OMVG (le département du fleuve supérieur en Ambia, les régions administratives de Koundara et Gaoual en Guinée, la région de Gabu en Guinée-Bissau et le département de Vélingara au Sénégal).
- Réseau mondial sur le couvert végétal (RMCV) et projet Africover de la FAO :

#### **2.3.4.2. Par rapport au Programme et Priorité Stratégique du FEM et PNUD**

Le projet actuel a été conçu de façon transversale à répondre aux obligations communes dans le cadre des trois Conventions de Rio 1992 et répond aux exigences communes des conventions sur le

renforcement des capacités organisationnelles (CCNUCC, articles 4 et 6), l'UNCCD (articles 4, 5, 13, 17, 18 et 19) et la CDB (articles 8, 9, 16 et 17), spécifiquement sur la gouvernance environnementale (CCNUCC, article 4), UNCCD (4, 5, 8, 9 et 10), BDCNU (articles 6, 14, 19 et 22). À cet égard, il est parfaitement en accord avec les « Lignes directrices provisoires des projets de renforcement des capacités transversales ».

Le projet est aussi conforme à la Stratégie FEM-5 pour le développement des capacités transversales, au programme-cadre D qui appelle au renforcement des capacités afin de mettre en œuvre et de gérer les lignes directrices globales de la convention dans le cadre des objectifs des Conventions de Rio. À cet égard le projet répond aux objectifs des trois domaines d'intervention du FEM (biodiversité, changement climatique et gestion durable des terres) et s'inscrit spécifiquement dans la priorité stratégique de renforcement des capacités transversales (CB-2).

En outre, la conformité de son approche par rapport à l'Approche stratégique d'amélioration et de renforcement des capacités (Conseil du FEM, GEF/C.22/8) a permis de créer un environnement propice à une plus grande prise en compte des questions de renforcement des capacités des institutions clés à intégrer l'AME dans les processus de planification au niveau local.

En abordant les aspects ci-dessous, le projet RGDE trouve sa conformité avec les principes opérationnels identifiés dans l'approche stratégique approuvée par le FEM :

- Assurer l'appropriation et le leadership national : le processus de l'ANCR et les consultations lors de l'élaboration de ce projet ont bénéficié de la contribution d'un grand nombre d'acteurs, notamment des représentants d'ONG, des cadres de haut niveau des structures centrales du gouvernement, des experts d'instituts de recherche, etc.
- Assurer des consultations et des décisions multipartites : l'UGP s'est appuyée sur l'expertise et les avis de plusieurs experts indépendants durant la préparation de la stratégie de gestion décentralisée de l'environnement;
- Efforts de renforcement des capacités de base en matière d'évaluation des besoins inter institutionnelles : le manque de coordination et de dialogue entre les différentes institutions concernées et la faible participation des communautés locales dans la mise en œuvre des AME, ont été identifiés comme des axes prioritaires en termes de renforcement des capacités transversales et à prendre en compte dans le cadre des activités habilitantes de l'UNCCD, l'UNCBD et la CCNUCC.

Le projet est aussi aligné au Cadre de coopération de pays (CCP) du PNUD, ainsi qu'au Plan-cadre des Nations-Unies pour l'aide au développement (PNUAD 2013-2017), notamment en ce qui concerne, (i) la priorité 8 « assurer une participation effective des communautés locales dans la mise en œuvre de l'AME pour atteindre leur ancrage durable et une exécution en cours au niveau local ; (ii) la priorité 9 « promotion de l'approche écosystémique et de la gestion intégrée des ressources en eau dans les projets de développement afin de favoriser une plus grande collaboration dans la mise en œuvre de l'AME, et (iii) la priorité 10 « concevoir et adopter un mécanisme de mobilisation efficace et une gestion transparente des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités de renforcement des capacités ». Toutes ces priorités stratégiques sont conformes avec l'Approche stratégique de renforcement des capacités » du FEM (Conseil du FEM/GEF/C.22/8) et aux principes opérationnels du FEM.

### 2.3.5. Arrangements de financement

Selon les arrangements du PRODOC, le projet est financé par le FEM avec le co-financement du PNUD, du GdG et le PACV (Tableau 1).

---

<sup>5</sup>: Le cadre de PDCT définit la vision des projets axés sur l'amélioration des structures organisationnelles et des mécanismes permettant de catalyser la coordination entre les institutions et à renforcer leurs capacités d'intégration des dispositions communes des trois conventions de Rio dans les politiques et programmes environnementaux multisectoriels.

Tableau 1 : Financement du projet (PRODOC, 2014)

SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT PROMIS
FEM	525.000 USD
PNUD (Co-financement)	150.000 USD
Gouvernement (Co-financement en nature)	250.000 USD
PACV (co-financement indirect)	225.000 USD
Total	1.150.000 USD

Au regard de l'étendue du territoire et de la vulnérabilité des écosystèmes du pays, de l'ambitieux programme qui requiert la mise en œuvre du projet, et plus particulièrement des faibles capacités des institutions et des parties prenantes, la mission juge le budget très insignifiant dont seulement 675.000 USD (FEM et PNUD) sont en cash pour permettre une prise de conscience effective des acteurs sur l'importance des conventions et renforcer significativement les capacités institutionnelles de mise en œuvre des engagements du gouvernement vis-à-vis des AME.

### 2.3.6. Analyse du cadre des résultats (Indicateurs, cibles, Hypothèses et risques)

Les objectifs et les résultats visés par le projet ont été clairement définis dans le PRODOC, mais leurs indicateurs sont plus ou moins SMART. Ces résultats sont basés sur des hypothèses optimistes de mise en œuvre du projet, selon lesquelles :

- le Gouvernement guinéen maintient son engagement envers la gestion environnementale et le développement durable et que les lois;
- les politiques, les programmes et l'allocation des ressources nationales reflètent cet engagement;
- le Gouvernement guinéen et le PNUD-FEM continuent d'appuyer l'orientation de développement des capacités de ce projet et les caractéristiques clés du développement des capacités pour l'environnement (c.-à-d. la participation, la flexibilité, l'itération, l'intégration, de multiples facettes et l'orientation vers les processus) ;
- le Gouvernement guinéen continue de remplir ses engagements internationaux et poursuit ses politiques et l'appui budgétaire pour intégrer les obligations de contrôle et de déclaration des trois Conventions de Rio dans le système de contrôle et de déclaration de l'environnement guinéen.

Les risques anticipés pour atteindre les résultats sont axés sur (i) le recul de l'engagement du gouvernement, (ii) le manque de bonne volonté pour une mise en œuvre cohérente du projet, (iii) l'instabilité politique ou les bouleversements dus aux grandes réformes institutionnelles en cours.

### 2.3.7. Bénéficiaires

En raison de ses interventions axées sur les actions habilitantes et de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des acteurs, le projet a eu une concentration à la fois nationale et local ciblant l'ensemble des institutions concernées, les décideurs politiques et les pouvoirs législatifs, ainsi que les organes de développement décentralisés.

Toutefois, dans le but de donner un cachet pratique et opérationnel à certaines interventions du projet, il a été recommandé lors de l'atelier de lancement du projet (mars 2016), à ce que le projet mène des actions dans quatre Communes Rurales (CR) représentatives des quatre Régions naturelles que compte le pays. Cette nouvelle orientation du projet s'inscrit dans le but de renforcement des capacités des acteurs pour assurer au niveau local la diffusion effective des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et en particulier la mise en œuvre des directives des trois Conventions de Rio 1992. Quatre CR ont été sélectionnées dans quatre régions pour abriter les activités pilotes: (i) CR de Popodara (Préfecture de Labé/Moyenne Guinée) ; (ii) CR de Sanguiana (Préfecture de Kouroussa/ Haute-Guinée)

; (iii) CR de Gouecké (Préfecture de Nzérékoré /Guinée Forestière) ; et (iv) CR de Tondon (Préfecture de Dubréka /Basse Guinée).

Ainsi, les autorités, les services techniques et les populations de ces 4 communes rurales ont été impliqués dans les activités du projet en tant que principaux acteurs de mise en œuvre des directives des trois conventions dans leurs plans de développement local et des microprojets.

Ces Communes Rurales (CR) ont été sélectionnées sur la base d'une analyse de six (6) critères combinés :

- i. **Critère « écosystème »** : Ce critère est basé sur la spécificité écologique des quatre régions naturelles, avec différents écosystèmes : côtier et marin en Basse Guinée, montagneux en Moyenne Guinée, de savane en Haute Guinée, forestier en Guinée forestière. Le but visé est la préservation de l'intégrité des écosystèmes et des services qu'ils fournissent à travers la conservation et l'utilisation durable des ressources en eau/terre/biodiversité » (réf. l'un des objectifs des interventions du FEM) ;
- ii. **Critère « menaces »** : chaque CR sélectionnée présente des menaces visibles en termes de diversité biologique, de changement climatique et de dégradation des terres ;
- iii. **Critère « Opportunités »** : chaque CR sélectionnée présente des opportunités établies pour entreprendre des actions visant à inverser les tendances à la baisse en matière de dégradation de la biodiversité et des terres, et promouvoir la résilience au changement climatique ;
- iv. **Critère « Accessibilité »** : les CR sélectionnées sont facilement accessibles, idéalement par une autoroute ou route rurale en bon état. L'idée derrière ce critère est de rendre facilement accessibles les lieux pour surveiller et évaluer les actions pilotes dans la mise en œuvre des AME, faciliter les visites d'échange de terrain, le partage des expériences et la répliation des résultats permettant une meilleure conservation de la biodiversité, la réduction de la dégradation des terres et une meilleure résilience des communautés au changement climatique ;
- v. **Critère « Participation »** : les CR sélectionnées ont démontré un engagement fort de la part des élus et des populations locales à participer à la mise en œuvre des AME ;
- vi. **Critère « Intégration de la conservation dans la planification locale »** : les CR sélectionnées présentent des plans locaux de développement qui intègrent la conservation de la nature, la foresterie communautaire, la lutte contre les feux de brousse, la protection des eaux d'amont des sources, la protection et la restauration des sols, la protection de la faune (interdiction du braconnage), etc.

## 2.4. Performance de mise en œuvre du projet

### 2.4.1. Mise en œuvre du projet

Conformément aux arrangements du PRODOC, le projet est mis en œuvre par le Gouvernement de la Guinée selon la modalité « d'exécution nationale du PNUD (MEN/NIM) sous la responsabilité du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), à travers le Programme de l'Environnement et Développement (PEDD) et par le par le Bureau du PNUD-Guinée « Programme des Nations-Unies pour le Développement » en sa qualité d'agence de mise en œuvre pour le FEM.

Le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF) a joué le rôle d'agence nationale de mise en œuvre du projet, à travers le Conseil national de l'environnement et de l'environnement durable. Le Bureau du PNUD-Guinée a assuré le rôle d'Agence de mise en œuvre pour le FEM et s'est chargé des services de gestion et d'allocation des ressources financières, de soutien technique et de supervision des livrables à travers son unité Environnement et Énergie pour le suivi-évaluation interne périodique des activités du projet.

Le projet est exécuté par une Unité de Gestion du Projet (UGP), créée par le MEEF, sous la coordination directe d'un Directeur National et la supervision d'un Comité national de pilotage du projet (CPP) présidé par le Secrétaire Général de la Commission nationale pour l'environnement et le développement durable et qui en assure le suivi des progrès vers les résultats, de la qualité et des synergies avec les autres projets impliqués dans les questions environnementales et de changement climatique.

Durant les deux années de mise en œuvre du projet, l'UGP a exécuté les plans de travail et de budget annuels, assuré la gestion quotidienne financière et budgétaire, l'administration globale du projet et le suivi-évaluation technique des activités. L'exécution des activités et l'assurance de la qualité des livrables ont été supervisées par le Comité de pilotage du projet (CPP) mis en place par le MEEF<sup>6</sup>. Ce comité s'est chargé, sous l'égide de son président<sup>7</sup>, (i) de l'examen et de l'approbation des plans de travail et budget annuels et des rapports d'avancement et d'activités annuelles du projet, (ii) de formuler des recommandations pour cadrer le projet vers les résultats attendus et, (iii) d'approuver toute modification programmatique nécessaire, le cas échéant et conformément aux procédures du PNUD. Le CPP est composé des principaux ministères concernés (MEEF, Ministère de la Coopération, Ministère du Budget, Ministère des Affaires sociales et de la Condition des femmes, Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Ministère de l'Agriculture, Ministère de la Production animale), le Directeur national du Programme de l'environnement et du Développement Durable, le Coordinateur du Programme PACV, les représentants des ONG (Guinée Écologie), les représentants du Secteur privé et de la commission rurale du parlement guinéen.

L'UGP a travaillé en étroite collaboration avec les principaux partenaires, entre autres :

- Ministères en charge de l'Environnement (BSD);
- Ministère de l'Agriculture (BSD, DNA, DNGR);
- Ministère de l'Élevage (BSD, DNPA);
- Ministère de la Décentralisation (DNDL);
- Ministère de la Coopération Internationale (UCC, DNOI);
- Les autorités administratives et les responsables des services techniques des Régions et Préfectures de Kindia, Labé, Kankan, Nzérékoré, Dubréka, Kouroussa, les acteurs des collectivités déconcentrées et décentralisées des Communes Rurales de Tondon, Popodra, Sanguiana et Gouéké, les ONGs, les Groupements d'Intérêt Economique, les Organisations Communautaires de Base, des Consultants nationaux et internationaux.

La mise en œuvre du projet a aussi visé la participation effective des structures décentralisées impliquées dans la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement et des populations locales exploitant les ressources naturelles et impactées par les effets des changements climatiques. Le secteur privé, la société civile, les ONG et les collectivités locales sont aussi considérés comme des acteurs clés dans la mise en œuvre des activités des projets pilotes, qui seront identifiés au niveau des CR.

Pour mener à bien l'exécution du programme d'activités, l'UGP a eu recours à des sous-traitances par des bureaux d'expertise spécialisée et/ou des experts indépendants, ainsi que des ONG qualifiées. Des Groupes de travail techniques ont été aussi mis en place par l'UGP pour préparer les éléments thématiques nécessaires à la mise en œuvre adéquate du projet. Les membres de ces Groupes seront choisis dans le réseau existant d'instituts de développement des capacités, tels que les universités et les instituts de recherche et de formation et le personnel des organismes de l'administration publique centrale et déconcentrée.

La figure 2 ci-dessous illustre la structure institutionnelle de mise en œuvre et d'exécution du projet.

<sup>6</sup> : Ref : MEEF et comprenant une équipe légère composée du CNP et de son assistant et d'un chauffeur.

<sup>7</sup> : Le CPP est présidé par le Secrétaire général du Conseil national de l'environnement et du développement durable

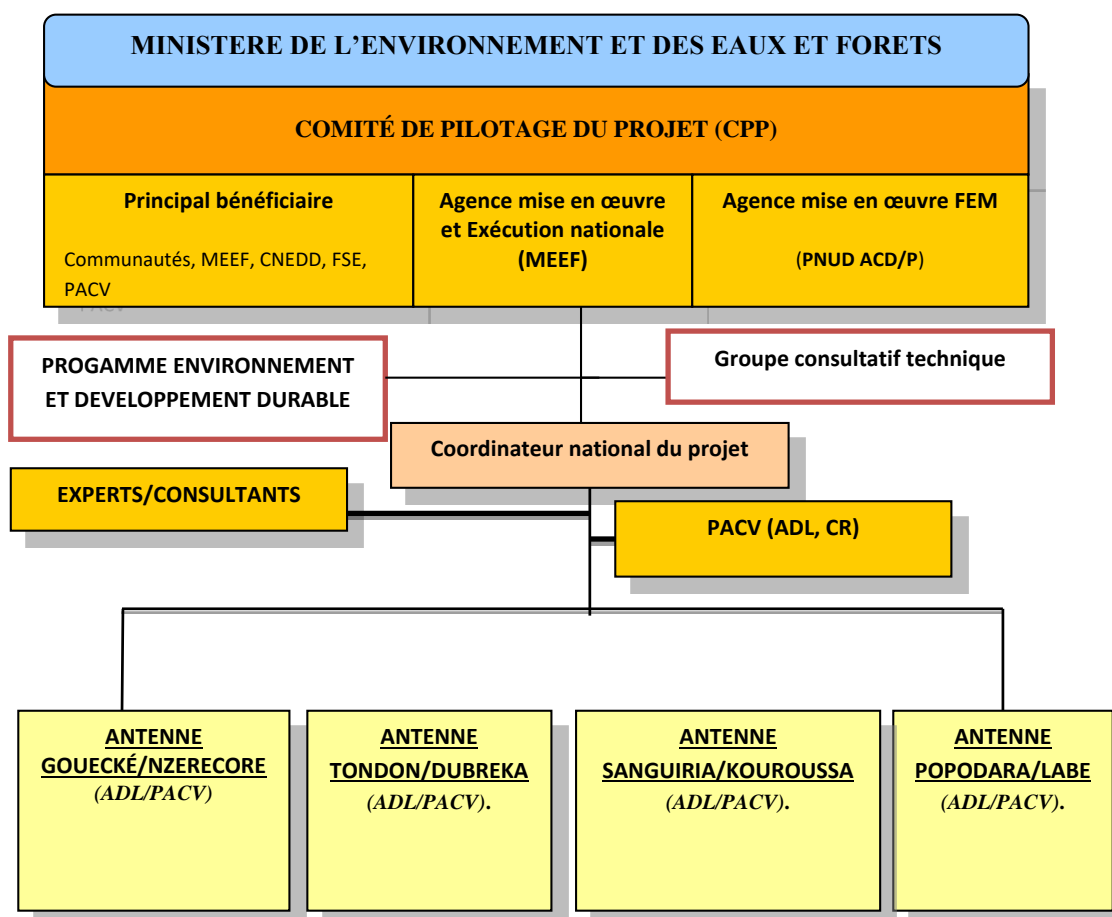


Figure 2 : Structure du projet

#### 2.4.2. Approche mise en œuvre

Ce projet étant une réponse directe à l'auto-évaluation nationale des capacités (AENC) menée en Guinée entre avril 2006 et décembre 2008, il aborde les principales questions de capacités intersectorielles identifiées pendant le processus et liées à la mise en œuvre des trois Conventions de Rio. Il vise à renforcer les synergies entre la mise en œuvre des trois conventions et des différents projets et programmes d'action axés sur la protection de l'environnement mondial et les changements climatiques et sur les recommandations des rapports nationaux de la Convention de Rio.

Le projet correspondant, particulièrement, à l'objectif 4 du Programme-cadre PDCT qui exige un accent particulier sur le développement des capacités intersectorielles transversales. Cela impose au pays et à l'équipe de l'UGP de concentrer les interventions sur l'amélioration des structures organisationnelles, et l'élaboration et la mise en œuvre des mécanismes qui catalysent la coordination des politiques et programmes environnementaux multisectoriels. Cela nécessite aussi de fortes relations de partenariat plus étroites, ainsi qu'une coordination et collaboration harmonisée pour réduire le chevauchement et la duplication des activités, dans le but de favoriser les échanges efficaces et efficients d'informations relatives à la mise en œuvre cohérente des trois Conventions de Rio.

Sur la base des directives de PDCT du FEM et du guide et des modalités NIM du PNUD, ainsi que des indicateurs clés du projet, l'UGP a ainsi contribué à développer les capacités aux trois niveaux national, régional et local de mise en œuvre des trois conventions de Rio.

L'approche du projet a été basée sur un apprentissage par la pratique, consistant à engager activement les parties prenantes au niveau central et local à travers des réunions de sensibilisation et des sessions de formations sur les différentes thématiques. La stratégie du projet a consisté à se concentrer principalement sur l'analyse systématique et approfondie des politiques sectorielles, des textes législatifs et réglementaires, des plans et programmes pour s'assurer qu'un examen complet est réalisé pour permettre la mise en œuvre cohérente des directives des trois conventions.

À cet égard, l'UGP a mis l'accent sur :

- Intégration des directives des trois conventions les politiques et programmes de développement durable : En intégrant les directives des Conventions de Rio dans les politiques et les plans de développement socioéconomique, le projet a permis d'orienter les activités de planification pour vers les objectifs de développement durable et de produire des avantages environnementaux nationaux et mondiaux ;
- Renforcement des capacités des institutions et parties prenantes : les interventions du projet ont privilégié le renforcement des capacités opérationnelles et d'analyse du contexte de planification des principaux départements ministériels et des autres acteurs nationaux et locaux impliqués dans la gestion de l'environnement et de la biodiversité et des questions de changement climatique.
- Partenariats : la mise en œuvre du projet a nécessité une collaboration et un partenariat entre l'UGP et les différents départements ministériels, les institutions spécialisées et les organisations de la société civile (ONG, Associations, etc.). Ce partenariat a favorisé l'efficacité des interventions dans la mise en œuvre des engagements pris par le Gouvernement de la Guinée et des directives des trois conventions, ainsi que l'intégration verticale entre les niveaux de prise de décision et les interventions sur le terrain.
- Tenir compte de la nature dynamique du renforcement des capacités : L'exécution du projet a mobilisé la Commission nationale pour le développement durable (CNDD) et/ou du Conseil national de l'environnement (CEN) qui a joué le rôle du Comité de pilotage du projet et qui s'est réuni régulièrement pour superviser les progrès des activités réalisées et approuver les plans annuels de travail et de budget et formuler les recommandations nécessaires permettant d'orienter la mise l'exécution des activités et l'atteinte des du projet ;
- Adopter une approche d'apprentissage par la pratique : L'essentiel des activités de renforcement des capacités du projet se sont déroulées dans le cadre de l'approche d'apprentissage par la pratique. Les représentants des partenaires gouvernementaux et des autres parties prenantes ont été impliqués dans les diagnostic participatif, l'analyse des recommandations concernant les différentes analyses sectorielles. L'apprentissage par la pratique a été rendu possible grâce à la mise en œuvre de certaines réformes politiques ;
- Associer des approches programmatiques et des approches basées sur des projets : le projet a adopté une approche ascendante et descendante grâce à l'ANCR pour assurer l'intégration des directives des conventions de Rio. En prenant en compte les dispositions des Conventions de Rio en tant que cadre analytique pour l'analyse sectorielle, des recommandations ont été formulées pour renforcer les politiques sectorielles afin d'obtenir de meilleurs résultats dans la gestion de l'environnement mondial. L'analyse de données (SIG) provenant de la base de données environnementales créée, a permis ainsi de développer un cadre programmatique pour la réalisation globale des objectifs de la Convention de Rio ;
- Associer le processus aux approches basées sur les produits : Le projet est basé sur un processus d'approche de gestion collaborative adaptative, qui est organisé de façon à s'assurer que les représentants de tous les groupes des parties prenantes soient représentés au début du processus de prise de décision. Ce processus a effectivement commencé avec l'ANCR, qui a identifié l'objectif de ce projet dès 2008, dont l'engagement a été maintenu à travers le développement par le Gouvernement de la Politique nationale de l'environnement. Le projet a donc mobilisé l'ensemble des acteurs jouant un rôle dans la mise en œuvre des mesures recommandations par les politiques sectorielles ;



- Promouvoir des approches régionales : Le projet a permis de tester des recommandations de réformes et des amendements au niveau régional. Cela a permis de disposer de meilleures pratiques régionales et des moyens de vérification des mesures sectorielles avant leur intégration dans un environnement mondial et dans la stratégie de développement durable.

### 2.4.3. Démarrage du projet

Selon le PRODOC le projet a été élaboré pour être mis en œuvre sur une période de trois ans (2014-2017) et signé le 27 avril 2015 par le MEEF (représentant le Gouvernement de Guinée) et le Bureau du PNUD-Guinée (agence de mise en œuvre pour le FEM), pour un démarrage immédiat. Mais sa mise en œuvre a eu lieu en mars 2016 lors de l'atelier de lancement qui a réuni les principales parties concernées, soit un retard de près d'un an par rapport à la planification initiale.

Ainsi, la mise en œuvre du projet a donc duré à peine un peu plus de deux ans, c'est-à-dire de mars 2016 à avril 2018, au lieu des trois ans initialement prévus dans le PRODOC.

### 2.4.4. Performances des parties prenantes

Le MEEF assure la mise en œuvre du projet pour le compte du Gouvernement de la Guinée. À ce titre, il apporte tout le soutien institutionnel et des locaux pour les bureaux adéquats pour abriter l'équipe de l'UGP, ainsi que d'autres moyens et services publics en nature. Les différentes directions techniques du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts ont pris une part active dans la réalisation des activités du projet, entre autres: (i) Direction nationale des Eaux, Forêts et Environnement ; (ii) Direction nationale de l'Environnement et du Développement Durable ; (iii) Direction générale de l'Unité climatique ; (iv) Point Focal du FEM et point Focal de CCNUCC, ainsi que les représentations régionales et préfectorales.

Les principales parties gouvernementales prenantes ont exercé de manière satisfaisante leurs rôles respectifs comme suit :

- Le Ministère de l'Agriculture : (i) Direction nationale de l'agriculture, (ii) Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG), (iii) Agence nationale de promotion rurale et du conseil agricole (ANPROCA), (iv) Bureau de stratégie et de développement ;
- Le Ministère de l'Administration territoriale et des Affaires politiques : (i) La Direction nationale du développement local,
- Le Ministère de l'Élevage : (i) Direction nationale de la production animale ;
- Le Ministère de la Coopération internationale : (i) Direction nationale de la Coopération internationale ;
- Le Ministère d'État de l'Énergie et de l'Environnement : Direction nationale de l'énergie (i)
- Le Ministère de l'Économie et des Finances : (i) Direction nationale des Investissements publics ;
- Le Ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'enfance : (i) Directions régionales des zones d'intervention ;

### 2.4.5. Rôles et responsabilités des organes de pilotage et de conseil technique

Le CPP a joué un rôle de roue dans la réalisation du projet depuis son lancement en mars 2016 et jusqu'à terminaison en mai 2018. Il a tenu des séances de réunions annuelles pour examiner et adopter les programmes de travail et de budget annuels, approuvé les rapports d'avancement techniques et financiers périodiques, les modifications programmatiques pour orienter l'exécution du projet.

Il a ainsi assuré de manière satisfaisante le suivi régulier de l'avancement des activités. Il a ainsi assuré de manière satisfaisante le suivi régulier de l'avancement des activités vers les résultats du projet. Les mesures nécessaires ont été souvent prises pour assurer la garantie de la qualité des livrables, ainsi que

la conformité technique et financière avec les orientations et objectifs des arrangements de mise en œuvre du projet.

#### 2.4.6. Rôles et responsabilités du PNUD

Le PNUD s'est régulièrement acquitté de ses responsabilités en fournissant les services de gestion financière et d'appui au cycle du projet et apportant un soutien technique à travers son Unité Environnement et Energie.

Le PNUD a assisté l'UGP en mettant en place une approche de gestion collaborative adaptative (GCA) pour la mise en œuvre du projet. En collaboration avec le MEEF, le PNUD-Guinée a contribué au suivi des progrès des résultats du projet, en s'assurant que l'ensemble des parties prenantes sont impliquées dès le début et tout au long l'exécution du projet.

Il a aussi prodigué des conseils techniques et opérationnels pour identifier et atténuer les risques imprévus et contribuer à la modification et/ou au réalignement en temps opportun des activités dans les limites du but et des objectifs du projet, de façon à orienter l'exécution des activités vers les résultats.

#### 2.4.7. Autorités décentralisées et collectivités

La mise en œuvre du projet a aussi bénéficié de la participation effective des structures centrales et décentralisées de l'État impliquées dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, entre autres :

Au niveau des institutions déconcentrées et décentralisées des régions et des préfectures et des 4 Communes Rurales pilotes, les structures techniques, les autorités administratives et les élus locaux ont tous pris part aux activités du projet et exhorté les populations à une participation responsable.

Dans les différents villages pilotes les chefs du village et les autorités coutumières ont aussi joué un rôle important dans l'implication des populations aux activités du projet, à travers les réunions des Conseils ruraux, les assemblées et événements religieux, etc.

Leurs implications ont facilité la mise en œuvre du projet et l'exécution des travaux de terrain dans les sites pilotes, ainsi que les actions de sensibilisation et de formation des populations.

#### 2.4.8. Autres acteurs

La mise en œuvre du projet a aussi bénéficié de la participation effective d'autres acteurs clés nationaux et locaux, entre autres :

- Société civile (ONG) : ont assuré le relais d'informations, rôle clé dans les activités de démonstration et de mise en œuvre ;
- Populations locales des 4 CR pilotes : développement des microprojets par les agriculteurs, femmes, jeunes ;
- Les ADL du PACV : ont joué un rôle clé dans l'intégration de CC aux plans de développement local et les relais d'informations sur les AME ;
- i. Les radios communautaires des trois préfectures : diffusion des messages et sensibilisation des populations ;
- ii. Organisations privées : (i) Les compagnies minières de la région, (ii) Le Crédit rural ou d'autres institutions de microfinance actives au niveau locales.
- Points Focaux (FEM, CBD, CCNUCC) : participation à la mise en œuvre du projet, mais avec une faible efficacité.

## 2.5. Performances de gestion, coordination et de suivi des réalisations du projet

Sous la direction du Coordinateur national du projet, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) a assuré de manière satisfaisante (5/6) la gestion quotidienne des activités du projet, l'exécution budgétaire, la gestion du personnel du projet et des consultants et le suivi-évaluation du projet.

### 2.5.1. Approche de gestion

Le projet étant mis en œuvre à travers la modalité « d'exécution nationale du PNUD (MEN) » selon les lignes directrices convenues par le PNUD et le Gouvernement de la Guinée, il a été géré conformément aux Directives générales de gestion basée sur les résultats avancés du PNUD (DGRA) et aux principes opérationnels du Gouvernement de la Guinée au sein de la structure de gouvernance.

Le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF) a joué un rôle de proue dans la mise en œuvre et la gestion du projet dans la mesure où il a suivi et appuyé, depuis le lancement jusqu'à la fin du projet, toutes les activités et facilité la cohérence et la synergie entre les activités du projet et celles des autres projets, relatives aux questions de protection de l'environnement et de changement climatique.

L'Unité de Gestion du Projet (UGP) créée par le MEEF<sup>8</sup>, s'est chargée de la gestion et de l'exécution quotidienne et de la coordination des activités, de l'exécution du budget, du suivi des progrès vers les résultats et des synergies avec les autres projets impliqués dans les questions environnementales et de changement climatique. Compte tenu de son effectif limité en personnel<sup>9</sup> technique et conformément à l'approche d'intervention dans le PRODOC, l'UGP a eu recours aux services des consultants individuels et des prestataires de services pour conduire des études spécialisées sous forme de contrats de courte durée.

L'exécution des activités a aussi bénéficié de l'appui du Comité de pilotage du projet (CPP) mis en place par le MEEF<sup>10</sup> qui a assuré la supervision de la mise en œuvre et de l'assurance de la qualité des livrables.

Le projet a bénéficié de l'appui du Bureau du PNUD-Guinée, dans son rôle d'Agence de mise en œuvre pour le FEM, en se chargeant des services de gestion et d'allocation des ressources financières, ainsi que des activités de suivi budgétaire et de supervision des livrables, à travers son Unité Environnement et Énergie.

### 2.5.2. Planification des activités

L'UGP a élaboré et réalisé les activités inscrites dans les PTAB de 2016, 2017 et 2018. Elle a aussi tenu de registres des dépenses, assuré la comptabilité et élaboré les différents rapports périodiques et annuels, des documents techniques et des termes de référence des différents études et travaux menés par les consultants/sous-traitants.

### 2.5.3. Exécution budgétaire

Selon les arrangements du projet, le financement de ce projet devait être assuré en cash par le FEM (5 Selon les arrangements du projet, le financement devait être assuré en cash par le FEM (525000 USD) et par le cofinancement du PNUD (150,000 USD), en plus des cofinancements en nature du Gouvernement Guinéen (250,000 USD) et du PACV (225,000 USD).

<sup>8</sup> : UGP : MEEF

<sup>9</sup> : Le personnel de l'UGP est composé d'un personnel limité composé du Coordinateur national, d'un Adjoint administratif et financier et une secrétaire.

<sup>10</sup> : CPP : Ref MEEF

Le projet a mobilisé et dépensé en cash la somme totale de 678.828,28 USD sur un budget total prévu de 675.000 USD, soit un dépassement budgétaire de (3.828,28 USD). Ces ressources ont servi à financer les activités de renforcement des capacités et de terrain, le paiement des salaires du personnel, le fonctionnement, le matériel et équipement du projet et les coûts des consultants et services.

Les tableaux 2-4 et les figures 3-5 donnent les détails des dépenses annuelles exécutées selon les composantes et les sources de financement.

Tableau 2 : Dépenses selon les composantes du projet (2015-2018)  
(Cumul des ressources du FEM et du PNUD)

Composante	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Autre activité	0	125.83	29.36	-3.15	152.04
Composante 1	38,274.31	59,330.94	9,770.83	100,236.18	207,612.26
Composante 2	3,906.71	70,023.40	125,907.45	112,799.02	312,636.58
Composante 3	39,522.43	111,436.54	105,521.88	-101,328.35	155,152.50
<b>TOTAL</b>	<b>81,703.45</b>	<b>240,916.71</b>	<b>241,229.52</b>	<b>111,703.70</b>	<b>675,553.38</b>

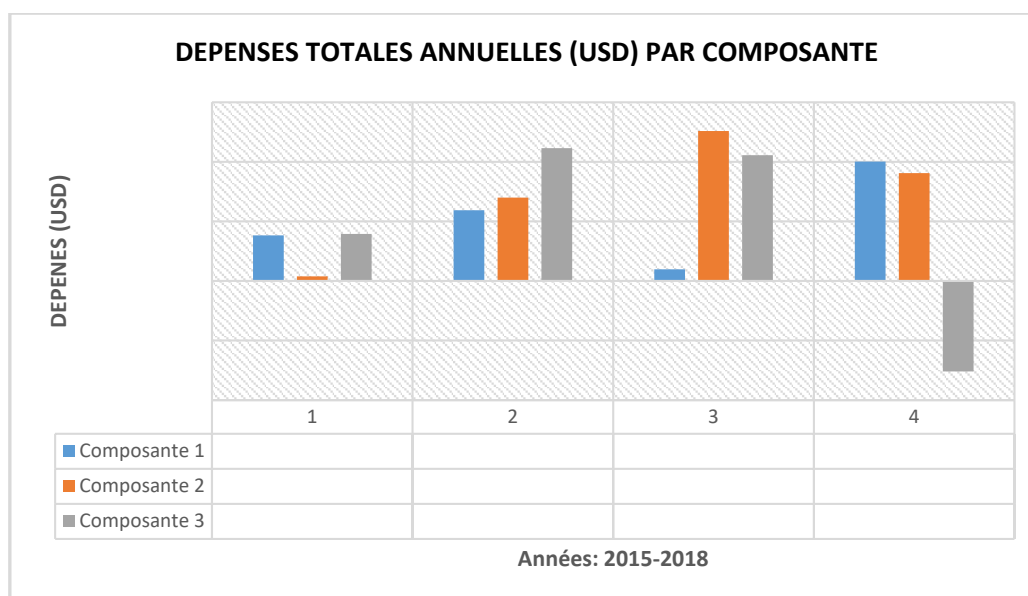


Figure 3 : Dépenses annuelles par composante (USD) (FEM + PNUD)

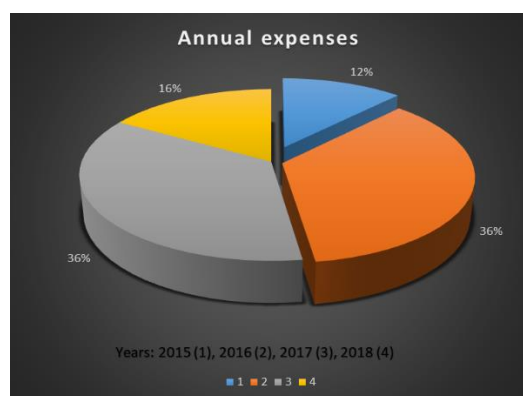


Figure 4 : Dépenses totales annuelles (%)

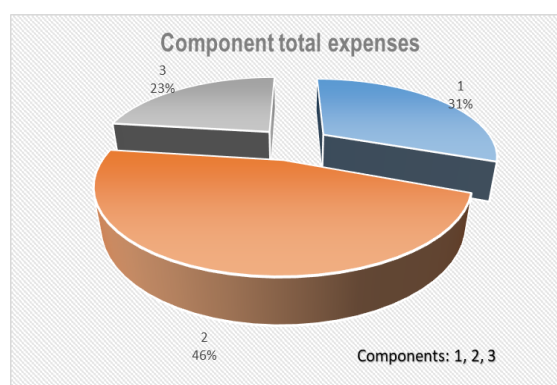


Figure 5 : Dépenses totales par composante (%)

En considérant les années de réalisation du projet, les figures 4 et 5 révèlent que le taux des dépenses des composantes fluctue d'une année à l'autre. Les plus fortes dépenses ont été exécutées en 2017 avec 36% des ressources (241,229.52 USD) et 36% en 2016 (240,916.71), suivies de 2018 avec 16% (111,703.70 USD) et de 2015 avec 12% (81,703.45 USD).

Pour ce qui est des dépenses des composantes, c'est la composante 2 qui se place en tête avec 46% (275,641.79 USD), suivie de la composante 1 avec 31% (200,614.06 USD) et de la composante 3 avec 23% (155,152.50 USD).

Tableau 3 : Dépenses du budget FEM selon les composantes

Composante	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Autre activité	0.00	211.15	-206.37	-2.46	2.32
Composante 1	38,274.31	51,060.51	6,859.72	104,419.52	200,614.06
Composante 2	3906.71	70,023.4	116,959.18	84,752.50	275,641.79
Composante 3	27,113.12	59,508.3	67,461.68	-106,380.64	47,702.46
<b>TOTAL</b>	<b>69,294.14</b>	<b>180,80.36</b>	<b>191,074.21</b>	<b>82,788.92</b>	<b>523,960.63</b>

Les dépenses exécutées sur la subvention du FEM sont estimées à 523.960,63 USD sur un budget total prévu de 525,000 USD, soit un léger dépassement de 1,039.37 USD. Au niveau de la composante et des dépenses annuelles, on observe les mêmes tendances que pour le total des dépenses pour les dépenses engagées en 2017 et 2016 et pour les composantes 2 et 1. En effet, 91% des dépenses ont été engagées au titre des composantes 2 et 1, contre seulement 9% pour le composant 3.

Tableau 4 : Dépenses du budget PNUD selon les composantes

Composante	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Autre activité		-85,32	235,73	-	150,41
Composante 1	-	8 270,43	3911,11	-4 183,34	6 998,20
Composante 2	-	-	8 948,27	29 122,08	38 070,35
Composante 3	12 409,31	51 928,24	38 060,20	6 061,16	108 458,91
<b>TOTAL</b>	<b>12 409,31</b>	<b>60 113,35</b>	<b>50 155,31</b>	<b>30 999,90</b>	<b>153 677,87</b>

Dans le cadre du cofinancement du PNUD (tableau 6), le projet a mobilisé et dépensé un montant total de 151 592,74 USD sur un budget engagé de 150 000 USD, soit un dépassement de 1 592,74 USD. La contribution a principalement soutenu les activités de l'unité de gestion de projet avec 70,88% des

dépenses. En ce qui concerne les dépenses globales, 39,65% (60 113,35 USD) en 2016, suivies de 2017 avec 33,10% (50 155,31 USD). L'année 2018 a été marquée par les dépenses les plus élevées de la composante 2, avec 97% (28 046,52 USD) du montant total dépensé (8 USD 14 914,78).

Pour ce qui est des contributions du Gouvernement et du PACV en nature, estimées respectivement à 250,000 USD et 225,000 USD, si l'on en juge par l'implication et les efforts fournis par les parties prenantes, les différentes institutions et particulièrement les ADL du PACV au niveau des Communes rurales pilotes, on peut affirmer que les sommes inscrites dans le PRODOC ont été largement dépassées.

Même si le projet n'a été exécuté que sur une période de 2 au lieu de 3 ans et que toutes les ressources financières allouées aient été entièrement dépensées, au regard du volume des activités menées, la mission juge négligeable le léger dépassement accusé sur le budget prévu. L'exécution du budget est jugée globalement satisfaisante (5/6) et conforme aux règles des finances et comptabilité du PNUD.

#### 2.5.4. Coordination et suivi du projet

Sous la direction du Coordinateur du projet et la supervision du DNP, l'UGP s'est chargée de la gestion quotidienne, de l'exécution et de la coordination des activités, du suivi des progrès vers les résultats et des synergies avec les autres projets impliqués dans les questions environnementales et de changement climatique. L'UGP a mis un accent particulier sur le développement des capacités en gestion collaborative adaptative (GCA) de mise en œuvre du projet, avec une forte implication du PNUD et du MEEF dans le but de garantir l'exécution convenable des activités du projet.

L'UCP a préparé et soumis :

- Un rapport de lancement du projet qui comprend le Plan de travail détaillé de la première année divisé en délais trimestriels ainsi que des activités détaillées et les indicateurs de performance qui ont guidé la mise en œuvre du projet ;
- Des plans de travail et de budget annuel pour les années 2015, 2016, 2017 et 2018 ;
- Des rapports annuels de l'exécution des activités, présentant les résultats ;
- Des rapports financiers périodiques de justification et de décaissement des fonds par le BP-PNUD Guinée ;
- Le rapport final du projet qui a été mis à la disposition de l'équipe d'évaluation. Ce rapport complet résume l'ensemble des activités, les mécanismes mis en œuvre, les réalisations, les capacités développées, les résultats obtenus, ainsi que les leçons apprises et les objectifs atteints.

L'UGP a bénéficié de l'appui du Groupe de travail techniques (GTT), composé d'experts indépendants, de représentants des institutions techniques qui ont délibéré sur les différents documents et textes règlementaires élaborés par le projet.

La supervision générale de l'exécution du projet a été assurée par le comité de pilotage (CPP) qui s'est chargé, sous l'égide de son président<sup>11</sup>, (i) de l'examen et de l'approbation des plans de travail et budget annuels, des rapports d'avancement périodiques, des rapports d'activités annuelles, (ii) formulation des recommandations pour cadrer le projet vers les résultats attendus et, (iii) de l'approbation de toute modification programmatique nécessaire, conformément aux procédures du PNUD. Les sessions du CPP ont donné des avis sur l'orientation des activités vers les résultats, résoudre les contraintes rencontrées et les perspectives d'avenir. Les sessions du Comité de pilotage ont aidé l'UGP à mettre le cap sur les objectives du projet, même si de nombreuses défaillances ont été observées au niveau de la réalisation des produits, des résultats et effets escomptés.

La participation des parties prenantes, notamment les partenaires gouvernementaux et décentralisés, les Points Focaux opérationnels du GEF, de la CBD et de UNCCC et des services techniques régionaux,

<sup>11</sup> : Le CPP est présidé par le Secrétaire général du Conseil national de l'environnement et du développement durable

n'a pas été à la hauteur attendue pour assurer l'efficacité des interventions du projet à atteindre les objectifs visés.

Néanmoins, la mission juge que le suivi-évaluation des activités du projet a été conduite de manière satisfaisante (5/6) sur une base régulière selon les directives et les procédures de mise en œuvre des projets du PNUD et du FEM par l'équipe de l'UGP, le PEDD et le Bureau du PNUD-Guinée, avec l'appui de l'Expert régional du FEM.

L'outil de suivi du FEM pour le PDCT a été utilisé pour l'exécution des activités et le suivi des progrès du projet, y compris les PTBA et les RAP/EEP qui sont examinés et adoptés par le CPP lors des réunions régulières des membres. Le suivi et la gestion quotidienne du projet ont été menés sous la responsabilité du Coordinateur national du projet, sur la base des plans de travail annuel et de budget, ainsi que le plan de suivi-évaluation interne du projet et de ses indicateurs des résultats. Il a tenu le MEEF, le bureau du PNUD-Guinée et le PEDD régulièrement informés des progrès réalisés par le projet, grâce aux rapports périodiques (trimestriels, semestriels et annuels). En outre, des réunions spécifiques ont été menées entre l'UGP, le PEDD et l'Unité Environnement et Énergie du Bureau du PNUD-Guinée, ainsi que les responsables des parties prenantes, notamment du MEEF, des DNEF, BEIE, etc. Ces réunions ont permis aux différents acteurs, particulièrement le CPP et le PNUD-Guinée d'apporter en temps opportun les appuis nécessaires et les mesures correctives pour résoudre les problèmes éventuels et assurer le bon déroulement des activités du projet.

Le projet a mené une gestion adaptative des risques, basée sur l'utilisation des outils appropriés, notamment, sur le QPR ATLAS et les indicateurs de niveau du portefeuille (c.-à-d. les outils de suivi d'intervention du FEM). Cependant, la mission n'a pas noté de rapport RPP qui illustre la tenue régulière et la mise à jour dans ATLAS d'un journal des risques (essentiel pour les projets du FEM), en raison des risques critiques financiers élevés associés aux instruments financiers tels que les systèmes de microfinance. Toutefois, les dépenses du projet ont été bien reflétées dans les CDR de ATLAS, même si des dépassements budgétaires ont été observés.

## **2.6. Réalisations et résultats du projet**

### **2.6.1. Exécution des activités**

Conformément aux principes et orientations de l'approche de mise en œuvre du projet, l'accent a été mis sur le développement des compétences institutionnelles et des connaissances opérationnelles des acteurs nationaux et des populations des CR pilotes. À cet égard, l'UGP a mis en œuvre le programme d'activités axées sur les actions habilitantes et le renforcement des capacités en matière de connaissance des AME et des directives des trois conventions.

L'analyse du niveau des réalisations des activités (tableau 3) révèle que l'UGP n'a pas réussi à réaliser l'ensemble des activités du programme du projet, avec des taux de réalisations variant entre 50 et 100%. Parmi les 15 activités inscrites au programme d'activités, la mission note que l'activité 2.3.1 « *Renforcer les capacités des instituts nationaux clés pour analyser les mécanismes juridiques et financiers qui appuient le processus de décentralisation et évaluer le potentiel de mobilisation des ressources pour l'intégration des AME dans les procédures de planification décentralisée* » n'a pas été réalisée, malgré son importance dans les mécanismes d'habilitation des AME et des directives des trois conventions. Cette défaillance serait due à un manque de coordination entre les différents responsables des projets du PEDD (projet biogaz, projet adaptation basée sur les écosystèmes en Haute Guinée, projet REMECC/GKM, Programme de Microfinancement du FEM (SGP)).

Tableau 5 : Évaluation de l'exécution des activités du projet

RESULTAT	PRODUIT	ACTIVITES	REALISATION DES ACTIVITES (% ET CIBLES)
<b>Résultat 1 :</b> Le processus de décentralisation et ses structures de gouvernance sont ajustés pour intégrer les obligations découlant des AME afin de faciliter la mise en œuvre des AME au niveau local	<b>Produit 1.1 :</b> Des AME intégrés dans la stratégie nationale de décentralisation, afin d'assurer une conformité ascendante et descendante avec les obligations des AME et les rapports transversaux en vertu des conventions.	<b>Activité 1.1.1 :</b> Politique et programme de décentralisation adaptés pour intégrer la mise en œuvre des AME et de la Faible émission de carbone et un développement résilient (FECDR).	(i)- 98% (ii)- Politique validé en 2016 et soumis au niveau du cabinet du MEEF (SG) mais pas encore adopté par le Conseil des ministres. (iii)- Capacités de l'administration décentralisée renforcées sur les AME ; (iv)- Pas d'actions sur d'émission de carbone. Abordée par le Projet Biogaz
		<b>Activité 1.1.2 :</b> Établir et opérationnaliser un centre de coordination pour la mise en œuvre décentralisée des AME et les rapports transversaux en vertu des conventions	(i)- 90% (ii)- Cellule créée au niveau du SG/CNEDD, mais pas encore opérationnelle, à cause de la collecte des données encore en cours et manque d'équipement informatique (achetée en mars 2018 mais en attente de livraison. Une fois opérationnelle, la cellule sera transférée au COSIE
	<b>Produit 1.2 :</b> Renforcer le système d'information de gestion de l'environnement en tant que Centre d'échange pour la prise de décision sur les questions environnementales et la mise en œuvre des AME et de la FECDR à un niveau décentralisé.	<b>Activité 1.2.1 :</b> Créer et rendre consultable une bibliothèque numérique centrale (BNC) constituée de versions électroniques des textes de conventions et directives des CdP, de plans stratégiques et d'action nationaux, de communications nationales, de lignes directrices et d'outils sur la mise en œuvre des AME et de la FECDR	(i)- 75% ; (ii)- La bibliothèque numérique est créée avec un site Web: <a href="http://www.rgde-guinee.org">www.rgde-guinee.org</a> ; mais pas pleinement fonctionnel, travaux en cours (iii)- Documents des textes législatifs élaboré et mis en ligne ; (iv)- Les Directives de conférence des parties élaborées
		<b>Activité 1.2.2 :</b> Créer un réseau national de distribution des documents de la bibliothèque et des informations des conventions.	(i)- 50% ; (ii)- Un réseau de distribution des documents produits par le projet créé en 2016 et composé d'une cinquantaine de d'agents (personnes ressources) du PACV (10-15 par région). Les modalités et les moyens de distribution restent à définir. Néanmoins, toutes les



			structures centrales et partenaires du projet ont reçu des documents sur les AME
	<b>Produit 1.3 :</b> Renforcer le PACV en tant qu'installation pour un dialogue et une coordination permanente au sein du réseau d'appui à la gestion environnementale décentralisée	<b>Activité 1.3.1 :</b> Analyse de la structure de coordination du PACV sur les points d'entrée clés pour la promotion de la gestion environnementale.	(i)- 100% ; (ii)- Le document de promotion de gestion de l'environnement disponible et distribué à 50 agents du PACV .
		<b>Activité 1.3.2 :</b> Renforcer le mécanisme de dialogue du PACV via des points d'entrée clés.	(i)- 75% ; (ii)- 4 ADL du PACV ont été outillés et redynamisés dans les 4 CR pilotes ; (iii)- Le mécanisme de dialogue n'a pu être réalisée
		<b>Activité 1.3.3 :</b> Unités spéciales AME/FECDR au sein du PACV mises en place pour coordonner et maintenir le dialogue avec les instituts de développement des capacités, les organisations communautaires, les ONG et les agents de terrain du secteur public.	(i)- 75% ; (ii)- 4 ADL du PACV ont été mis à la disposition du projet, en qualité de personnes ressources ; mais ils n'ont pas réussi à assurer le dialogue avec les partenaires du projet.
<b>Résultat 2 :</b> renforcement des capacités techniques et managériales de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée pour l'intégration des AME dans la planification du développement local	<b>Produit 2.1 :</b> Le réseau existant d'instituts de développement des capacités est renforcé afin d'appuyer les efforts locaux visant à intégrer les AME et la FECDR dans le processus local de planification et de rapports	<b>Activité 2.1.1 :</b> Inventaire de l'état des différentes initiatives de développement décentralisé des capacités conclues ou en cours en Guinée (PACV, PRCI, les centres de formation DNA, CERE, etc.).	(i)- 60% ; (ii)- Document élaboré pour renforcer les capacités des centres de formation et de recherche dans le but d'introduire les AME dans leurs cursus : la cible n'a pas été réalisée.
		<b>Activité 2.1.2 :</b> Accord conclu avec la plupart des institutions compétentes dans le but d'agir comme des structures décisionnelles de mise en	(i)- 50% ; (ii)- Accord conclu avec les différentes institutions (élevage, agriculture, Énergie, Environnement, etc.) pour intégrer les AME dans leurs plans de développement. Mais ces accords n'ont pas encore été signés

		œuvre des AME et de la FECDR pour les collectivités locales.	
	<b>Produit 2.2</b> : Formation conçue et testée pour le personnel du réseau décentralisé d'agents de l'administration publique sur le terrain et des OSC et des ONG clés qui soutiennent le processus de décentralisation sur les approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement	<b>Activité 2.2.1</b> : L'organisme sélectionné du personnel du réseau décentralisé d'instituts de développement des capacités est formé sur les Approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement	(i)- 100% ; (ii)- Les représentants des institutions partenaires et des représentants des 4 CR pilotes ont été formés sur les approches de gestion intégrées des ressources naturelles.
		<b>Activité 2.2.2</b> : Un programme de formation des formateurs est conçu par les participants à l'action 2,1.	(i)- 75% ; (ii)- Près de 50 cadres formés des institutions centrales et des 4 CR pilotes
		<b>Activité 2.2.3</b> : Sélection de quatre communautés locales pour tester le programme de formation.	(i)- 100% ; (ii)- Programme de formation testé dans 4 CR de Gouécké (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) et Tondon (Dubréka).
		<b>Activité 2.2.4</b> : Une communauté de pratique est établie, dans laquelle les meilleures pratiques et le potentiel de réplication des efforts de renforcement des capacités sont partagés	(i)- 75% ; (ii)- Meilleures pratiques adoptées dans les 4 CR grâce aux actions de sensibilisation et de formation et réalisation des actions génératrices de revenus identifiées par les populations
	<b>Produit 2.3</b> : Capacités des institutions nationales clés (CNDD, FSE et MEEF) pour reproduire les succès dans toute la Guinée. Cela comprend l'accès aux fonds du FSE afin de soutenir des	<b>Activité 2.3.1</b> : Renforcer les capacités des instituts nationaux clés pour analyser les mécanismes juridiques et financiers qui appuient le processus de décentralisation et évaluer le potentiel de	(i)- 0% ; (ii)- Non fait, le Consultant n'ayant pas été recruté, malgré l'élaboration des TDRs. Toutefois, cette activité sera exécuté plus tard pour l'ensemble des autres Projets PEDD

	activités qui (i) s'adaptent au changement climatique (ii) préservent la biodiversité	mobilisation des ressources pour l'intégration des AME dans les procédures de planification décentralisée	
		<b>Activité 2.3.2</b> : Établir un partenariat entre le centre de coordination (Composante I, Produit 1,1) et les principales institutions nationales pour diffuser l'information à travers le réseau de distribution du SIGE	(i)- 60% ; (ii)- Le Document de partenariat n'a pas été signé avec les principales parties prenantes et autres acteurs nationaux

## 2.6.2. Résultats du projet

La mission note que, malgré les maigres ressources financières dont a disposé le projet et le retard d'un an accusé dans sa mise en œuvre, grâce aux performances des différentes parties prenantes et aux appuis de la part du MEEF et du PNUD, le projet a réussi globalement en deux ans à réaliser de manière satisfaisante (5/6) son programme d'activités et atteindre les principaux produits (tableau 3).

**Au niveau du Résultat 1 :** le processus de décentralisation et ses structures de gouvernance sont ajustés pour intégrer les obligations découlant des AME afin de faciliter la mise en œuvre des AME au niveau local :

1. **Produit 1.1 :** « Des AME intégrés dans la stratégie nationale de décentralisation, afin d'assurer une conformité ascendante et descendante avec les obligations des AME et les rapports transversaux en vertu des conventions » : (i)- Politique validée en 2016 et soumise au niveau du cabinet du MEEF (SG) mais pas encore adoptée par le Conseil des ministres ; (ii)-les Capacités de l'administration décentralisée renforcées sur les AME ; (iii)- Une cellule créée au niveau du SG/CNEDD.
2. **Produit 1.2 :** « Renforcer le système d'information de gestion de l'environnement en tant que Centre d'échange pour la prise de décision sur les questions environnementales et la mise en œuvre des AME et de la FECDR à un niveau décentralisé » : (i)- Une bibliothèque numérique a été créée avec un site Web: [www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org); (ii)- Documents des textes législatifs élaboré et mis en ligne ; (iii)- Les Directives de conférence des parties élaborées ; (iv)- Un réseau de distribution des documents produits par le projet créé en 2016 et composé d'une cinquantaine de d'agents (personnes ressources) du PACV (10-15 par région). Les modalités et les moyens de distribution restent à définir. Néanmoins, toutes les structures centrales et partenaires du projet ont reçu des documents sur les AME
3. **Produit 1.3 :** renforcer le PACV en tant qu'installation pour un dialogue et une coordination permanente au sein du réseau d'appui à la gestion environnementale décentralisée : (i)- Le document de promotion de gestion de l'environnement disponible et distribué à 50 agents du PACV ; (ii)- 4 ADL du PACV ont été outillés et redynamisés dans les 4 CR pilotes ; (iii)- Le mécanisme de dialogue n'a pu être réalisée ; (iv)- 4 ADL du PACV ont été mis à la disposition du projet, en qualité de personnes ressources ; mais ils n'ont pas réussi à assurer le dialogue avec les partenaires du projet.

**Au niveau du Résultat 2 :** Renforcement des capacités techniques et managériales de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée pour l'intégration des AME dans la planification du développement local :

1. **Produit 2.1 :** le réseau existant d'instituts de développement des capacités est renforcé afin d'appuyer les efforts locaux visant à intégrer les AME et la FECDR dans le processus local de planification et de rapports : (i)- Document élaboré pour renforcer les capacités des centres de formation et de recherche dans le but d'introduire les AME dans leurs cursus : la cible n'a pas été réalisée ; (ii)- Accord conclu avec les différentes institutions (élevage, agriculture, Énergie, Environnement, etc.) pour intégrer les AME dans leurs plans de développement;
2. **Produit 2.2 :** formation conçue et testée pour le personnel du réseau décentralisé d'agents de l'administration publique sur le terrain et des OSC et des ONG clés qui soutiennent le processus de décentralisation sur les approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement : (i)- Les représentants des institutions partenaires et des représentants des 4 CR pilotes ont été formés sur les approches de gestion intégrées des ressources naturelles (ii)- Près de 50 cadres formés des institutions centrales et des 4 CR pilotes ; (iii)- Programme de formation testé dans 4 CR de Gouécké (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) et Tondon (Dubréka) ; (iv)- Meilleures pratiques adoptées dans les 4 CR grâce aux actions de sensibilisation et de formation et réalisation des actions génératrices de revenus identifiées par les populations.
3. **Produit 2.3 :** capacités des institutions nationales clés (CNDD, FSE et MEEF) pour reproduire les succès dans toute la Guinée. Cela comprend l'accès aux fonds du FSE afin de soutenir des activités qui (i) s'adaptent

au changement climatique (ii) préservent la biodiversité : (i)- Le Document de partenariat n'a pas été signé avec les principales parties prenantes et autres acteurs nationaux.

## 2.7. Efficacité du projet

L'efficacité du projet à répondre aux enjeux de mise en œuvre des AME et des guidelines des trois conventions et à produire des résultats et des effets capables d'engager le pays et le gouvernement vers une perspective d'une gestion durable de l'environnement et de développement humain durable, ne semble pas avoir été prouvée. En effet, la plupart des mécanismes clés, notamment les textes juridiques et les politiques de mise en œuvre des AME et des conventions n'ont pas été adoptés par le Conseil des ministres et le parlement. De ce fait, ils n'ont pas été formellement intégrés dans les systèmes de planification du développement local. La mission juge donc l'efficacité des réalisations du projet modérément satisfaisante (4/6).

**Constat 1 : L'implication des parties prenantes et des divers acteurs dans la mise en œuvre du projet a permis de réaliser de manière satisfaisante les produits spécifiques visés et les résultats du projet. Néanmoins, certaines cibles n'ont pas été pleinement atteintes.**

Le projet a réalisé de manière modérément satisfaisante (4/6) la majeure partie des activités prévues au titre des deux principaux résultats, mais n'a pas réussi à atteindre les effets attendus.

**Résultat 1 :** Le projet a réalisé la majeure partie des activités prévues, mais n'a pas réussi à ajuster, intégrer et faciliter les obligations des AME dans le processus de décentralisation et de ses structures de gouvernance pour faciliter leur mise en œuvre :

- i. **Produit 1.1 « Des AME intégrés dans la stratégie nationale de décentralisation, afin d'assurer une conformité ascendante et descendante avec les obligations des AME et les rapports transversaux en vertu des conventions » :** les actions d'émission de carbone n'ont pas été spécifiquement abordés, mais des collaborations ont été établies avec le Projet Biogaz, ainsi que la non opérationnalisation de la cellule créée au niveau du SG/CNEDD qui devait être logée au COSIE, à cause des données manquantes et manque d'équipement informatique adéquat (ordinateur commandé en mars 2018, mais en attente de livraison);
- ii. **Produit 1.2 « Renforcer le système d'information de gestion de l'environnement en tant que Centre d'échange pour la prise de décision sur les questions environnementales et la mise en œuvre des AME et de la FECDR à un niveau décentralisé » :** la bibliothèque numérique créée ([www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org)) n'est pas encore pleinement fonctionnelle, les travaux étant encore en cours. En outre, les modalités et les moyens de distribution des documents par les ADL du PACV auprès des acteurs locaux restent à définir ;
- iii. **Produit 1.3 « renforcer le PACV en tant qu'installation pour un dialogue et une coordination permanente au sein du réseau d'appui à la gestion environnementale décentralisée »** le mécanisme de dialogue espéré entre l'UGP et les autres projets n'a pu être réalisée, de même les 4 ADL du PACV mis à la disposition du projet, en qualité de personnes ressources ; n'ont pas réussi à assurer le dialogue avec les partenaires du projet.

**Résultat 2 :** Le projet a réalisé la majeure partie des activités prévues, mais n'a pas réussi à renforcer les capacités techniques et managériales de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée en matière d'intégration des AME dans la planification du développement local :

- i. **Produit 2.1 « Le réseau existant d'instituts de développement des capacités est renforcé afin d'appuyer les efforts locaux visant à intégrer les AME et la FECDR dans le processus local de planification et de rapports » :** les accords conclus avec les différentes institutions pour intégrer les AME dans leurs plans de développement n'ont pas encore été signés, de ce fait n'ont pas été mis en œuvre ;

- ii. **Produit 2.2 : « Formation conçue et testée pour le personnel du réseau décentralisé d'agents de l'administration publique sur le terrain et des OSC et des ONG clés qui soutiennent le processus de décentralisation sur les approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement »** : les importants efforts fournis par l'UGP dans le cadre de renforcement des capacités des représentants des institutions partenaires et des représentants des 4 CR pilotes (Gouecke (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) et Tondon (Dubréka), formés sur les approches de gestion intégrées des ressources naturelles, l'adoption de meilleures pratiques et les réalisations des actions génératrices de revenus identifiées par les populations dans les 4 CR pilotes n'ont encore démontré leur efficacité à garantir une intégration effective des AME et des directives des trois conventions dans leurs plans d'interventions et de développement durable.
- iii. **Produit 2.3 : « Capacités des institutions nationales clés (CNDD, FSE et MEEF) pour reproduire les succès dans toute la Guinée. Cela comprend l'accès aux fonds du FSE afin de soutenir des activités qui (i) s'adaptent au changement climatique (ii) préservent la biodiversité »** : L'activité visant à renforcer les capacités des instituts nationaux clés pour analyser les mécanismes juridiques et financiers qui appuient le processus de décentralisation et évaluer le potentiel de mobilisation des ressources pour l'intégration des AME dans les procédures de planification décentralisée, n'a pu être réalisée, le consultant n'ayant pas été recruté, malgré l'élaboration des TDRs. En outre, le Document de partenariat proposé par le projet et les autres partenaires n'a pas été signé.

**Constat 2 : La conception du projet basée sur l'AENC et le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des acteurs et la création d'un centre de suivi des mécanismes permanents de coordination, ont été les catalyseurs de la mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions. Toutefois, les réalisations n'ont pas permis de rendre le centre opérationnel et de mobiliser des ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs visés.**

- i. Le projet a été développé dans le cadre du suivi du processus d'auto-évaluation nationale des capacités (NCSA) en Guinée, dont l'objectif était d'évaluer les besoins de renforcement des capacités transversales partagées entre les activités habilitantes du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et d'autres stratégies comprenant des éléments de développement des capacités.
- ii. Grâce à un processus d'analyse, de dialogue multilatéral et d'apprentissage pratique, l'UGP a contribué à sensibiliser et à renforcer les connaissances des pouvoirs de décision du gouvernement et des parties prenantes sur les AME et sur l'importance de la mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement de la Guinée lors du Sommet de Rio 1992. Le « crédo » du projet étant basé principalement sur le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des acteurs en matière, notamment de (i) l'analyse intégrée des questions de biodiversité, de lutte contre la dégradation des terres et de changement climatique; (ii) l'intégration des actions de protection de l'environnement à tous les niveaux de développement durable, (iii) l'amélioration des mécanismes organisationnels nécessaire à l'intégration des AME dans les processus de planification au niveau national, (iv) la prise en compte des AME et des guidelines des trois conventions dans les processus de décentralisation, (v) la capitalisation des avantages environnementaux mondiaux au niveau national et local.
- iii. Cependant, les actions relatives à la levée des barrières de développement des capacités transversales identifiées dans l'auto-évaluation nationale des capacités (AENC) et assurer la coordination et le dialogue entre les différentes institutions concernées, n'ont pas été pleinement réalisées dans la mesure où le projet n'a pas réussi à promouvoir les synergies, l'intégration

programmatische et l'harmonisation des politiques et des cadres juridiques, en vue d'éviter les doubles emplois et d'économiser les ressources.

- iv. À cette fin, la mise en place du centre de coordination des conventions envisagé n'ayant pu être opérationnel faute de moyens financiers nécessaires, il y a eu très peu de suivis continus de la mise en œuvre des différents accords multilatéraux. Ainsi, malgré les efforts fournis, le Gouvernement n'a pas encore réussi à répondre à ces engagements mondiaux.

**Constat 3 : Le projet a élaboré et diffusé des documents de renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux sur les AME et les directives des trois conventions en matière de protection de l'environnement, de lutte contre la dégradation des terres et de la résilience au changement climatique. Ces documents ont été utilisés lors des ateliers formations organisés pour les différentes catégories d'acteurs, mais leurs portées sont encore très mitigées en raison du temps limité imparti aux ateliers et de leur réalisation tardive (fin 2016-2017), insuffisante pour assurer leur mise en pratique.**

Le projet a élaboré plusieurs documents techniques, méthodologiques et juridiques, entre autres :

- Manuel de formation sur les Accords Multilatéraux de l'Environnement ;
- Directives d'intégration des AME dans les politiques de décentralisation pour permettre la prise en compte des questions environnementales au niveau local,
- Guide des bonnes pratiques environnementales ;
- Manuel d'inventaire des initiatives de renforcement des capacités des acteurs des centres de Recherche Scientifique et Universitaires de Conakry, en vue d'intégrer les AME dans les cursus de formation et programmes de recherche ;
- Création d'une bibliothèque électronique et un réseau national de distribution des documents sur les AME.

L'élaboration de ces documents a bénéficié du concours de consultants nationaux et internationaux. Ils ont servi à l'animation des ateliers de formation consacrés au renforcement des capacités des acteurs, qui ont bénéficié à 440 acteurs dont 86 femmes sur les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les bonnes pratiques environnementales, entre autres :

- 25 cadres dont 5 femmes des Ministères de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD), du PACV et des informaticiens des 4 Communes Rurales pilotes en matière d'utilisation de la bibliothèque numérique et la distribution des informations sur les AME ;
- 60 cadres (dont 10 femmes) du PACV formés sur les accords multilatéraux de l'environnement et de l'administration déconcentrée ;
- 45 cadres dont 8 femmes des services centraux et décentralisés du Ministère de l'Environnement, du PACV, des Associations des femmes et ONG formés sur l'identification des bonnes pratiques en matière d'intégration des AME dans le processus de développement local ;
- 120 participants dont 20 femmes des 04 CR pilotes formés sur la Gestion Intégrée des Ressources Naturelles à l'intention (formation dispensée dans les langues du terroir) ;
- 40 acteurs dont 16 femmes formés en inventaire des initiatives de renforcement des capacités intégrant les AME dans les cursus ;
- 120 acteurs dont 20 femmes formés sur la Gestion Intégrée des Ressources Naturelles et des bonnes pratiques environnementales et développement durable ;
- 37 acteurs dont 8 femmes formés sur l'approche de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement ;
- 75 acteurs dont 15 femmes formés dans l'intégration des Accords Multilatéraux sur l'Environnement sur la connaissance de la politique nationale de gestion décentralisée.

La mission note que le projet a dépassé dans certains cas les cibles visées par le PRODOC, avec 440 formés institutions et parties prenantes contre 150 cibles pour provoquer les changements organisationnels attendus. Malgré le fait qu'aucune évaluation des impacts induits par ces formations sur les résultats des activités des bénéficiaires n'ait été menée, on peut affirmer que les parties prenantes sont présentement mieux informées et sensibilisées sur les AME et sur les défis mondiaux et nationaux de mise en œuvre des directives des trois conventions.

Néanmoins, les effets attendus au niveau décentralisé par rapport à la situation de référence sont encore très mitigés dans la mesure où les réalisations ont privilégié des ateliers de formation plus axés sur des thématiques techniques et qui ne durent que quelques jours (2-3 jours), très insuffisants pour leur permettre (particulièrement les populations rurales) d'être mieux informés sur les AME et les directives des trois conventions de Rio et d'internaliser les connaissances reçues. En outre leur réalisation tardive, fin 2016 et 2017, n'a pas aussi permis de mettre en pratique les connaissances reçues et de provoquer des changements positifs de comportements en matière de protection et d'utilisation durable des ressources naturelles.

**Constat 4 : En application des recommandations du CPP, lors de l'atelier de lancement du projet en mars 2016, de mener des actions pratiques dans les 4 CR pilotes, l'UGP a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre des microprojets pour contribuer au renforcement des capacités de résilience et d'adaptation au changement climatique des communautés de base. Toutefois, en raison de leur courte durée de mise en œuvre (2016-2017), ces microprojets n'ont pas encore donné des résultats tangibles. Ainsi, la mission pense que, malgré leur pertinence, ces microprojets cadrent peu avec les objectifs habilitants du projet, les interventions étant peu axées sur l'opérationnalisation des outils stratégiques et les mécanismes d'intégration des AME et des directives des trois Conventions de Rio dans les politiques de gestion décentralisée de l'environnement et les plans locaux de développement.**

En Application des recommandations de l'atelier de lancement de mars 2016, dans le but de donner un cachet pratique aux interventions du projet, le projet a appuyé en collaboration avec le PACV, l'élaboration de microprojets dans chacune des 4 communes rurales de Gouécké (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) et de Tondon (Dubréka). Ces projets ont été exécutés en conjointement par l'UGP et le PACV, pour soutenir les activités de génération des revenus et initier la gestion intégrée de l'environnement et des ressources naturelles, et à certains égards aborder les questions des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992.

À cet effet, le projet a élaboré et mis en œuvre divers microprojets conjointement avec le PACV, centres, entre autres sur :

- i. Création de forêts communautaires et de plantation forestière dans les 4 CR;
- ii. Restauration d'une forêt communautaire
- iii. Vulgarisation des AME en Langue locale
- iv. Promotion d'activités génératrices de revenus
- v. Restauration de l'environnement par le reboisement et création de plantations forestières;
- vi. Promotion de la ruche kenyane dans le District de Saraya;
- vii. Reboisement des lieux publics dans les 4 districts;
- viii. Création des forêts communautaires ou des plantations fruitières;
- ix. Appui aux producteurs de cultures commerciales maraichères et en bonnes pratiques de protection de l'environnement;
- x. Reboisement des places publiques et le long des routes;
- xi. Mise en défens et reboisement des têtes de sources des principaux cours d'eau;
- xii. Appui aux groupements d'agroforesterie en semences forestières, intrants, plants.

Les différents microprojets mis en œuvre dans les 4 CR ont intégré, avec des variantes d'une CR à l'autre, les actions listées ci-haut et qui reflètent les besoins des populations. Leur mise en œuvre a privilégié l'organisation des populations sous la supervision des ADL de PACV et des autorités des CR. Toutefois, en raison de leur courte durée de réalisation (mars 2016-avril 2017), la plupart de ces microprojets n'ont



pas encore donné des résultats tangibles, hormis celles relatives à la génération des revenus et axées sur la diversification de la production agricole (gingembre, maraichage, piments, etc.), très appréciées par les paysans.

La mission constate que la plupart des microprojets concernent des actions pratiques de développement classique à la base, avec une emphase mise sur des thématiques techniques (gestion des ressources naturelles, protection des forêts et de la biodiversité, la protection des têtes de sources des cours d'eau, agroforesterie, etc.) et des bénéfices environnementaux et économiques positifs sur le long terme. À cet égard, ces microprojets cadrent peu avec les objectifs affichés par le projet visant à répondre au constat fait par l'ANCE<sup>12</sup>. La mission pense que l'UGP aurait dû mettre l'accent sur les actions habilitantes à travers (i) l'information et la sensibilisation des acteurs décentralisés et des populations des 4 CR pilotes en matière des AME et des directives des trois conventions et (ii) l'adaptation des stratégies politiques et des textes juridiques relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que la diffusion des outils des bonnes pratiques de résilience au changement climatique et l'opérationnalisation des mécanismes des AME et des conventions de Rio à travers quelques actions tests de gestion durable des ressources naturelles, en collaboration et un partenariat étroit avec les autres projets en cours (ex. REMECC, Labé) et de minimiser les coûts exorbitants (456.135.000 FG, soit 56.682 USD) de leur réalisation. Cela aurait pu créer un environnement plus propice à l'intégration effective à la prise en compte des AME et des questions d'intégration des directives des conventions de Rio dans les processus de définition des politiques et programmes de protection de l'environnement, de résilience aux changements climatiques et de réduction de la pauvreté à la base.

**Constat 5 : Le projet a initié un cadre adaptatif de politique et programme de gestion décentralisée de l'environnement intégrant les AME et les questions de faible émission de carbone pour un développement résilient (FECDR) en collaboration avec le PACV et le projet Biogaz. Toutefois, à part le renforcement des capacités, peu la politique et le programme élaborés n'ont pas donné des résultats tangibles.**

La gestion du projet étant axée sur une approche de renforcement des capacités au niveau décentralisé, l'UGP s'est appuyé sur l'encrage institutionnel d'intervention du Programme d'appui aux communautés villageoises (PACV 2&3) pour initier un cadre adaptatif de politique et de programmation afin de concevoir et mettre en œuvre des activités du projet et de tenir compte des risques et des conséquences imprévues découlant des interventions.

Malheureusement, le document de politique élaboré en 2016 et soumis au niveau du cabinet du MEEF (SG) n'a pas été adopté par le Conseil des ministres. Néanmoins, le projet a développé avec le projet BIOGAZ une gestion adaptative pour aborder les questions de faible émission de carbone en vue de leur prise en compte dans les stratégies de leur intégration dans les plans de gestion locale de l'environnement. Les résultats de cette collaboration sont peu perceptibles, en raison de leur caractère plus ou moins informel.

**Constat 6 : Le projet n'a pu appliquer les indicateurs de performance de mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions, en raison de ses interventions centrées sur le renforcement des capacités des acteurs au détriment de l'opérationnalisation des mécanismes juridiques et opérationnels de la mise en œuvre d'actions habilitantes**

Le projet étant du type PDCT du FEM et basé sur le développement des capacités transversales des acteurs qui relèvent du long terme, est conçu avec des indicateurs des résultats vaguement définis, sans ou avec peu de cibles de référence. Il a été mis en œuvre en 2 ans que la mission juge très courte pour ce type de

<sup>12</sup> : Selon le constat de l'ANCE: la problématique à résoudre par le projet est que « les accords multilatéraux sur l'environnement et les directives des trois conventions de Rio, ainsi que les textes législatifs et réglementaires nationaux relatifs à l'environnement sont mal connus et peu appliqués au niveau local et par les populations rurales ».

projet qui exige un temps plus long pour améliorer les capacités institutionnelles et opérationnelles des acteurs et produire des effets significatifs de changement.

La mission note aussi que les interventions du projet sont principalement centrées sur le renforcement des capacités des acteurs dont les indicateurs des résultats sont exprimés en nombre de personnes formées, ce qui ne signifie pas grand-chose pour évaluer la performance des actions de renforcement des capacités et en termes d'appréciation de la portée des résultats. D'où, l'UGP aurait dû réviser et adapter les indicateurs de performance en définissant des indicateurs à la fois quantitatifs (nombre d'acteurs formés) et qualitatifs (qualité des compétences des acteurs formés), pour évaluer périodiquement et de manière compréhensive la portée des résultats atteints par rapport à la situation de référence du projet.

En outre, le plan de suivi-évaluation des progrès du projet s'est très peu appuyé sur les indicateurs de performances du projet, ce qui fait que les outils opérationnels et les mécanismes politiques et juridiques élaborés n'ont pas officiellement été endossés par les autorités gouvernementales et internalisés comme instruments stratégiques de la mise en œuvre au niveau national et décentralisé des AME et des directives des trois conventions.

**Constat 7 : Le projet a développé des synergies et des rapports de partenariat assez timides avec les autres initiatives en cours de réalisations. Néanmoins, le partenariat établi avec le PACV a été d'une importance capitale, car celui-ci a servi de tête de proue au niveau des 4 CR dans la mise en œuvre du projet, et sans lequel les résultats du projet RGDE n'aurait pu atteindre ses résultats, surtout avec un budget aussi étiqué.**

Dans la mise en œuvre du projet, il était attendu que le projet adopte une approche adaptative en s'appuyant fortement sur les résultats déjà obtenus par les nombreuses initiatives passées et en cours de réalisation pour mieux cadrer les AME et se conformer aux directives des trois conventions pour impulser une gouvernance décentralisée environnementale dans les 4 régions d'interventions. En outre, le projet devait contribuer à la consolidation des résultats et des efforts de renforcement des capacités des acteurs, en s'assurant qu'il existe un lien étroit entre les processus de mise en œuvre des AME et les cadres de développement local.

Tout ceci appelle une étroite collaboration à travers des accords formels de partenariat entre le projet RGDE et les autres acteurs. Malheureusement, à part l'accord convenu avec le PACV et son ancrage dans les structures des 4 CRs qui ont permis au projet RGDE de développer des synergies et de s'appuyer sur les ADL pour assurer l'exécution et la coordination des activités de terrain, la collaboration et les échanges de complémentarité recherchés avec les différentes parties et les différents programmes/projets n'ont pas fonctionné comme prévu et n'ont pas permis de consolider les liens devant permettre la création d'un cadre de collaboration satisfaisant entre les parties intéressées, notamment le PACV, le CNDD et le MEEF.

**Constat 8 : Le projet a développé des mécanismes juridiques et politiques d'intégration des AME et des directives des conventions de Rio dans les programmes de gestion de l'environnement et développement durable. Mais ceux-ci n'ont pas atteint les effets attendus en raison de leur manque d'adoption par le parlement et du gouvernement et de mise en œuvre.**

La mise en œuvre du projet a contribué à renforcer les capacités des institutions nationales dans l'analyse des mécanismes juridiques et de financement d'actions d'intégration des AME et des directives des conventions de convention de Rio, dans les processus de gestion décentralisée de l'environnement et de planification locale du développement. Toutefois, les mécanismes et les textes juridiques (législatifs et réglementaires) devant favoriser l'intégration et la mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions n'ont pas encore été adoptés par le gouvernement et les pouvoirs législatifs. En outre, les documents méthodologiques d'intégration n'ont pu être élaborés, faute de recrutement du consultant à cause de manque de coordination entre les différentes parties concernées par l'étude, malgré l'élaboration des TDRs.

Dans le cadre de création de la cellule de SIG, le projet a aussi appuyé les institutions du MEEF en matière de collecte et de gestion des données environnementales à travers les outils du SIG. Malheureusement, la cellule créée n'a pas été pleinement opérationnelle et de ce fait non transférée au niveau de COSIE, à cause de manque d'équipement informatique adéquat (celui commandé en mars 2018 étant en attente de livraison) et des difficultés d'analyse et de traitement des données (données incomplètes).

Tout compte fait, la mission note que l'UGP étant consciente de ces faiblesses, a pris l'avantage de recommander à ce que des modifications soient apportées au niveau des textes juridiques, des politiques sectorielles et des plans locaux de développement durable en prenant en compte l'intégration des questions de DSRP et la Stratégie nationale de développement durable qui reflètent pleinement les principes et obligations de la Convention de Rio 1992.

**Constat 9 : L'UGP a accordé une place importante au genre, avec la participation des femmes aux activités du projet, tant au niveau de renforcement des capacités qu'à celui des microprojets de terrain.**

Les questions du genre ont été au centre des préoccupations du projet. En effet, il ne pouvait en être autrement dans la mesure où les femmes représentent plus de 50% de la population guinéenne et constituent en milieu rural la force de travail et les piliers de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, et de surcroît, constituent les catégories les plus vulnérables face à la dégradation des terres et des écosystèmes naturels, ainsi que du changement climatique.

Ainsi, sur les 440 acteurs formés sur les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les bonnes pratiques environnementales, 86 sont des femmes. Les femmes ont bénéficié des formations réalisées par le projet, comme suit :

- 5 femmes formées sur l'utilisation de la bibliothèque numérique et la distribution des informations sur les AME ;
- 10 femmes ADL du PACV formées sur la connaissance des accords multilatéraux de l'environnement et de l'administration déconcentrée ;
- 8 femmes des services centraux et décentralisés formées sur l'identification des bonnes pratiques en matière d'intégration des AME dans le processus de développement local;
- 20 femmes des 04 CR pilotes formés sur la Gestion Intégrée des Ressources Naturelles à l'intention (formation dispensée dans les langues du terroir) ;
- 16 femmes formées sur les méthodes d'inventaire des initiatives de renforcement des capacités intégrant les AME dans le cursus;
- 20 femmes formées sur la Gestion Intégrée des Ressources Naturelles et des bonnes pratiques environnementales et développement durable;
- 8 femmes formées sur l'approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement;
- 25 femmes ADL du PACV et de l'administration déconcentrée formées en méthode d'intégration des Accords Multilatéraux sur l'Environnement et sur la politique nationale de gestion décentralisée;

Elles ont activement participé à la mise en œuvre des activités du projet et sont aussi porteuses de microprojets, particulièrement ceux relatifs à la génération des revenus et à l'agroforesterie et qui sont en droite ligne avec leurs besoins; ce qui leur ont permis de contribuer au renforcement de leurs capacités de développement humain durable.

## 2.8. Efficience

Au niveau de l'utilisation des ressources et l'exécution budgétaire, la mission juge la mise en œuvre du projet comme modérément satisfaisantes (4/6), car toutes les ressources financières ont été dépensées, avec un dépassement budgétaire, sans pouvoir réaliser pleinement les objectifs visés.

Les dépenses ont permis dans une certaine mesure de contribuer à renforcer les capacités des principales parties prenantes et des institutions, et ont également sensibilisé à la mise en œuvre décentralisée des AME et à l'intégration des directives des trois conventions de Rio 1992 dans le processus de planification du développement local. La collaboration avec le PACV a permis au projet de réaliser partiellement son programme de terrain et les résultats attendus (résultats 1 et 2). Cela a aussi permis de réduire les cout du projet.

Le projet a ainsi mobilisé et dépensé en cash la somme totale de 678.828,28 USD sur un budget total prévu de 675.000 USD, soit un dépassement budgétaire de (3 828,28 USD). Ces ressources ont servi à financer les activités réalisées, le paiement des salaires du personnel, le fonctionnement et le matériel et équipement du projet et les coûts des consultants et services.

Les dépenses sur la subvention du FEM sont estimées à 470,825 USD sur un budget total prévu de 525,000 USD. L'analyse de l'utilisation des ressources mobilisées révèle un net équilibre entre les dépenses des différentes années et celles des composantes. Environ 39% des ressources ont été dépensées en 2016 et en 2018, respectivement. Les années 2018 et 2015, consacrées à la préparation et la clôture du projet, enregistrent les niveaux des dépenses les plus faibles avec respectivement 13% et 9% (représentant les frais d'approbation du projet). Au niveau des composantes, c'est la composante 3 a absorbé près de 50% des ressources, suivi de la composante 3 avec 47% et de la composante 1 avec 3%. Ces taux mettent en évidence les écarts soulignés au niveau de l'approche de l'UGP ayant consisté à mettre l'emphase sur la réalisation des microprojets de développement a la base.

La mission pense que, si le projet n'avait pas l'accent sur les microprojets de terrain coûteux (456.135.000 FG, ou 56.682 USD) et dont les résultats nécessitaient du temps et des mécanismes de financement solides, la mise en œuvre du projet aurait pu être plus efficace et efficiente.

## 2.9. Durabilité

L'UGP a compris que la durabilité des résultats, des avantages et impacts du projet après son achèvement devrait être l'une de ses principales préoccupations. Ainsi, dès le démarrage, avec l'appui du gouvernement et du PNUD, l'UGP a pris les mesures nécessaires pour mettre en place les organes prévus dans le PRODOC, notamment les organes techniques de conseil, l'implication des cadres des différents départements ministériels et des institutions spécialisées de l'État, les autorités territoriales et des collectivités, les acteurs du secteur privé, les acteurs de la Société Civile (ONG et Associations) et particulièrement les populations à la base.

L'Approche du projet visant à assurer une appropriation nationale et locale des AME a contribué à générer une grande prise de conscience des différents acteurs sur leurs rôles respectifs pour réaliser les objectifs du projet et aider le pays à honorer ses engagements au niveau mondial et sous-régional. C'est à travers cette vision que l'UGP a mis un accent particulier pour sensibiliser les autorités et les pouvoirs de décisions et juridiques aux deux niveaux central et décentralisé. À cette fin, la mise en place d'une cellule ou un centre de coordination des conventions au sein du MEEF, doté des ressources humaines compétentes et financières adéquates et assurer un suivi continu de la mise en œuvre des différents accords multilatéraux sur l'environnement, s'est avérée nécessaire et participe de cette vision de durabilité des acquis du projet. Tenant compte de ce qui précède, la mission note que, malgré la création d'un tel centre, la mise en œuvre du projet s'est faite dans une vision de durabilité des réalisations et de manière modérément satisfaisante (4/6).

### 3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

#### 3.1. Conclusions

Le projet vise à mettre en œuvre les AME et les directives des 3 conventions des Nations Unies (CCNUCC, articles 4 et 6), UNCCD (articles 5, 9, 10 et 19) adoptées à Rio en 1992 et ratifiées par le gouvernement.

Le sujet abordé, les objectifs visés et le contexte de sa mise en œuvre incarnent la pertinence du projet (2/2) par rapport aux politiques et stratégies du Gouvernement de la Guinée en matière de gestion décentralisée de l'environnement et des ressources naturelles, de développement durable, de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement socio-économique, notamment, DSRP (1, 2 et 3), Politique de décentralisation et de transfert des compétences au niveau local, PNDES, Stratégie nationale et Plan d'action pour la biodiversité (SNPAB), Communications nationales pour la CCNUCC et le PANA, Plan d'action national contre la désertification (SAP-CCD), le Plan national d'action environnementale (PNAE).

En effet, le but global du projet de « renforcer les capacités des acteurs guinéens en matière de mise en œuvre des AME et des lignes directrices des conventions mondiales de Rio 1992 », est à la fois très complexe et contraignant, dans la mesure où il vise à atteindre des objectifs multiples mondiaux, nationaux et locaux et à répondre aux besoins de développement des communautés rurales. Mais, de tels objectifs sont souvent très difficiles à concilier, du fait de la perpétuelle compétition entre les besoins de développement des différentes catégories des groupes cibles et ceux de gestion durable de l'environnement.

C'est dans ce sillage que l'équipe du projet et l'ensemble des partenaires de mise en œuvre ont pu conjuguer leurs efforts pour initier des actions devant tracer la voie à suivre pour que la Guinée honore ses engagements et puisse s'orienter vers une nouvelle dynamique de mise en œuvre des programmes/projets environnementaux et de prise en compte des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992. Selon les éléments décrits dans le PRODOC, la mise en œuvre du projet est planifiée pour une durée de 3 ans, mais il a été exécuté à un peu plus de deux ans, de mars 2016 à avril 2018. Elle s'appuie sur d'importantes expériences développées par les diverses institutions du pays et les différents programmes/projets de développement durable mis en œuvre depuis les années 90s et axés sur les questions de gestion intégrée des ressources naturelles et les bonnes pratiques de renforcement de la résilience et d'adaptation au changement climatique.

Les leçons apprises, grâce à un processus d'analyse, de dialogue multilatéral et d'apprentissage pratique, ont été plus ou moins prises en compte dans la définition des mécanismes de mise en œuvre des AME et des directives des directives des trois conventions de Rio 1992. À cette fin, le projet RGDE a mis l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles des structures décentralisées de gouvernance locale dans le but d'opérationnaliser les outils et mécanismes d'intégration des AME dans le processus de décentralisation et les directives des trois conventions de Rio 1992 dans la planification locale.

Le projet a mobilisé et dépensé en cash la somme totale de 678.828,28 USD sur un budget total prévu de 675.000 USD, soit un dépassement budgétaire de (3.828,28 USD). Ces ressources ont servi à financer les activités des trois composantes, ainsi que les salaires du personnel, les frais de fonctionnement, l'acquisition de matériel et équipement du projet et les frais des consultants et services. Au niveau des composantes, c'est la composante 2 qui se place en tête avec 43% (290 402 USD), suivie de la composante 1 avec 30% (207 612 USD) et de la composante 3 avec 27% (180 509 USD). Les contributions du Gouvernement et du PACV en nature, estimées respectivement à 250,000 USD et 225,000 USD, ont servi à supporter les coûts de base des parties prenantes gouvernementales, des institutions de l'État et des ADL du PACV, si l'on en juge à l'implication et les efforts fournis au niveau des Communes rurales pilotes du projet.

Malgré un budget très étiqué avec des maigres ressources financières très limitées et une durée de réalisation très courte (2 ans), l'UGP est parvenue à sensibiliser et provoquer une prise de conscience des

acteurs nationaux et décentralisés (gouvernement, le secteur privé, la Société Civile, les collectivités, etc.) sur l'importance et l'urgence de mettre en œuvre les AME et les directives des trois conventions de Rio 1992. Elle a aussi su créer une dynamique de changement de comportement dans la conception et la planification des actions locales de développement en veillant à la cohérence des interventions en matière de gestion décentralisée de l'environnement. En effet, les performances des différentes parties prenantes et les appuis opérationnelles de la part du MEEF et du PNUD, ont été jugées modérément satisfaisantes (4/6), en raison de certaines insuffisances. Même si les résultats obtenus sont encore très mitigés, il est certain que le cadre proposé permet au pays de disposer aujourd'hui d'un canevas de prise en compte des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992.

### 3.2. Leçons apprises

#### Au niveau général d'orientation politique et stratégique

Malgré les importantes réalisations, l'analyse des performances révèle des insuffisances qui ont impacté les résultats obtenus, ainsi que l'efficacité et l'efficience du projet. Les principaux résultats et produits obtenus sont assez mitigés et n'ont pas permis d'atteindre les objectifs visés, notamment, l'intégration des obligations des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992 dans le processus de décentralisation et des structures de gouvernance locale. En effet, les efforts réalisés dans ce sens par le projet n'ont pas été très concluants dans la mesure où les documents et les mécanismes élaborés pour faciliter la gestion décentralisée de l'environnement et l'adaptation des politiques et stratégies n'ont pas été formellement endossés par les autorités gouvernementales et mis en œuvre.

Au niveau décentralisé des communes rurales, l'approche de mise en œuvre du projet était callée sur une forte collaboration, voir intégration programmatique avec le PACV, en s'appuyant sur ses efforts et ses structures de présence sur le terrain dans les 4 CR. Cette approche devait faciliter une meilleure prise en compte des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992 dans les actions de décentralisation. Mais cet objectif n'a pas été atteint de manière satisfaisante, étant donné que le PACV lui-même faisait face à des difficultés et dysfonctionnements qui ont ainsi affecté la synergie et la complémentarité des efforts.

#### Facteurs favorables et points forts du projet

La mise en œuvre du projet a bénéficié des expériences développées depuis des décennies par les différentes institutions et les cadres de haut niveau du gouvernement et qui recourent les obligations des AME et les lignes directrices des trois conventions de Rio 1992. De nombreux projets relatifs à la gestion durable de l'environnement et aux bonnes pratiques de résilience et d'adaptation au changement climatique ont été mis en œuvre ou sont en cours, avec des résultats assez éloquentes en matière de gestion décentralisée des ressources naturelles.

Dans le cadre de renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux le projet a bénéficié des apports des experts compétents qui ont élaboré des documents thématiques et des outils méthodologiques d'information sur les mécanismes de conformité avec les AME et les lignes directrices des trois conventions de Rio 1992. Ces outils ont servi de support aux ateliers de formation qui ont bénéficié à 440 acteurs dont 86 femmes et 60 ADL du PACV, en matière de connaissance des AME et des bonnes pratiques environnementales et d'adaptation au changement climatique. À cet égard, la mission note que le projet a dépassé la cible de 150 institutions et parties prenantes visée dans le PRODOC.

Même s'il est très tôt de juger de la portée des résultats et des impacts, les discussions avec les parties prenantes mettent en évidence leur grande prise de conscience de satisfaire aux obligations des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992. En effet, les acteurs sont maintenant mieux informés qu'auparavant sur les AME et préparés à se conformer aux directives des trois conventions de Rio 1992. La mise en œuvre des mécanismes et des outils programmatiques existants et proposés par le projet devrait

contribuer à lever les défis mondiaux et d'intégrer les questions environnementales et de changement climatique dans les politiques et les systèmes décentralisés de planification locale de développement socioéconomique.

Au niveau décentralisé des collectivités locales, d'importants efforts ont été fournis par le projet au niveau des 4 CR pilotes (Gouecke (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) et Tondon (Dubréka), en collaboration avec le PACV, les services techniques préfectorales et les autorités des communes, l'organisation mise en place par le PACV a facilité une meilleure responsabilisation des populations en matière de gestion intégrées des ressources naturelles, d'adoption de bonnes pratiques agricoles et de diversification de la production alimentaire.

La mission note aussi qu'à travers les activités de sensibilisation et de concertation au niveau national et local, le projet a su susciter une forte détermination des pouvoirs politiques et législatifs à jouer leurs rôles respectifs pour œuvrer dans le sens d'une meilleure prise en compte des AME et de la conformité des politiques environnementales du gouvernement de la Guinée par rapport aux directives des trois conventions de Rio pour une meilleure considération des questions de changement climatique. En outre, la promotion des activités génératrices des revenus à travers les microprojets de diversification de la production agricole (gingembre, maraichage, piments, etc.) gérés par les populations dans les 4 CR pilotes, a commencé à donner des résultats satisfaisants. Ces microprojets ont suscité un réel intérêt et une forte adhésion des communautés les plus vulnérables. Toutefois, le projet étant déclaré opérationnellement clôturé alors que ces microprojets ne sont qu'à leur début, il se pose le problème de leur poursuite après cette phase du projet RGDE. En effet, l'arrêt du projet signera l'arrêt de ces microprojets et la déception de l'espoir suscité par leur développement pour créer les moyens de résilience et d'adaptation au changement climatique. Ainsi, l'investissement consenti par le projet serait une immense perte d'argent et d'effort humain.

### **Contraintes et faiblesses de mise en œuvre du projet**

#### Au niveau des réalisations :

L'analyse des performances révèle que, même si la mise en œuvre et l'exécution du projet sont jugées globalement satisfaisantes, les résultats restent globalement mitigés avec peu de réalisations atteignant 100% et la plupart comprises entre 50 et 75%.

Les interventions du projet étant axées sur des interventions habilitantes, un accent particulier a été mis sur le renforcement des capacités des acteurs. Toutefois, en raison de leur concentration sur des ateliers de formation « thorique », l'UGP n'a pas réussi à mettre en œuvre et opérationnaliser les mécanismes devant lever barrières institutionnelles et opérationnelles de mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions et de répondre aux besoins de résilience et d'adaptation des communautés de base au changement climatique. Les interventions du projet étant axées sur des activités habilitantes, un accent particulier a été mis sur le renforcement des capacités des acteurs. Toutefois, en raison de leur concentration sur des ateliers de formation « thorique », l'UGP n'a pas réussi à mettre en œuvre et opérationnaliser les mécanismes devant lever barrières institutionnelles et opérationnelles de mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992. De ce fait, le projet n'a pu répondre aux besoins et exigences de résilience et d'adaptation des communautés de base au changement climatique.

En outre, à cause du retard accusé dans l'élaboration du document d'intégration formelle des mécanismes des obligations des AME et ainsi que des lignes directrices des conventions de Rio dans les politiques et le système de planification locale du développement, le projet n'a pu opérationnaliser la cellule créée au niveau du SG/CNEDD et de démontrer l'efficacité des outils élaborés. À cet égard, la mission pense que ces faiblesses auraient pu être minimisées si l'emphase n'avait pas été mise sur les microprojets des communautés qui ont pris beaucoup de temps aux ADL et, de surcroît, ont absorbé une grande partie des ressources (50.682 USD), pour des résultats peu significatifs.

Tout compte fait, la mission pense que si les réalisations du projet avaient privilégié les actions habilitantes des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992, l'UGP aurait eu suffisamment de temps et des ressources financières pour mettre en œuvre et compléter son programme d'activités et opérationnaliser les mécanismes de stratégies politiques, juridiques des processus de planification locale et de gestion décentralisée de l'environnement.

### Renforcement des capacités

Dans le cadre du renforcement des capacités des institutions, la mission note que les différentes formations organisées et qui ont bénéficié à près de 440 bénéficiaires nationaux et locaux ont porté plutôt sur des thématiques classiques de développement axées sur les techniques de gestion des ressources naturelles, de protection de l'environnement et des bonnes pratiques de résilience et d'adaptation au changement climatique. Ces thématiques ont déjà largement été démontrées et diffusées à travers le pays depuis très longtemps par les différents projets (passés et en cours de réalisation), notamment dans les mêmes zones pilotes du RGDE et adoptées à la base, les l'UGP devait mettre l'accent sur des aspects plus innovatrices et axés sur les questions de vulnérabilité et des indicateurs d'appréciation des capacités d'adaptation aux technologies innovatrices de résilience au changement climatique.

La conception et l'opérationnalisation de la bibliothèque numérique ([www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org)) n'étant pas encore terminées à cause de certaines données GIS encore en traitement, le site n'a pu être totalement opérationnel et connecté au serveur de COSIE. Ainsi, la diffusion en ligne des outils et des documents de stratégies, de politiques et juridiques, ainsi que les Directives des conférences des Parties, n'a pu se faire comme planifié. En effet, cette bibliothèque numérique devait servir de Centre d'échange pour orienter la prise de décision sur les questions environnementales et la mise en œuvre des AME et de la FECDR.

Par ailleurs, le fait que les populations locales des CR ont été très peu familiarisées avec les AME et les directives des trois conventions de Rio 1992, en raison de manque de textes législatifs et réglementaires révisés de gestion décentralisé de l'environnement et des ressources naturelles, la problématique à résoudre au niveau des communes rurales, à savoir « la mise en œuvre au niveau local des accords multilatéraux sur l'environnement » a très peu été traitée. En outre, ces formations n'ont pas réussi à améliorer efficacement les capacités des ADL du PACV pour maîtriser les processus d'intégration des AME dans la planification du développement local et d'adopter des bonnes pratiques de résilience et d'adaptation au changement climatique axées sur la gestion décentralisée des ressources naturelles.

D'autre part, les importants efforts fournis par l'UGP au bénéfice des élus locaux des 4 CR pilotes (Gouécké (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) et Tondon (Dubréka), n'ont pas démontré le soutien politique et financier espéré au niveau de l'intégration des AME et des directives des trois conventions de Rio dans la mise en œuvre des plans locaux de développement durable des Communes rurales.

### Microprojets

L'UGP a élaboré et mis en œuvre divers microprojets au niveau des 4 CR axés sur les domaines de (i) protection de l'environnement, (ii) gestion intégrée des ressources en eau et des forêts et (iii) résilience au changement climatique. Il se trouve que les interventions au niveau des 4 CR qui devaient être centrées sur le développement des compétences, ainsi que sur la connaissance des populations locales des AME et des mécanismes de conformité aux directives des conventions de Rio 1992 dans le cadre des objectifs programmatiques des actions prioritaires, ont privilégié l'exécution des activités physiques de terrain.

En outre, ces microprojets ont consommé d'importantes ressources financières (50.682 USD), avec des réalisations peu visibles sur le terrain et dont la rentabilité n'est pas garantie à terme, en raison de leur nature d'actions à long terme qui n'a pas permis de produire des résultats tangibles en 2 ans, à l'exception



de celles relatives à la diversification de la production alimentaire et de génération des revenus. Ainsi, leur coût élevé a contribué à impacter très négativement les résultats du projet.

Ainsi, malgré leur pertinence et les bénéficiés environnementaux et socioéconomiques potentiels pour les populations des 4 CR, la mission pense que tels que conçus, ces microprojets ne sont pas en phase avec les orientations d'actions habilitantes des AME et des lignes directrices des trois conventions de Rio 1992.

En outre, du fait que la plupart des thématiques initiées (gestion des ressources naturelles, protection des forêts et de la biodiversité, la protection des têtes de sources des cours d'eau, agroforesterie, etc.) ont déjà été ou sont en cours de réalisation à travers le pays, y comprises les 4 CR pilotes du projet, par d'autres acteurs (notamment REMECC pour la Préfecture de Labé), la mission pense que le projet RGDE aurait dû profiter de son cadre de partenariat pour intégrer et faire tester l'intégration des mécanismes de mise en œuvre des AME et les directives des trois conventions de Rio 1992 dans leurs programmes de travail respectifs.

### Partenariat

Le projet a développé un partenariat de collaboration dans le cadre de la mise en œuvre des activités de terrain, avec les parties prenantes gouvernementales et les acteurs clés, notamment le MEEF, Agriculture, DNEEF, PACV, le CNDD, le Projet Biogaz et les Points Focaux des trois conventions de Rio 1992. À travers ce partenariat, le projet entendait conjuguer ses efforts avec les différents acteurs, éviter des duplications et tenir compte les risques potentiels. Malheureusement, les synergies et les complémentarités recherchées entre le projet RGDE et ses différents partenaires n'ont pas été effectives, en raison du manque d'intérêt de la plupart des partenaires visés, à l'exception du PACV qui a mis à la disposition du projet des ADL au niveau de chaque commune rurale. En effet, le projet a réussi à établir un cadre de partenariat efficace avec le PACV qui a joué un rôle de proue avec le BSD du MEEF et le projet BIOGAZ. Ce dernier a mené des activités relatives aux questions de faible émission de carbone et d'intégration de GES dans les plans d'action local (même si celles ne figurent pas explicitement parmi les actions prioritaires du PRODOC).

Toutefois, le Document de partenariat proposé par le projet RGDE pour contribuer au renforcement des capacités des institutions nationales clés (CNDD, FSE et MEEF) et de faciliter l'accès aux fonds du FSE, n'a pas été signé avec les principales parties prenantes. De même, l'approche adoptée par le projet n'a pas permis de fédérer les nombreuses initiatives en cours de réalisation de gestion intégrée des ressources naturelles pour renforcer la mise en œuvre des AME. Plus spécifiquement l'ancrage du projet au niveau des 4 CR dans les structures d'encadrement local du programme du PACV, n'a pas permis au projet RGDE à développer la synergie attendue.

### Question genre

L'UGP a mis au centre de ses préoccupations les questions du genre en ce sens que les femmes composent plus de 50% de la population guinéenne et constituent en milieu rural la force de travail et les piliers de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. De surcroît, les femmes font partir des couches des plus vulnérables exposées à la dégradation des terres et des écosystèmes naturels, ainsi que de et au changement climatique.

En effet, les femmes ont participé de manière déterminante aux différentes activités du projet, au niveau central et que local. Elles ont aussi été porteuses de microprojets de génération des revenus. Ainsi, sur les 440 acteurs formés par le projet sur les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les bonnes pratiques environnementales, 86 sont des femmes. Les efforts du projet leur ont permis d'être au niveau d'information et de bénéficier des mêmes capacités que les hommes, particulièrement en ce qui concerne la connaissance des mesures d'accès aux ressources naturelles et les bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique.

Ces 86 femmes formées et celles porteuses des microprojets pilotes seront appelées à jouer un rôle de levier stratégique pour entraîner leurs paires sur la mise en œuvre des AME et des bonnes pratiques environnementales, au cours d'une éventuelle phase de passage à l'échelle nationale des réalisations et des acquis du projet RGDE.

### Levée des barrières institutionnelles et politiques

D'importantes barrières institutionnelles et opérationnelles ont été identifiées dans l'auto-évaluation nationale des capacités (AENC) comme devant être prioritairement levées pour faciliter la coordination et le dialogue entre les différentes institutions concernées, le développement des capacités transversales. La mission note que très peu de ces barrières ont été abordées, le projet n'a pas réussi à promouvoir les synergies et harmoniser les politiques et les cadres juridiques de gestion décentralisée des ressources naturelles.

D'autre part, l'idée de mettre en place un centre de coordination des conventions doté des ressources nécessaires pour assurer un suivi continu de la mise en œuvre des différents accords multilatéraux et des guidelines des trois conventions de Rio, n'a pu être concrétisée par le Gouvernement, ce qui laissé, ainsi entière la question de mise en œuvre des AME et des guidelines des conventions de Rio.

Par ailleurs, la courte durée de mise en œuvre du projet et les maigres moyens alloués ont contribué à impacter très négativement les résultats du projet tant au niveau de leur qualité qu'à celui de leur durabilité. Les nombreux dysfonctionnements institutionnels inhérents à une multiplication des centres de décision et une incohérence des diverses approches des différents intervenants, auxquels le projet a été confronté, ont aussi négativement affecté ses résultats.

En outre, l'approche du projet n'est pas en ligne avec les orientations d'actions habilitantes de changement de paradigme pour assurer la mise en œuvre des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992 pour permettre une gestion intégrée de l'environnement. Dans ce cas, l'UGP aurait dû mettre l'accent sur l'identification des secteurs de faiblesses et d'optimisation des besoins d'interventions prioritaires, afin d'insuffler une nouvelle dynamique de conception et de mise en œuvre des projets de gestion intégrée de l'environnement et de résilience et d'adaptation au changement climatique.

### **3.3. Recommandations**

Sur la base de l'analyse des résultats et des leçons apprises, afin de combler les insuffisances, de capitaliser les acquis et d'orienter les actions futures de mise en œuvre des AME et des directives des conventions de Rio 1992, la mission formule les recommandations ci-dessous.

#### **Recommandation 1 : Poursuite et considération des actions initiées durant une phase de 3-4 ans**

Comme indiqué ci-haut, les performances du projet ont permis d'importantes réalisations avec des résultats minorés par (i) la courte durée de 2 ans à cause du retard de démarrage (qui n'était pas prévu parmi les risques du projet) et (ii) le maigre budget alloué au projet qui a été très sous-estimé par rapport au volume et la nature des activités programmées (microprojets très coûteux, nombreux ateliers de formation, etc.). Le projet est arrivé à son terme sans avoir livré des résultats concrets et sans possibilité de prolongation. À cet effet la mission pense qu'il serait inapproprié d'abandonner les actions initiées et de compromettre les résultats obtenus, ce qui serait une énorme perte de temps et un gaspillage des moyens financiers (678.828 USD) investis pour réaliser le projet RGDE.

La mission recommande donc le financement d'une deuxième phase de 3- 4 ans (2018-2022) de passage à l'échelle. Cette phase sera consacrée à la consolidation et la poursuite des activités initiées dans les 4 CR et la capitalisation des acquis sur l'ensemble des CR que compte le pays, en mettant l'accent sur la

définition et l'opérationnalisation des mécanismes et des outils politiques et juridiques de mise en œuvre au niveau décentralisé et central des AME et des directives des trois conventions de Rio 1992, ainsi que la mobilisation de financements adéquats pour soutenir les microprojets des populations.

**Responsable : MEEF, MEF, PNUD**

### **Recommandation 2 : Financement des activités**

La poursuite des actions initiées nécessitera la mobilisation d'importants fonds nécessaires pour capitaliser les acquis et couvrir l'ensemble des CRs. La recherche de financement sera menée par le gouvernement par le MEEF et les autres ministères concernés auprès des partenaires financiers de la Guinée, sur la base de la fiche présentée dans le PNDES et approuvée parmi les projets prioritaires lors de la Table Ronde des donateurs financiers de la Guinée, pour un montant estimé à 12 millions. À cet effet, le constant soutien du PNUD sera impératif en qualité de co-financier (fonds TRAC) et d'appui auprès des partenaires techniques et financiers (PTF).

Le PNUD et le MEEF devront conjuguer leurs efforts pour financer la phase intérimaire (6 mois) de maintien des actions initiées sur le terrain et de préparation du document de projet, en attendant que soit élaboré le document du projet de la phase de passage à l'échelle. Le MEEF et le PNUD devront profiter de cette phase intérimaire pour organiser un atelier de capitalisation des acquis et d'alignement des interventions avec les mécanismes de mise en œuvre des AME et des guidelines des trois conventions de Rio 1992, en tenant compte des enjeux et de la situation actuelle des expériences développées dans le pays.

Le budget nécessaire à cette fin est estimé à 12-15000 USD. Durant cette phase transitoire, les activités devraient se concentrer en priorité, entre autres, sur :

- La consolidation et la capitalisation des acquis;
- Assurer la maintenance et la poursuite des actions initiées et non totalement réalisées : il faut rappeler que la plupart des activités ont un taux de réalisation inférieure à 70% et que les acquis sont encore très fragiles et nécessitent un accompagnement adéquat pour produire les effets attendus;
- Redynamiser et mettre en place un Comité technique restreint constitué d'experts expérimentés pour jouer le rôle de réflexion stratégique (Think-tank), experts nommés (persona intuité) ; avec un rayon d'action au niveau national et local;
- Organiser un atelier national regroupant les principaux acteurs et partenaires nationaux, locaux, OSC et privés pour partager les résultats du projet RGDE, analyser les points forts, les faiblesses, les expériences développées dans le pays, définir les critères et les indicateurs des résultats attendus du projet de la phase de passage à l'échelle, définir le cadre institutionnel et opérationnel de poursuite des actions initiées par le projet sur la base des acquis et des faiblesses.

**Responsable : MEEF, MEF, PNUD**

### **Recommandation 3 : Élaboration du Document de Projet -Phase 2**

Le PNUD et le MEEF devront envisager la possibilité de recruter un consultant international pour élaborer le document du projet de passage à l'échelle (3-4 ans), sur la base de la fiche proposée et jugée éligible au financement des projets prioritaires du PNDES (12 millions USD) et des expériences en cours en matière de gestion durable des ressources naturelles (terres, eau, biodiversité, etc.) et de résilience et adaptation au changement climatique.

**Responsable : MEEF et PNUD**

### **Recommandation 4 : Adaptation des politiques et des textes juridiques**

La mise en œuvre des AME et des guidelines des conventions de Rio 1992, ayant une forte connotation juridique, la mission a recommandé à ce que la révision des textes législatifs et réglementaires initiés par le projet RGDE en reflétant pleinement les principes et obligations de la Convention de Rio 1992.

**Responsable : MEEF et PEDD**

#### **Recommandation 5 : Orientations of the conception of the Project Document-Phase 2**

Il est impératif que le document de la phase 2 soient conçu sur la base des deux principaux résultats de la présente phase de RGDE, en privilégiant le dialogue intersectoriel, l'analyse des enjeux environnementaux, des capacités institutionnelles, juridiques et opérationnelle des partenaires centraux et communaux chargés des questions environnementales. Le document devra intégrer les outils méthodologiques, les mécanismes et les outils/guides pratiques conçus pour assurer l'intégration des AME et des trois conventions de Rio 1992 dans les PLD des CR.

Le passage à l'échelle intéressera toutes les 304 CR, mais en se concentrant aux actions de renforcement des capacités opérationnelles des acteurs et la définition des mécanismes de mise en œuvre des AME et des guidelines des conventions (Voir Résultats 1). Les actions de développement à la base et les microprojets initiés devront être transférés aux acteurs et projets compétents évoluant dans les 4 CR, notamment le PACV, REMECC, les Services des Eaux et Forêts et Services de l'agriculture

**Responsable : MEEF et PNUD**

La proposition du programme intérimaire de passage à l'échelle nationale est résumée à l'annexe 6 et la fiche du PNDES est présentée en annexe 7.

#### 4. Référence bibliographique

1. Projet BIOGAZ, 2018. Rapport d'activités du Projet « Création d'un marché à des fins de développement et d'utilisation de ressources de biogaz en Guinée »
2. Banque Mondiale : PACV
3. PNUD, 2014 : Document de financement du Projet (PRODOC), 62p.
4. PNUD et MEEF, 2010 : Auto-évaluation des capacités à renforcer pour la gestion environnementale nationale et mondiale en guinée (ANCR); 60p.
5. PNUD : CDR 2015, CDR 2016, CDR 2017 et CDR 2018
6. RGDE, 2016, 2017, 2018 : Rapports annuels et Plans de travail et de budget annuels
7. RGDE, 2016-2017; manuels et guides de formations et mécanismes des AME et des conventions
8. RGDE, 2016 : Plan d'action RGDE des 4 CR, 34 p

## 5. ANNEXES

### 5.1. Annexe 1 : Termes de Reference

#### **Consultant avec expérience international pour l'évaluation finale du projet Renforcement de la Gestion Décentralisée de l'Environnement pour répondre aux objectifs des Conventions de Rio en Guinée (RGDE)**

Procurement Process :	RFP - Request for proposal
Office :	UNDP Guinée - GUINEA
Deadline :	23-Mar-18
Posted on :	09-Mar-18
Development Area :	CONSULTANTS
Reference Number :	44717
Link to Atlas Project :	00072231 –
Environnement & Dévelop durable	

#### **Documents**

[TDR IC International Evaluation](#)

#### **Overview :**

Conformément aux politiques et procédures de suivi et d'évaluation du PNUD et du FEM, tous les projets de moyenne ou grande envergure soutenus par le PNUD et financés par le FEM doivent faire l'objet d'une évaluation finale à la fin de la mise en œuvre. Ces termes de référence (TDR/TOR) énoncent les attentes d'une évaluation finale (EF/TE) du Renforcement de la Gestion Décentralisée de l'Environnement pour répondre aux objectifs des Conventions de Rio (PIMS 4963).

#### **Objectif:**

Le projet Renforcement de la Gestion Décentralisée de l'Environnement RGDE a été développé dans le cadre du suivi du processus d'auto-évaluation nationale des capacités (ANCR) en Guinée tenu entre avril 2006 et décembre 2008. Il est une réponse directe à cette auto-évaluation nationale en abordant les principales questions des capacités intersectorielles identifiées à la mise en œuvre des trois Conventions de Rio. Il permettra de renforcer le dialogue entre les différentes institutions concernées par la promotion des synergies, l'intégration programmatique et l'harmonisation des politiques et des cadres juridiques et réglementaires en vue d'éviter les doubles emplois et d'économiser les ressources. L'objectif du projet est de renforcer la capacité institutionnelle en Guinée pour prendre en compte l'Accord multilatéral sur l'environnement et le Comité local pour l'élimination de la discrimination raciale dans les activités de gestion décentralisée de l'environnement. En vertu de ce projet, l'appui au développement des capacités mènera à deux résultats : (1) le processus de décentralisation et ses structures de gouvernance sont affinées pour intégrer les obligations découlant de l'accord multilatéral sur l'environnement en vue de faciliter sa mise en œuvre au niveau local et (2) le renforcement des capacités des principales organisations afin d'intégrer cet accord dans les processus de planification au niveau local.

L'évaluation finale sera menée conformément aux directives, règles et procédures établies par le PNUD et le FEM comme l'indique les directives d'évaluation du PNUD pour les projets financés par le FEM.

Les objectifs de l'évaluation consistent à apprécier la réalisation des objectifs du projet et à tirer des enseignements qui peuvent améliorer la durabilité des avantages de ce projet et favoriser l'amélioration globale des programmes du PNUD.

#### **Approche et méthode d'évaluation:**

Une approche et une méthode globale pour la réalisation des évaluations finales de projets soutenus par le PNUD et financés par le FEM se sont développées au fil du temps. L'évaluateur doit articuler les efforts d'évaluation autour des critères de **pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité et**

**d'impact**, comme défini et expliqué dans les directives du PNUD pour la réalisation des évaluations finales des projets soutenus par le PNUD et financés par le FEM.

Une série de questions couvrant chacun de ces critères ont été rédigées et sont présentées à l'Annexe C des présents TDR. L'évaluateur doit modifier, remplir et soumettre ce tableau dans le cadre d'un rapport initial d'évaluation et le joindre au rapport final en annexe.

L'évaluation doit fournir des informations factuelles qui sont crédibles, fiables et utiles. L'évaluateur doit adopter une approche participative et consultative garantissant une collaboration étroite avec les homologues du gouvernement, en particulier avec le point focal opérationnel du FEM, le bureau de pays du PNUD, l'équipe chargée du projet, le conseiller technique du PNUD-FEM basé dans la région et les principales parties prenantes. L'évaluateur devrait effectuer une mission sur le terrain à Conakry ainsi que dans les 4 sites pilotes dans les préfectures de Dubréka (CR de Tondon), de Labé (CR de Popodara), de Kouroussa (CR de Sanguiana) et de N'Zérékoré (CR de Gouécké).

Les entretiens auront lieu au minimum avec les organisations et les particuliers suivants : (i) Ministères en charge de l'Environnement (DNE, BSD, COSIE), de l'Agriculture (BSD, DNA, DNDR), de l'Elevage (BSD, DNPA), de la Décentralisation (DNDR), (ii) les autorités régionales, préfectorales et sous-préfectorales en charge de l'administration décentralisée, de l'environnement et des eaux et forêts, de l'agriculture, (iii) élus locaux des Communes Rurales et des Districts couverts par le projet, (iv) les responsables des groupements bénéficiaires (v) partenaires d'exécution de terrain (PACV, etc.) L'évaluateur passera en revue toutes les sources pertinentes d'information, telles que le descriptif de projet, les rapports de projet, notamment le RAP/RMP et les autres rapports, les révisions budgétaires du projet, les rapports sur l'état d'avancement, les outils de suivi des domaines focaux du FEM, les dossiers du projet, les documents stratégiques et juridiques nationaux et tous les autres documents que l'évaluateur juge utiles pour cette évaluation fondée sur les faits. Une liste des documents que l'équipe chargée du projet fournira à l'évaluateur aux fins d'examen est jointe aux présents termes de référence pour de plus amples informations sur les méthodes, lire le chapitre 7 du [Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats de développement](#), à la page 163.

### **Duties and Responsibilities**

L'équipe d'évaluation sera composée d'un évaluateur international chef de mission et d'un consultant national. Les consultants doivent disposer d'une expérience antérieure dans l'évaluation de projets similaires. Une expérience des projets financés par le FEM est un avantage.

Les évaluateurs sélectionnés ne doivent pas avoir participé à la préparation ou à la mise en œuvre du projet et ne doivent pas avoir de conflit d'intérêts avec les activités liées au projet.

Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac + 5) dans l'un des domaines suivants : développement rural, environnement, gestion des ressources naturelles, statistique, sciences sociales, économie ou tout autre domaine pertinent;

- avoir au moins 05 ans minimum d'expérience professionnelle pertinente dans l'évaluation de projets similaires;
- une connaissance des procédures du PNUD et du FEM ;
- une expérience antérieure avec les méthodologies de suivi et d'évaluation axées sur les résultats ;
- avoir des connaissances techniques dans les domaines focaux ciblés (biodiversité, changement climatique et gestion durable des terres) ;
- avoir une expérience sur les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ;
- avoir des connaissances dans le domaine du système d'information environnementale ;
- disposer de connaissance sur les problématiques de la gestion durable des ressources naturelles de la Guinée ou d'un pays de l'Afrique de l'Ouest ;
- avoir une excellente maîtrise de la langue française et anglaise (écrit, parlé et lu).

### **Responsabilité :**

#### Responsabilité du consultant international

- Examiner la documentation
- Diriger l'équipe de l'évaluation finale dans la planification, la conduite et la présentation des rapports sur l'évaluation
- Décider de la division du travail au sein de l'équipe et assurer la ponctualité des rapports
- Utiliser les méthodes d'évaluation des meilleures pratiques dans la conduite de l'évaluation
- Diriger la rédaction et la finalisation du rapport initial pour l'évaluation finale
- Mettre à jour les tableaux de bord CD (Annexe 2 du ProDoc)
- Présenter l'avant-projet des résultats de l'évaluation et des recommandations
- Faire le briefing pour le bureau pays du PNUD et l'équipe de gestion de projet
- Diriger la rédaction et la finalisation du rapport d'évaluation finale.

**Date limite et lieu de remise des candidatures**

Le dossier complet devra nous parvenir par dépôt à l'accueil à l'adresse suivante :

**Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**

**Maison Commune**

**Commune de Matam**

**Coléah Corniche Sud, Rue M002**

**BP 222 Conakry, Rép de Guinée**

**Ou par email: [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)**





**ou encore remplir la candidature en ligne et nous envoyer les documents demandés par l'adresse citée si l'on n'y arrive à télécharger directement.**





**Au plus tard : le 23 Mars 2018 à 12H 00 heure locale.**







---

## **5.2. Annexe 2 : Méthodologie utilisée pour l'évaluation**

<b>Tableau 1 : ACTIVITES ET CHRONOGRAMME DE L'ÉVALUATION</b>						
<b>UNITÉ DE TÂCHES</b>	<b>TEMPS (SEMAINE)</b>					
<b>SEMAINE</b>	<b>1-3</b>	<b>4-13</b>		<b>14-16</b>	<b>17-22</b>	<b>(22 jours)</b>
<b>Phase 0 – Contract negotiation and mission preparation</b>						
<b>PHASE 1(100): DEMARRAGE ET CADRAGE DE L'ÉVALUATION</b>						<b>3 Jours</b>
<b>Unité de tâche 110 : Démarrage et Briefing</b>						
<b>Unité de tâche 120 :</b> Revue et analyse des documents de financement du projet et des différents rapports						
<b>Unité de tâche 130 :</b> Amendement de la méthodologie et élaboration des grilles de collecte des données et questionnaires d'entretien avec les acteurs						
<b>Unité de tâche 140 :</b> Élaboration et Validation du Rapport de démarrage et de la méthodologie et du calendrier de conduite de l'évaluation						
<b>Phase 2 (200): Mission d'évaluation, entretiens avec les acteurs et visites de terrain/sites</b>						<b>10 jours</b>
<b>Unité de tâche 210 :</b> Rencontre et entretiens avec le PNUD, les autorités gouvernement, les acteurs nationaux et les partenaires directs						
<b>Unité de tâche 220 :</b> Visite des sites, collecte des données, entretiens et consultation avec les acteurs locaux et bénéficiaires directs du projet						
<b>Phase 3 (300): Phase 3(300) : Synthèse des données collectées et partage des résultats et recommandations préliminaires</b>						<b>4 jours</b>
<b>Unité de tâche 310 :</b> Synthèse des informations et données collectées						
<b>Unité de tâche 320 :</b> Analyse de la pertinence et conception du document de projet						
<b>Unité de tâche 330 :</b> Évaluation des résultats et des performances du projet selon les critères d'évaluation						
<b>Unité de tâche 340 :</b> Évaluation de la Gestion des ressources financières du projet						

Unité de tâche 350 : Analyse du cadre de partenariat de mise en œuvre du Projet							
Unité de tâche 360 : Évaluation des progrès vers les objectifs							
Unité de tâche 370 : Évaluation des contraintes & gestion adaptative des risques							
Unité de tâche 380 : Identification et analyse des leçons apprises							
Unité de tâche 390 : Élaboration et présentation d'un aide-mémoire des conclusions et recommandations préliminaires (Conakry)							
<b>Phase 4 (400) : Élaboration et partage des conclusions, recommandations et rapports d'évaluation</b>							<b>5 jours</b>
Unité de tâche 410 : Élaboration et validation du rapport provisoire d'évaluation							
Unité de tâche 420 : Correction, amendement et soumission du rapport final d'évaluation + annexes							
<b>RAPPORT FINAL</b>							<b>FIN EvFin</b>

<b>Tableau 2 : CALENDRIER DES LIVRABLES</b>	
<b>Reports</b>	<b>Date de Rapport</b>
1. Phase 1 (100): Démarrage et Cadrage	Après 3 jours  (Mandataire)
2. Phase 2 (200): Aide mémoire-résultats et conclusions préliminaires	Après 16 jours  (Facultatif)
3. Phase 3 (300): Rapport Provisoire de l'évaluation finale	Après 20 jours  (Mandataire)
4. Phase 4 (400): Rapport Final complet de l'évaluation	 22 jours après démarrage (Mandataire)

Le tableau 1 ci-dessous présente le programme de la mission de l'EIES.

### 5.3. Annexe 3 : Programme et calendrier de la mission d'évaluation

Proposition de Calendrier de la mission d'évaluation projet RGDE  
(30 avril au 17 mai 2018)

Composante	Date	Institutions et Personnes
Signature et démarrage contrat	23 Avril 2018	Signature + Documents requis
Démarrage de l'évaluation	26-03 avril 2018	Réception et Revue documents référence Approche méthodologie et outils d'évaluation; <b>Livrable 1 : Rapport de Démarrage et Cadrage</b>
<b>Voyage : Montréal-Conakry</b>	<b>30-04 * 02-05-2018</b>	Arrivée à Conakry
<b>Briefing</b>	<b>02 mai 2018</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Briefing sur le contexte de l'évaluation</li> <li>Préparation de la mission de visites des sites</li> </ul>
<b>Rencontres avec acteurs centraux (Conakry)</b>	<b>03-05-18 (à partir 9h); Durée = 1h par rencontre)</b>	
<b>03-05-18</b>	-- h à -- h	Cabinet Minin. Environnement et EF
	-- h à -- h	PAVC
	-- h à -- h	DN/PEDD
	-- h à -- h	Cabinet Min. Aménagement Territoire
	-- h à -- h	Direction Nationale Develop. Local
	-- h à -- h	Direction Nationale Collectivités locales
	-- h à -- h	Comité National de Pilotage
<b>04-05-18</b>	<b>-- h à -- h</b>	Point Focal Biodiversité
	-- h à -- h	Point Focal Désertification
	-- h à -- h	Point Focal Changement climatique
	-- h à -- h	Personne ressources (Mr. Diallo, ONG Guinée Écologie)
		PNUD-Guinée (Eloi)
<b>Visites de terrain</b>	<b>05-14 mai 2018</b>	<b>Rencontres autorité, interviews, visites de terrain, collecte et analyse des données</b>
	12-05-18	Visite sites de <b>Popodara</b>
		Retour à Labé (nuit)
	13-05-18	Voyage Labé-Conakry (nuit)
<b>Atelier de fin d'évaluation</b>	17 mai 18	Partage des résultats et recommandations
<b>Fin de mission en Guinée</b>	18 mai 2018	Départ du Consultant international
Élaboration et soumission du rapport d'évaluation	18 au 21 mai 2018	<b>Livrable 2 : Soumission du rapport provisoire de mission</b>
Commentaire par PNUD, PEDD et partenaires	22-27 mai 2018	Commentaires à transmettre par le PNUD au Consultant
Correction et rapport final	28-30 mai 2018	<b>Livrable 3 : Soumission du rapport final</b>

#### 5.4. Annexe 4 : Cadre logique des résultats

<p><b>Ce projet contribuera à la réalisation du résultat du programme de pays suivant tel que défini dans le CPAP ou le CPD :</b></p> <p><b>Résultat(s) escompté(s) du PP :</b> « D'ici 2017, les communautés locales, publiques et privées, et les populations adoptent de nouvelles techniques et approches pour la promotion de comportements environnementaux durables et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et des catastrophes naturelles dans le cadre de l'adaptation au changement climatique ».</p> <p><b>Produit(s) escompté(s) du CPAP :</b> (1) Des outils de planification pour la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et de la qualité de vie sont élaborés ou révisés de façon à intégrer les aspects du changement climatique ; (2) les modes et moyens de subsistance dans les zones vulnérables sont résilients au changement climatique et les communautés s'adaptent aux aspects induits.</p>
<p><b>Indicateurs des résultats du Programme de pays :</b></p> <p>Indicateur 1 : pourcentage de municipalités ayant adopté des mesures pour la gestion durable de l'environnement, de la résilience et de l'adaptation aux effets néfastes du changement climatique</p> <p>Indicateur 2 : partie de l'énergie renouvelable dans la production énergétique nationale</p> <p>Indicateur 3 : pourcentage des superficies des aires protégées</p>
<p><b>Domaine des principaux résultats clés applicables du développement durable et de l'environnement (identiques à ceux qui sont sur la page de couverture, entourez-en un) : 1.</b> Intégration de l'environnement et de l'énergie</p>
<p><b>Objectif stratégique et programme applicables du FEM : Objectif stratégique et programme du FEM :</b> Cadre du programme du PDCT pour renforcer les capacités de mise en œuvre et de gestion des lignes directrices des conventions mondiales</p>
<p>Résultats attendus applicables du FEM : Renforcement des capacités institutionnelles pour gérer les questions environnementales et mettre en œuvre les conventions mondiales ; normes de bonne gestion de l'environnement définies et adoptées ; mécanismes de financement durables en place au niveau national</p>
<p><b>Indicateurs de résultats applicables du FEM :</b> Renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion de l'environnement ; normes élaborées et adoptées ; capacités de gestion pour la mise en œuvre des directives des conventions et rapports nationaux améliorés ; renforcement des capacités des OSC et des ONG en tant que partenaires du PMF</p> <p>Développement de mécanismes de financement durables ; création de mécanismes de financement pour l'environnement</p>

	Indicateur	Situation de départ	Objectifs Fin estimative du projet en 2016	Source de vérification	Risques et hypothèses
Objectif du projet13 (équivalent à la production dans ATLAS) Renforcer la gestion décentralisée de l'environnement afin de répondre à l'objectif de la Convention de Rio.					La situation politique de stabilité et de sécurité est favorable à la mise en œuvre du projet.
Résultat 1 : Le processus de décentralisation et ses structures de gouvernance sont ajustés pour intégrer les obligations découlant des AME afin de faciliter la mise en œuvre des AME au niveau local.	<p>Existence d'un centre de coordination opérationnelle de mise en œuvre décentralisée des AME.</p> <p>Existence d'une politique et d'un programme décentralisés pour incorporer les AME.</p> <p>Existence d'un environnement propice à la mise en œuvre décentralisée des AME. Existence d'une base de données d'informations pour la prise de décision décentralisée.</p>	<p>Manque de coordination et de coopération entre les institutions à tous les niveaux.</p> <p>Les institutions telles que CEN et le CNDD créées pour les plates-formes d'échange de haut niveau ne sont pas opérationnelles et leurs mandats ne sont pas reconnus par les autres parties prenantes..</p> <p>Collectivités locales ne connaissent pas les AME.</p> <p>L'allocation de ressources pour l'environnement mondial au niveau local est insuffisante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mois 5 : un programme d'études des capacités institutionnelles est créé pour la formation des formateurs.</li> <li>✓ Mois 5 : le personnel des établissements d'enseignement est formé pour fournir un renforcement des capacités ciblé au personnel décentralisé du gouvernement selon l'application de la Convention et l'intégration des conventions dans les politiques, lois et règlements, structures d'incitation et de sensibilisation de l'organisme.</li> <li>✓ Mois 5 : un centre de coordination efficace pour</li> </ul>	<p>Rapport de suivi du projet ; rapports annuels ; rapport d'avancement trimestriel.</p> <p>Rapports d'évaluation à mi-parcours indépendants et finaux indépendants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le personnel formé des sections techniques de plusieurs ministères (ministères de l'Environnement, des Forêts et de l'Eau, de l'Agriculture, de l'Administration et de la Décentralisation territoriale, etc.) et de leurs filiales décentralisées dans les 33 préfectures et 303 sous-préfectures du pays est encouragé à rester à leurs postes respectifs et à continuer à prendre une part active dans la mise en œuvre des accords multilatéraux environnementaux (AME) dans leurs domaines respectifs.</li> </ul>

	Indicateur	Situation de départ	Objectifs Fin estimative du projet en 2016	Source de vérification	Risques et hypothèses
	<p>Disponibilité des versions électroniques des textes de conventions et directives des CdP.</p> <p>Existence d'un réseau national de distribution des documents de la bibliothèque et des informations des conventions.</p> <p>Rapport sur le PAVC en tant que structure de coordination pour la promotion de la gestion environnementale.</p> <p>Existence d'un dialogue dans le PACV.</p> <p>Nombre d'unités spéciales AME/FECDR au sein du PACV pour coordonner et maintenir le dialogue avec les instituts de développement des capacités, les organisations communautaires, les ONG et les agents de terrain du secteur public.</p>	<p>Absence d'une bonne circulation de l'information à tous les niveaux et d'un système d'information permettant aux parties prenantes d'être mieux informées sur les AME, ainsi que sur les stratégies et plans d'action nationaux.</p> <p>Les leaders communautaires ne sont pas conscients de la gravité des problèmes environnementaux dans leur localité.</p> <p>Les obligations de la Convention n'ont pas été traduites au niveau local.</p> <p>Manque de coordination au niveau local.</p> <p>Absence de mécanisme de mobilisation efficace et d'une gestion transparente des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités de renforcement des capacités.</p>	<p>la mise en œuvre décentralisée des AME est en place.</p> <p>✓ Mois 9 : un système de données environnementales basé sur les données existantes recueillies par divers organismes est établi.</p> <p>✓ Mois 11 : le personnel de l'établissement de coordination est formé pour entrer des données dans le SIGU basé sur le Web.</p> <p>✓ Mois 12 : un réseau pour les documents de bibliothèque et les informations sur les conventions est établi.</p> <p>✓ Mois 13 : des documents de bibliothèque sont produits et diffusés.</p> <p>✓ Mois 13 : la responsabilité pour réaliser les activités prévues du programme de formation des formateurs dans la CR est prise par le centre de coordination.</p> <p>✓</p> <p>✓ Mois 14 : une analyse de la situation de la capacité de la structure de coordination du PACV à promouvoir la gestion de</p>		<p>✓ Les responsables et agents de haut niveau des services centraux et déconcentrés sont disponibles pour soutenir la mise en œuvre du projet. Cela devrait assurer la durabilité des réalisations du projet.</p> <p>✓ Le CNEDD nouvellement créé est rendu opérationnel ;</p> <p>✓ l'infrastructure de partage de données établie en Guinée peut gérer l'échange de grandes quantités de données produites par les structures décentralisées.</p>



	Indicateur	Situation de départ	Objectifs Fin estimative du projet en 2016	Source de vérification	Risques et hypothèses
			l'environnement est effectuée. ✓ Mois 15 : les capacités humaines/techniques de la structure de coordination du PACV sont évaluées. ✓ Mois 17 : la structure de coordination du PACV est renforcée. ✓ Mois 20 : toutes les parties prenantes à tous les niveaux locaux impliquées dans la promotion de la gestion de l'environnement sont identifiées et formées. ✓ Mois 24 : un mécanisme de dialogue entre les parties prenantes locales est établi. ✓ Mois 26 : les unités de CR dans le PACV sont créées pour coordonner et maintenir le dialogue avec les instituts de développement des capacités. ✓ Mois 28 : les capacités des unités au sein du PACV sont renforcées. ✓ Mois 30 : un mécanisme de dialogue entre le PACV, le Fonds de coordination et les unités (1,3.3.) est créé.		
Produit 1,1 : AME intégrés dans la stratégie nationale de décentralisation, afin d'assurer une conformité ascendante et descendante avec les obligations des AME et les rapports transversaux en vertu des conventions.					

	Indicateur	Situation de départ	Objectifs Fin estimative du projet en 2016	Source de vérification	Risques et hypothèses
<p>Produit 1,2 : Renforcer le système d'information de gestion de l'environnement en tant que Centre d'échange pour la prise de décisions sur les questions environnementales et la mise en œuvre des AME et de la FECDR à un niveau décentralisé.</p> <p>Produit 1,3 : Renforcer le PACV en tant qu'installation pour un dialogue et une coordination permanents au sein du réseau d'appui à la gestion environnementale décentralisée.</p>					
<p>Résultat 2 : Renforcement des capacités techniques et managériales de la structure de soutien à la gouvernance décentralisée pour l'intégration des AME dans la planification du développement local.</p>	<p>Rapport sur l'état des initiatives de développement décentralisé des capacités conclues ou en cours en Guinée.</p> <p>Existence d'un cadre institutionnel et politique pour intégrer les AME dans les processus de planification et de rapports communaux, préfectoraux et nationaux ; existence d'un accord avec la plupart des institutions compétentes dans le but d'agir comme des structures décisionnelles de mise en œuvre des AME et de la FECDR pour les collectivités locales.</p> <p>Plusieurs organismes formés sur les approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement.</p>	<p>Les différentes structures nationales chargées de la mise en œuvre des AME ne coordonnent pas suffisamment leurs efforts lors de la réalisation de leurs activités respectives. Elles ne coopèrent pas assez lors de la mise en œuvre des plans nationaux. Cela résulte en un manque de synergie et une faible intégration et harmonisation des politiques et des cadres juridiques.</p> <p>Les acteurs de la gestion de l'environnement travaillent dans des conditions inadaptées.</p> <p>Éducation et programmes de formation scientifique et technique insuffisants.</p> <p>Manque de programmes de formation pour le personnel des institutions de gestion de l'environnement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mois 13 : les initiatives de développement des capacités décentralisées existantes dans le pays sont évaluées.</li> <li>✓ Mois 15 : un rapport sur l'état des initiatives de développement des capacités décentralisées est rédigé.</li> <li>✓ Mois 17 : toutes les institutions compétentes dans le but d'agir comme des structures décisionnelles de mise en œuvre des AME et de la FECDR pour les collectivités locales sont identifiées.</li> <li>✓ Mois 21 : une politique et un cadre institutionnel entre les institutions concernées sont établis.</li> <li>✓ Mois 22 : un accord existe entre les institutions.</li> <li>✓ Mois 23 : les travaux antérieurs effectués en termes de documents de formation et d'information sont évalués.</li> <li>✓ Mois 25 : un programme de formation et des</li> </ul>		<p>* Les structures décentralisées à tous les niveaux sont fonctionnelles et viennent en appui afin de mettre en œuvre les activités du projet.</p> <p>* Les communautés participent à la génération de projets de sensibilisation et de formation sur la gestion de l'environnement mondial, apprennent à utiliser et à gérer les informations sur le développement durable et environnemental à partir de leur planification décentralisée et voient le bénéfice de leur maintien au-delà de la durée de vie du projet.</p> <p>* Les meilleures pratiques qui sont mises en évidence sont plus susceptibles d'être défendues et répliquées.</p>

	Indicateur	Situation de départ	Objectifs Fin estimative du projet en 2016	Source de vérification	Risques et hypothèses
	<p>Plusieurs programmes de formation conçus ; plusieurs documents d'apprentissage ; plusieurs formateurs formés.</p> <p>Plusieurs communautés locales sélectionnées pour tester le programme de formation ; plusieurs personnes ayant assisté à la formation.</p> <p>Plusieurs institutions nationales clés dont les capacités sont renforcées afin de reproduire les succès dans toute la Guinée.</p> <p>Existence d'un partenariat entre le centre de coordination (Composante I, Résultat 1,1) et les principales institutions nationales pour diffuser l'information à travers le réseau de distribution du SIGU.</p>	<p>Campagnes de sensibilisation insuffisantes aux niveaux national et local pour mobiliser le soutien de la mise en œuvre des conventions internationales.</p> <p>Un faible niveau de sensibilisation et de connaissance des décideurs, ce qui limite leur aptitude à prendre des décisions à propos et à agir sur les questions environnementales ; Une mauvaise gestion des acteurs intervenant dans l'environnement.</p> <p>Absence d'une bonne circulation de l'information à tous les niveaux et d'un système d'information permettant aux parties prenantes d'être mieux informées sur les AME, ainsi que sur les stratégies et plans d'action nationaux.</p>	<p>documents d'information sont élaborés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mois 26 : le personnel des institutions ci-dessus est formé pour l'installation de coordination centrale.</li> <li>✓ Mois 27 : les experts de l'installation de coordination impliqués dans le respect des dispositions des conventions de Rio sont formés.</li> <li>✓ Mois 28 : les principales institutions nationales (CNDD, FSE et MEEF) capables d'appuyer le processus de décentralisation sont identifiées et leurs capacités à analyser les mécanismes juridiques et financiers à l'appui du processus de décentralisation sont renforcées.</li> <li>✓ Mois 29 : une politique, un cadre institutionnel et des mécanismes pour soutenir les processus de décentralisation et la mise en œuvre des AME sont établis.</li> <li>✓ Mois 31 : des documents, des directives et des manuels de formation/d'apprentissage pour le Bureau de</li> </ul>		

	Indicateur	Situation de départ	Objectifs Fin estimative du projet en 2016	Source de vérification	Risques et hypothèses
			<p>coordination sont élaborés afin de lui permettre d'aider les parties prenantes locales au niveau de la CR.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mois 31 : des documents de formation sont produits et distribués aux bureaux CR, PACV et autres organismes concernés.</li> <li>✓ Mois 32 : les documents de formation existants sont affinés et adaptés aux circonstances locales au niveau de la CR en tenant compte des barrières linguistiques, des niveaux actuels de connaissances sur l'environnement et des capacités de lecture.</li> </ul> <p>Mois 32 : les quatre communautés locales sont formées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mois 32 : les principales institutions nationales signent un partenariat avec la Coordination.</li> <li>✓ Mois 33 : les meilleures pratiques du Bureau de coordination sont élaborées afin de lui permettre d'aider les parties prenantes locales aux niveaux des CR.</li> </ul>		

Produit 2,1 : Le réseau existant d'instituts de développement des capacités est renforcé afin d'appuyer les efforts locaux visant à intégrer les AME et la FECDR dans le processus local de planification et de rapports.

	<b>Indicateur</b>	<b>Situation de départ</b>	<b>Objectifs Fin estimative du projet en 2016</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Risques et hypothèses</b>
					<p>Produit 2,2 : Formation développée et testée pour le personnel du réseau décentralisé d'agents de l'administration publique sur le terrain et des OSC et des ONG clés qui soutiennent le processus de décentralisation sur les approches de gestion intégrée des ressources naturelles et les normes de bonne gestion de l'environnement.</p> <p>Produit 2,3 : Capacités des institutions nationales clés (CNDD, FSE et MEEF) de reproduire les succès dans toute la Guinée. Cela comprend l'accès aux fonds du FSE afin de soutenir des activités qui (i) s'adaptent au changement climatique (ii) préservent la biodiversité.</p>

### 5.5. Annexe 5 : Microprojets élaborés et mis en œuvre dans les quatre communes rurales.

Les informations concernant les types de réalisations et le coût y afférent figurent à l'annexe du présent rapport.

Le tableau N° 4 Présente les microprojets identifiés et financés par le projet

N°	CR	Microprojets	Montant (FG)
1	GOUECKE	Reboisement des places publiques et le long des routes	87.000.000
2		Mise en défens et reboisement des têtes de sources des principaux cours d'eau de la commune	
3		Restauration de l'environnement par le reboisement, la création des forêts et plantations communautaires, appuyer les groupements d'agroforesterie en semence, intrant, plants,	
4		Promotion de nouvelles activités génératrices de revenu par la culture de palmier à huile, banane, manioc	
5		Confection des plaques d'identification des activités	
6		Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires sur l'environnement	
7	POPODARA	Promotion des activités génératrices de revenus par la culture de café, d'acajou, de gingembre, de petit piment	90.000.000
8		Restauration de l'environnement par le reboisement des têtes de sources, la création des forêts et plantations communautaires dans 4 districts	
9		Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires sur l'environnement	
10		Confection des plaques d'identification des activités	
11	SANGUANA	Promotion de la ruche kenyane dans le District de Saraya	95.000.000
12		Reboisement des lieux publics dans les 4 districts	
13		Protection et restauration de quelques têtes de sources des cours d'eau importants dans les 4 districts	
14		Mise en défens des forêts communautaires existants	
15		Création des forêts communautaires ou des plantations d'arbres fruitiers	
16		Confection des plaques d'identification des activités	
17		Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires sur l'environnement	
18	TONDON	Création de forêts communautaires et de plantation forestière	184.135.000
19		Restauration d'une forêt communautaire	
20		Restauration des têtes de sources de quatre secteurs de Tondon	
21		Promotion d'activités génératrices de revenus par l'implantation d'une ferme avicole à Madina	
22		Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires sur l'environnement	
23		Confection des plaques d'identification des activités	
<b>Montant total des subventions</b>			<b>456 135 000</b>

Tableau N° 5 : présente les microprojets prévus et réalisés.

Sites	Microprojets prévus	Microprojets réalisés Forces du projet
<b>Tondon</b>	I. Création de forêts communautaires et de plantation forestière	<p><b>1. Création d'une forêt dans le District de Kaleta secteur de Madina</b> avec des espèces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• anacardier (1500 plants)</li> <li>• teck (300 plants)</li> <li>• palmier nain (150 plants)</li> <li>• avocatier (200 plants)</li> </ul> <p><b>pour la pérennisation de ces acquis</b>, un comité de suivi issu des membres du groupement Agro-Silvo-pastoral a été mis en place.</p> <p><b>De même</b>, des petits outillages agricoles ont été mis à la disposition du groupement (4 rubans de 100m, 12 coupe coupes, 12 Houes, 4 pioches, 20 bottes, 4 cordeaux de 100yards et 20 imperméables)</p> <p><b>2. Création d'une plantation forestière de 3 ha dans le District de Bambaya</b> avec 1300 plants d'anacardier <b>Pour la pérennisation de l'action</b>, un comité de suivi assuré par le groupement Lanyi fan</p>
	II. Restauration d'une forêt communautaire	<p><b>3. Reboisement de la forêt communautaire du District de Tondon centre, secteur Tondon centre</b> avec 12 500 plants de Gméline Pour la pérennisation de l'action, un Comité de suivi assuré par le Groupement Yigui</p>
	III. Restauration des têtes de sources de quatre secteurs de Tondon	<p><b>4. Restauration de 4 têtes de sources</b> avec les espèces suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 200 plants de Gméline pour la source du secteur de Falaka district Tondon centre 2</li> <li>• 1 500 plants de Méline pour la source du secteur de Kolakhouré district Tondon centre 2</li> <li>• 3150 plants pour la source du secteur de Barakha, district Tondon centre 2 et</li> <li>• 1100 plants pour la source du secteur de Hamdallaye, District Dominaydi</li> </ul> <p>Pour la pérennisation de l'action un comité de suivi au sein du groupement Agro-Silvo-pastoral</p>
	IV. Vulgarisation des AME en Langue locale	<b>5. Vulgarisation des AME en Langue locale</b>
	V. Promotion d'activités génératrices de revenus par l'implantation d'une ferme avicole à Madina	<b>6. Construction d'une ferme avicole dans le district de Madina</b> de 36 sur 8,5 mètres dans le district de Madina avec une prévision de 1500 poussins dont 900 sont déjà introduits dans la ferme depuis le 17 avril 2018
Site	Microprojets prévus	Microprojets réalisés
	I.Promotion des activités génératrices de revenu, renforçant la productivité des tapades	<p><b>1. Culture</b> de 2000 plants de café arabica dans les districts de Popodara 1, Popodara 2, Sombily et Toulet pour 11 secteurs</p> <p><b>2. Création d'une plantation d'acajou</b> sur 35 ha dans les districts de garki, Sérima, popodara 2, Kigna, popodara 1 et Sillorbhè Pour pérenniser cette culture, des séances d'Information et sensibilisation des populations ont été organisées sur</p>

<b>Popodara,</b>		<b>3. Appui à la production de 200kg de zingembre</b> à Sombily, secteur de Pitadji
		<b>4. Culture de 2000 plants de petits piments</b> à Popodara 1, secteur centre
II. Restauration de l'environnement par le reboisement et la création des forêts et plantations communautaires		<b>5. Création de plantations forestières</b> de 5 ha dans les secteurs de Gnogou, Jardin et Saniyabhè avec l'acacia manjim et le mélina
		<b>6. Reboisement des têtes de sources dans les districts de popodara 1, popodara 2, Sombily et Kigna</b> avec 1000 plants d'essences forestières dans les secteurs de Dioulasso, popodara centre et Tané
<b>Sanguiana</b>	I. Promotion de la ruche kenyane dans le District de Saraya	<b>1. Confection de ruches kenyanes par le Groupement apicole de Saraya</b> a) Confection de de 25 sur 30 ruches kenyanes par le Groupement apicole de Saraya de 40 à 50 litres de miel pour une durée de 4 ans avec deux productions par an b) Mise en place d'un comité de suivi au sein des groupements concernés c) Achat des intrants apicoles (gants, infumoirs, masques, etc)
	II. Reboisement des lieux publics dans les 4 districts	<b>2. Reboisement des lieux publics et mise en défens des forêts communautaires avec 11 325 plants</b> sur 12 100 de Gméline, de teck, d'anacarde et de manguier dans les 4 districts dont Sanguiana Centre, Saraya, Sénkounya et Komoya
	III. Protection et restauration de quelques têtes de sources des cours d'eau importants dans les 4 districts	
	IV. Mise en défens des forêts communautaires existants	
	V. Création des forêts communautaires ou des plantations d'arbres fruitiers	
	VI. Vulgarisation en langue locale des AME	<b>3. Organisation de huit séances d'information et de sensibilisation des populations sur la promotion de l'environnement dans les 4 districts</b>
	VII. Appui au renforcement des capacités des groupements maraichers et les populations sur la protection et les bonnes pratiques environnementales	<b>4. Organisation de six séances d'information et de sensibilisation des populations sur l'entretien et la protection des arbres plantés par les différents groupements</b>
<b>Gouécké</b>	I. Reboisement des places publiques et le long des routes	1. <b>Reboisement</b> le long de 4 routes et 5 places publiques avec 700 plants de teck, flamboyant dont 200 sécurisés avec les grillages en plastique 2. <b>Sensibilisation</b> de 300 ménages sur l'importance du projet et du reboisement dans les secteurs de akolyta, vakamota, sokata, et kèyeba
	II. Mise en défens et reboisement des têtes de sources des principaux cours d'eau de la commune	<b>3. Reboisement</b> de 5 têtes de sources avec 500 plants de framiré et cedrela dans les secteurs de akolyta, vakamota, sokata, Banzou Nord, Kèyeba <b>4. Sensibilisation</b> de 20 familles sur la protection de l'environnement et des têtes de sources dans ces secteurs
	III. Restauration de l'environnement par le	<b>5. Restauration et extension d'une forêt de Kéayéba, district de Gouéckéayéba</b> avec 300 plants de framiré, teck



	reboisement, la création des forêts et plantations communautaires, appuyer les groupements d'agroforesterie en semence, intrant, plants,....	et cedrela au compte du groupement agro-forestier de Kéayéba, district de Gouéckéayéba
		a) <b>6. Création d'une forêt</b> communautaire de 3 ha avec 2500 Framiré, 200 teck, 100 cedrela ,100 accaciamajom à CeobaI et ,sokata, district de Gouécké Céoba I
	IV. Promotion de nouvelles activités génératrices de revenu	<b>6. Culture de palmier à huile à Tamoe centre, district de Tamoe dans le district de Tamoe</b>
		<b>7. Appui à 2 groupements</b> des districts de Takolyta et de Tamoé pour la promotion de leurs activités respectives : production de banane et de manioc

### 5.6. **Annexe 6 : Plan de Travail de la phase préparatoire du programme de passage à l'échelle du Projet « Renforcement de la gestion décentralisée pour répondre aux objectifs des conventions de Rio »**

Un plan de travail à court terme est élaboré, plan qui présente un aperçu des activités qui devraient être exécutées afin d'établir un « environnement propice » pour la mise à l'échelle du projet RGDE.

La mission du Consultant international a joué un rôle déterminant dans la configuration de la suite du Projet RGDE et voir dans quelle mesure prendre en compte la proposition du Gouvernement dans le PNDES.

Les discussions au cours de la mission devraient conduire à l'élaboration du Plan de Travail à Court Terme et l'incorporation des leçons apprises ainsi que les recommandations du Consultant international dans le projet RGDE pour la mise en œuvre des AME au niveau local dans toutes les Communes Rurales du Pays.

En ce qui concerne l'exécution du nouveau projet, dans le cadre de la collaboration avec le PNUD, partenaire leader traditionnel, un protocole d'accord sera développé et signé par ce leader partenaire et le gouvernement pour la recherche du financement de 12000 USD annoncé dans le PNDES.

Ce partenaire leader en orientera le gouvernement pour la mise en œuvre du projet qui sera développé dans le cadre du PNDES pour la période 2018-2020.

Les conclusions résultant d'une table ronde avec tous les partenaires financiers retenus dans le cadre de ce nouveau projet pour mobiliser les ressources financières qui vont permettre au Consultant international préparer un budget programme de tous les thématiques qui seront adoptées.

Les résultats clés du Plan de Travail à Court Terme sont décrits dans l'encadré ci-dessous.

1	Un expert international et un expert national sont recrutés pour élaborer le document de la deuxième phase du projet, sur la base de la fiche proposée dans le PNDES (12 millions USD) et des expériences en cours en matière de gestion durable des ressources naturelles (terres, eau, biodiversité, etc.) et de résilience et adaptation au changement climatique. (Pilier 4) : <b>Gestion durable du capital naturel</b>
2	Le Projet « de Renforcement de la gestion décentralisée pour atteindre les objectifs des conventions de Rio » est finalisé et adopté par le Gouvernement Guinéen comme Axe Prioritaire du PNDES (Pilier 4) : <b>Gestion durable du capital naturel</b>
3	Un Protocole d'Accord avec le PNUD, partenaire leader traditionnel est élaboré et adopté pour s'assurer les appuis financiers et techniques dans la mise en œuvre du Projet
4	Une Table Ronde sur le Projet est organisé avec les partenaires au développement intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Projet de renforcement des Capacités pour la Gestion de l'Environnement National et local en Guinée
5	Mise en œuvre du nouveau Projet pour le Renforcement des Capacités de la Guinée pour la mise en œuvre des AME au niveau national et local

Le plan de travail à court terme proposée sera associé à la préparation du nouveau au Projet de « Renforcement de la gestion décentralisée pour répondre aux objectifs des conventions de Rio 1992 » initié et retenu parmi les projets/programmes phares du PNDES de la Guinée.

La période de mise en œuvre du plan de travail à court terme est fixée sur au moins sur une durée cinq (5) mois. Cela donnera la garantie au nouveau gouvernement la possibilité d'adhérer au projet/ programme et de donner son soutien financier et politique de haut niveau à la préparation, à la recherche de financement et pour sa mise en œuvre.

Période prévue : 5 mois.

Date de démarrage prévue . . . . . 2018

N°	Résultats clés	Activités	M1	M2	M3	M4	M5
1	Un expert international et un expert national sont recrutés pour élaborer le document de la deuxième phase du projet, sur la base de la fiche proposée dans le PNDES d'un montant de (12 millions USD) pour une durée de 3 à 4 ans <b>Pilier 4 : Gestion durable du capital naturel</b>	1. Recrutement d'un Expert international et un Expert national ; 2. Elaboration du document de projet et une note conceptuelle de financement par les Experts à proposer aux partenaires financiers pour le financement du Projet/Programme ; 3. Envoi des copies du Document de Projet/Programme et la note conceptuelle pour avis et suggestion par le Ministre en charge de l'Environnement aux partenaires financiers demandant leur engagement pour appuyer ce processus; 4. Organiser un atelier national regroupant les principaux acteurs et partenaires nationaux, locaux, OSC et privés pour partager les résultats de l'évaluation finale du projet.	X	X			
2	Le Projet de Renforcement de la gestion décentralisée pour atteindre les objectifs des conventions de Rio est finalisé et adopté par le Gouvernement Guinéen comme Axe Prioritaire du PNDES (Pilier 4) : <b>Gestion durable du capital naturel</b>	1. Désignation d'une structure appropriée pour assurer la mise en œuvre du Plan à Court Terme et Projet/Programme ; Inclusion des observations du consultant et des experts concertés sur le draft du Projet ou Programme; 2. Correction des lacunes du draft du Projet ou Programme ; 3. Adoption du Projet ou Programme par le Gouvernement et partenaires financiers.		X			
3	Un Protocole d'Accord entre le Gouvernement et avec le PNUD, partenaire leader traditionnel est élaboré et adopté pour assurer les appuis financiers et techniques dans la mise en œuvre du Projet.	1. Elaboration d'un Protocole d'Accord entre le Gouvernement et le PNUD, partenaire Leader. 2. Discussion sur le Protocole avec tous les partenaires retenus pour la mise en œuvre du Projet/Programme; 3. Amendement du Protocole selon les observations des parties prenantes; 4. Signature du Protocole avec le Partenaire Leader du Projet/Programme.		X	X		
4	Une Table Ronde sur le Projet/Programme est organisé avec les partenaires au développement intervenant dans le Projet.	1. Organisation d'une Table Ronde et invitation des Partenaires retenus pour le Projet ou Programme ;				X	X

		2. Mise en place de la Stratégie et un plan de Mobilisation des Ressources pour financer le Projet ou Programme ; 7. Mise en Œuvre du Plan de Mobilisation des Ressources ;					
5	Mise en œuvre du Projet pour le Renforcement des Capacités de la Guinée pour la mise en œuvre des AME au niveau nationallocal	1. Dernier Amendement du document Projet/ Programme selon les développements actuels; 2. Mise en œuvre du Projet ou Programme par le Ministère en charge de l'Environnement.					X

## 5.7. Annexe 7: tableau de bord de développement des capacités

### République de Guinée

#### Eléments de contexte

La Guinée, en tant que pays partie aux Conventions de Rio, a bénéficié du LCDF d'un financement pour un Projet Pilote visant l'intégration des AME dans le processus de décentralisation. Ce projet évolue depuis 2015 dans quatre Communes Rurales où il développe des actions sur la LCD, la CDB et le CC.

Des résultats intéressants ont été enregistré pendant cette phase pilote et le projet s'est révélé pertinent pour les communautés locales.

Le présent projet vise à étendre l'intervention dans les 309 Communes Rurales du pays.

#### Région concernée par le projet

## Renforcement de la Gestion décentralisée pour répondre

### PILIER 4 : Gestion durable du capital naturel

## Informations clés

### Besoins identifiés

- Intégrer les AME dans le processus de décentralisation
- Renforcer les capacités des CR en GD RN

### Présentation du projet

- Formation des élus et responsables des CR
- Prise en compte des AME dans les PDL
- Mise en œuvre des actions planifiées

### Impacts espérés

- Forte implication des Communautés à la GDRN

## Exemple d'exploitation le long du fleuve



## Etat d'avancement et plan de financement

### Avancement

*Etude non réalisée*

### Plan de financement

Non défini

## Fiche d'identité

**Nom :** Renforcement de la gestion décentralisée pour répondre aux objectifs de la <<convention de Rio

- **Ministère :** Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
- **Domaine prioritaire :** Gouvernance environnementale
- **Coût :** 12 000 000 \$ US
- **Durée :** 3 ans
- **Zones :** Toutes les CR

### 5.8. Annexe 8: Tableau de bord de développement des capacités

Phase du cycle du projet/programme : Évaluation du projet

Date : Juillet 2018

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
<b>CR 1 : Capacités d'engagement</b>						
<b>Indicateur 1 - degré de légitimité/mandat des principales organisations environnementales</b>	Les responsabilités institutionnelles pour la gestion de l'environnement ne sont pas clairement définies.	0	2	Un ministère de l'Environnement a été créé en 2004. Les responsabilités institutionnelles pour la gestion de l'environnement sont bien définies. Malheureusement, elles sont partiellement reconnues par les parties prenantes à tous les niveaux.	À la fin de ce projet, l'autorité et la légitimité des principales organisations responsables de la gestion de l'environnement seront reconnues par les parties prenantes. Cela se fera à travers des ateliers, un accord signé par les parties prenantes, etc.	<b>Résultats 1 et 2</b>
	Les responsabilités institutionnelles pour la gestion de l'environnement sont identifiées.	1	2			
	L'autorité et la légitimité des principales organisations responsables de la gestion de l'environnement sont partiellement reconnues par les parties prenantes.	2	3			
	Autorité et la légitimité des principales organisations responsables de la gestion de l'environnement reconnues par les parties prenantes.	3	4			
<b>Indicateur 2 - existence de mécanismes de co-gestion opérationnelle</b>	Aucun mécanisme de co-gestion n'est en place.	0	2	Deux structures, le Conseil national de l'environnement (CNE) et la Commission nationale pour le développement durable (CNDD), ont été créées pour assurer, entre autres, la	À la fin du projet et avec la création du Conseil national pour l'environnement et le développement durable, la Guinée aura amélioré les capacités de	<b>Résultat 1</b>
	Certains mécanismes de cogestion sont en place et opérationnels.	1	3			
	Certains mécanismes de cogestion sont formellement établis par des accords, protocoles d'entente, etc.	2	2			

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
	Les mécanismes de cogestion étendus sont formellement établis et opérationnels/fonctionnels.	3	3	synergie et la coordination dans la mise en œuvre des Conventions de Rio. Cependant, ces structures ne fonctionnent pas correctement et ont même eu des conflits de compétence. Un Conseil national pour l'environnement et le développement durable a été créé le 7 avril 2014 par le décret D214/077/PRG/SGG d'avril 2014 pour associer ces deux entités.	coordination de la gestion de l'environnement de telle manière que cela permettra de créer des synergies pour la mise en œuvre nationale des Conventions de Rio.	
<b>Indicateur 3 - existence d'une coopération avec des groupes de parties prenantes</b>	L'identification des parties prenantes et leur participation/implication dans la prise de décision est mauvaise.	0	2	Toutes les parties prenantes sont identifiées, mais elles ne sont pas impliquées dans la mise en œuvre des AME et leur participation à la prise de décision est très limitée.	Toutes les parties prenantes participeront à toutes les activités mises en œuvre par l'Unité de gestion du projet. Elles participeront activement à des ateliers de formation aux niveaux national, régional et local et contribueront de manière à participative aux processus de prise de décisions établis.	<b>Résultat 1</b>
	Les parties prenantes sont identifiées, mais leur participation à la prise de décisions est limitée.	1	2			
	Les parties prenantes sont identifiées et des mécanismes de consultation régulière sont établis.	2	3			
	Les parties prenantes sont identifiées et contribuent activement aux processus participatifs de prise de décisions établis.	3	3			
<b>CR 2 : Capacités à générer, accéder et utiliser les informations et les connaissances</b>						



Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
<b>Indicateur 4 - degré de sensibilisation des parties prenantes à l'environnement</b>	Les parties prenantes ne sont pas sensibilisées aux questions environnementales mondiales et à leurs solutions possibles connexes (AME).	0	2	Les parties prenantes ne sont pas vraiment conscientes des enjeux mondiaux de l'environnement. Même celles des ministères de l'Environnement. Seuls les points centraux et les coordinateurs de projets nationaux connaissent les AME.	L'implication des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet (par la formation, la participation à des ateliers et d'autres activités) accroîtra leurs connaissances sur les questions environnementales et augmentera leur participation à la mise en œuvre de solutions.	<b>Résultat 1</b>
	Les parties prenantes connaissent les questions environnementales mondiales, mais pas les solutions possibles (AME).	1	3			
	Les parties prenantes connaissent les questions environnementales mondiales et les solutions possibles, mais ne savent pas comment participer.	2	3			
	Les parties prenantes connaissent les questions environnementales mondiales et participent activement à la mise en œuvre de solutions connexes.	3	4			
<b>Indicateur 5 - accès et partage des informations environnementales par les parties prenantes</b>	Les besoins en informations environnementales ne sont pas identifiés et l'infrastructure de gestion de l'information est insuffisante.	0	1	Les besoins en informations environnementales sont bien identifiés. Un manque d'infrastructures de gestion de l'information est noté. Un nouveau décret D2014/077PRG/SGG du 7 avril, 2014 vient de créer un Centre pour l'observation, la surveillance et l'information sur l'environnement afin de combler cette lacune.	La direction du projet et le personnel de la structure nouvellement créée travailleront ensemble pour développer un SIGU et partager des informations entre toutes les parties prenantes.	<b>Résultat 1&amp;2</b>
	Les besoins en informations environnementales sont identifiés, mais l'infrastructure de gestion de l'information est insuffisante.	1	2			
	Les informations environnementales sont partiellement disponibles et partagées entre les parties prenantes, mais ne couvrent pas tous les	2	3			

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
	domaines d'intervention et/ou l'infrastructure de gestion de l'information permettant de gérer et de donner accès à l'information au public est limitée.					
	Des informations environnementales complètes sont disponibles et partagées grâce à une infrastructure de gestion de l'information adaptée.	3	4			
<b>Indicateur 6 - existence de programmes d'éducation environnementale</b>	Aucun programme d'éducation environnementale n'est en place.	0	1	Des programmes d'éducation environnementale complets existent à l'école primaire. Il existe aussi quelques cours sur l'environnement et le développement durable dans certaines universités.	La participation des enseignants du primaire dans la formation des parties prenantes locales sur les questions environnementales au cours de la mise en œuvre du projet est un avantage. Cela permettra d'intégrer des programmes environnementaux plus complets dans les programmes des écoles primaires.	<b>Résultat 2</b>
	Les programmes d'éducation environnementale sont partiellement développés et partiellement livrés.	1	1			
	Les programmes d'éducation environnementale sont entièrement élaborés, mais partiellement livrés.	2	2			
	Des programmes d'éducation environnementale complets existent et sont livrés.	3	3			
<b>Indicateur 7 - étendue du lien entre la recherche/science environnementale et le développement de la politique environnementale</b>	Aucun lien n'existe entre le développement de la politique environnementale et les stratégies et programmes de recherche/scientifiques.	0	0	Sans objet.		<b>Résultat 2</b>
	Les besoins en recherche pour le développement de la politique environnementale sont identifiés, mais ne sont pas traduits en	1	1			

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
	stratégies et programmes de recherche pertinents.					
	Des stratégies et programmes pertinents de recherche pour le développement de la politique environnementale existent, mais les informations de la recherche ne répondent pas pleinement aux besoins de la recherche de la politique.	2	2			
	Des résultats pertinents de la recherche sont disponibles pour le développement de la politique environnementale.	3	4			
<b>Indicateur 8 - étendue de l'inclusion/utilisation des connaissances traditionnelles dans la prise de décisions environnementales</b>	Les connaissances traditionnelles sont ignorées et ne sont pas prises en compte dans les processus participatifs de prise de décisions pertinents.	0	1	Sans objet.		<b>Résultat 2</b>
	Les connaissances traditionnelles sont identifiées et reconnues comme importantes, mais ne sont pas collectées et utilisées dans les processus participatifs de prise de décisions pertinents.	1	1			
	Les connaissances traditionnelles sont collectées, mais ne sont pas utilisées systématiquement dans les processus participatifs de prise de décisions pertinents.	2	2			
	Les connaissances traditionnelles sont collectées, utilisées et partagées pour	3	3			

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
	les processus participatifs efficaces de prise de décisions.					
<b>CR 3 : Capacités de développement de la stratégie, la politique et la législation</b>						
<b>Indicateur 9 - étendue du processus de développement de la planification et de la stratégie environnementales</b>	Le processus d'élaboration de la planification et de la stratégie environnementales n'est pas coordonné et ne génère pas de plans et stratégies environnementaux adéquats.	0	0	Pendant de nombreuses années, le pays a développé plusieurs politiques, plans et stratégies. Une politique nationale de l'environnement (PNE) a été récemment conçue. Cependant, ces politiques, plans et stratégies ne sont pas utilisés ou mis en œuvre.	Le projet augmentera la conscience des décideurs (via la formation et des ateliers) pour mettre en œuvre efficacement les stratégies, politiques et plans.	<b>Résultat 1 &amp; 2</b>
	Le processus de développement de la planification et de la stratégie environnementales génère des plans et stratégies environnementaux adéquats, mais il ne sont pas mis en œuvre/utilisés.	1	1			
	Des plans et stratégies environnementaux adéquats sont générés, mais ne sont que partiellement mis en œuvre en raison de contraintes de financement et/ou d'autres problèmes.	2	2			
	Le processus de développement de la planification et de la stratégie environnementales est bien coordonné par les principales organisations environnementales et génère les plans et stratégies environnementaux requis, qui sont mis en œuvre.	3	3			

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
<b>Indicateur 10 - existence d'une politique environnementale adéquate et de cadres réglementaires</b>	La politique environnementale et les cadres réglementaires sont insuffisants ; ils ne fournissent pas d'environnement favorable.	0	1	Le pays dispose de plusieurs politiques et cadres réglementaires. Malheureusement, ils ne sont pas mis en œuvre et appliqués.	Le projet élèvera directement la conscience des décideurs (via la formation et des ateliers) afin de mettre en œuvre et d'appliquer des politiques et des lois environnementales efficaces.	<b>Résultat 2</b>
	Des politiques et les lois environnementales pertinentes existent, mais peu sont mises en œuvre et appliquées.	1	1			
	Des cadres juridiques et une politique environnementale adéquats existent, mais il y a des problèmes dans leur mise en œuvre et leur application.	2	2			
	Les cadres juridiques et la politique adéquats sont mis en œuvre et fournissent un environnement favorable adéquat ; un mécanisme de conformité et d'application est établi et fonctionne.	3	3			
<b>Indicateur 11 - adéquation des informations environnementales disponibles pour la prise de décision</b>	La disponibilité des informations environnementales pour la prise de décision fait défaut.	0	2	Une circulation insuffisante des informations à tous les niveaux est observée. Surtout, il n'existe aucun système d'information pour permettre aux parties prenantes d'être mieux informées et de prendre de bonnes décisions.	À la fin du projet, un système d'information sera disponible et utilisé par les parties prenantes à tous les niveaux.	<b>Résultat 2</b>
	Certaines informations environnementales existent, mais elles ne sont pas suffisantes pour appuyer les processus de prise de décisions environnementales.	1	2			
	Les informations concernant l'environnement sont mises à la disposition des décideurs environnementaux, mais le processus de mise à jour de ces informations ne fonctionne pas correctement.	2	3			

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
	Les décideurs politiques et administratifs obtiennent et utilisent des informations environnementales mises à jour pour prendre des décisions environnementales.	3	3			
<b>CR 4 : Capacités de gestion et de mise en œuvre</b>						
<b>Indicateur 12 - existence et mobilisation des ressources</b>	Les organisations environnementales n'ont pas les ressources adéquates pour leurs programmes et projets et les exigences n'ont pas été évaluées.	0	1	Les ressources financières ne sont généralement pas disponibles pour mettre en œuvre les projets et programmes.	Le projet contribuera, via la formation des fonctionnaires aux niveaux national, régional et local, à l'intégration des dispositions des Conventions de Rio dans la planification et la mise en œuvre de la politique nationale. Cela permettra d'accroître le financement par le gouvernement des programmes et projets environnementaux .	<b>Résultats 1 et 2</b>
	Les besoins en ressources sont connus, mais ne sont pas traités.	1	1			
	Les sources de financement de ces besoins en ressources sont partiellement identifiées et les besoins en ressources sont partiellement traités.	2	1			
	Des ressources adéquates sont mobilisées et disponibles pour le fonctionnement des principales organisations environnementales.	3	2			
<b>Indicateur 13 - disponibilité des compétences techniques nécessaires et du transfert de technologie</b>	La technologie et les compétences requises nécessaires ne sont pas disponibles et les besoins ne sont pas identifiés.	0	1	Les compétences nécessaires pour mettre en œuvre les AME sont partiellement disponibles. Néanmoins, la capacité de certaines de ces compétences doit être renforcée.	Le projet appuiera un vaste programme de formation, de diffusion de l'information et d'argumentation pour assurer le respect et la participation des parties prenantes concernées dans la politique et les réformes institutionnelles.	<b>Résultat 2</b>
	Les besoins en compétences et technologies requises sont identifiés ainsi que leurs sources.	1	1			
	Les compétences et technologies requises sont obtenues, mais leur accès dépend de sources étrangères.	2	3			

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
	Les compétences et technologies requises sont disponibles et il existe un mécanisme national pour mettre à jour les compétences requises et améliorer les technologies.	3	0			
<b>CR 5 : Capacités de suivi et d'évaluation</b>						
<b>Indicateur 14 - adéquation du processus de suivi du projet/programme</b>	Le suivi irrégulier du projet est effectué sans un cadre de suivi adéquat détaillant ce qu'il faut surveiller et comment suivre le projet ou programme particulier.	0	1	Le suivi participatif régulier des résultats est moins effectué parce que les comités nationaux et locaux de développement durable ne sont pas encore opérationnels.	Le projet visera à mettre en place des comités locaux et nationaux de développement durable qui suivront la mise en œuvre de la Stratégie de développement durable.	<b>Résultat 2</b>
	Un cadre adéquat de surveillance de ressources est en place, mais le suivi des projets est effectué de façon irrégulière.	1	1			
	Le suivi participatif régulier des résultats est réalisé, mais ces informations ne sont que partiellement utilisées par l'équipe de mise en œuvre du projet/programme.	2	2			
	Les informations de suivi sont produites en temps opportun et de façon précise et sont utilisées par l'équipe de mise en œuvre pour apprendre et éventuellement pour changer le cours des choses.	3	1			
<b>Indicateur 15 - adéquation du processus de suivi et d'évaluation du projet/programme</b>	Aucune évaluation n'est réalisée ou des évaluations inefficaces sont menées sans plan d'évaluation adéquat, y compris les ressources nécessaires.	0	0	Le plan d'évaluation adéquate et les résultats de l'évaluation sont partiellement utilisés en	Pour évaluer l'adéquation du suivi du projet/programme, des rapports d'avancement seront préparés	<b>Résultat 2</b>

Résultat/Indicateur de capacités	Indicateurs par phase	Classement	Score	Commentaires	Étapes suivantes	Contribution à quel résultat
	Un plan d'évaluation adéquat est en place, mais les activités d'évaluation sont réalisées de façon irrégulière.	1	1	raison de l'insuffisance des ressources.	périodiquement. De plus, des rapports d'évaluation à mi-parcours et finaux indépendants seront préparés. Le projet appuiera la préparation des rapports et communications nationaux de la Convention de Rio.	
	Les évaluations sont réalisées conformément à un plan d'évaluation adéquat, mais les résultats de l'évaluation ne sont que partiellement utilisés par l'équipe de mise en œuvre du projet/programme.	2	3			
	Des évaluations efficaces sont réalisées en temps opportun et avec précision et sont utilisées par l'équipe de mise en œuvre, les Agences et le personnel du FEM pour corriger le cours des choses si nécessaire et apprendre en vue d'autres activités de planification.	3	3			



## 5.9. Annexe 9: Liste des personnes interrogées

1. Mr Eloi, Directeur Adjoint Pays
2. Mamadou Ciré Camara, PNUD/Team Leader, Environnement Et Énergie
3. Mamadou Kalidou Diallo, Expert Suivi-Évaluation, PNUD/Environnement et Énergie
4. Mr Mamadouba Sylla, Coordinateur du Projet RGDE
5. Aboubacar Youla, Expert au PEDD/PNUD
6. Prof. Selly Camara, Conseiller Technique Ministère de la recherche et Directeur PEDD/PNUD
7. Prof Mamadou Lamarana Diallo, Coordinateur du Projet REMEEC
8. Kader, BSD/MEEF
9. Directeur Cabinet du MEEF
10. Abou Sidiki Sylla, DNNDL
11. M. Sylla, Coordinateur PAVC
12. Kourouma Sékou, MEEF/Point Focal Adjoint, Biodiversité (UNCBD)
13. Konfa Kourouma, MEEF/Point Focal Adjoint de Changement Climatique (UNCCC)
14. Mamadouba Ousmane Sylla, MEEF/Point Focal Adjoint Changement Climatique (UNCCC)
15. M. Boira, Coordinateur Projet Biogaz
16. Gouverneur de la région de Labé
17. Prefet de Labe
18. Directeur Régional de DEEF, Labé
19. Mr. Traoré, Préfet de Labé
20. Mamadou Sow, Sous-Préfecture de CR Popodara
21. Telly Oury Diallo, Maire/Président de la Délégation spéciale, CR de Popodara
22. El adji Alkaly Boubacar Diallo, Vice-Maire/ CR de Popodara
23. Mamadou Diallo, Secretare général/ CR de Popodara
24. Moryba Fofana, ADL/PACV/ CR de Popodara
25. Population du village de Popodara

## REPUBLIC OF GUINEA



**Strengthening decentralized management of the environment to meet Rio Convention objectives**  
(PIMS No. 4963; ATLAS BU: GIN10-Proposal No.: 00086659; Project ID: 00093877; GEF ID: 5041)

### **Final Evaluation Report**

**Submitted to UNDP-Guinea**

Maison Commune,  
Commune de Matam,  
Coleah Corniche Sud, Rue MA 002  
Conakry, Guinea

**Prepared by:**

**Dr Syaka SADIO, International Consultant, Evaluation Team Leader**

**&**

**Alphonse Ngom, National Evaluation Consultant**

**Evaluation time frame: 23 April 2018 – 30 May 2018**

**Date of evaluation report : 09 July 2018**

**July 2018**

**PROJECT SUMMARY TABLE**

<b>COUNTRY</b>	<b>GUINEA</b>	
<b>PROJECT TITLE</b>	<b>Strengthening decentralized management of the environment to meet Rio Convention objectives</b>	
<b>REGION</b>	<b>AFRICA</b>	
<b>FOCAL AREA</b>	<b>Multi-focal Areas</b>	
<b>FA Objectives (OP/SP):</b>	<b>CD4 to strengthen capacities to implement and manage global convention guidelines</b>	
<b>GEF Project ID:</b>	5041	
<b>UNDP Project ID:</b>	4963 (PIMS) Atlas Award ID: 00086659; (/Project ID: 00093877	
<b>GOVERNMENT IMPLEMENTING AGENCY</b>	Ministry of Environment, Water and Forestry (MEEF)	
<b>GEF IMPLEMENTING AGENCY</b>	UNDP	
<b>DURATION</b>	Planned : 2014-2017	Actual : 2015- 2018
<b>LPAC date</b>	6 March 2015	
<b>PRODOC SIGNATURE DATE</b>	27 April 2015	
<b>OPERATIONAL CLOSING DATE</b>	Proposed: 29 April 2018	Actual : December 2018
<b>EVALUATION TIME FRAME AND DATE OF EVALUATION REPORT</b>	Evaluation: 23 April 2018-30 May 2018	Final report: 09 July 2018
<b>EVALUATION TEAM MEMBERS</b>	<b>Dr Syaka SADIO</b> , International Consultant <b>Alphonse NGOM</b> , National Consultant	

## ACKNOWLEDGEMENT

The consultants would like to express their sincere thanks to the Authorities of the Government of Guinea and particularly the Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF) and the Programme for Environment and Sustainable Development (PEDD), for having decided to facilitate this mission and the conduct of the expected results.

Special thanks go to the UNDP-Guinea Office, the Country Director and Deputy Country Director, who spared no effort in providing clear guidance to The evaluation team. Also, that the whole staff, finds here the expression of our best feelings, for the confidence carried in us to lead the final evaluation of the project, and more particularly Mr. Mamadou Cire Camara, Team Leader of the Environment and Energy Unit including his team, Mamadou Kalidou Diallo, in charge of monitoring and evaluation system and Mr. Mamadou Diallo of the UNDP Procurement.

Our sincere thanks go to Aboubacar Youla who facilitated, in collaboration with the UNDP E & E Unit, the availability of documents to the consultants and facilitated contacts with national stakeholders, as well as with Prof. Selly Camara and Prof. Mamadou Lamarana Diallo (REMECC) for availability to discuss openly the project implementation approach and actions to meet the expected results of the RGDE project.

Our thanks also go to Mamadouba Sylla, Coordinator of the project for its availability and facilitated this evaluation and the availability of documents and reports of the project and made the trip of field visits to Labe and Popodara.

Discussions with all the stakeholders, particularly, the Heads of the ministerial departments, the regional and decentralized technical services, the NGOs and the partners, as well as the Regional Authorities, Prefectural Authorities and Local Communities of Labe and Popodara, whose advice helped us to assess the involvement of all stakeholders in the implementation and execution of the project. May they find here the expression of our deep gratitude.

## Table of Contents

A. PROJECT SUMMARY TABLE	vi
B. PROJECT DESCRIPTION (BRIEF)	vii
C. EVALUATION RATING TABLE	vii
D. SUMMARY OF CONCLUSIONS, RECOMMENDATIONS AND LESSONS	vii
1. GENERAL INTRODUCTION .....	1
1.1. Purpose of the evaluation .....	1
1.2. Scope and Methodology of the evaluation .....	1
1.2.1. Objectives.....	1
1.2.2. Deliverables of the evaluation.....	1
1.2.3. Activities carried out .....	1
1.2.4. Methodological approach and evaluation criteria .....	2
1.3. Structure of the report.....	3
2. PROJECT DESCRIPTION AND DEVELOPMENT CONTEXT .....	4
2.1. Project start up and duration.....	4
2.2. Project context and problems sought to be addressed .....	4
2.2.1. Rationale.....	4
2.2.2. Problems that the project sought to address .....	6
2.3. Eligibility to GEF Funds .....	7
2.4. Immediate and development objectives of the project.....	8
2.4.1. Project outcomes .....	8
2.5. Baseline Indicators established .....	9
2.6. Main stakeholders .....	10
2.7. Expected results.....	10
2.8. Financial arrangements.....	11
2.9. Beneficiaries.....	11
3. EVALUATION FINDINGS .....	12
3.1. Project Design / Formulation .....	12
3.1.1. Analysis of LFA/Results Framework (Project logic /strategy; Indicators) .....	12
3.1.2. Assumptions and Risks .....	13
3.1.3. Lessons from other relevant projects incorporated into project design.....	14
3.1.4. Planned stakeholder participation .....	15
3.1.4.1. Governmental Ministries and institutions .....	15

3.1.4.2. Project steering Committee .....	16
3.1.4.3. Decentralized and Local Authorities .....	16
3.1.4.4. Other stakeholders .....	17
3.1.5. Replication approach .....	17
3.1.6. UNDP roles and comparative advantages .....	17
3.1.7. Linkages between project and other interventions within the sector .....	18
3.1.8. Management arrangements .....	18
3.2. Project implementation .....	20
3.2.1. Partnership arrangements with relevant stakeholders .....	23
3.2.2. Feedback from M&E activities used for adaptive management .....	23
3.2.3. Project finance execution .....	24
3.2.3.1. GEF Grant .....	26
3.2.3.2. UNDP Co-financing .....	26
3.2.4. Project coordination and monitoring-évaluation .....	27
3.2.5. UNDP and Partners/ execution coordination and operational issues .....	28
3.3. Project Results .....	29
3.3.1. Overall results .....	29
3.3.2. Relevance .....	30
3.3.3. Effectiveness .....	33
3.3.4. Efficiency .....	39
3.3.5. Country ownership .....	40
3.3.6. Mainstreaming .....	41
3.3.7. Sustainability and impacts .....	43
4. CONCLUSION AND RECOMMENDATIONS .....	44
4.1. Conclusion .....	44
4.2. Recommendations .....	44
4.3. Lesson learned .....	46
5. ANNEXES .....	52
5.1. Annexe 5.1 : Termes de Reference .....	52
5.2. Annex 5.2 : Evaluation mission programme, schedule and itinerary .....	55
5.3. Annex 5.3: List of persons interviewed .....	56
5.4. Annex 5.4: Evaluation Questions .....	57
5.5. Annex 5.5: Rating Scales .....	58

5.6.	Annex 5.6 : Summary of field visits and stakeholder interviews.....	59
5.7.	Annex 5.7 : List of documents reviewed.....	74
5.8.	Annex 5.8 : Stakeholders interview et capacity evaluation questionnaire (answers).....	75
5.9.	Annex 5.9: Evaluation of project achievements.....	78
5.10.	Annexe 5.10: Project Result Framework.....	81
5.11.	Annex 5.11 : Microprojects designed and implemented in the four RC. ....	88
5.12.	Annex 5.12 : Work Plan of the Preparatory Phase of the Project Scaling Up Program "Strengthening Decentralized Management to Meet the Objectives of the Rio Conventions" .....	91
5.13.	Annexe 5.13: Road map of capacity building .....	94
5.14.	Annexe 5.14: Capacity Development Score (annex 2, PRODOC) .....	96
5.15.	Annex 5.15: Evaluation Consultant Agreement Form .....	103
5.16.	Annex 5.16: Evaluation Report Clearance Form .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## Tables

Table 1 : Project outcomes and outputs.....	10
Table 2 : Project budget (PRODOC, 2014).....	11
Table 3 : Committed and actual funds by GEF and co-financing partner.....	24
Table 4 : Total project expenditures as per project component (2015-2018).....	24
Table 5 : Expenses under GEF budget, as per component (in USD) .....	26
Table 6 : UNDP budget expenditures as per component .....	26

## Figures

Figure 1 : Project implementation chart.....	20
Figure 2 : Annual expenses by component (USD) (GEF + UNDP) .....	25
Figure 3 : Component total expenses (%) .....	26

## EXECUTIVE SUMMARY

### E. PROJECT SUMMARY TABLE

<b>COUNTRY</b>	<b>GUINEA</b>	
<b>REGION</b>	<b>AFRICA</b>	
<b>FOCAL AREA</b>	<b>Multi-focal Areas</b>	
<b>FA Objectives (OP/SP):</b>	<b>CD4 to strengthen capacities to implement and manage global convention guidelines</b>	
<b>PROJECT TITLE</b>	<b>Strengthening decentralized management of the environment to meet Rio Convention objectives (SDME-GIN-PIMS :4963; ID: 0093877)</b>	
<b>OBJECTIVE</b>	<p>Interventions aim to contribute to (i) the sustainable conservation of biological diversity, (ii) ensure the integrated management of water resources, (iii) the fight against global warming and land degradation by applying the Ecosystem Approach.</p> <p>The goal of the project is to « strengthen capacities in Guinea Conakry for management and implementation on convention guidelines ».</p> <p>The project’s objective is to “strengthen institutional capacity in Guinea to mainstream MEA and Low Carbon Emission and Resilient Development (LCERD) into decentralized environmental management activities”, through:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>i. Create and operationalize a mechanism for integration of the MEA into the process of decentralization);</li> <li>ii. Strengthen technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning).</li> </ol>	
<b>RESULT 1 :</b>	The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA to facilitate MEA implementation at the local level	
<b>RESULT 2 :</b>	Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning	
<b>GEF Project ID:</b>	5041	
<b>UNDP Project ID:</b>	4963 (PIMS) 00086659/ 00093877 (Atlas Award ID/Project ID)	
	<i>At endorsement</i>	<i>At completion</i>
<b>FINANCING</b>	1,150,000.00 USD (total)	825,553 USD
	1,000,00 USD (cash)	675,553.37 USD
<b>GEF financing</b>	525,000.00 USD	523,960 USD
<b>Government of Guinea</b>	100,000.00 USD (cash)	Not Available
	150,000 USD (in kind)	150,000+
<b>IA/EA own : UNDP-Guinea</b>	150,000.00 USD (cash)	151,972.74 USD
<b>PACV</b>	225,000.00 (cash)	Not Available
<b>GOVERNMENT IMPLEMENTING AGENCY</b>	Ministry of Environment, Water and Forestry (MEEF)	
<b>GEF IMPLEMENTING AGENCY</b>	UNDP	
<b>DURATION</b>	Planned : 2014-2017	Actual : 2015- 2018
<b>LPAC date</b>	6 Mar 2015	
<b>PRODOC SIGNATURE DATE</b>	27 April 2015	
<b>Starting date</b>	27 April 2015	March 2016 (Project launch: activity implementation)
<b>OPERATIONAL CLOSING DATE</b>	Proposed: 29 April 2018	Actual : December 2018



## F. PROJECT DESCRIPTION (BRIEF)

The objective of this project is to strengthen the institutional and operational capacities of the various stakeholders of Guinea in (i) the management and implementation of guidelines of the 3 Rio 1992 world conventions to consider the Multilateral Agreements on environment (MAEs) and ensure the elimination Green gas emission effects through decentralized environmental management activities. To this end, the project focused issues of environmental governance and management to contribute to (i) the sustainable conservation of biological diversity, (ii) the integrated management of water resources, (iii) the fight against global warming and against land degradation by applying the Ecosystem Approach.

More specifically, it aims to strengthen the institutional and operational capacities of partners through:

- Implementing mechanisms for integrating Multilateral Environmental Agreements (MEAs) into the decentralization process;
- Decentralized management and local governance of natural resources, as well as the integration of MEAs into local development planning.

The project implementation aims to achieve two outcomes:

- Outcome 1:** The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA to facilitate MEA implementation at the local level.
- Outcome 2:** Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning

## G. EVALUATION RATING TABLE

H.

Evaluation Ratings:			
1. Monitoring and Evaluation	Rating	2. IA& EA Execution	Rating
M&E design at entry	5/6 (S: Satisfactory)	Quality of UNDP Implementation	5/6 (S: Satisfactory)
M&E Plan Implementation	4/6 (MS: Moderately Satisfactory)	Quality of Execution - Executing Agency	5/6 (S: Satisfactory)
Overall quality of M&E	4/6 (MS: Moderately Satisfactory)	Overall quality of Implementation / Execution	5/6 (S: Satisfactory)
3. Assessment of Outcomes	Rating	4. Sustainability	Rating
Relevance	2/2 (Relevant)	Financial resources:	5/6 (S: Satisfactory)
Effectiveness	4/6 (MS: Moderately Satisfactory)	Socio-political:	5/6 (S: Satisfactory)
Efficiency	5/6 (S: Satisfactory)	Institutional framework and governance:	5/6 (S: Satisfactory)
Overall Project Outcome Rating	5/6 (S: Satisfactory)	Environmental :	2/4 (Moderately Unlikely (MU): significant risks)
		Overall likelihood of sustainability:	2/4 (Moderately Unlikely (MU): significant risks)
		Impact	2/3 (M: Minimal)

## I. SUMMARY OF CONCLUSIONS, RECOMMENDATIONS AND LESSONS

The evaluation mission was conducted by a team composed of an International Consultant and a National Consultant, from April 23 to May 30, 2018, according to the TORs and the UNDP/GEF Project.

### Project implementation

The project is implemented on behalf of the Government of Guinea by the Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF), defined as the Government Implementation Agency (GIA), through the National Council for the Environment and the Environment and Sustainable Development Program (ESDP). The UNDP-Guinea Office acted as Implementing Agency for the GEF. Its implementation was coordinated by a Project Management Unit (PMU) established by the MEEF and working under direct supervision of the Project Steering Committee (PSC) and the Monitoring and evaluation support provided by the Environment and Energy Unit (EU) of the UNDP-Guinea Office and the Environment Sustainable Development Program (ESDP).

The project document was signed by the Government of Guinea (represented by the MEEF) and the UNDP-Guinea Office, only on April 27th, 2015. However, activities were limited in 2015 to procurement expenses (equipment and office furniture) and recruitment of consultants, as the project implementation started with the inception workshop on March 23rd, 2016, that's a delay of more than one year, as per the initial date. Therefore, the was executed in only two years, that's from March 2016 to December 2018, instead of the three years planned for (2015 to 2018), as agreed in the PRODOC. Anyhow, the evaluation team assessed the overall implementation as satisfactory (5/6).

### Stakeholder's performances

The implementation of the project focused on the effective participation of central and decentralized stakeholders (structures, the private sector, Civil Society, local communities, etc.) involved in the management of natural resources and the protection of environment. The overall performance of the stakeholders was satisfactory (4/6).

### Budget execution

The project is financed by GEF for the amount of 525,000 USD with co-financing of 150,000 USD in cash from UNDP , and 250,000 USD (100, 000 USD in cash and 150,000 USD in kind) from the government of Guinea and 225,000 USD in kind from the PACV. The project expenditure is estimated at USD 675,553.37 against a total committed budget of USD 1,000,000.00. Expenditures on the GEF grant are estimated at USD523,960 against and on the UNDP contribution at USD151,972.74. The evaluation team considers that the execution of resources mobilized by the project has been satisfactorily (5/6), done in compliance with the UNDP procurement, financial and accounting rules and procedures.

### Project Coordination and Monitoring-evaluation

Under the direction of the Project Coordinator and in coordination with the National Director of the Project (NDP), the PMU was responsible for the day-to-day management, execution and coordination of the project activities and budget, monitoring progress towards results and in synergy with other projects involved in environmental and climate change issues.

The project's internal monitoring and evaluation was conducted satisfactorily (5/6) on a regular basis according to the guidelines and procedures for implementation of UNDP and GEF projects by the PMU team, the ESDP and the UNDP-Guinea Office, with the support from the GEF Regional Expert.

## Results achieved

The evaluation team notes that, despite the meager financial resources allocated to the project and delay of one year in its implementation, with support performed by various stakeholders, MEEF and UNDP, the project succeeded globally in two years to achieve satisfactorily (5/6) the major activities and reached key products (Table 3).

The project has achieved satisfactorily (5/6) most the activities planned under the two main outcomes: (i) Outcome 1 “The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA in order to facilitate MEA implementation at the local level” and; (ii) Outcome 2 “Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning”.

## Relevance

The project is highly relevant (2/2) to the Government's environmental and natural resources management policies and strategies, in that it responds to the government's commitments to the three Rio convention required strong engagement of stakeholders (UNFCCC, Articles 4 and 6), UNCCD (Articles 5, 9, 10 and 19), at international and national level and addressing priority issues and priority areas of the country. It is also relevant and in line with the GEF-5 Strategy for Cross-Cutting Capacity Development, Framework Program D, and the GEF Program in that it meets the objectives of the three GEF focal areas. (Biodiversity, Climate Change and Sustainable Land Management) and UNDP 2015-2016 CPAP Guidelines.

In this regard, it is consistent with government priorities, directions and objectives for environmental protection, sustainable development, poverty alleviation and the promotion of socio-economic, user-centered sustainable natural resources. It is in line with the objectives of the PRSP (1, 2 and 3), decentralization and skills transfer policies at the local level, the PNDES, the National Strategy and the Biodiversity Action Plan (SNPAB), communications UNFCCC and NAPA, as well as the National Action Plan to Combat Desertification (SAP-CCD), the National Environmental Action Plan (NEAP).

## Effectiveness

Finding 1: The involvement of key partners and various stakeholders in the implementation of the project enabled to satisfactorily achieve the specific products targeted and results of the project. Nevertheless, some targets have not been fully achieved.

Finding 2: The design of the project based on the NCSA and institutional and operational capacity strengthening of the stakeholders and establishment of a permanent center of monitoring the coordination of the mechanisms, were the catalysts of the implementation of MEAs and guidelines of the three conventions. However, the achievements failed to adequately operationalize the center and mobilize adequate financial resources needed to achieve the objectives.

Finding 3: The project developed and disseminated thematic documents for implementation of MEA and guidelines of the three conventions to strengthen the capacity of national and local actors in environmental protection, land degradation and resilience to climate change. These documents were used during the trainings to familiarize the actors with their use. The project developed and disseminated thematic documents for implementation of MEA and guidelines of the three conventions to strengthen the capacities of national and local stakeholders, relating to environmental protection, land degradation control and resilience to climate change. These documents have been used during training to familiarize stakeholders with their use, but their scope was very limited.

Finding 4: Pursuant recommendations by the PSC, made during the project's launching workshop in March 2016, to carry out practical actions in the 4 pilot RCs, the PMU supported the development and implementation of microprojects to contribute to strengthen resilience and adaptation capacities to

climate change of grassroots communities. However, due to their short implementation timeframe (2016-2017), these micro-projects have not yet yielded tangible results. Therefore, the evaluation team believes that, despite their relevance, these micro-projects do not fit well with the enabling objectives of RGDE project, as the interventions have little focus on the operationalization of the strategic tools and the integration mechanisms of MEAs and the guidelines of the three Rio Conventions into decentralized environmental management policies and local development plans.

**Finding 5:** The project initiated an adaptative policy framework and decentralization program to integrate the implementation of MEAs, Low Carbon Emissions and Resilient Development (FECDR) in collaboration with PACV and the Biogas project. However, apart from capacity building, few tangible achievements are observed.

**Finding 6:** The project was unable to apply the performance indicators of the implementation of the MEAs and directives of the three conventions, because of its interventions focused on stakeholder capacity building to the detriment of operationalization of legal and operational mechanisms of the implementation of enabling actions.

**Finding 7:** The project has developed rather limited synergies and partnership relationships with other ongoing initiatives. Nevertheless, the partnership established with PACV was of paramount importance, as it served as a driving force at the level of the 4 RCs in the implementation of the project, and without which the results of the RGDE project would not have been possible, especially with such a narrow budget.

**Finding 8:** The project has developed legal and policy integration mechanisms for MEAs and Rio Convention guidelines in environmental management and sustainable development programmes. But these have not achieved the expected effects, because of their lack of adoption by parliament and the government.

**Finding 9:** The PMU has given gender a prominent place, with the participation of women at all level of project activities, both in terms of capacity building and micro-projects in the field.

## Efficiency

At the level of the budget execution and resource use, the evaluation team assessed the project efficiency as satisfactory (5/6), 91% of the GEF financial resources being spent to support the two main component 1 and 2. However, the project could not fully achieve all key expected results and ensure sustainability of the outcomes and impacts.

## Sustainability and Impacts

The PMU understood that the sustainability of project outcomes, benefits and impacts after its completion should be one of its main concerns. Thus, from the start, with support from the government and the UNDP, the PMU took necessary steps to set up the bodies planned for in the PRODOC, such as, (i) technical advisory bodies, (ii) involvement of the managers of the various Ministerial departments, Specialized agencies of the State, Territorial Authorities and Communes, Private sectors, Civil society actors (NGOs and Associations) and particularly grassroots populations.

The Project Approach aiming to ensure project ownership of MEAs at both national and local levels contributed to generate a high level of awareness among various stakeholders towards their respective roles in achieving the project's objectives and to help the country to meet its commitments at the global and regional level.

## Recommendations

As indicated above, the project's performance has been reduced by (i) the short duration reduced from 3 initial years to 2 years, because of the delay in the start-up (which was not considered among the risks of the project) and (ii) the meager budget allocated to the project which is inadequate with the volume and nature of the programmed activities. As the project has come to an end and there is no possibility of extension, the evaluation team think that will be very infortune to abandon initiated actions and loose results achieved. That would be like a huge waste of time and a waste of financial resources (678.828 USD) invested to carry out the RGDE project activities. The evaluation team recommends the continuation of the project activities for a duration of 3-4 years to (i) ensure the consolidation of the actions initiated and the results obtained, (ii) capitalizing project achievements through the financing of a second phase of scaling up (3-4 years, 2018-2022) to cover other regions of the country, (iii) consolidating decentralized and central implementation mechanisms for MEAs with adequate funding to support people's microprojects.

### **Responsible: MEEF, MEF, UNDP**

Mobilizing necessary funds from Guinea's financial partners, based on the factsheet presented in the PNDES and approved at the Round table of financial donors, for an estimated amount of 12 million. To this end, it will be imperative that UNDP (TRAC Fund) and MEEF combine their efforts to mobilize resources to support the transitional phase of project actions maintenance and monitoring (6 months) and the preparation of the scaling up project document. This phase will also be seized to organize a national workshop for capitalizing the achievements and to align the mechanisms of implementation of the MEAs and the guidelines of the three Rio conventions with the stakes and the current situation of experiences developed in the country. The budget needed for this purpose is estimated at 12-15000 USD.

### **Responsible: MEEF, MEF, UNDP**

UNDP and MEEF should consider the possibility of recruiting an international consultant to prepare the scaling up project document (3-4 years), based on the proposed Factsheet eligible for funding among PNDES priority projects (USD 12 million) and ongoing experiences in sustainable management of natural resources (land, water, biodiversity, etc.) and resilience and adaptation to climate change.

### **Responsible: MEEF and UNDP**

As the implementation of the MEAs and the Rio 1992 conventions' guidelines has a strong legal connotation, the evaluation team recommends that the revision of the laws and regulations initiated by the RGDE project should fully reflect the principles and obligations of the Convention. of Rio 1992

### **Responsible: MEEF and PEDD**

It is imperative that the Project document of scaling up phase 2 be developed based on the two main outcomes of the RGDE project, with a focus on cross-sectoral dialogue on environmental issues, institutional, legal and operational aspects, in integrating the methodological tools, mechanisms and practical guidelines for the integration of MEAs and the three Rio 1992 Conventions into the design processes of RC's LDPs.

## Lessons learned

### **At global orientation of policy and strategies**

Despite the significant achievements of the project, the performance analysis reveals shortcomings that impacted the results, as well as the effectiveness and efficiency of the project. Indeed, the main results and products achieved are rather mixed and did not enable setting up an institutional framework (center

or Unit) and operational mechanisms for integrating MEAs and ensuring compliance with the convention guidelines of Rio 1992 in the sectoral policies of the government, as well as local development planning systems.

Furthermore, the efforts made to this end by the project have not been very conclusive as the documents and mechanisms developed have not been formally endorsed by the government authorities.

At the decentralized level of the rural communes, the approach of the project implementation based a strong collaboration with the PACV in order it could benefit from support of ADL present in the field and facilitate a better consideration of proposed actions in the process decentralization, has not been effective.

### **Enabling factors and strengths**

The project implementation has benefited from experiences developed for decades in the country and which are in line the guidelines of the three Rio conventions, as well as the good knowledge of high-level executives who master the areas covered by the conventions and are familiar with the obligations of the MEAs.

As part of the capacity building of national and local actors, the project developed thematic documents and methodological tools for information on MEAs and compliance mechanisms with the guidelines of the three Rio conventions. The evaluation team notes that the project has exceeded the target of 150 institutions and stakeholders referred to in the PRODOC

Although it is very early to judge the scope of the results and the impact of these trainings on the performance of the project and on the ground, the discussions that the evaluation team had with the stakeholders showed their great awareness at both national and pilot local community level to comply with MEA obligations.

At the decentralized and at local levels, significant efforts have been made by the project to generate income and diversify agricultural production (ginger, market gardening, chili peppers, etc.) through micro-projects identified and managed by the population in the 4 Pilot Rural Communes. These efforts have begun to yield satisfactory results, thus generating a real interest and a lot of enthusiasm among the populations. Stopping initiatives built by these microprojects would look like a tragic end of a hope created by the reinforcement of resilience and adaptation to climate change, with a significant loss of the investments made by the project.

The evaluation team also notes that through awareness and consultation activities at national and local level, the project has enabled strong political and legislative powers to play their respective roles towards greater respect of AME and Guinea Government environmental policy compliance with the guidelines of the three Rio conventions to better address climate change issues.

### **Constraints and weaknesses of project implementation**

#### Achievement:

As this project targets to enabling Government's commitments, the focus should be on (i) the identification and operationalization of mechanisms to reduce institutional and operational barriers that will help to reduce the weaknesses of both stakeholders and institutions and respond to the resilience and adaptation needs of grassroots communities to climate change; and (ii) the preparation and demonstration of methodological and operational models for the implementation of MEAs and the guidelines of the three conventions.

The performance analysis shows that the results are generally mixed with few achievements reaching 100% and most of them ranging between 50 and 75%. However, the evaluation team believes that these

weaknesses could have been minimized if the project had not focused mostly the development implementation of micro-projects of the communities. Indeed, these microprojects have absorbed an important resource (US \$ 50,682) and taken a lot of time for the LDAs for limited outputs towards operationalizing the implementation of MEAs and Rio Convention guidelines at the local level.

On balance, the evaluation team notes that the project's achievements have been very little focused on strategies, mechanisms and tools for mainstreaming poverty-environment issues into poverty reduction and food insecurity, capable to reinforce the resilience and good practices of adaptation to climate change, which are the central issues in meeting MEA commitments and the 1992 Rio Convention guidelines.

### Capacity strengthening

As part of institutional capacity building, the evaluation team notes that the various training courses organized, and which benefited to nearly 440 national and local beneficiaries targeted rather traditional themes of development project implementation, with focus to mastering natural resource management, environmental protection and good practices of resilience and adaptation to climate change. Most of the practices demonstrated by RGDE project have already been widely demonstrated and disseminated throughout the country since decades by the various past and ongoing projects and adopted by grassroots communities.

The design and operationalization of the digital library ([www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org)) is not yet complete, hence the site is not connected to the COSIE server.

In addition, the problem of implementing multilateral environmental agreements at the local level has evolved very little, because the local populations of the RCs have not been sufficiently accoutered with MEAs, as well as lack of legislative and regulatory texts for decentralized management of the environment and natural resources. As a result, these trainings have failed to effectively improve the capacity of local actors to master MEA integration processes in local development planning and to adopt climate change resilience and adaptation best practices.

On the other hand, the important efforts made by the PMU for the benefit of the local representatives of the 4 pilot RCs (Gouecke (N'Zerekore), Popodara (Labe), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubreka) and PACV ADLs staff committed to RGDE project to supervise the population activities, failed to demonstrate their effectiveness in the integration of the MEAs and the guidelines of the three Rio conventions into interventions and sustainable development plans of the Rural Communes.

### Microprojects

The project interventions at the 4 CC's level should focus on the principles of the development of local population skills and knowledge within the framework of the programmatic objectives of the project's priority actions with focus on the implementation of MEAs and the guidelines of the three conventions of Rio 1992. These interventions could have helped to better inform the local populations of the 4 RCs about the MEA and the mechanisms of conformity with the "Rio Convention Guidelines", as well as related national laws and regulations for integrated management of the environment and natural resources, the control of the implementation processes of MEAs and the adoption of good practices of adaptation to climate change.

The evaluation team notes that these microprojects have consumed significant financial resources (50,682 USD) for their development (studies and validation) and their implementation, with little tangible achievements and results, excepted diversification of food production, and income generation microprojects. The evaluation team believes that the implementation of these microprojects with such a high cost, of which recovery is not guaranteed, seems to be out of the scope of the current phase of the RGDE project, but rather in the next scaling up national phase.

In addition, the evaluation team believes that a close collaboration and an inclusive partnership between the RGDE project and other ongoing in the 4 RCs (notably REMECC for the Labe Prefecture) would have allowed testing MEAs and the guidelines of the three Rio convention implementation mechanisms to improving people's food and resilience to climate change.

### Partnership

The project has developed a partnership with some stakeholders as key collaborators in the design and implementation of field activities. Unfortunately, the synergies and complementarities sought between the RGDE project and these various partners and programs/projects have not been very effective in creating satisfactory collaborative links, except for those with the PACV which made available the LDA project to support the RGDE activities at each pilot rural commune, including the BSD of the MEEF.

On the other hand, the Partnership Document developed to strengthen the capacities of key national institutions (CNDD, ESF and MEEF), to replicate successful stories across the country and facilitate access to ESF funds has not been signed by the RGDE project with key stakeholders and other national actors. This partnership was expected to support actions climate change adaptation and biodiversity conservation.

Similarly, the project's approach failed to federate the many initiatives underway in the different regions of the country in terms of integrated natural resource management, integration of MEAs and environmental governance. More specifically, anchoring the project at the level of the 4 RCs in the local framework structures of the PACV program did not allow the RGDE project to develop the expected synergy.

### Gender issues

The PMU has focused on gender issues, as women represent more than 50% of the Guinean population and constitute in rural areas the labor force and the pillars of sustainable management of the environment and natural resources, addition the fact they are particularly vulnerable to land degradation, natural ecosystems and climate change. They participated in the achievement of the various interventions both in terms of organizational and operational capacity building at central and local level. Their participation in the various activities of the project was worthwhile. They have also benefited from income generation microfinance projects. Out of the 440 stakeholders trained by the project in Multilateral Environmental Agreements (MEA) and good environmental practices, 86 are women. Thus, the 86 women trained should play a role of strategic leverage to train others, in case of the scaling up phase aiming to consolidate the results.

### Lifting institutional and policy barriers

Important institutional and operational barriers have been identified in the national capacity self-assessment (AENC) as a priority area to be lifted to facilitate coordination and dialogue between the different institutions and stakeholders involved and cross-cutting capacity development. The evaluation team notes that very few of these barriers have been fully addressed, as the project has failed to promote synergies and harmonizing policies and legal frameworks to avoid duplication and duplication and save resources.

In addition, the idea of setting up a convention coordination center with the necessary resources to ensure continuous monitoring of the implementation of the various multilateral agreements and the guidelines of the three Rio conventions, couldn't be achieved by the Government, thus weakening the whole issue of implementation of the MEAs and the guidelines of the Rio conventions.

In addition, the duration of 2-3 years of implementation and the meager resources allocated to carry out such important a project, in terms of various aspects addressed and the mechanisms involved for designing and implementing programs and projects, and the dynamics of changes in environmental and



socio-economic paradigms, seem very little to achieve an empowerment project. Thus, activities focused on awareness raising, training of multisectoral actors and the sustainable management of natural resources at the base, did not resulted to expected outputs, particularly in a dysfunctional institutional context characterized by a multiplication decision centers and inconsistency in the various approaches of different stakeholders. In addition, the project approach does not seem to be in line with current strategies, as it is not different from the one of other conventional development projects. The PMU should have focused on the identification of areas and sectors of weaknesses and priority intervention needs to inject new momentum for changes in the design and implementation processes of integrated environment management and resilience and adaptation to climate change.

## ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ADB	African Development Bank
ADF	African Development Fund
AFD	French Agency of Development
AGIR	Regional programme to support the integrated management of natural resources
AWF	African Water Facility
CBD	Convention on Biological Diversity
CCD	Convention to Combat Desertification and Drought
CCF	UNDP Country Cooperation Framework
CCLME	Canary Current Large Marine Ecosystem
CCP	Common Country Program
CEGEN	The Centre for Environmental Management of the Nimba Mountains
CENI	Independent national electoral commission
CHM	Clearing House Mechanism
COP	Conference of Parties
CR	Rural Communes
DNEF	The National Directorate of Water and Forests
DNPCA	The National Directorate of Inland Fisheries and Aquaculture
EC	European Commission
ECOWAS	Economic Commission of West African States
EFAP	The Action Plan for the Advancement of Women
EIA	Environmental Impact Assessment
FSE	Fund for Environmental Protection
FDH-INRM	Fouta Djallon Highlands Integrated Natural Resources Management Project
GDP	Gross domestic product
GEF	Global Environment Facility
GEF-5 CCCD	Strategy for Cross-Cutting Capacity Development projects
GHG	Greenhouse Gas
GLCN	Global Land Cover Network
HDI	Human Development Index
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IWRM	Integrated Management of Water Resources
LCERD	Low Carbon Emission and Resilient Development
LDCF	Least Developed Countries Funds
LDPE	The Policy Letter of Livestock Development
LME	Large Marine Ecosystem
LPDA	The Policy Letter for Agricultural Development
LPDPA	The Letter of Policy Development for Fisheries and Aquaculture
MAB	The Guinea National Committee for Human and Biosphere
MDG	Millennium Development Goals
MEA	Multi-lateral Environment Agreement
MEEF	Ministry of Environment, Waters and Forests
MPMD	The Master Plan of Mangrove Development
NADP	National Agricultural Development Policy
NAPA	National Plan for Climate Change Adaptation
NBA	Niger Basin Authority
NCSA	National Capacity Self-Assessment
NBSAP	National Strategy and Action plan for Biodiversity
NCSD	The National Commission of Sustainable Development
NDA	The National Directorate of Agriculture
NDL	The National Directorate of Livestock (NDL)
NEC	The National Environment Council
NED	The National Environment Directorate
NEP	National Environmental Policy
NFAP	The National Forestry Action Plan (NFAP)
NFP	National Forest Policy
NGO	Non-Governmental Organizations
NHDP	National Program for Sustainable Human Development

NIP	National Implementation Plan
OMVG	Convention on the Organization for the Development of the Gambia River
PACV	Village Communities Support Programme
PADER-HG	The Upper Guinea Rural Development Support Project
PCAIB	The Support to Grassroots Initiatives Framework Programme
PDS	Siguirí Socioeconomic development Project
PEGRN	Extended project on the management of the natural resources
PGRN	Natural Resources Management Project
PRSP	Poverty Reduction Strategy Documents
PGCMB	Marine and Coastal Management of Biodiversity Programme
PGCT	Programme of Community Land Management
LPDA	Policy Letter for Agricultural Development
PNAE	National Environmental Action Plan
POP	Persistent Organic Pollutants
PROGERFOR	Forest resources management Project of
RRMP	Rural resources management Project
SAP-CCD	National Action Plan against desertification
SDAP	Sustainable Development Action Plan
TSPP/STOP	Special taxes on oil products
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
UNDAF	United Nation Development Assistance Framework
UNS	United Nations System
UNDP	United Nations Development Programme

## 1. GENERAL INTRODUCTION

### 1.1. Purpose of the evaluation

This terminal evaluation is carried out as part of the execution of the UNDP/GEF project "Strengthening Decentralized Environmental Management (RGDE-PIMS 4963)" implemented by the Government of Guinea, through the Ministry of Environment, Water and Forestry, in collaboration with UNDP and financial support from GEF.

This project falls in the context of the follow-up of the National Self-Assessment Capacity Building (NCSA) Project and aims to remove weaknesses and to strengthen the institutional and operational capacities of the Government and stakeholders. It aims to better facilitate cross-sectoral relations between national actors and to fulfill the obligations and commitments made by the Government towards the three UN Conventions at the 1992 Rio Conference<sup>1</sup>.

The project being at its end, the current mission composed of an International Consultant and a National Consultant, has been commissioned by the Government and UNDP to carry out its terminal evaluation to assess its relevance, implementation performances, effectiveness, efficiency and sustainability of results and achievements, and draw lessons learned and relevant recommendations.

The project implementation was planned from January 2015 to April 2018 (as per the PRODOC agreement), however the operational closure is planned for December 2018.

### 1.2. Scope and Methodology of the evaluation

#### 1.2.1. Objectives

The objectives of the evaluation are to assess the achievement and progress made towards objectives, results and expected outputs, in accordance with the orientations of the Project Document, with focus on the performances and the weaknesses, to define the changes that have occurred and draw lessons for appropriate changes in future UNDP similar projects.

#### 1.2.2. Deliverables of the evaluation

Based on information and data collected from the Project Document, annual reports and meeting reports prepared by the Project Coordination Unit, the evaluation team has submitted to UNDP-Guinea the following deliverables:

1. An Inception and scoping Report, including a detailed methodology;
2. A full draft report of the evaluation; presenting the project design and evaluation findings of the activities carried out (documentary review, visits and description of the sites, outcomes of meetings and interviews with the relevant stakeholders, conclusions, lessons learned and the recommendations + annexes);
3. A full final evaluation report + annexes: incorporating feedback from UNDP and stakeholders.

#### 1.2.3. Activities carried out

---

<sup>1</sup> : Knwon as « Earth Summit, Rio 1992 »,

The study was conducted in four phases with specific activities, including:

- Briefing with UNDP ;
- Document review;
- Development of the scoping report and the methodology and schedule of the evaluation team;
- Visit of the project area and sites;
- Interviews with stakeholders, public consultation and field visits;
- Analysis of performance and results according to the criteria of effectiveness, efficiency and sustainability;
- Lessons learned and recommendations.

#### 1.2.4. Methodological approach and evaluation criteria

The team of consultants having heard in mind the importance and the scope of the evaluation and results expected by the UNDP-Guinea and the Government, conducted the evaluation in a participatory and inclusive manner, involving major Government institutions and stakeholders at both central and local levels.

The evaluation has been conducted through a comprehensive participatory and inclusive approach, involving all national and local key stakeholders (Government key ministries and partners, UNDP, UN System Agencies, Technical and Financial Cooperation partners, including Civil Societies and project beneficiaries). The assessment of the achievements was undertaken on evidence-based information that is credible, reliable and useful, in compliance with the TORs of the evaluation and following the Guidance For Conducting Terminal Evaluation of UNDP-Supported, GEF-Financed Projects. The evaluation has consisted in carrying out activities, among others:

- Document review;
- Development of detailed evaluation methodology;
- Meetings and interviews with partners and national and local actors;
- Field visits to the pilot sites of the Rural Commune of Popodara (Labe). It was planned to conduct the visits in the three other regions (Nzerekore, Tondon and Dubreka), but this did not occur due to time constraint. During the field visits in Popodara RC, the consultants met with local stakeholders and beneficiaries (list, Annex 4.4) and assessed the project achievements, among others:
  - ✓ Meetings and interviews with the regional authorities, Authorities of Labe Governorate and Prefecture and the Mayor of Popodara, etc.;
  - ✓ Assessed stakeholder knowledge about the guidelines and objectives of the three conventions;
  - ✓ Discussed the alignment of project interventions with the regional and local priorities as identified in the LDPs;
  - ✓ Site visits and discussions with beneficiaries' communities on their implications in the project activities, as well as impacts of the activities;
- Assessed project performances and results;
- Reporting on Evaluation findings: (i) Inception Report and detailed methodology, (ii) Draft Report and (iii) Final Report.

To achieve the expected results and objectives of the evaluation, the consultants systematically proceeded to a triangulation method to verify the sources of information and data, and ensure the accuracy of the reported facts, and compliance with the evaluation criteria (i) relevance, (ii) effectiveness, (iii) reliability of information, (iv) flexibility and equity, (v) institutional and operational feasibility, and (vi) applicability.

The evaluation activities took place from April 26 to May 30, 2018, in four distinct but interrelated phases:

1. Phase 1 (100): Start-up, Scoping and Evaluation Planning (duration: 3 days, Montreal)

2. Phase 2 (200): Evaluation mission in Guinea (Conakry and field visits): Meetings and interviews of the actors, data collection and analysis-Diagnosis of the sites (duration: 14 days, Terrain)
3. Phase 3 (300): Compilation of information and data, development and presentation of results, preliminary conclusions and recommendations and project performance (2 days of data and results compilation and results presentation workshop and preliminary recommendations, Conakry, Guinea);
4. Phase 4 (400): Elaboration and Submission of the full reports of the evaluation (i) Provisional (2 days, Montreal,) and (ii) Final + appendices (1 day at home for finalizing the evaluation team Report, Montreal, Canada).

### **1.3. Structure of the report**

The report includes followings sections:

1. Project Summary table
2. Acknowledgement
3. Table of Content
4. Executive Summary
5. General Introduction
6. Project Description and Development Context
7. Evaluation Findings
  - 7.1 Project Design/Formulation
  - 7.2 Project Implementation
  - 7.3 Project Results
8. Conclusion, recommendations and lessons learned
9. Annexes.

## 2. PROJECT DESCRIPTION AND DEVELOPMENT CONTEXT

### 2.1. Project start up and duration

According to the PRODOC statement, the project was developed to be implemented over a period of three years (2015-2017). It was officially signed on April 27, 2015 by the MEEF (representing the Government of Guinea) and the UNDP-Guinea Office (agency of implemented for the GEF), with an immediate start date. But the implementation was delayed for and took place on March 2016, with the kick-off workshop that brought together key stakeholders, almost a year behind the initial planning.

Thus, the implementation of the project activities lasted effectively barely two years, that's from March 2016 to April 2018, instead of the three years originally planned in the PRODOC.

### 2.2. Project context and problems sought to be addressed

#### 2.2.1. Rationale

The Republic of Guinea is a coastal country located along the Atlantic Ocean fringe and covering an area of 245,857 km<sup>2</sup>. It is characterized by:

- Important biophysical diversity, due to highly contrasting terrain consisting of distinct geomorphological units from west to east consisting of (i) recent deltaic lowlands and plains, (ii) Fouta highlands with Paleozoic crystalline formations, (iii) plains of Upper Guinea covered with dense forests separated by valleys and plains of varying sizes;
- A tropical dry-wet climate with a dry season, under influence of (i) two prevailing winds: Harmattan (in dry season) lasting from four to seven months and Monsoon (in rainy season), between five to eight months depending on the areas; (ii) an average annual rainfall from 1200 mm (Upper Guinea) to 4,200 mm (Lower Guinea); (iii) average annual temperatures between 21 ° C and 27 ° C, (iv) average annual relative humidity above 60%, with a minimum of 29% on average in Guinea-Bissau (Labe) and a maximum of 98% in Lower Guinea (Conakry) and (v) an average annual evapotranspiration from 1,500 to 1,650 mm.

Guinea has four distinct natural regions (Guinea-Maritime or Lower Guinea, Middle Guinea, Upper Guinea and Forested Guinea) that reflect above biophysical and climatic differences. These regions have different geographical and ecological characteristics and each of them corresponding to a type of climate with specific temperature, rainfall, soil, fauna and flora.

According to estimates by FRA (FAO, 2005), the forest cover is estimated to 27% of the country with 6.7 million hectares of forestlands and 5.8 million hectares of woodlands, composed of (i) mangroves, (ii) wet dense forests, (iii) dry dense forests and (iv) wooded savannah. Three million hectares of forest are used for biodiversity conservation, 490,000 hectares for soil and water protection and 103,000 hectares for forest production. The country is home to the headwaters of major rivers and the hydrological watersheds of West Africa. In recent decades, these natural resources have been subject to continuous degradation, because of climate change, poor agricultural practices (land clearing, bush fires, slash-and-burn agriculture, deforestation<sup>2</sup> and overexploitation of timber, etc.) and mining activities.

---

2 : The deforestation rate is estimated at 0.5%, which means that around 35 000 hectares of forest are lost each year in Guinea

On the other hand, it is noted that the greenhouse gas (GHG) emissions<sup>3</sup>, caused by the burning of fossil fuels and biomass, waste and industrial processes, enteric fermentation and various agricultural activities that threaten air quality and human health. populations in the different regions, are clearly increasing in the absence of adequate regulatory measures and the weak application of existing ones.

All these considerations contribute to the environmental vulnerability of the country and make Guinea, despite more than fifty years continuous efforts of socio-economic development, still very dependent on external assistance, ranking 178th out of 187 countries according to the Human Development Index (HDI) of the United Nations Development Program (UNDP). Despite efforts of good governance of natural resources in past years and the implementation by the Government of sustainable development policies and strategies, the challenges and threats remain enormous and require adequate and urgent measures to reverse the various degrading trends of natural resources and enable paradigm shifts.

The national capacity self-assessment process (NCSA) conducted from April 2006 to December 2008 by the Government of Guinea, with support of Technical and Financial Partners, including UNDP-Guinea and GEF, highlights a weak implementation of the commitments made by the government to implement the three Rio4 conventions, in compliance with other countries worldwide, at the 1992 United Nations Conference. This self-assessment also identified the weaknesses of the mechanisms in place and confirmed the need for a national dialogue to ensure coordination and synergy of actions between the different national institutions concerned, as well as the harmonization of policies and legal frameworks to avoid duplication and efficient use of scarce government financial resources.

The implementation of these three Rio conventions aims to (i) advance the concept of environmental rights and responsibilities of countries to address multifaceted factors of degradation of natural resources and (ii) ensure the growing interdependence between long-term economic progress and the need for sustainable environmental protection; and (iii) identifying the main priorities and the cross-cutting aspects of institutional and operational capacity development of national stakeholders.

Through the Convention to Combat Desertification and Drought, the government plans to define and implement policies and strategies for the sustainable management of natural resources and rehabilitation of degraded lands through reforestation. Under the UNFCCC, the aim is to develop and implement a set of greenhouse gas stabilization regulations to prevent human-induced climate change and to take measures to address them, in line with the three main principles (precaution, common responsibilities but differentiated, right to development). With respect to the Convention on Biological Diversity, the aim is to draw the attention of governments to the invaluable source of goods and services that biodiversity offers and to the urgency of taking coherent and better measures for protection against degradation and loss living resources.

Despite the ratification of these three conventions and acknowledgeable efforts undertaken by the Government of Guinea over the past two decades, including the definition and implementation of many policies and strategies, the country failed to adequately meet its obligations under the three conventions and reverse ongoing trends of multi-faceted degradations of the environment, natural resources and loss of its significant biological diversity. To this end, the Government having recognized the fact that decentralization

---

3 : Guinea's GHG emissions amount to 14 266 292 Gg of CO<sub>2</sub>, which equates to emissions of 2 12 tons per inhabitant. Projected per capita emissions show that by 2025, if current trends continue, they will reach 2 09 tons, 470 kg / capita and 90 kg / capita respectively, in the energy, agriculture and , waste and industrial processes (PANA, 2007)

4: Conventions de Rio 1992 : (i) Convention pour la lutte contre la désertification et la sécheresse (définition et mise en œuvre des politiques et stratégies de gestion durable des ressources naturelles, de la réhabilitation des terres dégradées et du reboisement massif et communautaire) ; (ii) Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ( connue sous le nom de Conférence des parties (COP), adoptée en 1992bet entrée en vigueur en 1994); (iii) Convention-cadre des Nations Unies sur la diversité biologique, (conservation des espèces biologiques menacées et en voie de disparition).



was an important mechanism for establishing a good strategy for sustainable management of the environment, decided to transfer to different categories of local Authorities and stakeholders (men, women, youth and CSOs, etc.) and to strengthen their skills and responsibilities to ensure sustainable management of natural resources at the local level. Thus, the Village Community Support Program (PACV, (2008 - 2014) implemented in the various regions was expected to contribute to improving the technical and organizational capacities of grassroots communities in participatory diagnosis and the development of community-based plans.

Thus, in the framework of strengthening and operationalizing the capacities of the stakeholders, the Government benefited from the GEF funds to develop and implement through UNDP the “Project - Strengthening the Decentralized Management of the Environment (RGDE- PIMS 4963) ”. Through this project, the Government of Guinea aims to provide a direct response to cross-sectoral and operational capacity-building issues related to the implementation of the three Rio Conventions and to honor its obligations and commitments made by the World Conference of Rio in 1992.

### **2.2.2. Problems that the project sought to address**

Since the beginning of the 1980s, Guinea has been confronted with the degradation of natural resources due to climate deterioration, increase in human pressure and lack or weak enforcement of appropriate laws and regulatory measures. This has led to the occurrence of many interrelated environmental issues that have seriously worsened over the past two decades, including deforestation and subsequent ecosystem degradation, loss of soil productivity and biodiversity, air and water pollution, as well as watercourses siltation and overwhelming floods.

To address these issues, Government has focused its actions on in implementing of programmes on (i) natural resource and environmental degradation control, (ii) adaptation to climate variability and change, (iii) landscape and wildlife management, (iv) environmental governance and capacity building, (v) including research in the areas of climate change, biodiversity conservation and land degradation.

The Government, through its main strategies and policies for sustainable development, including PRSP III (2013-2015), PNDES, took strong commitment to (i) strengthen multi-sector and multi-stakeholder national dialogue, (ii) strengthen capacity stakeholders in terms of climate change adaptation; and (iii) implement a low-carbon development strategy to engage the country in the long-term mitigation process. All these different interventions aim to manage natural resources as a fundamental pillar of sustainable agricultural and socio-economic development. These implied special focus on cross-cutting actions and definition of specific sectoral sustainable development policies.

The NCSA identified as main barriers the following key issues:

- i. Insufficient coordination and cooperation between the various institutions involved in the synergy promotion, programmatic integration and harmonization of policies and legal and regulatory frameworks in order to avoid duplication and save money by sharing resources, data, approaches, techniques and toolkits for more efficiency in the implementation of planned actions;
- ii. Insufficient information on MEAs, education and outreach efforts of different stakeholders in the public and private sectors;
- iii. Lack of information on MEA implementation mechanisms in the national reports and communications presented at Conferences of the Parties;
- iv. Absence of a better circulation of information at all levels and an information system to enable stakeholders to be better informed on conventions and of COPs guidelines as well as strategies and national action plans;
- v. Inadequate information system leading to low involvement and commitment of stakeholders in the preparation and implementation of national action plans integrating MEAs;

- vi. Poor operational capacities of institutions involved in environmental management in internalizing Rio Convention guidelines;
- vii. Framework of weak administrative co-operation between institutions to avoid duplication and integrate MEAs into their action plans;
- viii. Insufficient coordination mechanisms between various national structures responsible for the implementation of the MEAs to pursue their respective activities;
- ix. Lack of support from scientific research to take stock of good environmental and natural resource management practices;
- x. Weak awareness of the stakeholders on Ecosystem Approach and IWRM (Integrated Water Resources Management) in developing projects to promote greater collaboration in the implementation of MEAs;
- xi. Lack of efficient mechanisms for effective mobilization and transparent management of financial resources necessary to the achievement by capacity building activities.

The project aims to provide targeted responses to the above weaknesses and challenges, in contributing to (i) remove institutional, legislative and political barriers; (ii) strengthen operational capacities of the various stakeholders in terms of participatory analysis of weaknesses and identification of priority needs; (iii) defining mechanisms and methodological tools for the sustainable management of environment and natural resources (land, water, biodiversity, etc.); and (iv) effectively implement the guidelines relating to the three conventions.

### 2.3. Eligibility to GEF Funds

Guinea, having ratified all international, regional and sub-regional conventions related to sustainable management of environment, land degradation, biodiversity conservation and climate change, and having met the Multilateral Environmental Agreements (MEAs), the RGDE project has been declared eligible for financial assistance from the Global Environment Facility (GEF) and technical assistance from UNDP. In addition, Guinea has also developed its national policy and a legal framework that integrates its commitments for the global environment.

Indeed, Guinea has ratified, among others:

- Convention on Biological Diversity (CBD), May 7, 1993;
- Convention to Combat Desertification and Drought, 23 June 1997;
- The United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) on May 7, 1993;
- The Cartagena Protocol on Biosafety to Protect Biodiversity from the Potential Risks of Genetically Modified Organisms Produced by Biotechnology in 2005;
- The Nagoya-Kuala Lumpur Protocol on Liability and Compensation for Corrective Action Resulting from Damage Caused by Transboundary Movement of Living Modified Organisms, 11 December 2007;
- The Kyoto Protocol committing to stabilize greenhouse gas emissions for the period 2008-2012, of 25 October 2005;
- The Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization to the Convention on Biological Diversity (CBD).

In addition, Guinea has also adhered to several other treaties related to the protection and sustainable use of international and regional natural resources, including:

- The Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and their Disposal, March 30, 1995;
- The Ramsar Convention on Wetlands of International Importance, 24 September 1992;
- The CITES Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora, December 20, 1981;

- The Bamako Convention on the Prohibition of the Importation of Hazardous Wastes and the Control of Their Transboundary Movements in 2000;
- The Convention and Protocol on the Niger Basin Authority adopted in Guinea in 1980 and entered into force in 1982;
- The Convention on the Gambia River Development Organization (OMVG) adopted in 1983;
- The African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources adopted in Algiers in 1968 and entered into force in 1989;
- The Migratory Locust Convention adopted in Kano, Nigeria, in 1962 and entered into force in 1963.

The project was thus declared eligible for GEF funding under the GEF-5 PDCT Strategy for cross-cutting capacity building projects, providing resources to help reduce or even eliminate the many institutional, political and legal bottlenecks that still impede negatively synergizing the three Rio 1992 Conventions, as well as related protocols.

## 2.4. Immediate and development objectives of the project

The objective of this project is to strengthen the institutional and operational capacities of the various stakeholders of Guinea in (i) the management and implementation of guidelines of the 3 Rio 1992 world conventions to consider the Multilateral Agreements on environment (MAEs) and ensure the elimination of Green gas emission effects through decentralized environmental management activities. To this end, the project focused issues of environmental governance and management to contribute to (i) the sustainable conservation of biological diversity, (ii) the integrated management of water resources, (iii) the fight against global warming and against land degradation by applying the Ecosystem Approach.

More specifically, it aims to strengthen the institutional and operational capacities of partners through:

- Implementing mechanisms for integrating Multilateral Environmental Agreements (MEAs) into the decentralization process;
- Decentralized management and local governance of natural resources, as well as the integration of MEAs into local development planning.

### 2.4.1. Project outcomes

The project implementation aims to achieve two outcomes:

- i. **Outcome 1: The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA to facilitate MEA implementation at the local level.**

Under Outcome 1, the interventions focused definition and operationalization of MEA implementation mechanisms within the decentralization process, through three main products that will allow (i) **Output 1.1:** MEA integrated into the national decentralization strategy, in order to ensure top-down and bottom-up compliance with MEA obligations and across-levels reporting to the conventions; (ii) **Output 1.2:** Strengthen the Environmental Management Information System as a Clearing House Mechanism for decision making on environmental issues and MEA implementation and LCERD on a decentralized level; (iii) **Product 1.3 :** Strengthen PACV as a facility for ongoing dialogue and coordination within the decentralized environmental management support network.

- ii. **Outcome 2: Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning**

As part of this second output, the project aims to strengthen the capacity of key organizations to integrate MEAs into local planning processes and to achieve three main outputs: (i) **Output 2.1:** The existing network of capacity development institutes is strengthened to support the local efforts to integrate the MEA and LCERD into the local planning and reporting process; (ii) **Output 2.2:** Training developed and tested for the staff of the decentralized network of public administration field agents and key CSOs and CBOs supporting the decentralization process on integrated natural resources management approaches and standards of good environmental management; (iii) **Output 2.3:** Capacity in key national institutions (CNDD, FSE and MEEF) to replicate the successes across Guinea. This includes accessing FSE funds to support activities that (i) adapt to climate change (ii) conserve biodiversity.

These results are intended to contribute to those expected from the UN System framework and UNDP-Guinea programmes:

- **UNDAF:** “By 2017, public, private, local communities and populations adopt new techniques and approaches to promoting sustainable environmental behaviors and ensure better prevention and management of risks and natural disasters in the context of adaptation to climate change”;
- **UNDP Strategic Plan Environment and Sustainable Development (Primary Outcome):** “By 2017, public, private, local communities and populations adopt new techniques and approaches to promoting sustainable environmental behaviors and ensure better prevention and management of risks and natural disasters in the context of adaptation to climate change”.
- **Country Program Action Plan (CPAP) • Outcome 5:** Planning, sustainable management of environment, natural resources and quality of life a tool are developed or revised to incorporate aspects of climate change.

## 2.5. Baseline Indicators established

The project document outlined a set of objectively verifiable indicators for expected outcomes, as well as the baseline situation indicators.

As a follow up to the NCSA, the National Capacity Building Programme (NCBP) for National and Global Environmental Management 2009-2015 was intended to develop, strengthen and improve the capacities of public and private national institutions, NGOs and local communities in the implementation of the respective obligations under MEAs.

Its implementation was planned to be based on proven integrated approaches, such as the Ecosystems Approach and the internationally accepted concept of Integrated Water Resources Management (IWRM) as an opportunity to create a common language in development work and to develop a mechanism for the central and decentralized government agencies to support, and train CRs, and to revamp the LDPs for better incorporation of the MEA and coordination of the outcomes on a national level.

The project design is based on following key indicators:

- Existence of an operational coordination facility for decentralized MEA implementation;
- Existence of information database for decentralized decision making;
- Existence of an institutional and policy framework to integrate the MEAs into the national, prefectural and commune planning and reporting processes;
- Existence of a partnership between the coordination facility (Component I, Output 1.1) and the key national institutions to disseminate information through the EMIS distribution network;

All these indicators were not into place or very weak and the PMU has to address them during the project implementation.

## 2.6. Main stakeholders

As per the PRODOC arrangements, the project is implemented under UNDP (NEX/NIM) "National Execution modality agreement, by the Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF) of the Government of Guinea, through the Environment and Development Programme (ESDP) responsible for its execution and by the Office of UNDP-Guinea, as GEF implementing agency.

The project was also supported by most of the key partners and stakeholders who worked closely with the PMU, that include:

- Ministry of Environment, Water and Forestry;
- Ministry's Bureau for Strategy and Development (BSD);
- Ministry of Agriculture (BSD, DNA, DNGR);
- Ministry of Livestock (BSD, DNPA);
- Ministry of Decentralization (DNLD);
- Ministry of International Cooperation (UCC, DNOI);
- Regional Authorities and Heads of Technical Environmental and Forestry and Water Services of the Prefectures of Kindia, Labe, Kankan, Nzerekore, Dubréka, Kouroussa, the Local Authorities of the deconcentrated and decentralized entities and communities of the Rural Communes of Tondon, Popodra, Sanguiana and Gouéké;
- NGOs, Groups of Economic Interest, Community Based Organizations;
- National and International Consultants;
- Regional and sub-regional backstopping Officers.

## 2.7. Expected results

The project was designed around two major outcomes and six outputs (table 1).

Table 1 : Project outcomes and outputs

OUCCOME	OUTPUT
<b>Outcome 1:</b> The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA in order to facilitate MEA implementation at the local level	<b>Output 1.1:</b> MEA integrated into the national decentralization strategy, in order to ensure top-down and bottom-up compliance with MEA obligations and across-levels reporting to the conventions.
	<b>Output 1.2:</b> Strengthen the Environmental Management Information System as a Clearing House Mechanism for decision making on environmental issues and MEA implementation and LCERD on a decentralized level.
	<b>Output 1.3:</b> Strengthen PACV as a facility for ongoing dialogue and coordination within the decentralized environmental management support network
<b>Outcome 2:</b> Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning	<b>Output 2.1:</b> The existing network of capacity development institutes is strengthened to support the local efforts to integrate the MEA and LCERD into the local planning and reporting process.

	<b>Output 2.2 :</b> Training developed and tested for the staff of the decentralized network of public administration field agents and key CSOs and CBOs supporting the decentralization process on integrated natural resources management approaches and standards of good environmental management.
	<b>Output 2.3 :</b> Capacity in key national institutions (CNDD, FSE and MEEF) to replicate the successes across Guinea. This includes accessing FSE funds in order to support activities that (i) adapt to climate change (ii) conserve biodiversity.

## 2.8. Financial arrangements

As per the PRODOC arrangements, the project is financed by GEF with the co-financing of UNDP, Government of Guinea and PACV (table 2).

Table 2 : Project budget (PRODOC, 2014)

SOURCE OF FUNDS	AMOUNT COMMITTED
GEF	525.000 USD
UNDP (Co-financing)	150.000 USD
Government (Co-financing)	250.000 USD
	In-kind
	150,00 USD
	Cash
	100,00 USD
PACV (co-financing, in Cash)	225.000 USD
Total	1.150.000 USD

Given the country's vast territory and the vulnerability of the country's ecosystems, as well as the ambitious program that requires the implementation of the project, and particularly the weak capacity of partnering institutions and stakeholders, The evaluation team considers the budget very insignificant of which only USD 675,000 (GEF and UNDP) are in cash, to allow an effective awareness of stakeholders on the importance of the conventions and significantly strengthen the institutional capacity to implement government commitments to MEAs.

## 2.9. Beneficiaries

As a result of its interventions focused on enabling actions and strengthening the institutional and operational capacities of the stakeholders, the project has had both a national and a local concentration focus with, as main targets all relevant institutions, policy-makers, legislators, local leaders, as well as decentralized development bodies

As agreed at the formulation workshop (Ref. PRODOC), in order to give a practical and operational stamp to some of the project interventions, it was recommended during the project's launching workshop (March 23<sup>rd</sup>, 2016), that the project should carry out pilot actions in Rural Communes (CR) representative of the four natural regions in the country. This new orientation of the project is aimed at strengthening the capacity of stakeholders to ensure at the local level effective dissemination of the multilateral environmental agreements (MEAs) and in particular the implementation of the guidelines of the three Rio Conventions 1992. Four Rural Communes (RC) were selected to host pilot activities: (i) CR de Popodara (Labe Prefecture / Middle Guinea); (ii) Sanguiana CR (Kouroussa Prefecture / Upper Guinea); (iii) CR of Gouecké (Prefecture of Nzérékoré / Guinee Forestière); and (iv) CR de Tondon (Dubréka Prefecture / Lower Guinea).

These Rural Communes (RC) were selected based on analysis using six (6) combined criteria:

- i. **“Ecosystem criterion”**: This criterion is based on the ecological specificity of the four natural regions, with different ecosystems: coastal and marine in Lower Guinea, mountainous in Middle Guinea, savanna in Upper Guinea, forest in Forested Guinea. The goal is to preserve the integrity of ecosystems and the services they provide through the conservation and sustainable use of water / land / biodiversity resources "(ref: one of the objectives of GEF interventions);
- ii. **Threats Criterion**: Each RC selected has visible threats in terms of biodiversity, climate change and land degradation;
- iii. **Opportunities Criterion**: Each selected RC presents established opportunities to undertake actions to reverse downward trends in biodiversity and land degradation and promote resilience to climate change.
- iv. **Accessibility Criteria**: The RC selected are easily accessible, ideally asphalted roads or rural earth road in good condition. The idea behind this criterion is to make the places easily accessible to monitor and evaluate pilot actions in the implementation of MEAs, to facilitate field exchange visits, experience sharing and replication of results ensuring better conservation of biodiversity, reduction of land degradation and better resilience of communities to climate change;
- v. **Criterion “Participation”**: The selected RC demonstrated a strong commitment of elected representatives and local populations to participate in the implementation of MEAs;
- vi. **Criterion “Integrating conservation into local planning”**: The selected RC have their local development plans that integrate nature conservation; community forestry, bushfire control, headwater protection, soil protection and restoration, protection of wildlife (prohibition of poaching), etc.

Thus, Local Authorities, Technical Services and populations of these 4 rural communes were involved in the project activities as main stakeholders in the implementation of the microprojects.

### 3. EVALUATION FINDINGS

The main findings of this terminal evaluation are structured around the GEF four main evaluation components: Project Design/formulation, Project Implementation, Project results, Conclusion, Lessons learned and Recommendations. The evaluation assessment is based on five major GEF criteria: (i) Project relevance, (ii) Project effectiveness (achievements of expected results, including contribution to address challenges, weaknesses and needs), (iii) Project efficiency (implementation and management approach, management arrangement, stakeholder/partnership participation, financial planning, project monitoring of outputs/outcomes); (iv) impacts; and (v) sustainability of project outputs and policy/enabling environment.

#### 3.1. Project Design / Formulation

##### 3.1.1. Analysis of LFA/Results Framework (Project logic /strategy; Indicators)

The project’s logical framework clearly identified and designed the project objectives, strategic outcomes, result indicators (SMART criteria), including baselines and targeted value dates, sources of verification, assumptions and risks.

The outcomes and outputs are relevant for the achievement of the long-term overarching goal of the project, which is, the adoption of Sustainable Land Management Practices to provide a firm basis for sustainable development and improved livelihoods.

The logical framework matrix (in Annex 3 of the PRODOC) also provides a logical structure for monitoring project performance and delivery using the indicators during project implementation. The output budget and the work plan in the UNDP project document provide additional information for the allocation of funds, both the GEF and co-financing, for expected project deliverables and the timing of project activities to produce these deliverables. A GEF tracking tool for CCCD was also designed to be used as part of monitoring and evaluation activities to assess project delivery.

The objectives and results targeted by the project have been clearly defined in the PRODOC, but their indicators are more or less SMART. These results are based on optimistic assumptions of implementation of the project, according to which:

- The Guinean Government maintains its commitment to environmental management and sustainable development and that the laws;
- The national policies, programmes and resource allocation reflect this commitment;
- The Government of Guinea and UNDP-GEF continue to support the capacity development orientation of this project and the key features of capacity development for the environment (i.e. participation, flexibility iteration, integration, multiple facets and process orientation);
- The Guinean Government continues to fulfill its international commitments and pursues its policies and budget support to integrate the monitoring and reporting obligations of the three Rio Conventions into the Guinean environment monitoring and reporting system.

The anticipated risks to achieve the project results and objectives are focused on (i) the decline in government commitment, (ii) lack of goodwill for consistent project implementation, (iii) political instability or disruption due to major institutional reforms under way. Indeed, the project implementation was faced with several shortfalls of the capacities of the government institutions, weak governance and responsibilities at decentralized level, hampering the coherence of MEAs and Rio convention guidelines.

### 3.1.2. Assumptions and Risks

The design and formulation of the project was based on assumptions, relating mainly to the commitment of the Government of Guinea and its line Ministries in the implementation of RDGE project. The main assumptions made at the project design included the hypothesis that the commitment government of Guinea be reflected in the national legislation, policies and programmes to ensure implementation of MEAs and Rio convention guidelines to enable sustainable environmental management.

The project design and planning were based on following assumptions and risks:

- The government of Guinea continues with its commitment to environmental management and sustainable development, and that the national legislation, policies, programmes and allocation of resources will reflect this commitment;
- The government of Guinea and UNDP-GEF continues to support the capacity development orientation of this project and the key features of capacity development for the environment (i.e. participatory, flexible, iterative, integrative, multifaceted and process-oriented);
- The government continues to fulfill its international commitments; including the obligations from the 3 Rio Conventions
- The government (and particularly its relevant Ministry in charge of Environment) pursues its policies and budget support to integrate the 3 Rio Conventions monitoring and reporting obligations into the Guinean environmental monitoring and reporting system.

The government of Guinea should also continue to pursue budget support to integrate the 3 Rio Conventions monitoring and reporting obligations into the Guinean environmental monitoring and reporting system.



Other most significant risks identified which could likely impact the coherent implementation of this project, are political instability, lack of political will and institutional instability. These risks were assessed to be very low, because of the ongoing democratic advances, notably illustrated by the adoption of a new constitution and the presidential election of 2010, including the institutional reforms initiated to improve governance and the creation of the basis for sustainable development. The risk pertaining timid adherence of key decision-makers and stakeholders of the project was also assessed low.

The adoption of the National Environment Policy (NEP) and its strategy and action plan as one of the priorities of the Government in capacity-building and the newly created CNEDD composed of lead ministries and key representatives of NGO and Civil Society and Private Sector is designed to chair the Project Steering Committee were seen as strong political commitments from the highest-level authorities.

It was also assumed that the pilot communities, local government and NGO officials should be sensitized on MEAs and Rio convention issues and trained in their implementation mechanisms and environmental management best approaches, particularly at the local community's level.

### **3.1.3. Lessons from other relevant projects incorporated into project design**

Following the principles described in the PRODOC and assessment of past and ongoing projects, there are significant assets to ensure effective monitoring, evaluation and reporting system for the MEAs. The process will be documented including the lessons learned and best practices with the purpose of being replicated in Guinea to the overall environmental sector.

This project being a direct response to the national capacity needs (identified during the NCSA process) in Guinea, its implementation through partnerships would emphasize collaboration, linkages and networking to foster knowledge exchange and dissemination of best practices. It was recommended a regional workshop focusing on lessons learned by the project and best practices in year 3 to review the lessons learned, the best practices and to make recommendations for replicability in other countries in the region.

It will be the responsibility of the Project Management Unit - together with UNDP-Guinea - to identify lessons learned and best practices which can be shared with other countries in the region for potential replication of the project's successes.

Several major projects in relation with environment and natural resources and decentralization were conducted in Guinea. Some initiatives financed by GEF are the followings. Interesting diagnostic assessments conducted to identify major problems of the environmental sector in Guinea guided the design of the PRODOC with relevant actions for capacity building. The NCSA process identified a list of barriers/issues among which environmental monitoring, evaluation and reporting was one. Furthermore, the analysis indicated that starting with this issue and focusing on the monitoring and reporting on the implementation of the MEAs was the logical way to go forward and address the main issues raised. A weak environmental monitoring system and the lack of available environmental information are critical barriers to good environmental decision-making and policy development in Guinea. The results of the NCSA analysis pointed clearly to the need for improving environmental monitoring and environmental information management; starting with the implementation of the MEAs. It was viewed as the critical barrier for a better environmental management in Guinea and also to address the global environmental management commitments.

However, the government has limited resources and has currently other more urgent budget priorities, therefore, no real opportunities exist for the government to fund this project entirely. The GEF-Fund alternative provided needed support of an international partner to help the government addressing the

reinforcement of its weak capacities to develop effective environmental policies, improving the government decision-making process for environmental matters and developing a monitoring and reporting mechanisms for the implementation of the MEAs.

The project rationale indicates that the proposed scope, the strategic positioning and the timing of this project is the best alternative to respond to the capacity needs identified during the NCSA process, including from a cost effectiveness point of view. To that regard, the main focus of the project was to develop the capacity at three levels: systemic, institutional and individual.

But it is difficult to state that the lessons learned from the assessment of past projects and initiatives are significantly considered and addressed in the project implementation. Despite the government political will, the support from GEF-Funds and the means deployed by UNDP, the project could not improve and reverse significantly the trends observed at the project design.

#### **3.1.4. Planned stakeholder participation**

As intended in the PRODOC, the PMU pursued effective participation of the key central and decentralized structures (Government ministries and institutions, Technical and Financial Partners, Private Sector, Civil Society, NGOs and Local Communities) in the implementation of activities and development of projects related to MEAs and Rio 1992 Conventions and sustainable management of environment and natural resources.

The roles of the Ministry in charge of Environment, Water and Forests (MEEF) and the Ministry in charge of Decentralization, as well as the network of decentralized training and research facilities, and local communities, including women's associations and Youth groups involved in the development of projects related to MEAs and Rio 1992 Conventions, are seen as essential to the best of the project success.

However, based on the interview and field visit findings, the evaluator rated the overall participation of the stakeholders as moderately satisfactory (4/6).

##### **3.1.4.1. Governmental Ministries and institutions**

As per the PRODOC arrangements, The Ministry in charge of Environment (MEEF), as the Governmental Implementing institution of the project, played the overall coordination role and responsibility for the implementation of this project. In its capacity of coordinating institution for the implementation of the 3 Rio conventions. It also fulfilled the responsibility for the establishment of the PMU and hiring of project staff, as well as for the Project Steering Committee (PSC). It has ensured the implementation of the project in providing all the institutional support and premises for the appropriate offices to house the PMU team, as well as other public means and services in kind.

The various specialized technical services of the Ministry of Environment, Water and Forests have actively participated, to some extent, at the execution of the project activities, among others: (i) National Directorate of Water, Forests and Environment; (ii) National Directorate of Environment and Sustainable Development; (iii) General Directorate of the Climate Unit; (iv) GEF Focal Point and UNFCCC Focal Point, including their regional et prefectural representations.

### 3.1.4.2. Project steering Committee

The PSC established by the MEEF, has been a driving force in the implementation of the project since its launch in March 2016 and through its ending in May 2018. The PSC was composed, among other, by following stakeholders:

- i. Ministry of Agriculture: (i) National Directorate of Agriculture, (ii) Agricultural Research Institute of Guinea (IRAG), (iii) National Agency for Rural Promotion and Agricultural Advisory (ANPROCA), (iv) Office strategy and development;
- ii. Ministry of Territorial Administration and Political Affairs: (i) The National Directorate of Local Development,
- iii. Ministry in charge of Cooperation;
- iv. Ministry of Budget;
- v. Ministry of Livestock: (i) National Directorate of Animal Production;
- vi. Ministry of International Cooperation: (i) National Directorate of International Cooperation;
- vii. The Ministry of State for Energy and the Environment: National Energy Directorate;
- viii. The Ministry of Economy and Finance: (i) National Directorate of Public Investments;
- ix. The Ministry of Social Affairs, the Promotion of Women and Children;
- x. National Director of Environment Programme;
- xi. PACV Programme;
- xii. Private Sector and the parliament rural commission;
- xiii. UNDP-Guinea/ E&E unit representative;
- xiv. CSO, NGOs, etc.

It held regularly annual meeting sessions to review and adopt the project annual work plan and budget, approved periodic technical and financial progress reports, programmatic changes to guide project implementation.

The PSC also satisfactorily ensured the regular monitoring of the project activities and activity progress towards the results. Necessary measures have been often taken to guarantee the quality of the deliverables, as well as the technical and financial compliance with the orientations and objectives of the project implementation arrangements.

### 3.1.4.3. Decentralized and Local Authorities

Decentralization initiated since 1986 up to 2006 is seen by all, as one of many fundamental reforms and driving force to mainstreaming sustainable environmental and natural resource management. In fact, The Local Government Code (Local Collectivity Codes) adopted in May 2006, sought for harmonizing texts regulating the functioning of local governments and spelled out decentralization arrangements institutionalized existing practices and initiatives on the ground in turning them into official government policy.

The Deconcentrated and Decentralized Institutions, Authorities and Technical Services at the prefectural level, Local elected representatives and Local Administration Authorities/Bodies (Local council, Community Council, Administrative Council, etc.), and commune levels, as well as the microproject beneficiaries in the 4 pilot rural communes, actively participated to the project activities. They also attended and benefited from workshops organized by the PMU and helped to disseminate project objectives and strategic approach to other areas and communities.

The Traditional Village chiefs, Religious leaders and Customary authorities played more active role in influencing neighboring communities and people of the beneficiary communities and around project sites to adopt the good environmental protection practices promoted by the project, through rural council meetings,

religious assemblies and social events, etc. Their implication has significantly facilitated awareness-raising of the populations towards the implementation of MEAs and adoption of good practices for climate change adaptation.

#### 3.1.4.4. Other stakeholders

The implementation of the project has also benefited from the effective participation of other national and local stakeholders, including:

- Civil society (NGOs): provided information relay, key role in demonstration and implementation activities;
- PACV ADLs: provided a key role in bedding the project field activity in its plan of activities and integrating CC into local development plans and MEA information relays;
- Community radios: dissemination of messages and sensitization of the populations;
- Private organizations: Mining companies in the region, (ii) Rural Credit or other microfinance institutions active at the local level;
- Focal Points (GEF, CBD, UNFCCC): participation at the project implementation, but with very poor effectiveness.

Some of these stakeholders are also members of the PSC and have actively participated at the annual regular meetings to assess the annual plan achievements.

#### 3.1.5. Replication approach

A regional workshop focusing on lessons learned by the project and best practices was planned in year 3 to identify and review the lessons learned, and best practices which can be shared with other countries in the region for potential replication of the project's successes.

Following the principles described in the PRODOC and the involvement of the stakeholders at both national and regional level, there is a great potential for replicating the approach and results of the project overall monitoring, evaluation and reporting for the MEAs on other environmental projects in Guinea.

The involvement of ministry line departments and institutions, stakeholders and partners at national and local levels, including particularly the beneficiary local communities signals good replication possibilities for the project outcome in other areas of the country. Replication of pilot activities to other regions of Guinea is also a significant output of the project.

With this, the evaluator is of the view that the potential for the replicability and scaling-up of MEAs and Rio 1992 Convention guidelines is moderately good and therefore is rated 4/6.

#### 3.1.6. UNDP roles and comparative advantages

The role and involvement of the UNDP-Guinea, including the UNDP Regional Coordination Unit in Istanbul, Turkey and the Regional Technical Advisor was determinant to the achievement of the project outcomes. The evaluator noted that UNDP-Guinea maintained regular contacts with the MEEF and the PMU and has fulfilled its responsibilities for providing project financial management and support of the project cycle, including technical services through its Environmental and Energy Unit.

UNDP assisted the PMU in adopting an adaptive collaborative management (ACM) approach for the project implementation. In collaboration with the MEEF, UNDP-Guinea contributed to monitoring the progress of

the project results, ensuring that all stakeholders are involved from the beginning and throughout the project implementation.

The UNDP Environmental and Energy Unit supported and maintained a close relationship with the National Coordination of the project. The Team Leader and its colleagues, as well as the country Director of UNDP Office actively participated in the project monitoring, assisted staff and consultant recruitment process, attended meetings and field activities. The Unit also provided technical and operational assistance to the PMU by completing Project Implementation Review (PIR) reports in collaboration with the National Coordinator and providing advice towards the results in identifying unanticipated risks in order to contribute to the timely modification and realignment of activities within the scope of the project purpose and objectives, to guide the implementation of the project.

Furthermore, UNDP has a long-standing experience and a good knowledge of the country, with a proven procurement guidelines and strategic planning of its interventions through its CPAP designed based on the country priorities. The UNDP-CO also plays the role of UN System coordination which gives him a proximity to the government.

### **3.1.7. Linkages between project and other interventions within the sector**

The project is focused on the approach of decentralization of responsibilities for sound environmental management by local authorities and communities. However, due to many weaknesses in the implementation approach and institutional capacities of partners, the process lacks a conducive national environment strategy. Apart from PAVC and Biogas project, the strong linkages sought was not so effective with many key institutions and ongoing projects, e.g. the Project for Sustainable Socio-economic Development of Upper and Middle Guinea (PDS - HMG), the Poverty Reduction Strategy Support Project (ASRP) financed by the GIZ, the USAID funded Project Faisons-Ensemble, the Poverty Reduction Assistance Project (Projet Appui à la lutte contre la Pauvreté (ALP/GDO)), REMECC in Labe, Project of Increasing Resilience and Adaptation to Adverse Impacts of Climate Change in Guinea's Vulnerable Coastal Zones.

The PMU also failed to establish close linkage expected with the GEF project Adaptation to Climate Change - Responding to Shoreline Change and its human dimensions in West Africa through integrated coastal area management, the African Adaptation Programme and the CC DARE programme.

The limited exchanges between the various partners as well as the complementarity sought on the level of the various programs/projects could not contribute to the consolidation of the implementation MEAs and Rio convention guidelines and gear the process of decentralized management of environment and natural resource.

### **3.1.8. Management arrangements**

As per the PRODOC arrangements, the project is implemented by the Government of Guinea in accordance with the "National Execution of UNDP (NEX/NIM) modality under the responsibility of the Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF), through the Environment and Development Programme (ESDP) and by the Office of UNDP-Guinea, as GEF implementing agency (fig.2).

In accordance with the PRODOC arrangements, the project is implemented by the Government of Guinea in accordance with the "National Execution of UNDP (NEX/NIM) modality under the responsibility of the Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF), through the Environment and Development Programme (ESDP) and by the Office of UNDP-Guinea, as GEF implementing agency (fig.2).

The Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF) played the role of Government national implementation agency, through a National Council for the Environment and Sustainable Environment. The UNDP-Guinea Office served as the GEF Agency for the Project and provided management services, financial resource provision and allocation and technical support, including deliverable supervision services through its Environment and Energy Unit for periodic progress assessment and monitoring of project progress.

The project was executed and managed by a Project Management Unit (PMU), established by the MEEF, under the direct coordination of a National Director and the supervision of a National Project Steering Committee (PSC)<sup>5</sup> chaired by the Secretary General of the National Commission for the Environment and Sustainable Development which monitors progress towards results, quality assurance and synergies with other projects involved in environmental and climate change issues.

The Project Steering Committee (PSC) was specifically established by the MEEF to provide the project management oversight in reviewing progress and evaluation reports, and approve programmatic modifications to project execution, as appropriate and in accordance to UNDP procedures.

In accordance with the PRODOC arrangements, the project is implemented by the Government of Guinea in accordance with the "National Execution of UNDP (NEX/NIM) modality under the responsibility of the Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF), through the Environment and Development Programme (ESDP) and by the Office of UNDP-Guinea, as GEF implementing agency (fig.2).

The Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF) played the role of Government national implementation agency for the project, through the National Council for the Environment and Sustainable Environment. The UNDP served as the GEF Agency for the Project and fulfilled its responsible for the provision of project cycle management services (i.e. General Management support) via the Country Office and specialized technical and oversight support from the UNDP-GEF unit. UNDP with MEEF jointly monitored and evaluated all project activities.

The project is implemented by a Project Management Unit (PMU), established by the MEEF, under the direct coordination of a National Director and the supervision of a National Project Steering Committee (PSC) chaired by the Secretary General of the National Commission for the Environment and Sustainable Development which monitors progress towards results, quality assurance and synergies with other projects involved in environmental and climate change issues.

The evaluation team noted that the PMU used the Project document as the reference and basis of the project implementation and particularly the project log frame in executing the project workplan and activities. The PMU also handled the procurement of the project items and equipment, and recruitment of technical consultants in accordance to UNDP procurement rules and procedures of the national execution (NEX) modality.

However, the interviews with stakeholders revealed that, although, many activities were implemented and are ongoing, most of them did not understand precisely the scope of the project and particularly to which extent it contribute to mainstream their project implementation and outputs.

---

<sup>5</sup> : The Ministry of the Ministry of Economic Affairs and Ministry of Agriculture, MEEF, Ministry of Cooperation, Ministry of Economic Affairs and Women's Condition, Ministry of Economy and Finance (MEF), Ministry of Territorial Administration and Decentralization, Ministry of Agriculture, Ministry of Animal Production), the Coordinator of the PACV Program, the representatives of NGOs (Guinea Ecology), the representatives of the Private Sector and the Rural Committee of the Guinean Parliament.

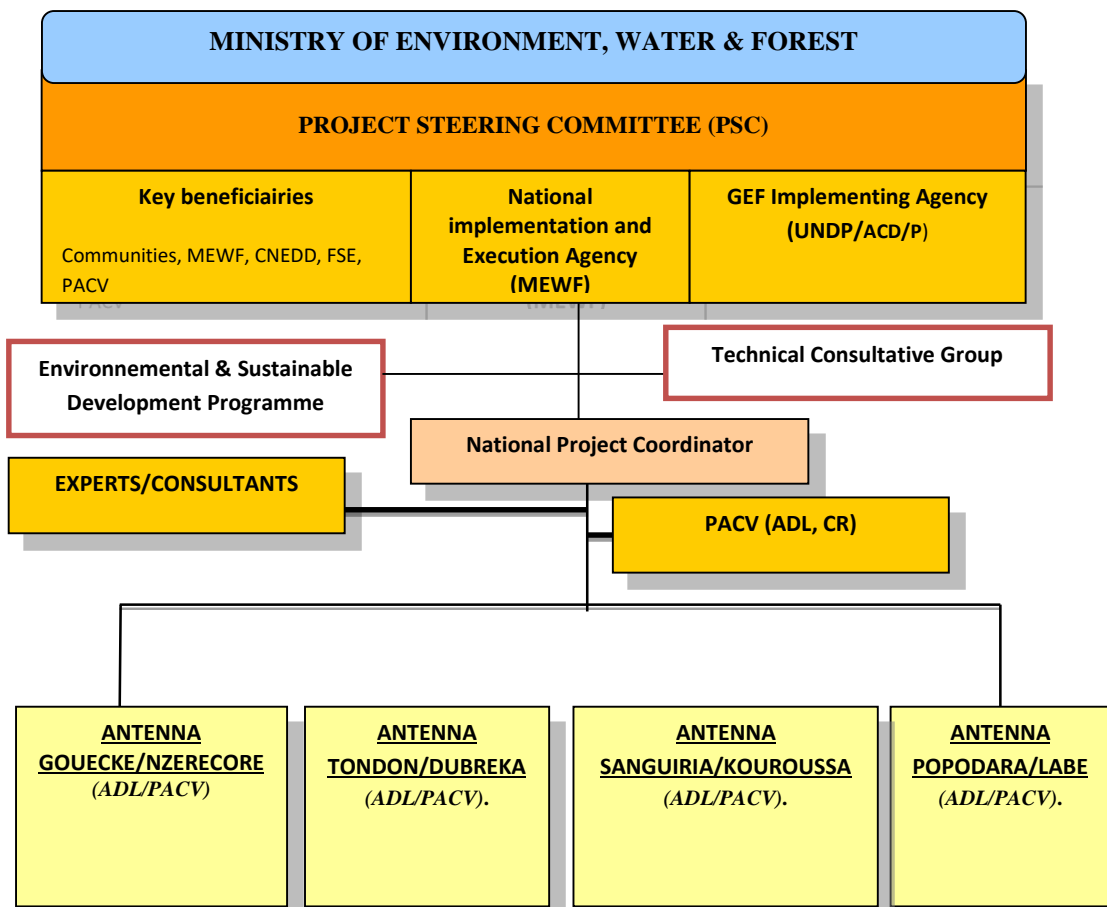


Figure 1 : Project implementation chart

### 3.2. Project implementation

According to the PRODOC the project was developed to be implemented over a period of three years (2014-2017) and signed on April 27, 2015 by the MEEF (representing the Government of Guinea) and the UNDP-Guinea Office (agency of implemented for the GEF), for an immediate start. But implementation took place only in March 2016, with the kick-off workshop that brought together key stakeholders, almost a year behind the initial planning. Thus, the implementation of the project lasted barely a little more than two years, that's from March 2016 to April 2018, instead of the three years originally planned in the PRODOC.

The project objective being in line with Goal 4 of the PDCT Framework Programme, it has required a special focus on the development of cross-sectoral capacities. Its design is a direct response to address the main cross-cutting capacity issues identified during the process of the National Self-Assessment of Capabilities (AENC) conducted in Guinea between April 2006 and December 2008 and related to the implementation of the MEAs and the three Conventions of Rio guidelines. It also aims to strengthen the synergies between the implementation of the three conventions and the different projects and programmes of action focused on the protection of the global environment and climate change.

The PMU team focused its interventions in improving organizational structures and the development and implementation of mechanisms that catalyze the coordination of multisectoral environmental policies and

programs. The PMU also relied on a strong partnership relationship, as well as harmonized coordination and collaboration with other projects in order to reduce duplication of activities and promoting effective and efficient exchange of information on coherent implementation of the three Rio Conventions.

Based on the GEF PDCT guidelines and UNDP's NIM modalities, as well as the key project indicators, the evaluation team noted that the PMU has contributed to build the capacity of the stakeholders at the three - national, regional and local levels – to foster convenient implementation of the three Rio conventions.

The management approach was based on the “Job-learning”, in engaging actively key stakeholders at the central and local levels through sensitization campaigns and training sessions on different themes. The project's strategy focused primarily a systematic and in-depth analysis of sectoral policies, legislative and regulatory texts, plans and programs, in view to ensure that a comprehensive review is conducted to enable consistent implementation of the three conventions guidelines. The PIU used the Project document extensively and particularly the project log frame in executing the project activities as scheduled in the work plan of the PRODOC.

In this respect, the PMU interventions focused:

- Integrating the guidelines of the three conventions Sustainable development policies and programs: integrating the Rio Convention guidelines into the country's socio-economic policies and plans for sustainable development, the project helped guiding planning activities towards sustainable development goals and delivering national and global environmental benefits;
- Strengthening the capacity of institutions and stakeholders: interventions focused on strengthening the operational capacities and planning context analysis of key ministerial departments and other national and local stakeholders involved in environmental management and development, biodiversity and climate change issues;
- Promoting partnerships: the implementation of the project required collaboration and partnerships between the PMU and different ministerial departments, specialized agencies and Civil Society Organizations (NGOs, Associations, etc.). These partnerships contributed to the effectiveness of the interventions to implementing the commitments made by the Government of Guinea and guidelines of the three conventions, as well as the vertical integration between the levels of decision-making and the interventions on the field.
- Considering the dynamic nature of capacity building: The project implementation has involved the National Commission for Sustainable Development (CNDD) and/or the National Environment Council (NEC) which played the role of the Project Steering Committee and met regularly to oversee the progress of the activities carried out, approved annual work and budget plans and made necessary recommendations to streamline the project achievements;
- Adopting a learning-by-doing approach: Most of the project's capacity building activities took place as part of on the Job-learning approach. Representatives of government partners and other stakeholders were involved in participatory diagnosis, analysis of recommendations for different sector analysis. On Jo-learning approach was possible through the implementation political reforms;
- Combining programmatic approaches and project-based approaches: The project adopted a bottom-up and top-down approach through the NCSA to ensure the integration of Rio Convention guidelines. In considering the guidelines of the Rio Conventions, as an analytical framework for the sectoral analysis, recommendations were made to strengthen sectoral policies to achieve better results in the management of the global environment. Data analysis (GIS) from the created environmental database, provided a programmatic framework for the overall achievement of the objectives of the Rio Conventions;
- Associating process with product-based approaches: The project is based on an adaptive collaborative management approach process, organized to ensure that representatives from all stakeholder groups are represented at the beginning of the decision-making process. This process



has started with the NCSA in identifying the goal of the project since 2008 and whose commitment has been maintained through the development by the Government of the National Environmental Policy. The project thus mobilized all the actors playing a role in the implementation of the recommendations measures made by the sectoral policies;

- **Promoting regional approaches:** The project tested reform recommendations and amendments at the regional level. This has resulted in better regional practices and means of verifying sectoral measures before they are integrated into a global environment and sustainable development strategy.

Unfortunately, the policy document developed in 2016 and submitted to the cabinet of MEEF (SG) was not adopted by the Council of Ministers.

Nevertheless, during the two years of project implementation, the PMU adequately referred to the project document framework, but lesser for its log frame and output / activity work plan indicators, as the basic guiding implementation strategy of the project. The PMU initiated an adaptive policy framework to integrate the implementation of MEAs in the decentralization programmes, Low Carbon Emissions and Resilient Development (FECDR) in collaboration with PACV and the Biogas project. Indeed, the project management being focused on a decentralized capacity-building approach, the PMU relied on the institutional intervention setup of PACV (PACV 2 & 3) to initiate an adaptive policy and decentralized programming to design and implement project activities and addressing risks and unintended consequences arising from the interventions. Nevertheless, the results of the collaboration with Biogas project are hardly perceptible, because of its informal nature and the fact no related activity was carried out in the selected pilot sites.

At financial execution level, the PMU adopted an adaptive risk management, based on the use of tools, including the ATLAS QPR and portfolio level indicators (i.e., the area of GEF focus monitoring tools). Unfortunately, the evaluation team did not identify any RPP report that would illustrate the regular maintenance and update in ATLAS of a risk log (which is essential for GEF projects), due to the high financial critical risks associated with financial instruments such as microfinance systems. However, the project expenses are well reflected in the ATLAS RDCs, despite the overrun.

The execution of the activities and the quality assurance of the deliverables were supervised by the Project Steering Committee (PPC) set up by the MEEF<sup>6</sup>. Under the auspices of its chair<sup>7</sup>, this committee has been responsible for: (i) reviewing and approving annual work plans and budgets and project progress and annual activity reports; (ii) make recommendations to frame the project towards the expected results, and (iii) approve any programmatic changes required, as appropriate and in accordance with UNDP procedures.

The implementation of the project also targeted effective participation of decentralized structures involved in natural resource management and environment, as well as well the local populations exploiting natural resources and impacted by the effects of climate change. The private sector, civil society, NGOs and local communities were also considered among key actors in the implementation of pilot project activities, which will be identified at the RC level.

The PMU has contracted specialized independent experts, as well as qualified NGOs, to carry out some specific activities. The development of the project activities at the grassroot level was supported on daily basis by PACV ADL at each of the 4 RC selected. Technical Working Groups have also been set up by the PMU to prepare the thematic tools necessary to ensure proper implementation of the project. The members of these Groups were selected from the existing network of capacity development institutes, such as

---

<sup>6</sup> : Ref: MEEF, with a light team composed of the PNM, an assistant and a driver.

<sup>7</sup> : : The PSC is chaired by the Secretary General of the National Council of the Environment and Sustainable Development

universities and research and training institutes and staff of central and devolved public administration bodies.

### 3.2.1. Partnership arrangements with relevant stakeholders

The project has developed rather limited synergies and partnership relationships with other ongoing initiatives and field projects. It was expected that the project implementation would adopt an adaptive approach in building heavily on the results already achieved by the many past and ongoing initiatives to better align MEAs and comply with the guidelines of the three conventions to promote decentralized environmental governance in the 4 intervention regions. In addition, the project was expected to contribute to the consolidation of results and stakeholder capacity building efforts, ensuring that there is a strong link between MEA implementation processes and local development frameworks.

All these call for close collaboration through formal partnership agreements between the RGDE project and other stakeholders. The implementation of the project also benefited from effective participation of national and local stakeholders, including: (i) Civil society (NGOs): provided information relay, key role in demonstration and implementation activities; (ii) Local populations of the 4 pilot CR: development of microprojects by farmers, women, youth; (iii) PACV ADLs: provided a key role in integrating CC into local development plans and MEA information relays; (iv) Community radios: dissemination of messages and sensitization of the populations; (v) Private organizations: Mining companies in the region, (ii) Rural Credit or other microfinance institutions active at the local level; (vii) Focal Points (GEF, CBD, UNFCCC): participation at the project implementation, but with very limited effectiveness. Unfortunately, among all these stakeholders, the PMU could develop a formal partnership agreement with the PACV and its anchoring within the structures of the 4 RCs, that allowed the RGDE project to develop synergies and rely on the LDAs support. This helped the PMU ensuring the execution and coordination of field activities and sharing knowledge and experience. However, complementarity sought with the other parties and the various programs/projects did not work as planned and neither allowed to consolidate the links which should create a satisfactory framework of collaboration between the parties interested parties, in particular PACV, CNDD and MEEF.

Nevertheless, the partnership established with PACV was of paramount importance, as it served as a driving force at the level of the 4 RCs in the implementation of the project, and without which the results of the RGDE project would not have been possible, especially with such a narrow budget. The evaluation team rate the management as satisfactory (5/6).

### 3.2.2. Feedback from M&E activities used for adaptive management

The overall supervision of project implementation was provided by the Project Steering Committee (PSC) which, under the auspices of its Chair<sup>8</sup>, undertook (i) the review and approval of the annual work plans and budget, progress reports and reports of annual activities, (ii) formulation of recommendations for streamlining the project towards the expected results, and (iii) approval of all programmatic changes required, as appropriate and in line with UNDP procedures. The PSC supervised and monitored the implementation of the project activities, through the regular meetings of its members. Its sessions provided leading opinions towards the results streamlining, addressing constraints encountered and prospects. The PSC sessions helped the PMU to keep track on the project objectives even though many gaps in the output and expected results and effects achievement were observed.

---

<sup>8</sup> : The PSC is chaired by the General Secretary of the National environmental Council and Sustainable Development

The PMU and the Environment & Unit of the UNDP, as well as the BDS of the MEEF and the SESDD (PEDD) also monitored the implementation of the project.

Through all these monitoring activities, relevant advice and recommendations were done to mainstreaming the project implementation in view to achieve the expected outcomes and outputs.

### 3.2.3. Project finance execution

The project has a total planned budget (cash) of \$ 675,000 (table 1) financed by GEF (525,000 USD) with a co-financing of 150,000 USD in cash from UNDP, and 250,000 USD (100, 000 USD in cash and 150,000 USD in kind) from the Government of Guinea and 225,000 USD in cash from the PACV (table 3).

Table 3 : Committed and actual funds by GEF and co-financing partner

Co-financing (type/source)	UNDP own financing (mill. USD)		Government (mill. USD)		Partner Agency- PACV (mill. USD)		Total (mill. USD)	
	Comted	Actual	Comted	Actual	Comted	Actual	Comted	Actual
Grants							525,000	523,960
Loans Concession								
• In cash	150,00	151,593	100,000	NA	225000	NA	475,000	<b>151,593</b>
• In-kind support	-		150,000	150,000 <sup>9</sup>	-		150,000	150,000
Total							1,150,000	825,553

NA: Not available

As highlighted in above table 3, the total budget mobilized by the project is estimated to 825,553.00 USD against 1,150,000.00 USD. As for the Government and PACV contributions, the evaluator team had no information (neither from UNDP, nor from the PMU/MEEF) about their cash co-financing committed in the signed PRODOC, thus couldn't trace any amount of funds mobilized by the project. However, considering the important number of government staff who actively participated to the project implementation at both national and local levels, the evaluation team estimated, despite lack of available data, that the government in-kind contribution was far much above the 150,000 USD committed.

As shown in table 4 below, the project has mobilized and spent in cash the total amount of 675,553USD under the GEF Grant and the UNDP co-financing , against 1,000,000 USD cash committed in the PRODOC.

Table 4 : Total project expenditures as per project component (2015-2018)

(Cumulative funds from GEF and UNDP)

COMPONENT	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Other activities	0	125.83	29.36	-3.15	152.04
Component 1	38,274.31	59,330.94	9,770.83	100,236.18	207,612.26
Component 2	3,906.71	70,023.40	125,907.45	112,799.02	312,636.58
Component 3 (PMU)	39,522.43	111,436.54	105,521.88	-101,328.35	155,152.50
<b>TOTAL</b>	<b>81,703.45</b>	<b>240,916.71</b>	<b>241,229.52</b>	<b>111,703.70</b>	<b>675,553.38</b>

<sup>9</sup> : Estimated by the evaluation team based on the number of Government staff involved

Figures 2 and 3 show that the component spending rates fluctuate from one year to another and between components, reflecting the volume of the project activities . The highest expenditures were executed in 2017 and 2016 with nearly 36% of resources (241,229.52 USD) and (240,916.71USD), respectively, followed by 2018 with 16% of resources (111,703.70 USD) and 2015 with 12% (81,703.45 USD).

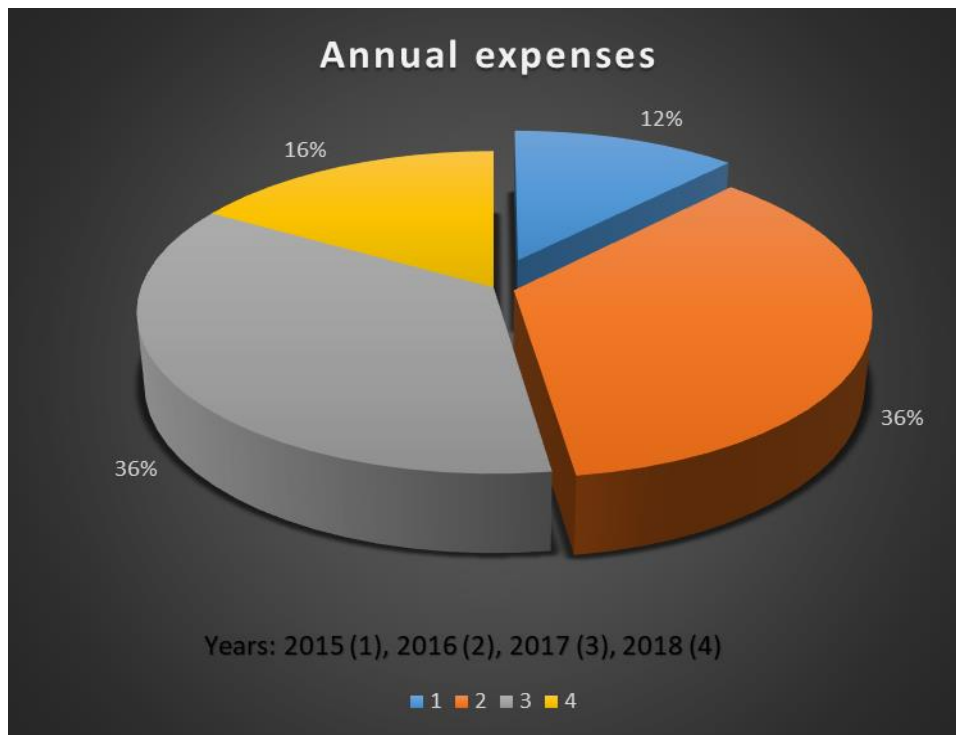


Figure 2 : Annual expenses by component (USD) (GEF + UNDP)

At the component level, 46% (USD312,636.58) of the expenditures are incurred under Component 2 followed by component 1 with 31% (USD207,612.26) and component 3 with 23 %. (USD155,152.50).

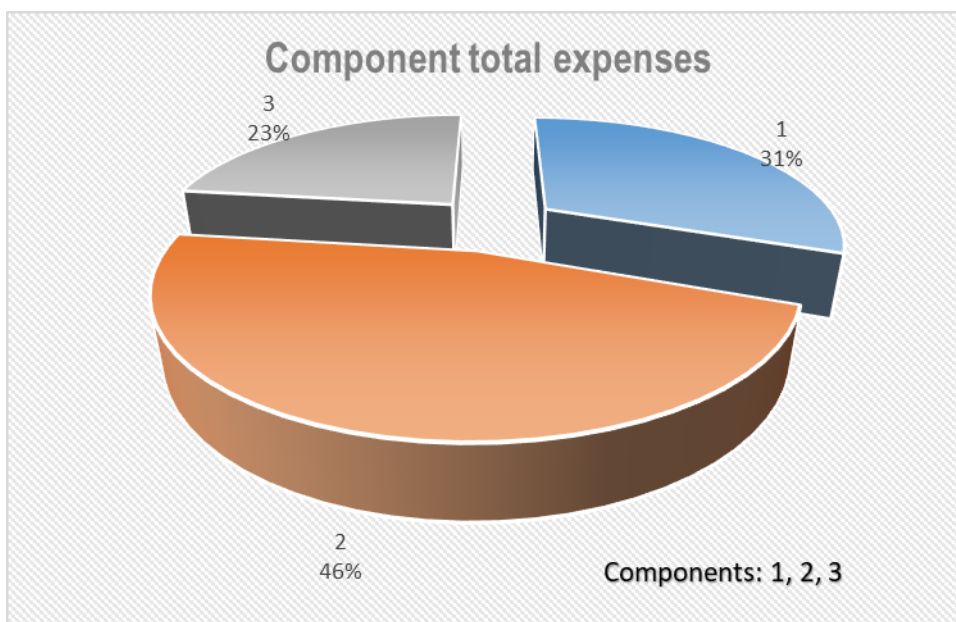


Figure 3 : Component total expenses (%)

All above results indicated an efficient use of the financial resources mobilized by the project activities, as 77% have effectively served to support the core activities of the project and only 23 % used for management and operational services and equipment (staff salaries, functioning, material and equipment, etc.).

### 3.2.3.1. GEF Grant

Expenditures on the GEF grant (table 5) are estimated at USD 523,960.63 over a total budget of USD 525,000.00 of budget committed, that's a positive balance of 1,039.37USD. At the level of component and annual expenditures, the same trends, as for the total expenditures, is observed for expenses incurred in 2017 and 2016 and for components 2 and 1. Indeed, 91% of the expenditures was incurred under components 2 and 1, against only 9% for component 3.

The use of the global GEF funds to support implementation of the project activities allowed the achievements of the outcomes, thus ensuring the visibility and relevance of GEF alternative financial Grant.

Table 5 : Expenses under GEF budget, as per component (in USD)

COMPONENT	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Other activities	0.00	211.15	-206.37	-2.46	2.32
Component 1	38,274.31	51,060.51	6,859.72	104,419.52	200,614.06
Component 2	3906.71	70,023.4	116,959.18	84,752.50	275,641.79
Component 3 (PMU)	27,113.12	59,508.3	67,461.68	-106,380.64	47,702.46
<b>TOTAL</b>	<b>69,294.14</b>	<b>180,80.36</b>	<b>191,074.21</b>	<b>82,788.92</b>	<b>523,960.63</b>

### 3.2.3.2. UNDP Co-financing

Under the UNDP co-financing (table 6) the project mobilized and spent a total amount of USD151,592.74 against a committed budget of USD150,000, that's an overrun of (USD1,592.74). The contribution has mainly supported activities of the project management unit with 70.88% of the expenditures. As for the overall expenditures, 39.65% (USD60,113.35) in years 2016, followed by 2017 with 33.10% (USD50,155.31). The year 2018 showed the highest expenditures under component 2 with 97% (USD28,046.52) of the total amount spent (2USD8,914.78) .

Table 6 : UNDP budget expenditures as per component

COMPONENT	2015	2016	2017	2018	TOTAL
Other activities		-85.32	235.73	-0.69	150.41
Component 1	-	8,270.43	2,911.1	-4 183,34	6,998.19
Component 2	-	-	8,948.27	28,046.52	36,994.79
Component 3 (PMU)	12,409.31	51,928.24	38,060.20	5,052.29	107,450.04
<b>TOTAL</b>	<b>12,409.31</b>	<b>60 113,35</b>	<b>50 155,31</b>	<b>28,914.78</b>	<b>151,592.74</b>

As highlighted by above expenditures under GEF grant and UNDP contribution of the two sources of funds, the use of the resources mobilized are in line with the vision of the budget commitment. GEF grant has been used mainly to support activities of component 1 and component 2 pertaining the implementation of the MEAs and the Rio 1992 Convention guidelines, while the resources provided by UNDP were committed to

mainly support activities of the PMU (administration, procurement, operations, coordination and monitoring activities, etc.).

The evaluation team noted that the PMU amply used and complied with UNDP procurement, financial and accounting guidelines set forth. The overall budget execution was assessed as satisfactory (5/6) and in line with.

#### **3.2.4. Project coordination and monitoring-évaluation**

Under the leadership of the National Project Coordinator, the Project Management Unit (PMU) has satisfactorily (5/6) provided day-to-day management of project activities, budget execution, administration of staff and consultants, including the monitoring and evaluation activities and progress.

In accordance with the project implementation "National Execution of UNDP (NEX/NIM) modality, the PMU followed the guidelines of UNDP/GEF project management and the General Guidelines for Results Based Management (DGRA) and the operational principles of the Government of Guinea within the governance structure.

The Ministry of Environment, Water and Forests (MEEF) has played a leading role in establishing the Project management Unit (PMU) and the Project Steering Committee (PSC). The BDS of the MEEF assured the implementation and management of the project, from the inception until it ends, in monitoring and providing policy and administrative support, all the activities and also facilitated consistency and synergy between project activities and those of other ongoing projects, related to environmental protection and climate change issues.

The project implementation was executed by the PMU under the supervision of the National Director and the Project Steering Committee (PSC) established by the MEEF, with support from UNDP-Guinea. All of them ensured quality assurance of the deliverables. It started with an Inception Workshop organized by the MEEF and the PSC. This workshop gathered the PSC Members, the PMU team and participants from relevant government ministries and institutions, UNDP representatives, including CSO representatives and partners. The objective of this Inception Workshop was to assist the project team to understand and take ownership of the project's goal, objective, outcomes, outputs and activities as well as to finalize preparation of the project's first annual work plan on the basis of the project's log result frame matrix.

The overall supervision of project implementation was provided by the Project Steering Committee (PSC) which, under the auspices of its Chair, consisting in (i) the review and approval of the annual work plans and budget, progress reports and reports of annual activities, (ii) formulation of recommendations for streamlining the project towards the expected results, and (iii) approval of all programmatic changes required, as appropriate and in line with UNDP procedures. The PSC supervised and monitored the implementation of the project activities, through the regular meetings of its members. Its sessions provided leading opinions towards the results streamlining, addressing constraints encountered and prospects. The PSC sessions helped the PMU to keep track on the project objectives even though many gaps in the output and expected results and effects achievement were observed.

Given its limited staffing in technical staff and the project execution approach, the PMU used the services of individual consultants and service providers to conduct specialized studies through short-term contracts. The PMU has placed special emphasis on the development of adaptive collaborative management (ACM) capacities for project implementation, with strong involvement of UNDP and MEEF to ensure the effective execution of project activities.

The project monitoring and evaluation were conducted through a systematic reporting mechanism in accordance with established UNDP and GEF procedures by the project team and the UNDP Country Office (UNDP-CO), with support from UNDP-GEF. The logical framework matrix provides a logical structure for monitoring project performance and delivery using SMART indicators during project implementation. The GEF monitoring tool for PDCT serve as key tool for the monitoring of project progress, including the PTBA and RAPs/EEPs that are reviewed and adopted by the PSC at its regular meetings of the members.

The implementation was monitored through a systematic reporting mechanism by the PMU, based on the log frame indicators and the project's Annual Work Plan and budget and its result indicators. The PMU prepared several periodic and annual reports, minutes of meetings and training workshops, submitted to UNDP and MEEF.

The PMU regularly kept informed the MEEF, the UNDP-Guinea office and the PEDD about the project progress through periodic reports (quarterly, semesterly and annually). In addition, specific meetings were held between the PMU, the PEDD and the Environment and Energy Unit/UNDP-Guinea Office, as well as with stakeholder leaders, including MEEF, DNEF, BEIE, etc.

The PMU was also assisted by the Technical Working Group (TWG), composed of independent experts, representatives of the technical institutions and who deliberated on the various documents and regulatory texts elaborated by the project. The evaluation team noted that the project also benefited from the support of a National Council for the Environment and Sustainable Development, established on April 7, 2014 (Decree D214/077/PRG/SGG) and integrated two coordination mechanisms/entities in place aiming to addressing environmental issues, with special emphasis on the Rio Conventions: (i) National Environment Council (NEC) and the National Commission for Sustainable Development (NCSD), established to ensure synergy and the coordination in the implementation of the Rio Conventions. However, these structures did not work in coordinated manner and even had conflicts of jurisdiction, as it does not have responsibilities that enable the implementation of the MEAs.

Stakeholder participation, including government and decentralized partners, GEF, CBD and UNCCC Operational Focal Points, as well as regional technical services, has not been up to the expectations for effective project interventions to achieve the objectives.

Nevertheless, the evaluation team considers that the monitoring-evaluation of the project activities has been conducted in a satisfactory manner (5/6) on a regular basis in accordance with the guidelines and procedures for implementing UNDP and GEF projects by the PMU team, the PEDD and the UNDP-Guinea Office, with the support of the GEF Regional Expert.

As the end activity of the project monitoring and evaluation, a Terminal Evaluation team was recruited by UNDP to assess the project implementation achievements, results, recommendations and lessons learned.

### **3.2.5. UNDP and Partners/ execution coordination and operational issues**

The evaluation team noted that there has been close collaboration between the Project Coordinator, the project management team, the UNDP-Co, the UNDP Regional Coordination Unit in Istanbul and the UNDP Regional Technical Advisor, and in effective coordination. However, the late start of the project and the long delay in the startup, difficulties to comply with financial disbursement procedures to get necessary funds released to allow implementing some key activities, were among undue problems reported by the PMU and noted by the evaluator team and which have significantly contributed to undermine the project outputs.

The Environment & Energy Unit of UNDP-Guinea and the ESDP provided timely monitoring of the project implementation in assessing the achievements and providing guidance measures.

The project use of UNDP ATLAS tools and QPR and portfolio level indicators (i.e., the area of GEF focus monitoring tools), also helped to some extent monitoring the project funds disbursement and expenditures. However, there has been small overrun on the project budget, due to oversight of high cost of the microprojects seen as financial critical risks associated with the project activities at community level.

Nevertheless, the evaluation team considers that the monitoring-evaluation of the overall project activities have been conducted in a satisfactory manner (5/6) on a regular basis in accordance with the guidelines and procedures for implementing UNDP and GEF projects by the by MEEF, the ESDP (PEDD) and the UNDP-Guinea Office, with the support of the GEF Regional Expert.

### 3.3. Project Results

#### 3.3.1. Overall results

The evaluation team assessed the achievements of the overall goal and objectives of the project, as well as its potential impacts to improve the country and stakeholder's capacities for sustainable environmental and natural resource management.

This section outlines the specific results of the project in relation to its immediate outputs and expected outcomes. Considering, nonetheless, all the constraints encountered in implementation, including insufficiency of time, lack of adequate personnel with experience in MEAs and Rio Convention guidelines, and late project implementation focus, the evaluation team assessed the results as bearing important potential to achieve the long-term goal and objectives of the project and rated it as satisfactory (5/6).

In line with the principles and guidelines of the project implementation approach, emphasis was placed in developing institutional competencies and operational knowledge of national stakeholders and populations of the pilot RC. In this regard, the PMU has implemented the program of activities focusing on enabling actions and capacity building for better knowledge of MEAs and the guidelines of the three conventions.

The analysis of the level of achievement of activities (Table 3) reveals that the PCU has not been able to carry out all the activities of the project program, with achievement rates between 50 and 100%. The 15 activities included in the project work programme, The evaluation team notes activity 2.3.1 "Strengthen the capacity of key national institutes to analyze the legal and financial mechanisms that support the decentralization process and assess potential for resource mobilization for the integration of MEAs into decentralized planning procedures" was not achieved, despite its importance in the enabling mechanisms of MEAs and the guidelines of the three conventions. This failure would be due to a lack of coordination between the various managers of the PEDD project (biogas project, ecosystem-based adaptation project) in Upper Guinea, Project REMECC / GKM in Labe, GEF Microfinance Programme (GSP).

The evaluation team notes that, despite the meager financial resources made available to the project and one-year delay in its implementation, because of the performances of the various stakeholders and the support from MEEF and UNDP, the project achieved in two years globally significant results (Table 3) and rated it as satisfactorily (5/6).

At the level of Outcome 1 « The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA in order to facilitate MEA implementation at the local level » :

- **Output 1.1** : « MEA integrated into the national decentralization strategy, in order to ensure top-down and bottom-up compliance with MEA obligations and across-levels reporting to the conventions » : (i)-Policy



validated in 2016 and submitted at the MEEF (SG) cabinet level but not yet adopted by the Council of Ministers; (ii) Strengthened decentralized administration capacity on MEAs; (iii) - A unit created at SG / CNEDD level.

- **Output 1.2:** « Strengthen the Environmental Management Information System as a Clearing House Mechanism for decision making on environmental issues and MEA implementation and LCERD on a decentralized level » : (i)-A digital library has been created with a website: [www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org); (ii) - Legislative documents prepared and put online; (iii) - The Conference Guidelines of the parties developed; (iv) - A distribution network of the documents produced by the project created in 2016 and composed of about 50 agents (resource persons) of the PACV (10-15 per region). The methods and means of distribution remain to be defined. Nevertheless, all the central structures and partners of the project received documents on MEAs
- **Output 1.3:** « Strengthen PACV as a facility for ongoing dialogue and coordination within the decentralized environmental management support network »: (i)-The environmental management promotion document available and distributed to 50 PACV agents; (ii) - 4 ADL of the PACV were equipped and revitalized in the 4 pilot RCs; (iii) - The dialogue mechanism could not be realized; (iv) - 4 ADL of PACV were made available to the project as resource persons; but they failed to ensure dialogue with the project partners.

At the level of Outcome 2 : « Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning » :

- **Output 2.1:** « The existing network of capacity development institutes is strengthened to support the local efforts to integrate the MEA and LCERD into the local planning and reporting process » : (i)-Document developed to strengthen the capacities of training and research centers with the aim of introducing MEAs into their curricula: the target has not been realized; (ii) - Agreement reached with different institutions (livestock, agriculture, energy, environment, etc.) to integrate MEAs into their development plans;
- **Output 2.2:** « Training developed and tested for the staff of the decentralized network of public administration field agents and key CSOs and CBOs supporting the decentralization process on integrated natural resources management approaches and standards of good environmental management » : (i)-Representatives of partner institutions and representatives of the 4 pilot RCs were trained on integrated natural resource management approaches (ii) - Nearly 50 executives from central institutions and 4 pilot RCs; (iii) - Training program tested in 4 CR of Gouecke (N'Zerrkore), Popodara (Labe), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubréka); (iv) - Best practices adopted in the 4 RCs through awareness raising and training and implementation of the income-generating actions identified by the populations.
- **Output 2.3:** « Capacity in key national institutions (CNDD, FSE and MEEF) to replicate the successes across Guinea. This includes accessing FSE funds in order to support activities that (i) adapt to climate change (ii) conserve biodiversity »: (i)- The Partnership Document has not been signed with key partners and other national stakeholders.

The project overall achievements and outputs are detailed in annex 5.7.

### 3.3.2. Relevance

This section discusses the relevance of the project to national priorities, action plans and programmes and country drive, as well as GEF, UNDP and Rio Conventions objectives.

The project is assessed as highly relevant (2/2) to the Government's government policy and strategies for environmental and natural resources management, priority issues and priority areas of the country, as well as for GEF, UNDP and Rio Conventions, in that it responds to commitments to the three require strong engagement of stakeholders (UNFCCC, Articles 4 and 6), UNCCD (Articles 5, 9, 10 and 19), at international and national level.

### 3.3.2.1. Relevance to commitments and policies of the Government of Guinea

MEAs aim at sustainable development with strong linkage to environmental sustainability. In fact, people's health and livelihoods are closely linked to the natural environment, as healthy environment provides necessary natural resources for life such as water, food and air, including means of economic growth and ways to deal with natural disasters.

The project is very relevant as it responds to the government's commitments made at the international levels towards implementation of the 3 conventions (UNFCCC, Articles 4 and 6), UNCCD (Articles 5, 9, 10 and 5). 19), and address priority issues and areas of intervention in the country. To this regard, it is consistent with government priorities, directions and objectives for environmental protection, sustainable development, poverty reduction and the promotion of socio-economic development based on sustainable use of natural resources. It is also in line with the objectives of the PRSP (1, 2 and 3), decentralization and skills transfer policies at the local level, the PNDES, the National Strategy and the Biodiversity Action Plan (SNPAB), orientations of National Communications at UNFCCC and NAPA, as well as the National Action Plan to Combat Desertification (SAP-CCD) and the National Environmental Action Plan (NEAP).

Several initiatives aimed at strengthening the national policies and strategies for environmental protection and sustainable development were undertaken by the Guinean Government just after the ratification of the Rio Conventions, that includes: National Environmental Policy; National Strategy for the Conservation of Biodiversity (2001); National Action Plan for the Conservation of Biodiversity; National Plan for Adaptation to Climate Change (2007); National Biosafety Framework (2005); National Agricultural Development Policy; New Energy Policy; Framework Program for the Promotion of Decentralization and Capacity Building for Civil Society; Basic Support Program for Basic Initiatives (PCAIB), etc.

It was intended that the project should capitalize on the experiences and results of past projects and federate ongoing projects related to environment, natural resources and decentralization in Guinea, supported by GEF, that include, among others: Ecosystem adaptation, natural resource management, resilience and adaptation to climate change and poverty related issue project, at national, regional and local levels.

### 3.3.2.2. Relevance to UNDP & GEF strategic priorities

The project is aligned with the UNDP Country Cooperation Framework (CCP) and the United Nations Development Assistance Framework (UNDAF 2013-2017), especially (i) priority 8 "ensuring effective participation of local communities in the implementation of the MEA to achieve their anchoring sustainable and ongoing implementation at the local level; (ii) Priority 9 "Promoting Ecosystem Approach and Integrated Water Resources Management in Development Projects to Foster Greater Collaboration in the Implementation of the MEA; and (iii) Priority 10 "to design and adopt an effective mechanism for mobilizing and transparently managing the financial resources needed to carry out capacity-building activities". All these strategic priorities comply with the "Strategic Approach to Improve Capacity Building" endorsed by the GEF Council (GEF / C.22 / 8) and operational principles of the GEF strategic approach.

Furthermore, the project results are intended to contribute to results expected from the UNS and UNDP-Guinea programmes, that are:

- UNDAF: "By 2017, public, private, local communities and populations adopt new techniques and approaches to promoting sustainable environmental behaviors and ensure better prevention and management of risks and natural disasters in the context of adaptation to climate change";
- UNDP Strategic Plan Environment and Sustainable Development (Primary Outcome): "By 2017, public, private, local communities and populations adopt new techniques and approaches to

promoting sustainable environmental behaviors and ensure better prevention and management of risks and natural disasters in the context of adaptation to climate change”.

- Country Program Action Plan (CPAP) • Outcome 5: Planning, sustainable management of environment, natural resources and quality of life a tool are developed or revised to incorporate aspects of climate change.

It is also relevant and in line with the GEF-5 Strategy for Cross-Cutting Capacity Development, Framework Program D, and the GEF Program in that it meets the objectives of the three GEF focal areas. (Biodiversity, Climate Change and Sustainable Land Management) and UNDP 2015-2016 CPAP Guidelines.

### **3.3.2.3. Relevance and compliance with Rio Convention**

The current project has been designed in a cross-cutting manner to meet common obligations under the three 1992 Rio Conventions and meets the common requirements of the Organizational Capacity Building Conventions (UNFCCC, Articles 4 and 6), the UNCCD (Articles 4, 5, 13, 17, 18 and 19) and the CBD (Articles 8, 9, 16 and 17), specifically on environmental governance (UNFCCC, Article 4), UNCCD (4, 5, 8, 9 and 10) , BDCNU (Articles 6, 14, 19 and 22). In this respect, he is fully in line with the "Interim Guidelines for Cross-Cutting Capacity Projects".

### **3.3.2.4. Relevance and compliance with GEF strategic priorities**

The project is also in line with (i) the GEF-5 PDCT - Strategy for Cross-Cutting Capacity Development, (ii) the Program D Framework which calls for capacity building to implement the global guidelines<sup>10</sup> and objectives of the Rio Conventions. To this respect, the project responds to the objectives of the three GEF focal areas (biodiversity, climate change and sustainable land management) and specifically falls within the strategic priority of cross-cutting capacity building (CB-2).

In addition, the compliance of its approach with the Strategic Approach to Enhancement and Capacity Building (GEF Council, GEF / C.22 / 8) has created an enabling environment for greater consideration of key institutions capacity building issues to integrate the MEA into local planning processes.

In addressing the aspects below, the RGDE project proves its compliance with the operational principles identified in the strategic approach approved by the GEF:

- Ensure ownership and national leadership: The NCSA process and consultations during the development of this project benefited from the input of a large number of stakeholders, including NGO, high level representatives of central government structures, experts from research institutes, etc.;
- Ensure consultations and multi-stakeholder decisions: PMU relied on the expertise of independent experts during the preparation of the decentralized environmental management strategy;
- Basic Capacity Building Efforts in Inter-Institutional Needs Assessment: the lack of coordination and dialogue among the different institutions and the weak participation of local communities in the implementation of MEAs have been identified as priority areas in terms of cross-cutting capacity building and to be considered in the enabling activities of the UNCCD, UNCBD and UNFCCC.

---

<sup>10</sup>: The PDCT framework defines the vision of projects focused on improving organizational structures and mechanisms to catalyze coordination among institutions and to strengthening their capacity to integrate common provisions of the three Rio 1992 conventions into policies and multisectoral environmental programmes..

### 3.3.3. Effectiveness

The assessment of the project effectiveness implies analysis of changes induced and their magnitude as a result of the project activities / outputs achievements, in comparing the baseline situation indicators at project design and the benefits and gaps at the terminal evaluation time.

The evaluation team focused on results achieved and changes in government institution and key stakeholder operational capacities to implement the three Rio 1992 conventions, environmental policy, natural resource management and community empowerment and involvement mainstreaming. The evaluators met and discussed with various stakeholders including farmers, chiefs, NGO staffs, women's and youth group representatives in order to solicit their views on changes effected by the project in their communities.

The team noted that the project has not been able to prove its effectiveness to address to the implementation challenges of MEAs and the guidelines of the three conventions and providing results and effects enabling to engage the country and the government towards sustainable environmental management and human development, have not been proved. In fact, most of key mechanisms, including the legal texts and implementation policies of MEAs and Conventions, were not adopted by the Council of Ministers and Parliament, thus not formally integrated into local development planning systems. Therefore, the evaluation team rated the project effectiveness as moderately satisfactory (4/6).

The assessment provided interesting findings in changes due to project development from its conception baseline situation indicators and implementation results, in relation with the overall contribution of the project to enhance the understanding and knowledge of the key stakeholders about three conventions and local community capacity building on integrated environmental and sustainable natural resource and land management practices, as well as risks of community driven projects. The followings are the major findings:

**Finding 1: The involvement of key partners and various stakeholders in the implementation of the project enabled to satisfactorily achieve the specific products targeted and results of the project. Nevertheless, the problems and barriers that the project sought to address have not been fully achieved.**

**Outcome 1:** The project has achieved major activities planned, but did not succeed to adjust, integrate and facilitate MEA obligations within the decentralization process and its governance structures to facilitate their implementation:

- i. Output 1.1: “MEAs integrated into the National Decentralization Strategy, to ensure bottom-up and top-down compliance with MEA obligations and cross-sectional reporting under the conventions”: carbon emission issues have not been specifically addressed by the project, but collaborations were established with the Biogas Project. In addition, Unit established at SG/CNEDD was not fully operationalized, due to missing data and appropriate computer equipment (purchased March 2018 but awaiting delivery);
- ii. Output 1.2: “Strengthen the Environmental Management Information System as a Clearing House for Decision Making on Environmental Issues and the Implementation of MEAs and FECDR at a Decentralized Level”: The Virtual Library created ([www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org)) is not yet fully functional, the work being still in progress. In addition, the methods and means of distribution of documents by the PACV LDAs to local stakeholders remain to be defined;
- iii. Output 1.3: “Strengthen the PACV as a facility for ongoing dialogue and coordination within the Decentralized Environmental Management Support Network” : The dialogue mechanism expected between the PMU and other projects could not be achieved. Furthermore, the 4 ADLs from PACV at the disposal of the project, as resource persons, failed to ensure dialogue with other project partners.

**Outcome 2:** The project has achieved major activities planned to strengthen the capacities of the stakeholders, but did not succeed strengthening the technical and managerial capacities of the decentralized governance supporting structures towards integration of MEAs in local development planning:

- i. **Output 2.1:** “The existing network of capacity development institutes is strengthened to support local efforts to integrate MEAs and FECDR into the local planning and reporting process”: Agreements reached with different institutions to integrate MEAs in their development plans have not yet been signed, therefore not implemented;
- ii. **Output 2.2:** “Training designed and tested for staff of the decentralized network of field government officers and CSOs and key NGOs supporting the decentralization process on integrated natural resource management approaches and standards good environmental management”. Important efforts made by the PMU in capacity building of the representatives of the partner institutions and the 4 pilot RCs (Gouécké (N'Zerekore), Popodara (Labe), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubreka), on the integrated natural resource management approaches, adoption of best practices and income-generating actions identified by the populations in the 4 pilot RCs have not yet been effective to ensure integration of MEAs and guidelines of the three conventions in their sustainable local development plans;
- iii. **Output 2.3:** “Capacities of key national institutions (CNDD, ESF and MEEF) to replicate successes across Guinea. This includes access to ESF funds to support activities that (i) adapt to climate change (ii) preserve biodiversity”: The activity aimed at strengthening the capacities of key national institutes to enable analyzing the legal, regulatory and financial mechanisms supporting decentralization process and assessing the potential for resource mobilization for the integration of MEAs in decentralized planning procedures, could not be achieved as the consultant was not recruited, despite the development of the TORs. In addition, the Partnership Document proposed by the project and other partners has not been signed, thus not implemented.

The evaluation team believes that all above achievements would contribute to improve the capacities of the stakeholders, particularly the Rural communities in the selected project sites, and to consider reinforce mechanisms of implementation of MEAs and Guidelines of the Rio convention to better consider integration of sustainable environmental and natural resource management.

However, the results could not enable addressing efficiently the main overall barriers identified during the NCSA process, to achieving Global Environmental Objectives, at systemic, institutional and individual levels (Section 2.2.2). Indeed, the three main priorities (priority 8, priority 9 and priority 10)<sup>11</sup> were not achieved as expected, thus did not enable strengthening decentralized management of the environment to meet Rio Convention objective.

**Finding 2: The design of the project based on the AENC and institutional capacity strengthening of the stakeholders and establishment of a permanent center of monitoring the coordination mechanisms, were the catalysts of the implementation of MEAs and guidelines of the three conventions. However, the achievements failed to adequately operationalize the center and mobilize adequate financial resources needed to achieve the objectives.**

The project team noted that the project was designed alongside the Conferences of the Parties (COP)<sup>12</sup> of the Convention in relation of party's low capacity issues and which call for the development and implementing

<sup>11</sup>: Priority 8 “ensuring an effective participation of the local communities in the implementation of the MEA to achieve their sustainable anchorage and ongoing execution at the local level”; Priority 9 “promotion of the Ecosystems Approach and Integrated Water Resources Management in development projects to favour a greater partnership in the implementation of the MEA, and; Priority 10 “to conceive and adopt a mechanism for efficient mobilization and transparent management of financial resources necessary for the achievement of capacity building activities”.

<sup>12</sup>: Article 19 of the Convention points to the importance of addressing capacity building by stipulating: “The Parties recognise the significance of capacity building – that is, institution building, training and development of relevant local and technical capacities,

proven mechanisms for strengthening national and local stakeholder capacities, so as to ensure meaningful priority actions, in particular at the grassroots levels. In the 2030 vision and PANA strategy, capacity building features prominently as one of the GoG key cornerstone in the environmental management, UNCBD and UNCCD process.

- i. The project was developed as part of the follow-up to the National Capacity Self-Assessment (NCSA) process in Guinea, which aimed to assess the cross-cutting capacity building needs shared between the Fund's enabling activities. Global Environment (GEF) and other strategies that include elements of capacity development;
- ii. Through analytical process based on multi-stakeholder dialogue and hands-on learning, the PMU helped raising awareness and strengthening the knowledge of governmental and stakeholder decision-makers on MEAs mainstreaming and the importance to implement commitments made by the Government of Guinea at the Rio 1992 Summit. The project's "credo" being based mainly on institutional and operational capacity building, the focus was on strengthening institutional and operational capacities of the stakeholders, including (i) integrated analysis of biodiversity, land degradation and climate change issues; (ii) integration of environmental protection actions at all levels of sustainable local development plans, (iii) improvement of organizational mechanisms necessary for the integration of MEAs into planning processes at the national and local level, (iv) great consideration of MEAs and guidelines of the three conventions in the decentralization processes, (v) capitalizing global environmental global benefits at national and local levels;
- iii. However, actions related to the removal of barriers for development of cross-cutting capacities identified in the national capacity self-assessment (AENC) and to ensure coordination and dialogue between the different institutions concerned, have not been fully achieved, to the extent that the project has failed to promote synergies, programmatic integration and harmonization of policies and regulatory frameworks to avoid duplication and save resources;
- iv. To this end, since the establishment of the proposed Convention Co-ordination Center could not be operational, because of lack of financial means, there has been very little continuous monitoring actions of the implementation of the various multilateral agreements. Thus, despite the efforts made, the Government has not yet succeeded in meeting its global commitments.

**Finding 3: The project developed and disseminated thematic documents for implementation of MEA and guidelines of the three conventions to strengthen the capacities of national and local stakeholders, relating to environmental protection, land degradation control and resilience to climate change. These documents have been used during training to familiarize stakeholders with their use, but their scope was very limited.**

The PMU focused ample Advocacy, Awareness raising and Training, considered as the main pillars of the project implementation strategy, supported by the development and dissemination of several technical, methodological and legal documents:

- Training manual on Multilateral Environmental Agreements;
- Guidelines for the integration of MEAs into decentralization policies to enable environmental issues to be considered locally;
- Guidelines for good environmental practices;
- Inventory manual for capacity building initiatives of the stakeholders of Scientific Research centers and University of Conakry, with the view to integrating MEAs into training curricula and research programmes;
- Creation of a Virtual Library and a national distribution network for MEA documents.

---

*in efforts to combat desertification and land degradation and to mitigate the effects of drought. They shall promote, as appropriate, capacity building”.*

The preparation of these documents was supported by national and international consultants. They were tested during training workshops of stakeholder capacity development which benefited 440 actors including 86 women on Multilateral Environmental Agreements (MEAs) and good environmental practices. As major achievement, are:

- 25 executive staff (including 5 women) from the Ministries of Environment, Water and Forests (MEEF), Ministry of Territorial Administration and Decentralization (MATD), the PACV and Computer specialists from the 4 pilot RC on the “Use of Virtual Library and Distribution of MEA information”;
- 60 staff (including 10 women) of the PACV were trained on MAE and deconcentrated administration procedures;
- 45 executives (including 8 women) from central and decentralized services of the MEEF, PACV, Women's Associations and NGOs were trained on identification of good practices and integration of MEAs into the local development process;
- 120 participants (including 20 women) from the 4 pilots RC trained on Integrated Natural Resource Management, in local languages;
- 40 stakeholders (including 16 women) trained on Inventory of capacity building initiatives and Integration of MEAs into the curriculum;
- 120 stakeholders (including 20 women) trained on Integrated Natural Resource Management and Good environmental practices and sustainable development;
- 37 stakeholders (including 8 women) trained on Integrated natural resource management approaches and environmental management standards;
- 75 stakeholders (including 15 women) trained in Integration of the MEA in of the national policy of decentralized management.

As highlighted above, the evaluation team noted that the project has developed commendable capacities of national officers and local communities to ensure sustainable land and natural resource management. National stakeholders and Rural communities have been trained in MEAs and Rio convention various mechanisms implementation and integrated natural resource management practices, opportunities of revenue generation activities at ground level. There is no doubt that all of this will generate improved capacity which, in turn, will ensure sustainability of good practices and result to long-term environmental and social benefits, as well as their replication opportunities to other region of the country.

The team notes that the project has in some cases exceeded the targets of the PRODOC, with 440 institutions and stakeholders trained against 150 targeted to induce organizational changes. Despite the fact no assessment of impacts of these trainings on the results of beneficiary activities was conducted, one can admit that stakeholders are currently better informed and sensitized on MEAs and on global and national implementation challenges of guidelines of the three conventions. However, the expected effects on changes in the baseline situation at both national and local level are still very mixed, as the achievements date from the end of 2016 and 2017 and the beneficiaries did not have enough time and money to do so. opportunity to implement the knowledge gained.

**Finding 4: Pursuant recommendations “to carry out practical actions in the 4 pilot RCs” made by the workshop of the stakeholders at the project formulation (2014) and by the PSC during the project's launching workshop on March 2016, the PMU supported the development and implementation of microprojects to contribute strengthening the resilience and adaptation capacities to climate change of grassroots communities. However, these micro-projects have not yet achieved their expected results.**

In line with recommendations made by the National workshop at the project design and by the PSC at the project launching workshop in March 2016, in order to give a practical stamp to the project interventions, the project supported, in collaboration with PACV, the development of micro-projects, in each of the 4 Rural

communes of Gouecke (N'Zerekore), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubreka). These projects were carried out jointly implemented by the PMU and the PACV, to support income generation activities and to initiate integrated environmental and natural resource management, and to some extent to address MEA issues and guidelines of the three Rio 1992 Conventions.

The different micro-projects implemented in the 4 RCs have integrated at various levels from one RC to another, actions listed above, and which reflect the needs of the populations. Their implementation focused population organization under the supervision of the ADLs of PACV and RCs authorities. However, due to their short duration (March 2016-April 2017), most of these micro-projects have not yet yielded tangible results, apart from those related to income generation and focused on diversifying agricultural production (ginger, market gardening, peppers, etc.), very much appreciated by the peasants.

The evaluation team notes that most of the microprojects targeted common local development practices, with emphasis on technical themes (natural resource management, protection of forests and biodiversity, protection of head of course sources water, agroforestry, etc.) and environmental and economic benefits in the long term. In this respect, these microprojects do not fit well with the objectives of the project aimed at responding to ANCE's findings<sup>13</sup>. It was noted, interestingly however, that people's expectations of the project were very high. They looked forward to significant changes in development through this project, and they believe these changes should be noticed now. A way to manage these high expectations is to further educate the people that it is only through continuous adherence to the principles of sustainable land management that the huge benefits will be realized, and sustained in the long term. The evaluation team believes that focusing on enabling actions, as well as dissemination of good resilience practices to climate change and operationalization of the mechanisms of the MEAs and the Rio conventions, in close partnership with other ongoing projects (e.g. REMECC, Labe) would have helped to minimize the high costs (456.135.000 FG, or 56.682 USD) of the microprojects and created effective integration of MEAs and the Rio conventions' guidelines into environmental protection policies and programmes and climate change.

**Finding 5: The project initiated an adaptative policy framework and decentralization program to integrate the implementation of MEAs, Low Carbon Emissions and Resilient Development (FECDR) in collaboration with PACV and the Biogas project. However, apart from capacity building, only few tangible achievements are observed.**

As project management focused on a decentralized capacity-building approach, the PMU relied on the institutional intervention setup of PACV (PACV 2 & 3) to initiate an adaptive policy and decentralized programming to design and implement project activities and to address risks and unintended consequences arising from the interventions.

Unfortunately, the policy document developed in 2016 and submitted at the cabinet level of MEEF (SG) was not adopted by the Council of Ministers. Nevertheless, the project has developed with the BIOGAZ project an adaptive management to address low carbon issues with a view to integrating them into strategies and into local environmental management plans. The results of this collaboration are hardly perceptible, because of their informal nature.

**Finding 6: The project was unable to apply the performance indicators of MEAs and the three conventions guideline implementation, because of its interventions focused on stakeholder capacity building to the detriment of operationalization of legal and operational mechanisms of the implementation of enabling actions.**

<sup>13</sup> : According to the ANCE's observation: the problem to be solved by the project is that "the multilateral environmental agreements and the directives of the three Rio conventions, as well as the national environmental laws and regulations are badly known and poorly applied at the local level and by the rural populations".



The project being a GEF PDCT type and based on the development of a long-term reinforcement of cross-cutting capacities of the stakeholders, is designed with indicators of results that are vaguely defined, without or with few reference targets. It has been implemented in 2 years, that the evaluation team considers as a very short time for this type of project, as improvement of institutional and operational capacities of the stakeholders requires a longer period to produce significant effects of change.

The evaluation team also notes that the project interventions are mainly focused on stakeholder capacity building with result indicators are expressed in number of people trained, which does not mean much to evaluate the performance of capacity building actions and in terms of assessment of the scope of the results. Hence the PMU should have revised and adapted the performance indicators by defining both quantitative (number of actors formed) and qualitative (quality of the skills of the actors trained) indicators, to periodically and comprehensively assess the scope of the results achieved. compared to the reference situation of the project.

In addition, the project's monitoring and evaluation plan has relied very little on the project's performance indicators, which means that the operational tools and the political and legal mechanisms developed have not been formally endorsed by the project. governmental and internalized authorities as strategic instruments for the national and decentralized implementation of MEAs and the directives of the three conventions.

**Finding 7: The project has developed rather limited synergies and partnership relationships with other ongoing initiatives. Nevertheless, the partnership established with PACV was of paramount importance, as it served as a driving force at the level of the 4 RCs in the implementation of the project, and without which the results of the RGDE project would not have been possible, especially with such a narrow budget.**

In the implementation of the project, it was expected that the project would adopt an adaptive approach in building heavily on the results already achieved by the many past and ongoing initiatives to better align MEAs and comply with the guidelines of the three conventions to promote decentralized environmental governance in the 4 intervention regions. In addition, the project was expected to contribute to the consolidation of results and stakeholder capacity building efforts, ensuring that there is a strong link between MEA implementation processes and local development frameworks.

Although the PMU worked closely with the MEEF and UNDP, it did not meet another critical element to link up the strategy with the government key programs and current processes underway, that would have helped to anchor and uptake the main outputs of the project. The evaluation team noted that the collaboration established by the PMU between the key institutions of the Ministry in charge of environment, the Ministry in charge of planning, the Ministry in charge with Decentralization; the National Council for Sustainable Development – CNEDD, FSE and the Convention focal points was to some extent too weak. In this respect, the role of these partners in the project activities was crucial for ensuring the institutionalization of the MEAs and the Rio Convention guidelines, as well as the project outputs.

All these call for close collaboration through formal partnership agreements between the RGDE project and other stakeholders. Unfortunately, apart from the agreement with the PACV and its anchoring within the structures of the 4 RCs that allowed the RGDE project to develop synergies and rely on the LDAs support to ensure the execution and coordination of field activities, the collaboration and the exchanges of complementarity sought with the different parties and the various programs/projects did not work as planned and neither allowed to consolidate the links which should create a satisfactory framework of collaboration between the parties interested parties, in particular PACV, CNDD and MEEF.

**Finding 8: The project has developed legal and policy mechanisms for efficient integration of MEAs and Rio Convention guidelines in environmental management and sustainable development programmes. But these could not achieve the expected effects, due to the fact they were not adopted by the government and parliament and implemented.**

The implementation of the project has contributed to strengthening the capacities of national institutions in the analysis of the legal and financing mechanisms of MEA integration actions and the Rio conventions directives, in the decentralized management processes of environment and local development planning. However, the mechanisms and legal texts (legislative and regulatory) to support the integration and implementation of MEAs and the directives of the three conventions have not yet been adopted by the Government and legislation-makers. In addition, the methodological integration documents could not be developed, because the consultant to conduct it was not recruited due to lack of coordination between the various parties concerned by the study, despite the development of the ToRs.

The project also supported MEEF's institutions in the creation of the GIS unit, in collecting and managing environmental data through GIS tools. Unfortunately, the cell created was not fully operational and therefore not transferred to COSIE, due to lack of adequate computer equipment (the one ordered in March 2018 is pending delivery) and analytical and data processing difficulties (incomplete data).

All in all, the evaluation team notes that the PMU being aware of these weaknesses took the advantage of recommending changes at the level of legal texts, sectoral policies and local sustainable development plans considering the integration of PRSP issues and the National Strategy for Sustainable Development, which fully reflect the principles and obligations of the 1992 Rio Convention.

**Finding 9: The PMU has given gender a prominent place, with the participation of women at all level of project activities, both in terms of capacity building and micro-projects in the field.**

As per the PRODOC, gender issues were at the central concern of the PMU, as women are the pillar of the rural development and natural resource. Gender issue is also a cross-cutting 'leitmotif' in the revision and strengthening of key policies and legislative instruments, at the national, sub-regional, and local levels, to address numerous negative social outcomes associated with environmental degradation.

Indeed, women represent more than 50% of the Guinean population and constitute in rural areas the labor force and are actively engaged in sustainable management of the environment and natural resources. In addition, they are the most vulnerable category in the face of land degradation and natural ecosystems, as well as climate change.

The anchoring of the MEAs at the local level was an opportunity to involve women in the process. Indeed, their involvement was essential to understand the obligations of the MEAs and the Rio conventions, as well as the legal context and rules of access to local natural resources. Out of the 440 actors trained on Multilateral Environmental Agreements (MEAs) and good environmental practices, 86 are women.

They have actively participated in the implementation of the project activities and also carry out microprojects, particularly those related to income generation and agroforestry, which are in line with their needs; thus, contribute to strengthening their capacities for sustainable human development.

### 3.3.4. Efficiency

The evaluation team assessed of the project efficiency based on its implementation and management approaches, organizational structure, work planning and financial execution, and resource use. The PMU

team, highlighted in the PRODOC was assessed relatively smaller than required to effectively enhance implementation and coordination of the project, giving the expectations and the area of the project implementation.

At the level of resource use and the budget execution, the project execution as moderately satisfactory (4/6), all the financial resources being spent with a budget over run, without being able to fully achieve expected objectives.

The expenditures allowed to some extent to contribute to strengthen the capacities of the key stakeholders and institutions and also raised awareness towards implementation at decentralized level of AME and integration of the guidelines of the three Rio 1992 conventions within the local development planning process. Collaboration with the PACV, enabled the project achieved partially its field programme and expected outputs (results 1 and 2). This helped reducing the project cost.

The project actual funds (including cash and in-kind) mobilized is estimated to 825,553.00 USD against 1,150,000.00 USD committed. However, only a total of 675,553USD in cash was mobilized and spent to finance the project activities, staff salaries and operational cost, including material and equipment cost and consultants service fees. The annual highest expenditures recorded in 2017 with 36% of resources (241,229.52 USD) and 2016 36% (240,916.71USD), respectively, is in line with the trend of the project activities implementation and achievements. Indeed, GEF grant estimated at USD 523,960.63 was mainly used to support the implementation of component 1 and component 2 (absorbing 91% of the grant) activities pertaining capacity building of the MEAs and the Rio 1992 Convention guidelines, while the resources provided by UNDP supported activities of the PMU (administration, procurement, operations, coordination and monitoring activities, etc.).

Indeed, the evaluation team is of view that the resources from GEF grant and UNDP co-financing to support implementation of the project activities resulted to the achievement of the expected outcomes, thus ensuring the visibility and relevance of GEF alternative financial Grant. This demonstrated, to some extent efficient and satisfactory use of the funds allocated to achieve the component results and outcomes in a balance manner between the expenditures of in the three years of implementation and the three components.

The evaluation team also believes, that without emphasis put on the costly microprojects (456.135.000 FG, or 56.682 USD) and with less tangible outcomes, because of their long-term and substantial financing resource required, the project implementation could have been more efficient and effective. Indeed, as anticipated in the project design, the limited financial resources allocated to the project appeared to be among the serious risks predicted that had hampered the efficient implementation of the project, undermining the outcomes of the advocacy of the MEAs and the 3 Rio 1992 Convention guideline implementation.

Although the project activities have been carried out mostly over a period of 2 years (against three planned in the PRODOC) and have spent all the financial resources allocated, given the volume of activities achieved and the delay in starting up, the evaluation team assessed the overall project execution efficiency as moderately satisfactory (4/6) and in line with UNDP financial and accounting guidelines.

### **3.3.5. Country ownership**

Addressing implementation of MEAs and Rio Convention guidelines to enable Sustainable management of environment and natural resources has led the design and the implementation of the project to build national and local capacities. These barriers identified in the NCSA process still exist in the country and the issue of environmental degradation and community food productivity and poverty rate are become an increasing concern not only to Government, but to sub-regional and global organizations and partners.

This project is a direct response to the national capacity needs (identified during the NCSA process) in Guinea to address the implementation of MEAs and Rio Convention guidelines to enable Sustainable management of environment and natural resources. The project design, in targeting to address the barriers identified by the NCSA and strengthening institutional and operational capacities of the stakeholders, the establishment of a permanent center of monitoring the coordination mechanisms, are evident signs of the government engagement to own the project objectives and outcomes and ensure smooth and efficient implementation of MEAs and guidelines of the three Rio conventions.

Its implementation through partnerships between stakeholders and its linkages and networking foster, in somehow, raising awareness and sharing knowledge exchange about the relevance of implementation of MEAs and Rio convention guidelines to ensure sustainable environmental management.

Engagement of the government through the NCSA and the participation of the key national stakeholders and local community Authorities and populations, are evident signs of the commitment to own the project implementation and its outcomes for the best of environmental management in coherence with PANA and all related programmes and strategies.

The project developed and disseminated thematic documents for implementation of MEA and guidelines of the three conventions to strengthen the capacities of national and local stakeholders, relating to environmental protection, land degradation control and resilience to climate change. These documents have been used during training to familiarize stakeholders with their use, but their scope was very limited.

The evaluator is therefore of the view that the project's relevance identified during its formulation and implementation remains valid. Out of the 440 actors trained on Multilateral Environmental Agreements (MEAs) and good environmental practices, 86 are women.

In line with recommendations made by the National workshop at the project design and by the PSC at the project launching workshop in March 2016, in order to give a practical stamp to the project interventions, the project supported, in collaboration with PACV, the development of micro-projects, in each of the 4 Rural communes of Gouecke (N'Zerekore), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubreka). These projects were carried out jointly implemented by the PMU and the PACV, to support income generation activities and to initiate integrated environmental and natural resource management, and to some extent to address MEA issues and guidelines of the three Rio 1992 Conventions. The willingness and involvement of community leaders and local Authorities to demonstration practical activities in their own lands and undertake rehabilitation of natural forests demonstrated their acceptance of the project and appreciation of its potential benefits.

Indeed, the involvement of key partners and various stakeholders in the implementation of the project enabled satisfactorily achievement of the specific project targeted outputs and results. Nevertheless, the problems and barriers that the project sought to address have not been fully achieved. The PMU could not adequately operationalize MEAs and Rio Convention Guidelines and the center of monitoring, ensuring adoption of legal and policy frameworks reviewed by the council of ministers, and mobilize adequate financial resources needed to achieve the objectives.

### **3.3.6. Mainstreaming**

With regards to mainstreaming MEAs and Rio convention guidelines into national environmental policies, laws and regulations, as well as educational curricula and national development financial mechanisms, the GoG led the foundation for compliance with its international commitments. In addition, the national

institutional set up established by the MEEF with support from UNDP-Guinea contribute to mainstreaming the MEA implementation strategy and Action Plan.

The project strengthened the capacities of the key governmental stakeholders and institution staff and also sensitized authorities and local population. The Project Team considered gender involvement in the MEA and Rio Convention concerns implementation as central concern, thus contributing to the improvement of their capacities through training and awareness raising. Women were included in the microproject development. The women's group in pilot communities were major stakeholders and they have been consulted and encouraged to participate in project activities from the start to end of the project.

In application of the new Code assigns local government a functional responsibility of local government including administrative services, environment management, hygiene and sanitation, social and economic services. However, this increase in responsibilities contrasts starkly with the current situation, where local government activity is limited in scope and depth owing to insufficient finance and capacity. The financial support of the GEF was expected to enable coherent and efficient move towards the effective mainstreaming of the decentralized and local capacities for sustainable management of environment through the implementation of the project. Unfortunately, the limit fund and the short duration of the effective implementation was not able to conduct a conducive achievement of the project outputs and fulfil the need of information sharing on the MEAs at the local level.

The project targeted to catalyzing systemic Change, in building upon existing national initiatives, policies and legal frameworks to ensure that national efforts expended to reform and implement these frameworks are enabled and strengthened the required reforms. The long term sustainability of the project benefits was based on appropriate institutionalization process and on 4 mains assumptions and risks of planning process, that are the government of Guinea continues (i) with its commitment to environmental management and sustainable development, and that the national legislation, policies, programmes and allocation of resources reflects this commitment; (ii) to support the capacity development orientation of this project and the key features of capacity development for the environment; (iii) to fulfill its international commitments; including the obligations from the 3 Rio Conventions; (iv) to pursue its policies and budget support to integrate the 3 Rio Conventions monitoring and reporting obligations into the Guinean environmental monitoring and reporting system.

In line with the Global Environment Facility's (GEF) Strategic Approach to Enhance Capacity Building (2003) and Results-Based Management (RBM) Framework (2007) and the Monitoring Guidelines of Capacity Development in Global Environment Facility, the Project was expected to propose a clear strategic approach to monitoring and evaluation in such a way that supports the integration of capacity development into programme and project design and will ensure risk mitigation.

Unfortunately, the project approach couldn't mainstream and capitalize on existing national initiatives already engaged in local decentralization, due to the delay in starting up, limited financial resources, including heavy focus on community microprojects. Neither the project was able to build on the strong national financial commitments related to this project, such as the FSE and other on-going programs (PACV programme) to demonstrate the feasibility of the proposed systemic changes put forward. Nor, the mechanisms developed by the project ensured the coordination and dialogue between the various institutions concerned with promoting synergy, programmatic integration and the harmonization of policies and legal and regulatory frameworks with an aim of avoiding duplications and of saving resources by sharing technical resources, data, approaches, models and toolkits for more effectiveness in the implementation of planned actions.

### 3.3.7. Sustainability and impacts

As expressed in the PRODOC, “ensuring sustainability of the project benefits after its completion was one of the main critical success factors expected from the MEEF and the UNDP-Guinea”. However, the relies on a number of principles and facts guiding the implementation of the project, such as, (i) National Ownership; (ii) Partnership between relevant programmes and national institutions; (iii) Level and quality of stakeholders and decentralized institutions skills and knowledge.

The PMU understood that the sustainability of project outcomes, benefits and impacts after its completion should rely on the project implementation strategy and its embedding in its mainstreaming from beginning to ending. To this regard, the evaluation team noted that PMU focus was on strategic key elements, such as (i) Improved capacity of stakeholders in MEAs and Rio convention implementation mechanisms, through awareness-raising campaigns, training workshops, to ensure adequate knowledge base building, foster continuity of the activities; (ii) Participative and community approach to ensure the full involvement of the communities in project implementation, and further facilitating consistent exchange of ideas and knowledge within the communities in the project areas; (iii) Willingness and involvement of community leaders and local Authorities to demonstration practical activities in their own lands and undertake rehabilitation of natural forests demonstrated their acceptance of the project and appreciation of its potential benefits; (iv) Communities demonstrated ownership of microprojects shown by their enthusiastic participation in project activities; (v) MEAs and Rio convention issues introduction into Schools and Universities curricula, as an effective strategy for sustainability, as it ensures consistency in the adoption of sustainable environmental management practices across generations.

The PMU understood that the sustainability of project outcomes, benefits and impacts after its completion should be one of its main concerns. Thus, from the start, with support from the government and the UNDP, the PMU took necessary steps to set up the bodies planned in the PRODOC, such as, (i) technical advisory bodies, (ii) involvement of the managers of the various Ministerial departments, Specialized agencies of the State, Territorial Authorities and Communes, Private sectors, Civil society actors (NGOs and Associations) and particularly grassroots populations.

The capacity building activities initiated by the PMU to improve the skills of the communities and the capacities of decentralized institutions and the introduction of best practices for sustainable land management and environment protection are expected in the long term to yield positive environmental and social impacts in the 4 pilot RC.

At the local level, strengthening the decentralized planning and financing system (through the Local Development Plans and the Local Investment Funds) was expected to contribute to sustaining activities for the main beneficiaries. Income generating activities are seen to be highly improving in the long term to the socio-economic conditions of populations and thus reduce poverty and promote a rational management of natural resources.

Unfortunately, the project failed to implement necessary tools and mechanisms to ensure sustainability of the environment and the project outputs. The evaluation team, is of view that adequate empowerment of the local communities earlier before they take responsibilities for ownership upon the termination of the project financial support, would have been likely the pillar of sustainability of the project achievements. Unfortunately, the small funds provided and the limited duration of the project implementation, have significantly undermined sustainability of the project outcomes. Further support is still needed to pursue capacity building of the local communities for effective understanding of MEAs and Rio Convention guidelines and decentralized natural resource management and sustainable food security and income generation activities.

Notwithstanding some major financial problems, the project would have successfully ensured more sustainability. In light of the above considerations, and due to the long-term sustainability of the project achievements, the evaluation team rated the project achievements as moderately satisfactory (4/6) and in line with.

## 4. CONCLUSION AND RECOMMENDATIONS

### 4.1. Conclusion

The project aims to implement the MEAs and the guidelines of the 3 United Nations Conventions (UNFCCC, Articles 4 and 6), UNCCD (Articles 5, 9, 10 and 19) adopted in Rio in 1992 and ratified by the Government.

The subject addressed, the objectives and the context of its implementation embody the relevance of the project (2/2) in relation to the policies and strategies of the Government of Guinea in the decentralized management of the environment and natural resources, sustainable development, fight against poverty and promotion of socio-economic development, in particular, PRSPs (1, 2 and 3), Decentralization and Skills Transfer Policy at Local Level, PNDES, National Strategy and Action Plan for Biodiversity (SNPAB), National Communications for UNFCCC and NAPA, National Action Plan to Combat Desertification (SAP-CCD), National Environmental Action Plan (NEAP). It is also relevant and in line with the GEF-5 Strategy for Cross-Cutting Capacity Development, Framework Program D, and the GEF Program in that it meets the objectives of the three GEF focal areas. (Biodiversity, Climate Change and Sustainable Land Management) and UNDP 2015-2016 CPAP Guidelines.

As shown in table 4 below, the limited budget (USD1,000,000.00) and the financial resources mobilized and spent (67.56%) in cash by the project (675,553USD) under the GEF Grant and the UNDP co-financing, was very small to the objectives and the challenges faced by the project, thus contributed to Undermine the achievements and results.

However, despite a very limited budget with very little financial resources and a very short implementation period (2 years), the PMU has succeeded in raising awareness and raising awareness among national and decentralized stakeholders (government, the private sector, Civil Society, Communities, etc.) on the importance and urgency of implementing MEAs and the guidelines of the three 1992 Rio conventions. It has also been able creating a dynamic of behavioral change in design and planning local development actions in ensuring the coherence of interventions in the field of decentralized management of the environment. Indeed, the performance of the various stakeholders and operational support from MEEF and UNDP were rated moderately satisfactory (4/6), due to some shortcomings. Even though, the results obtained are still very mixed, it is sure that the proposed framework allows the country to have a framework for implementation of MEAs and guidelines of the three Rio 1992 conventions.

The evaluation team noted, that the PMU has been very efficient in implementing the project and has amply used and complied with UNDP procurement, financial and accounting guidelines set forth. The overall budget execution was assessed as satisfactory (5/6) and in line with.

### 4.2. Recommendations

Based on analysis of results and lessons learned, to fill the gaps, capitalize on the achievements and guide future implementation activities of MEAs and guidelines of the 1992 Rio Conventions, the evaluation team has formulated the recommendations below, for the purpose it might serve.

### **Recommendation 1: Continuation and consolidation of achievements during Scaling up phase 2 (3-4 years)**

As mentioned above, the project's performance led to significant achievements with results constrained by (i) the short duration of 2 years due to start-up delay (which was not foreseen as a project risk) and (ii) the small budget allocated to the project, which was very underestimated in relation to the volume and nature of the programmed activities (very expensive microprojects, numerous training workshops, etc.). Unfortunately, the project has come to an end without delivering concrete results and no possibility of extension. To this end, the evaluation team believes that it would be inappropriate to abandon the actions initiated in compromising the results obtained, which would be a huge waste of time and financial resources (USD 675,553) invested to carry out the RGDE project.

The evaluation team recommends financing a second phase of 3-4 years (2018-2022) to scale up. This phase will aim to consolidate and pursue activities initiated in the 4 RCs and the capitalization of the achievements on all the RCs which count the country, by focusing on the definition and the operationalization of the mechanisms and the tools political and legal implementation at the decentralized and central level of MEAs and the directives of the three Rio 1992 Conventions, as well as the mobilization of adequate financing to support the microprojects of the populations.

**Responsible: MEEF, MEF, UNDP**

### **Recommendation 2: Financing Activities**

Pursuing actions initiated will require significant necessary funds mobilization to capitalize on the project results and cover all the RCs. The search for financing will be conducted by the government by the MEEF and the other concerned ministries with the financial partners of Guinea, using the Concept note Fact sheet presented in the PNDES and approved among the priority projects at the Round Table of financial donors of Guinea for an estimated \$12 million. To this end, the continued support from UNDP will be imperative as a co-financier (TRAC Fund) and support to technical and financial partners (TFP).

UNDP and MEEF will join their efforts to finance an interim phase (6 months) to maintain actions initiated in the field by RGDE phase 1 project, while preparing the project document the scaling up phase. The MEEF and the UNDP will have to take advantage of this interim phase to organize a workshop to capitalize on the RGDE project achievements and results align interventions with the implementation mechanisms of the MEAs and the guidelines of the three Rio 1992 conventions. Considering challenges and current situation of experiences developed in the country.

The budget needed for this phase is estimated at 12-15000 USD. During this transitional phase, activities should focus primarily on:

- Consolidation and capitalization of assets;
- Ensure the maintenance and continuation of initiated and not fully realized actions: it should be remembered that most activities have a realization rate lower than 70% and that the achievements are still very fragile and require adequate support to produce the expected effects;
- Revitalize and set up a small technical committee made up of experienced experts to play the role of strategic thinker (Think-tank), appointed experts (*intuite persona*); with a range of action at national and local level;
- Organize a national workshop bringing together key actors and national, local, CSO and private partners to share the results of the RGDE project, analyze strengths, weaknesses, experiences developed in the country, define criteria and indicators of expected results of the scaling phase project, define the institutional and operational framework for continuation of the actions initiated by the project based on achievements and weaknesses.



**Responsible: MEEF, MEF, UNDP**

### **Recommendation 3: Development of the Project Document -Phase 2**

UNDP and MEEF should consider the possibility of recruiting an international consultant to prepare the scaling up project document (3-4 years), based on the proposed form and deemed eligible for funding of PNDES priority projects (US \$ 12 million) and ongoing experiences in sustainable management of natural resources (land, water, biodiversity, etc.) and resilience and adaptation to climate change.

**Responsible: MEEF and UNDP**

### **Recommendation 4: Adaptation of policies and legal texts**

The implementation of the MEAs and the guidelines of the Rio 1992 conventions, having a strong legal connotation, the evaluation team recommended that the revision of laws and regulations initiated by the RGDE project, fully reflecting the principles and obligations of the Convention of Rio 1992.

**Responsible: MEEF and UNDP**

### **Recommendation 5: Guidance for the design of the Project-Phase 2 Document**

It is imperative that the document of Phase 2 be developed based on the two main outcomes of this phase of the RGDE project, with emphasis on cross-sectoral issues dialogue, analysis of environmental issues, institutional, legal and operational capacities of the central municipal partners. The document should incorporate the methodological tools, mechanisms and tools / practical guides for the integration of MEAs and the three Rio 1992 Conventions into the RC's LDPs.

Scaling up will be of interest to all 304 RCs but focusing on capacity building actions of actors and mechanisms for defining and implementing MEAs and convention guidelines (See Outcome 1). Grassroots development actions and micro-projects initiated will have to be transferred to the competent actors and projects operating in the 4 RCs, notably PACV, REMECC, Water and Forestry Services and Agricultural Services.

**Responsible: MEEF and UNDP**

The proposal of the interim national Scaling up programme is summarized in Annex 6 and the PNDES sheet is presented in Annex 7.

## **4.3. Lesson learned**

### **At the level of overall policy and strategic orientation**

Despite the important achievements, the performance analysis reveals many shortcomings that have affected the results obtained, as well as the effectiveness and efficiency of the project. The main results and products achieved are quite mixed and have not achieved the objectives, including the integration of the MEAs and the three Rio 1992 Convention's directives into the decentralization process and local governance structures. Indeed, the efforts made to this end by the project have not been very conclusive as the documents and mechanisms developed to facilitate the decentralized management of the environment and the adaptation of policies and strategies have not been formally endorsed by government authorities and implemented.

At the decentralized level of the rural communes, the project implementation approach was based on a strong collaboration, as a programmatic integration with the PACV, relying on its efforts and field structures in the 4 RCs. This approach should facilitate a better consideration of the MEAs and the guidelines of the three Rio

1992 Conventions in decentralization actions. But this objective has not been satisfactorily met, as the PACV itself was facing difficulties and dysfunctions that have affected the synergy and complementarity of efforts.

### **Project implementation enabling factors and strengths**

The implementation of the project has benefited from past experiences developed for decades by the various institutions and high-level government officials, which overlap with the obligations of the MEAs and the guidelines of the three 1992 Rio conventions. Sustainable environmental management and good practices of resilience and adaptation to climate change have been implemented or are underway, with sound results in the decentralized management of natural resources.

In the context of capacity building for national and local stakeholders, the project benefited from inputs from relevant experts who developed thematic documents and methodological and information tools on MEA compliance mechanisms and the guidelines of the three regional 1992 Rio conventions. These tools were used to support the training workshops, which benefited 440 stakeholders, including 86 women and 60 ADL from PACV, in terms of knowledge of MEAs and good environmental practices and adaptation to climate change. In this regard, the evaluation team notes that the project has exceeded the target of 150 institutions and stakeholders referred to in PRODOC.

Although it is very early to assess the scope of the results and impacts, discussions with stakeholders highlight their great awareness to meet obligations of the MEAs and directives of the three 1992 Rio Conventions. Indeed, the stakeholders are now better informed than before on MEAs and prepared to comply with the guidelines of the three Rio 1992 Conventions. The implementation of the existing programme mechanisms and tools proposed by the project should contribute to lifting the global challenges and integrate environmental and climate change issues into decentralized policies and systems of local socioeconomic development planning.

At the decentralized level of local collectivities, significant efforts have been made by the project at the level of the 4 pilot RCs (Gouecke (N'Zerekore), Popodara (Labe), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubreka), in collaboration with the PACV, the Prefectural technical services and Municipal Authorities, the PACV organizational set up facilitated a better empowerment of the populations towards integrated management of natural resources, adoption of good agricultural practices and diversification of production food.

The evaluation team also notes that, through awareness and consultation activities at national and local levels, the project has been able to generate strong awareness towards political and legislative powers to play their respective roles for better consideration of the MEAs and environmental policy compliance of the Government of Guinea with the guidelines of the three 1992 Rio conventions. In addition, the promotion of income-generating activities through agricultural production diversification microprojects (ginger, market gardening, peppers, etc.) managed by the populations in the 4 pilot RCs, began to give satisfactory results. These micro-projects have generated real interest and strong support from the most vulnerable communities. However, the project being declared operationally closed while these microprojects are only at their beginning, their continuation will be a big problem. Indeed, the closure of the project it will also be the end of these microprojects, with deep disappointment of the hope aroused by their development for creating resilience and adaptation means to climate change. Thus, the investment made by the project would be a huge waste of money and human efforts.

## Project implementation constraints and weaknesses

### At timeline level

Considering the weak decentralization process<sup>14</sup>, institutional setup and current environmental policy reform at its initial status of implementation, the timing of 3-year duration of the project is not appropriate for implementation such project focusing essentially on capacity building from the results of the NCSA process and achieve both project outcomes related to the 3 Rio Convention obligations. Indeed, building and strengthening capacities of stakeholders to strengthen their engagement, organizational mechanisms, improve the environmental governance, are the most challenging issues that the project cannot meet in a short run. More importantly, the project has been designed without any possibility of extension and also started with one year of delay.

### At finance level

The limited financial resources allocated to the project and the small amount mobilized (67.56%) of cash committed, appeared to be among the serious risks predicted that had hampered the implementation of the project, thus undermining the outcomes and impacts the MEAs and the 3 Rio 1992 Convention guideline implementation of the advocated by the PMU.

### At achievement level:

The performance analysis reveals that, while the implementation and execution of the project is considered overall satisfactory (5/6), the results are generally mixed with few achievements reaching 100% and most of them ranging between 50 and 75%.

As project interventions focused on enabling activities, special emphasis was placed on stakeholder capacity building. However, due to their focus on “theoretical” training workshops, the PMU has not been able to implement and operationalize the mechanisms to remove institutional and operational barriers in the implementation of MEAs and the guidelines of the three 1992 Rio Conventions. Therefore, the project couldn’t respond to climate change resilience and adaptation needs and requirements for grassroots communities.

In addition, because of the delay in the preparation of the formal integration document of the MEA obligations mechanisms and the 1992 Rio Convention guidelines in the local development planning policies and system, the project did not succeed to operationalize the Unit created within SG/CNEDD level and to demonstrate the effectiveness of the tools developed. In this regard, the evaluation team believes that these weaknesses could have been minimized if the emphasis had not been on the micro-projects of communities, that kept too busy the LDAs and, in addition, have absorbed a large part of the financial resources (50,682 USD), for insignificant results.

As in all, the evaluation team believes that if the project's achievements had focused enabling actions of the MEAs and the directives of the three 1992 Rio conventions, the PMU would have had sufficient time and financial resources to implement and complete the programme of activities and operationalize the political and legal strategies and mechanisms of local planning process and decentralized environment management.

---

<sup>14</sup> : *The establishment of a decentralized management of the Guinea’s environment will help the country to fulfil the requirements under the Rio Conventions and other MEA that the country has signed.*

## Capacity strengthening

In the framework of institutional capacity-building, the evaluation team notes that the various training courses organized, and which benefited nearly 440 national and local beneficiaries, focused on traditional development topics related to natural resource management techniques, protection of the environment and good practices of resilience and adaptation to climate change. These themes have already been widely demonstrated and disseminated throughout the country for a very long time ago by the various projects (past and ongoing), particularly in the same pilot areas of the RGDE project and adopted at grassroots level. Therefore, the PMU should focus on more innovative and vulnerability-focused aspects and indicators of adaptive capacity assessments of climate change resilience innovative technologies.

Since the design and operationalization of the digital library ([www.rgde-guinee.org](http://www.rgde-guinee.org)) has not yet been completed due to some GIS data still being processed, the site could not be fully operational and connected to the COSIE server. As a result, online dissemination of strategy, policy and legal tools and documents, as well as Guidelines of Conference of the Parties, could not be done as planned. Indeed, this digital library was intended to serve as a clearing house to guide decision-making process on environmental issues and the implementation of MEAs and the FECDR.

Furthermore, the fact that local populations of RCs have been very unfamiliar with MEAs and the directives of the three Rio 1992 Conventions, due to a lack of adapted laws and regulations on the decentralized management of the environment and natural resources, the problem to be solved at the level of the rural communes, namely “the implementation at the local level of the multilateral environmental agreements”, has been treated very little. In addition, these trainings have failed to effectively improve the capacity of PACV LDAs to master MEA integration processes in local development planning and to adopt climate resilience and adaptation best practices, focused on the decentralized management of natural resources.

On the other hand, the important efforts made by the PMU for the benefit of the local representatives of the four pilot RCs (Gouecke (N'Zerekore), Popodara (Labe), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubreka), have not demonstrated the expected political and financial support for the integration of MEAs and the directives of the three 1992 Rio Conventions towards the implementation of the local sustainable development plans of the Rural Communes.

## At Microprojects

The PMU has developed and implemented various micro-projects at the level of the four RCs, focusing on areas of (i) environmental protection, (ii) integrated management of water resources and forests and (iii) resilience to climate change. It turns out that the interventions at the level of the 4 RCs should focus on the development of the skills and knowledge of the local populations of MEAs and the mechanisms of compliance with the guidelines of the 1992 Rio conventions as part of the programmatic objectives of the priority actions, were focused on field physical activity achievement.

Furthermore, these microprojects have consumed significant financial resources (US \$ 50,682), with limited achievement in the field and whose profitability is not guaranteed by the end, due to the long-term nature of actions that could not produce tangible results in two years, except for those relating to the diversification of food production and income generation. Thus, their high cost has contributed to a very negative impact on the project results.

Thus, despite their relevance and the potential environmental and socio-economic benefits for the populations of the 4 RCs, the evaluation team believes that, as designed, these micro-projects are not in line with the enabling action guidelines of the MEAs and the guidelines of the three Rio 1992conventions.

In addition, because most of the themes initiated (management of natural resources, protection of forests and biodiversity, protection of headwaters from watercourses, agroforestry, etc.) have been or are being implemented through the country, including the 4 pilot RCs of the project, by other actors (notably REMECC for the Labe prefecture), The evaluation team thinks that the RGDE project should have taken advantage of its partnership framework to integrate and test the integration of the mechanisms implementing the MEAs and the guidelines of the three Rio 1992 Conventions in their respective work programmes.

### Partnership

The project has developed a collaborative partnership in the implementation of field activities with governmental parties and key stakeholders, including MEEF, Agriculture, DNEEF, PACV, CNDD, Biogas Project, the three 1992 Rio conventions Focal Points, etc. Through this partnership, the project intended to combine its efforts with the different stakeholders to avoid duplications and to address potential risks. Unfortunately, the synergies and complementarities sought between the RGDE project and its various partners have not been effective, due to the lack of interest from most of the partners involved, except the PACV which made available its LDA at the level of each of the 4RCs. In fact, the project succeeded in establishing an effective partnership framework with PACV, which played a leading role, including the MEEF BSD and the BIOGAZ project. The latter has carried out activities related to low carbon issues and GHG integration in local action plans (although these are not explicitly included in PRODOC's priority actions).

However, the Partnership Document proposed by the RGDE project to contribute to capacity building of key national institutions (CNDD, ESF and MEEF) and to facilitate access to ESF funds, has not been signed with key stakeholders. Similarly, the approach adopted by the PMU could not reunite the many ongoing initiatives dealing with integrated natural resource management, to improve implementation of MEAs. More specifically, anchoring the project at the level of the 4 RCs in the local framework structures of the PACV program did not allow the RGDE project to develop the expected synergy.

### Gender issues

The PMU has focused on gender issues in the sense that women make up more than 50% of the Guinean population and constitute in rural areas the labor force and the pillars of sustainable management of the environment and the environment. natural resources. In addition, women are among the most vulnerable people to the land and natural ecosystems degradation, as well as to climate change.

Indeed, women played a decisive role in the different activities of the project, at the central level and at the local level. They also carried income generation microprojects. Of the 440 actors trained by the Multilateral Environmental Agreements (MEA) project and good environmental practices, 86 are women. The project's efforts allowed them to be at the information level and to benefit from the same capacities as men, particularly in terms of knowledge of access to natural resources and good climate change adaptation practices.

These 86 women trained and those owning pilot microprojects are seen to be likely playing a strategic leverage role in training their peers on the implementation of MEAs and good environmental practices, during a possible phase of national transition. achievements and achievements of the RGDE project.

### Lifting institutional and Policy barriers

Important institutional and operational barriers were identified at the project design and in the national capacity self-assessment (AENC) as a priority to be lifted to facilitate coordination and dialogue between the different institutions involved, cross-cutting capacity development. The evaluation team notes that very few

of these barriers have been addressed, the project having failed to promote synergies and harmonize policies and legal frameworks for decentralized management of natural resources.

On the other hand, the idea of setting up a convention coordination center with the necessary resources to ensure continuous monitoring of the implementation of the various multilateral agreements and the guidelines of the three 1992 Rio Conventions could not be concretized by the Government, thus leaving behind the question of implementation of the MEAs and the guidelines of the Rio.

In addition, the short duration of project implementation and the meager resources allocated have had a very negative impact on the project's results both in terms of quality and sustainability. The many institutional dysfunction inherent in a multiplication of decision-making centers and an incoherence of the various approaches of the different stakeholders, to which the project has been confronted, have also negatively affected its results.

In addition, the project's approach is not in line with the paradigm-enabling action guidelines to ensure the implementation of the MEAs and the guidelines of the three Rio 1992 Conventions to allow for integrated management of the environment. In this case, the PMU should have focused on identifying areas of weaknesses and optimization of priority intervention needs, to install a new dynamic in the design and implementation of management projects. integrated environment and resilience and adaptation to climate change.

## 5. ANNEXES

### 5.1. Annexe 5.1 : Termes de Reference

Consultant with international experience for the final evaluation of the project Strengthening the Decentralized Management of the Environment to meet the objectives of the Rio Conventions in Guinea (RGDE)

Procurement Process:	RFP - Request for proposal
Office:	UNDP Guinea - GUINEA
Deadline:	23-Mar-18
Posted on:	09-Mar-18
Development Area:	CONSULTANTS
Reference Number:	44717
Link to Atlas Project:	00072231 -
Environment & Sustainable Development	

#### **Documents:**

[TDR IC International Evaluation](#)

#### **Overview :**

In accordance with the monitoring and evaluation policies and procedures of UNDP and GEF, all medium and large-scale projects supported by UNDP and funded by the GEF must be subject to a final evaluation at the end of implementation. implemented. These terms of reference (ToR / TOR) set out the expectations of a final evaluation (EF / TE) of the Strengthening of the Decentralized Management of the Environment to meet the objectives of the Rio Conventions (PIMS 4963).

#### **Objectives:**

The Strengthening the Decentralized Management of the RGDE Environment project was developed as part of the monitoring of the National Capacity Self-Assessment (NCSA) process in Guinea held between April 2006 and December 2008. It is a direct response to this national self-assessment by addressing key cross-cutting capacity issues identified in the implementation of the three Rio Conventions. It will strengthen the dialogue between the different institutions involved in promoting synergies, programmatic integration and harmonization of policies and legal and regulatory frameworks to avoid duplication and to save resources.

The objective of the project is to strengthen the institutional capacity in Guinea to consider the Multilateral Agreement on the Environment and the Local Committee for the Elimination of Racial Discrimination in decentralized environmental management activities. Under this project, capacity development support will lead to two outcomes: (1) the decentralization process and its governance structures are refined to integrate the obligations of the multilateral agreement on the environment to facilitate its implementation at the local level; and (2) building the capacity of key organizations to integrate this agreement into local planning processes.

The final evaluation will be conducted in accordance with the guidelines, rules and procedures established by UNDP and the GEF as indicated in the UNDP evaluation guidelines for GEF-funded projects.

The objectives of the evaluation are to assess the achievement of project objectives and to draw lessons that can improve the sustainability of the benefits of this project and promote the overall improvement of UNDP programs.

### **Approach and evaluation method:**

A comprehensive approach and methodology for conducting final evaluations of UNDP-supported and GEF-funded projects has developed over time. The evaluator should articulate evaluation efforts around the criteria of relevance, effectiveness, efficiency, sustainability and impact, as defined and explained in the UNDP guidelines for conducting the final evaluations of projects supported by UNDP and financed by the GEF.

A series of questions covering each of these criteria have been drafted and are presented in Appendix C of these ToRs. The evaluator must amend, complete and submit this table as part of an initial evaluation report and attach it to the attached final report.

The assessment must provide factual information that is credible, reliable and useful. The evaluator should adopt a participatory and consultative approach that ensures close collaboration with government counterparts, in particular with the GEF Operational Focal Point, the UNDP country office, the project team, the UNDP technical advisor- GEF based in the region and key stakeholders. The evaluator should carry out a field mission in Conakry as well as in the 4 pilot sites in Dubreka (CR de Tondon), Labé (CR de Popodara), Kouroussa (CR de Sanguiana) and N'Zérékoré prefectures. (CR of Gouécké).

Interviews will take place at least with the following organizations and individuals: (i) Ministries in charge of the Environment (DNE, BSD, COSIE), Agriculture (BSD, DNA, DNGR), Livestock (BSD), DNPA), Decentralization (DNLD), (ii) regional, prefectural and sub-prefectural authorities in charge of decentralized administration, environment and water and forests, agriculture, (iii) elected localities of the Rural Communes and Districts covered by the project, (iv) the heads of beneficiary groups (v) field implementation partners (PACV, etc.). The evaluator will review all relevant sources of information, such as the project document, project reports, including the PCR / RMP and other reports, budget revisions of the project, status reports, advancement, GEF focal area monitoring tools, project files, national policy and legal documents, and any other documents the evaluator deems useful for this fact-based evaluation. A list of documents that the project team will provide to the reviewer for review is attached to these terms of reference for further information on methods, see Chapter 7 of the Guide to Planning, Monitoring and Evaluation. evaluation focused on development results, on page 163.

### **Duties and Responsibilities**

The evaluation team will be composed of an international evaluator, head of mission and a national consultant. Consultants should have prior experience in evaluating similar projects. Experience with GEF-funded projects is an advantage.

The selected evaluators must not have participated in the preparation or implementation of the project and must not have a conflict of interest with the project activities.

Have a postgraduate degree (Bac +5) in one of the following fields: rural development, environment, natural resource management, statistics, social sciences, economics or any other relevant field;

- at least 05 years of relevant professional experience in the evaluation of similar projects;
- acknowledge of UNDP and GEF procedures;



- previous experience with results-based M & E methodologies;
- have technical knowledge in the targeted focal areas (biodiversity, climate change and sustainable land management);
- have experience on Multilateral Environmental Agreements (MEAs);
- have knowledge in the field of the environmental information system;
- have knowledge on the issues of sustainable management of natural resources in Guinea or a West African country;
- Have excellent command of French and English (written, spoken and read).

#### **Responsibility of the international consultant**

- Review the documentation
- Lead the final evaluation team in the planning, conduct and presentation of evaluation reports;
- Decide on the division of labor within the team and ensure the timeliness of reports;
- Use best practice evaluation methods in the conduct of the evaluation;
- Lead the drafting and finalization of the initial report for the final evaluation;
- Update CD dashboards (Appendix 2 of ProDoc);
- Present the draft results of the evaluation and recommendations;
- Briefing for the UNDP country office and the project management team;
- Lead the drafting and finalization of the final evaluation report.

#### **Deadline and place of submission of applications**

**The complete file will have to reach us by deposit at the reception at the following address:**

**United Nations Development Program (UNDP)**

**Commune house;**

**Municipality of Matam**

**Coleach South Corniche Street M002**

**BP 222 Conakry, Republic of Guinea**

**Or by email: [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)**

or fill out the application online and send us the documents requested by the address mentioned if we cannot download directly.

At the latest: March 23, 2018 at 12.00 local time.

**5.2. Annex 5.2 : Evaluation mission programme, schedule and itinerary**  
(30 April to 17 May 2018)

<b>Component</b>	<b>Date</b>	<b>Institutions and Persons</b>
Contract signature and Start-up contract	23 April 2018	Signature + Documents
Démarrage de l'évaluation	26-03 April 2018	Reception and Review reference documents Methodology approach and evaluation tools; <b>Deliverable 1 : Startup and Framing Report</b>
<b>Travel : Montreal-Conakry</b>	<b>30-04 * 02-05-2018</b>	Arrival in Conakry
<b>Briefing</b>	<b>02 mai 2018</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Briefing on the context of the evaluation;</li> <li>Preparation of the site visit mission</li> </ul>
<b>Meeting with stakeholders, central level (Conakry)</b>	<b>03-05-18 (à partir 9h); Duration = 1h/meeting)</b>	
<b>03-05-18</b>	-- h à -- h	Cabinet Minin. Environnement et EF
	-- h à -- h	PAVC
	-- h à -- h	DN/PEDD
	-- h à -- h	Cabinet Min. Aménagement Territoire
	-- h à -- h	Direction Nationale Develop. Local
	-- h à -- h	Direction Nationale Collectivités locales
	-- h à -- h	Comité National de Pilotage
<b>04-05-18</b>	<b>-- h à -- h</b>	Point Focal Biodiversité
	-- h à -- h	Point Focal Désertification
	-- h à -- h	Point Focal Changement climatique
	-- h à -- h	Personne ressources (Mr. Diallo, ONG Guinée Écologie)
		PNUD-Guinée (Eloi)
<b>Field Visits</b>	<b>05-14 mai 2018</b>	<b>Authoritative meetings, interviews, field visits, data collection and analysis</b>
	12-05-18	Visit to Popodara sites
		Return in Labe (night)
	13-05-18	Travel Labe-Conakry (nuit)
<b>Presentation of Findings</b>	17 mai 18	Sharing findings and recommendations
<b>End of mission in Guinea</b>	18 mai 2018	Return to Montreal/ International Consultant
Elaboration & Submission of Evaluation Report	18 au 21 mai 2018	<b>Deliverable 2:</b> Submission of the draft mission report
Comments by UNDP, PEDD and Partners	22-27 mai 2018	Comments to be sent to the International Consultant by UNDP Guinea to I.Consultant
Review of Draft Report and finalisation	28-30 mai 2018	<b>Deliverable 3 : Submission of Final report</b>

### 5.3. Annex 5.3: List of persons interviewed

1. Mr Eloi, Directeur Adjoint Pays
2. Mamadou Ciré Camara, PNUD/Team Leader, Environnement Et Énergie
3. Mamadou Kalidou Diallo, Expert Suivi-Évaluation, PNUD/Environnement et Énergie
4. Mr Mamadouba Sylla, Coordinateur du Projet RGDE
5. Aboubacar Youla, Expert au PEDD/PNUD
6. Prof. Selly Camara, Conseiller Technique Ministère de la recherche et Directeur PEDD/PNUD
7. Prof Mamadou Lamarana Diallo, Coordinateur du Projet REMEEC
8. Kader, BSD/MEEF
9. Directeur Cabinet du MEEF
10. Abou Sidiki Sylla, DNDL
11. M. Sylla, Coordinateur PAVC
12. Kourouma Sékou, MEEF/Point Focal Adjoint, Biodiversité (UNCBD)
13. Konfa Kourouma, MEEF/Point Focal Adjoint de Changement Climatique (UNCCC)
14. Mamadouba Ousmane Sylla, MEEF/Point Focal Adjoint Changement Climatique (UNCCC)
15. M. Boira, Coordinateur Projet Biogaz
16. Gouverneur de la région de Labé
17. Préfet de Labé
18. Directeur Régional de DEEF, Labé
19. Mr. Traoré, Préfet de Labé
20. Mamadou Sow, Sous-Préfecture de CR Popodara
21. Telly Oury Diallo, Maire/Président de la Délégation spéciale, CR de Popodara
22. El adji Alkaly Boubacar Diallo, Vice-Maire/ CR de Popodara
23. Mamadou Diallo, Secretaire général/ CR de Popodara
24. Moryba Fofana, ADL/PACV/ CR de Popodara
25. Population du village de Popodara

#### 5.4. Annex 5.4: Evaluation Questions

The evaluation team used this question to conduct discussion and interview with the stakeholders during the mission to assess the project implementation based on evaluation criteria.

Evaluative Criteria Questions	Indicators	Sources	Methodology
<b>Relevance: How does the project relate to the main objectives of the GEF focal area, and to the environment and development priorities at the local, regional and national levels?</b>			
•	•	•	•
•	•	•	•
<b>Effectiveness: To what extent have the expected outcomes and objectives of the project been achieved?</b>			
•	•	•	•
<b>Efficiency: Was the project implemented efficiently, in-line with international and national norms and standards?</b>			
•	•	•	•
<b>Sustainability: To what extent are there financial, institutional, social-economic, and/or environmental risks to sustaining long-term project results?</b>			
•	•	•	•
<b>Impact: Are there indications that the project has contributed to, or enabled progress toward, reduced environmental stress and/or improved ecological status?</b>			
•	•	•	•

### 5.5. Annex 5.5: Rating Scales

<p><b><i>Ratings for Outcomes, Effectiveness, Efficiency, M&amp;E, I&amp;E Execution</i></b></p> <p>6: Highly Satisfactory (HS): no shortcomings</p> <p>5: Satisfactory (S): minor shortcomings</p> <p>4: Moderately Satisfactory (MS)</p> <p>3. Moderately Unsatisfactory (MU): significant shortcomings</p> <p>2. Unsatisfactory (U): major problems</p> <p>1. Highly Unsatisfactory (HU): severe problems</p>	<p><b><i>Sustainability ratings:</i></b></p> <p>4. Likely (L): negligible risks to sustainability</p> <p>3. Moderately Likely (ML): moderate risks</p> <p>2. Moderately Unlikely (MU): significant risks</p> <p>1. Unlikely (U): severe risks</p>	<p><b><i>Relevance ratings</i></b></p> <p>2. Relevant (R)</p> <p>1.. Not relevant (NR)</p> <p><b><i>Impact Ratings:</i></b></p> <p>3. Significant (S)</p> <p>2. Minimal (M)</p> <p>1. Negligible (N)</p>
<p><b><i>Additional ratings where relevant:</i></b></p> <p>Not Applicable (N/A)</p> <p>Unable to Assess (U/A)</p>		

### 5.6. Annex 5.6 : Summary of field visits and stakeholder interviews

« Strengthening decentralized management of the environment to meet Rio Convention objectives (SDME, PIMS: 4963; ID:00093877) »

INSTITUTION	MEEF	MEEF	ENVIRONMENT & SUSTAINABLE DEVELOPMENT PROGRAMME (ESDP/PEDD)	Direction Nationale de Développement Local	UGP-RGDE	PACV
DATE & PLACE	03/05/18	04/05/18	07/05/2018	07/05/2018	08/05/2018	08/05/18
PERSON INTERVIEWED :	Mr. Kader; Member of BSD`MEEF	Mr. Keita	Prof. Selly Camara	Abacar Sidibe Sylla	Modiba Sylla, REDGE Project Coordinator	Mr. Sylla, Expert
Q1-MANDATE & RESPONSIBILITIE?	BSD & Membre COPIL	Chief of MEEF Office	Former-Director of ESDP (PEDD)	Chief of Planning Service, DNPL, in charge of supporting of Decentralized structures	; In the context of the project implementation, we were recruited to coordinate the Project Management Unit, to ensure the implementation of the programme of work, to manage and coordinate the project activities, under the direct supervision of responsibility of the PEDD and the MEEF.	In charge of Environmental and development matters at PACV
Q2-WHAT DO YOU KNOW ABOUT THE RGDE PROJECT?	(i) The SDME (RGDE) project emanates from the National Capacity Self-Assessment (NCSA) workshops (cross-sectoral capacities to ensure coordination and dialogue between the different institutions	I know very little about the project because we have little information. We have problems to evaluating this project. I	Such a project was waited for long time ago since it would allow the government to honor its	The SDME (RGDE) project means to us of paramount importance in that sense it addresses the	The project is aimed to implement the framework of MEAs and the guidelines of the 3 Rio 1992	We have participated in the national process of NCSA and the development of the SDME (RGDE)

	<p>involved in programmatic integration and harmonization of policies, legal and regulatory frameworks, ensuring effective participation of local communities in the implementation of the MEA at the local level (ii) Train and making available to local populations useful information on Rio 1992 Conventions and sustainable management of the environment.</p>	<p>think the coordinator should liaise with the BSD chief, as the prerequisites to respect before I could do anything. We need first verifiable data and information about the project. The project coordinator recalled that all the various reports on the project activities are systematically transmitted to MEEF and BSD and also the evaluation team has already met and discussed with Mr. Kader. To this regard, the Chief of the Cabinet pointed out that the evaluation team should meet the head of the BSD and not Kader. The meeting was postponed for the further notice but did not take place.</p>	<p>international commitments to MEAs and the Rio 1992 Conventions. Since 1992, many actions have been carried out, but without any consistent foundation at the national level referring to the MEAs and Rio 1992 Convention guidelines, as revealed by the NCSA. Also, at local and decentralized levels, the Rural communities are very little informed about the MEAs and the different processes for implementing the 1992 Rio Conventions. We believe that this project has taken a step forward and will allow federating the strategies for environmental management policies</p>	<p>concerns of decentralized management of natural resources and environment. That's why we have well come its implementation and decided to support its activities.</p>	<p>Conventions. The process of its elaboration resulted from the findings of the NCSA at the national level, and which highlighted the shortcomings of past project intervention and implementation strategies for environmental and natural resource management, as well as resilience to climate change. Among other objectives, the SDME (RGDE) project targeted (i) integration of MEAs and Rio 1992 Conventions into local development plans, (ii) Stakeholder's capacity building.</p>	<p>project, as its concerns represent the same challenges that we are addressing in the implementing our programme. We understood that preserving natural resources relies on awareness raising and capacity strengthening of grassroots actors and extended collaboration between the various actors and projects in the field</p>
<p><b>Q3-RELEVANCE OF THE PROJECT TO CHALLENGES IDENTIFIED?</b></p>	<p>(i) Relevant to national priorities; (ii) Addresses challenges of Climate Change, Biodiversity conservation and land degradation</p>	<p>NA</p>	<p>The project is very relevant as it targets the implementation of the MEAs and the directives of the Rio 192 Conventions, it</p>	<p>The SDME (RGDE) project is very relevant as it addresses the development challenges of the</p>	<p>The project aims to address the challenges of sustainable management of the environment and natural resources in a</p>	<p>The SDME (RGDE) project objectives are in line with PACV orientations, that highlights its relevance; and has</p>

			also addresses important issues of sustainable development, namely Land Degradation, Biodiversity protection and resilience to climate change, as well as the poverty reduction.	country and particularly the challenges of the implementation of decentralization policy, as well as the environmental and natural resource management frameworks. The NCSA highlights many challenges that hinder the smooth environmental skills transfer at the local level	context of climate change, and ultimately contribute to the reduction of poverty in rural areas	motivated our participation and collaboration
<b>Q4-PERTINENCE OF THE PROJECT TO GOVERNMENT POLICIES</b>	(i) Relevance to the government environmental and natural resource management policies; (ii) Address the government commitments	NA	As emphasized in the Prodoc, the project is aligned with the NAPA and with the various strategies, policies and legislation frameworks of the environment protection and the natural resource management, as well as of the decentralization and transfer of competences in the matter of sustainable development.	The objectives of the SDME (RGDE) project are very relevant to our mandate and especially to the orientations given to Local Authorities in the decentralized management of natural resources. It also supports our capacity building actions at the local level (authorities and populations) in the implementation of the decentralization policy.	As mentioned in the PRODOC, the project is aligned with the various government policies and regulations on environmental management, food security and poverty alleviation	The SDME (RGDE) Project is relevant to national policies and other ongoing environmental and natural resource management projects en cours et aux politiques de développement du gouvernement



<p><b>Q5-YOUR ROLES &amp; ACTIVITIES ACHIEVED</b></p>	<p>(i) Supporting the implementation; (ii) Project monitoring; (iii) Field missions and Assisting at PSC meetings</p>	<p>NA</p>	<p>The project was implemented and steered by our ESDP, (PEDD) through the Project Management Unit (PMU) headed by a recruited national coordinator). Our team periodically monitored and evaluated the project implementation, with the UNDP team and the MEEF Staff to assess the progress made.</p>	<p>We have fully participated in its implementation, both at the level of the Steering Committee and in the field, through our decentralized structures</p>	<p>Management, implementation, planning, Coordination of the project execution</p>	<p>At the level of the 4 CRs our LDAs were in charge of the organization of the communities and the local populations, including the supervision of the implementation of their microprojects</p>
<p><b>Q6-YOUR APPRECIATION OF RESULTS (QUALITY, DURABILITY, IMPACTS, etc.)</b></p>	<p>Sensitizing and strengthening stakeholder capacities at central and decentralized levels, and local populations</p>	<p>NA</p>	<p>Despite some weaknesses, we welcome the successful implementation of the project, the results achieved in terms of (i) sensitization and capacity building of stakeholders at central and decentralized levels; (ii) the development of environmental and natural resource management microprojects, the land degradation control and the supervision of the population activities in the 4 pilot rural</p>	<p>Results achieved by the project team are very encouraging, as information and awareness-raising activities provided by the national and local stakeholders contributed to raise awareness about each other's role and a collective commitment to make any effort to better ensure protection of the natural resources on which the people and the development of the country depend. The various trainings helped to reinforce their skills and</p>	<p>In the 2 years of the project life span, despite constraints encountered, we were able to implement the entire program, raise awareness and strengthen the capacities of central, decentralized and local stakeholders, supervise the population activities in the 4 CRs in the development of their micro-projects to secure sustainable management of natural resources, diversification control and agricultural activities. We have</p>	<p>The project trained 50 PACV executives on integrated management of environment, natural resource and biodiversity, sanitation, land degradation control, climate change resilience actions, etc..</p>

			<p>communes (Tondon, Popodara, Goueke, Kouroussa), supported and supervised by the ADLs from the PACV; (iii) creation of a digital library, even if the system is not yet operational (not connected online). The results are generally quite satisfactory and entailed interesting consideration of the continuation of the actions initiated in order to ensure the control of and the sustainability of the implementation of MEAs and the Conventions of Rio 1992 throughout the country</p>	<p>improve their skills to integrate MEAs and the Rio 1992 conventions in the local development planning system, and built capacities of local authorities, the Department of Decentralization and the Department of Local Development. The support from ADL to accompany the local authorities also facilitated the involvement and supervision of the local population interventions in the 4 pilot CRs.</p>	<p>also created a digital library (planned to be transferred to COSIE, but not yet done), created a Unit within the National Committee for the Environment and Rural Development, monitored committees at local level, etc.</p>	
<p><b>Q7-PROJECT STRENGTHS</b></p>	<p>(i) Commitment of MEEF; (ii) Good organization approach; (iii) Effective coordination and monitoring-evaluation set forth by the PMU; (iv) Collaboration with Implicating stakeholders and partnership with PACV</p>	<p>NA</p>	<p>The partnership with the PACV, the involvement of the main political, legislative and technical stakeholders, local authorities, including those of civil society</p>	<p>The project's strengths in the management of communities and populations are based on (i) Providing information, awareness-raising and training activities carried out by the project; (ii) Imbedding of the project within the</p>	<p>Imbedding the project within MEEF structures and the ESDP (PEDD), Support from UNDP and particularly partnership with the PACV</p>	<p>The partnership with the PACV allowed a better integration and implementation of the project at the level of the 4 pilot RCs; supporting the microproject funding at local level to increase community participation and</p>

				PACV and empowering the LDAs in the supervision of the populations; (iii) Diversification of agricultural activities and income generation.		visibility of the SMDE project.
<b>Q8-PROJECT WEAKNESSES</b>	The implementation process of the MEAs and the Rio 1992 Conventions was not fully completed, due to short period and limited budget allocated	NA	Lack of strong connection with other ongoing programmes and projects in the field, strong emphasis on training workshops followed by few concrete actions to demonstrate the knowledge acquired	Despite significant efforts, the project did not succeed to achieve significant changes in the behavior of communities and local populations, because of the many underlying challenges faced, such as food insecurity, lack of drinking water, devastating effects of climate change on the production systems and lands, extreme poverty; lack of synergy with other projects in the same areas	We were unable to achieve some key results, including (i) the digital library created but not operational and transferred to COSIE (design not completed, missing data), lack of implementation of proposed policies and legislation frameworks, the mechanisms implementation of MEAs and convention not implemented, etc.	The very short period of implementation which did not allow to complete the process of supervision and capacity building of stakeholders and populations; limited effects to enable changing people's behavior in the sustainable management of environment and natural resources; lack of official adoption by the cabinet of ministers of the new forest code and the local environmental code, etc.
<b>Q9-PROJECT CONSTRAINTS</b>	(i) Limited financial resources (ii) Very limited duration of 2 years for capacity building and effective demonstration of natural resource management practices (iii) Delay in the project Start-up	NA	(i) Delay in the project start-up, (ii) Limited time of implementation, (iii) Very limited financial resources, (iv)	(i) Insufficient budget to carry out actions to meet the high level of the concerns of the populations, (ii) Very short timeframe of implementation of the	Limited timeframe and financial resources to implement such project aiming to build capacities,	Small budget of PACV and the SDME (RGDE) project, including implementation short time frame (2 years)

			Limited human resource at PMU level	programme of work which did not make it possible to reinforce the capacities at the grassroots level. Our institution has very limited financial means, as state subsidies barely cover our operating needs, which limits in turn our ability to effectively support the implementation of the project.	particularly at grassroots level	
<b>Q10-LESSONS LEARNED FROM PROJECT IMPLEMENTATION</b>	(i) SDME (RGDE) project is the most successful project and that has involved the key stakeholders, decentralized bodies and rural populations; (ii) Awareness raising and training of central and deconcentrated staff; (iii) involvement of women has been a factor of success	NA	The implementation of microprojects in the 4 CRs with populations, resulted to a very limited scope to ensure protecting natural resources and to sensitizing grassroots communities require long term to provide convincing results; and enabling resilient actions to climate, although some few signs of change are becoming visible to yield results and motivate the participation of local people	(i) Project interventions focused on training with little emphasis on the organization of populations at stake, (ii) the mechanisms of interaction and access to natural resources, (iii) the definition of the intervention framework of the various stakeholders, (iv) few alternatives offered for combating the effects of climate change and reducing poverty	(i) The strategy adopted did not produce the expected effects, because too many actions with a limited budget; (ii) field actions have not produced the expected results due to the limited timeframe, (iii) the policy of decentralization and transfer of skills towards environmental management is not yet effective yet, etc.	The SDME (RGDE) has demonstrated the effectiveness of beekeeping and crop diversification to generate income (that the PACV could not experiment in its first phase

<p><b>Q11-RECOMMENDATIONS</b></p>	<p>(i) Activities to be continued by MEEF with follow-up by the BSD; (ii) Continuation phase beyond the GEF grant was prepared under and adopted among priority project of the PNDES (a project sheet of 12,000,000 USD)</p>	<p>NA</p>	<p>Pursuing actions initiated by the project to (i) strengthen further results achieved and (ii) expand the project activities throughout the country to cover other remaining RCs, (iii) mobilize the funds provided for in the PNDES</p>	<p>(i) Consolidate and expand actions initiated in other RCs; (ii) mobilize more financial resources</p>	<p>(i) Consolidation and continuation of project activities initiated in the 4 CRs and, (ii) expand it in other remaining RCs; (iii) development the scaling up project document outlined in the PNDES</p>	<p>(i) Adopting the various policies and texts revised by the SDME (RGDE) project and ensure their dissemination at the level of the RCs; (ii) link MEAs and the Rio 1992 conventions with Decentralization texts, to ensure effective involvement of Local Authorities, and sustainable management of the environment and natural resources, particularly forest resources;(iii) encouraging synergy between the various stakeholders, particularly foresters who tend to work in isolate manner, ignoring that environment is a cross-cutting sector and requires multi-disciplinary collaboration</p>
-----------------------------------	--	-----------	--	--	--	--

« Strengthening decentralized management of the environment to meet Rio Convention objectives (SDME, PIMS: 4963; ID:00093877) »\_

INSTITUTION	UNCCC FOCAL POINT	UNCBD FOCAL POINT	PROJET BIOGAZ	PNUD	Regional Directorate of Environment,	LABE REGION GOUVERNORATE	PREFECTURE DE LABE, CR POPODARA ET
-------------	-------------------	-------------------	---------------	------	--------------------------------------	--------------------------	------------------------------------

					Waters and Forestry		VILLAGE DE POPODARA
<b>DATE &amp; PLACE</b>	08/05/18	08/05/18	09/05/2018	10/05/2018	12/05/2018		12-13/05/18
<b>PERSON INTERVIEWED :</b>	(i) Karifa Kourouama,  (ii) Mamadouba Ousmane Sylla,	(i) Kourouma Sékou	Team of Biogas Project (Mr. Boiro)	Mr. Eloi, DD/UNDP-Guinea & Mamadou Ciré Camara, Team Leader/UEE-PNUD	Regional Director	Governor of Labe Region, assisted by the Chief of High Military Commander of the region, and the Regional Director of EEF, etc.	(i) Prefectural Director of EEF of Popodara;  (ii) Responsible of Popodara RC,  (iii) Popodara beneficiary populations
<b>Q1-MANDATE &amp; RESPONSIBILITY?</b>	In charge of Rio 1992 convention on Climate change	In charge of Rio 1992 convention on Biodiversity	Implementation of the Biogas project focused on the study of greenhouse gas effects generated by different practices of land cultivation, forest logging, Wood fuel and firewood utilization, livestock farming practices, etc.	GEF implementing Agency	In charge of environment and Forestry at Labe region	In charge of Labe Region	<b>DPEEF:</b> in charge of (i) protection of environment and Forestry sector;  (ii) <b>Responsible of Popdara RC;</b> in charge local administration and development of the RC;  (iii) <b>Population:</b> Direct beneficiaries of microprojects
<b>Q2-WHAT DO YOU KNOW ABOUT THE RGDE PROJECT?</b>	The SDME (RGDE) project targets the implementation of the government's MEAs in raising awareness and reinforcing the key stakeholder capacities with regard to the	The SDME (RGDE) project targets the implementation of the government's MEAs in raising awareness and reinforcing the key stakeholder capacities with regard to the	The SDME (RGDE) project responds to the challenges identified in the NCSA and the government's priority actions,	UNDP supported the development and implementation of this project in its programmatic approach to assist the government of Guinea. The project built on the lessons learned	It is a very important project in terms of sustainable management of the environment and forest resources. The project follows the conclusions of	I am not aware of this project. We regret that the various environmental projects are being carried out in the region without a real involvement and information of the	The project is in line with Biodiversity, Climate Change and Protection of environment conventions to limit land degradation and promote

	directives and the commitments of the government to ensure considering questions pertaining environmental management and climate change to assist population with appropriate measures of mitigation threats	directives and the commitments of the government to ensure considering questions pertaining environmental management and biodiversity conservation to assist population with appropriate measures of mitigation threats	particularly in terms of climate change mitigation talked by the Biogas project	from past experiences and the weaknesses and challenges identified in the NCSA, related to governance and sustainable management of natural resources, environmental management issues and especially meeting the expectations of local people.	the NCSA. It is an enabling project focused on the MEAs and the three Rio 1992 Conventions. It is implemented in the commune of Popodara, but with limited involvement of the Environment and Forestry Service	governance structures, whereas these should be well involved in the implementation. The fragmentation of the projects does not help to ensure a control of the interventions in the region.	sustainable development
<b>Q3- PERTINENCE OF THE PROJECT TO CHALLENGES IDENTIFIED?</b>	Through its objectives, the SDME (RGDE) project addresses the country's priorities with a view to mastering the various agreements and government obligations on climate change	Through its objectives, the SDME (RGDE) project addresses the country's priorities with the aim of mastering the different agreements and the government's obligations in terms of sustainable protection of biodiversity	SDME (RGDE) interventions fit into the context of solutions to address climate change issues related to greenhouse gases that the Biogas project is working on	The project addresses the environmental challenges and priorities of the government and aims to fill the knowledge gaps on MEAs and the Rio 1992 Conventions.	It addresses the government priorities and aims to respond to the challenges identified at the NCSA	NA	The project addresses development needs of the commune and populations
<b>Q4- PERTINENCE OF THE PROJECT TO GOVERNMENT POLICIES</b>	The project's actions are in line with the guidelines of the Rio 1992 Convention on Climate Change	The project's actions are in line with the guidelines of the Rio 1992 Convention on the Conservation of Biodiversity	SDME (RGDE) interventions are aligned with different government policies, including resilience to climate change through alternatives mitigation means of GHG (Biogas) and adopting of	The SDME (RGDE) Project is aligned with country priorities and UNDP and GEF Focal programme	It is aligned with the different policies of the environment, Water and Forestry sector	NA	The project is aligned with the decentralization and local development plan guidelines of the RC

			cleaner energy sources				
<b>Q5-YOUR ROLES &amp; ACTIVITIES ACHIEVED</b>	Ensure compliance with the implementation in the country of the guidelines of the Rio 1992 Convention on climate change and their inclusion in the various policies and development projects	Ensure compliance with the implementation in the country of the guidelines of the Rio 1992 Convention on Biodiversity conservation and their inclusion in the various policies and development projects	Limited collaboration	GEF Project Implementation Agency; management of financial resources, monitoring-evaluation and technical support to the PMU. Our role is catalytic aiming to helping the country to meet is commitments made at the international level. (MEAs and Rio 1992 conventions)	As part of our mandate, the EWF sector has supported the implementation of the project at the level of the Popodara RC but limited to the follow-up and training actions.	NA	(i) <b>DPEF</b> : supporting the project in the activity follow-up, participation to trainings and limited sensitization of the populations;(ii) <b>Rural Commune</b> : administrative support, implementation and monitoring of achievements, in collaboration with PACV;(iii) <b>Population</b> : implementing their microprojects, ensuring sustainable natural resource management and participating in the training workshops
<b>Q6-YOUR APPRECIATION OF RESULTS (QUALITY, DURABILITY, IMPACTS, etc.)</b>	The implementation of the project has raised awareness and built capacities of national and local stakeholders and identified some challenges to the implementation of the UNCC Convention;	The implementation of the project has raised awareness and built capacities of national and local stakeholders and identified some challenges to the implementation of the UNCBD; provided	The project has raised awareness and contributed to the capacity building of the key stakeholders, including local populations	(i) Many expectations placed on the project in terms of capacity building of the stakeholders, but not fully achieved, (ii) limited synergy with other projects, as well as the outcomes at community level and population's	The imbedding of the project within the PACV justified our limited involvement, even though actions initiated mainly	NA	(i) <b>DPEF</b> : The implementation of the project has allowed us to improve our knowledge on MEAs and Rio 1992 Conventions through training, (ii)



	<p>provided trainings of LDAs from PACV and local populations</p>	<p>trainings of LDAs from PACV and local populations in integrated natural resource management and biodiversity conservation</p>		<p>needs were not met as expected</p>	<p>concern our mandate.</p>		<p><b>Rural Commune:</b> awareness-raised and training action provided, contributed to improve our knowledge and induce some changes of our vision, behavior and practices in the management of natural resources and the design of local development plans, (iii) <b>Population:</b> adoption of diversified cultivation practices, support for agricultural inputs and resilient seeds (coffee, ginger, pepper, etc.), including adoption of life hedgerow fencing (tapades) and dead hedgerows to control animals; practical training on land erosion control activities, bushfire control, beekeeping practices, stream protection; crop improvement and financial income</p>
--	---	--	--	---------------------------------------	-----------------------------	--	---

<b>Q7-PROJECT STRENGTHS</b>	The project involved all policy, legal and technical stakeholders, as well as local authorities and communities in the different RCs in the development planning, as well as issues of resilience and adaptation to climate change.	The project involved all policy, legal and technical stakeholders, as well as local authorities and communities in the different RCs in the development planning, as well as issues of Biodiversity conservation	Involvement of all key central and local key stakeholders	Involvement of the main stakeholders and leadership of the Environment and Energy Unit of UNDP and ESDP (PEDD)	Difficile de donner des jugements	NA	(i) <b>DPEF</b> : project support and PACV involvement and training provided(ii) <b>Rural commune</b> : support through project and PACV and training provided (iii) <b>Population</b> : support through project and PACV and training provided and development of microprojects
<b>Q8-PROJECT WEAKNESSES</b>	The short timeframe has not ensured to improve effective capacity building of local stakeholders	The short timeframe has not ensured to improve effective capacity building of local stakeholders	GHG development actions were very little addressed	The strategy and interventions of the PMU did not seem to have proved effectiveness, but we believe that the evaluation will provide a clear answer on this subject.	Difficult to anticipate on potential impacts of the project	RA	((i) <b>DPEF</b> : fairly short training workshops (1-2 days) to master the diffuse knowledge provided;(ii) <b>RC</b> : short-term training and content difficult to remember by unprofessional people, (iii) <b>Population</b> : their needs have not been fully met
<b>Q9-PROJECT CONSTRAINTS</b>	Short timeframe and insufficient financial resources, thus limited involvement UNCCC unit	Short timeframe and insufficient financial resources, thus limited involvement UNCBD unit	Short timeframe and insufficient financial resources	The limited budget and short implementation timeframe did not help to achieve target objectives and outcomes	Short timeframe and insufficient financial resources,	NA	(i) <b>DPEEF</b> : Short timeframe and limited budget  (ii) <b>RC</b> : Short timeframe and limited budget

							(iii) <b>Population:</b> Short timeframe and limited budget to develop all the microprojects
<b>Q10-LESSONS LEARNED FROM PROJECT IMPLEMENTATION</b>	Like for other projects, the FP was not involved as required, thus its support was limited to PSC meetings	Like for other projects, the FP was not involved as required, thus its support was limited to PSC meetings	Such project requires a long-term intervention with substantial budget	We rely on the evaluation outcomes to assess the effectiveness and efficiency of the project	The fact that the project is imbedded within the structures of PACV, made our intervention very limited, therefore the appropriation of actions initiated and the monitoring of outcomes at local level is questionable	NA	((i) <b>DPEF:</b> longer duration with training focused on local concerns was preferable, (ii) <b>RC:</b> longer duration with training focused on Popodara 's RC concerns and needs could have driven the training effectiveness, (iii) <b>Population:</b> sensitization and on-job coaching
<b>Q11-RECOMMENDATIONS</b>	(i) Better adaptation of legal texts and integration of the Convention into the various development policies and projects; (ii) Ensuring better dissemination of the UNCC Convention's guidelines; (iii) Involving the FP in the implementation of the project during the scaling up phase; (iv) Consolidating and enhancing the achievements of the	(i) Better adaptation of legal texts and integration of the Convention into the various development policies and projects; (ii) Ensuring better dissemination of the UNCCBD guidelines; (iii) Involving the FP in the implementation of the project during the scaling up phase; (iv) Consolidating and enhancing the achievements of the SDME (RGDE); (v)	(i) Pursue the actions initiated and expand them in the other RCs, in the Scaling phase under the funds provided in the PNDES; (ii) better interaction and collaboration with different institutions and field projects; (iii) a strong focus on GHG issues to	In this type of project, it is important to place special emphasis on the issues pertaining approach in terms of capacity building of the stakeholders and synergies of interventions to achieve the expected results and objectives.	We believe that environmental and forestry projects must be anchored at the DREEF level in order to ensure a follow-up during and after the implementation of the project.	Project activities should have been integrated into those of REMECC to ensure synergy and complementarity	(i) <b>DPEF:</b> consolidation and continuation of the project (2-3 years) with a substantial budget, (ii) <b>RC:</b> consolidation and continuation of the project (2-3 years) with a substantial budget to ensure the integration and operationalization of the concerns of the 3 conventions in our local development plan,

	SDME (RGDE); (v) the 3 Rio 1992 conventions must be synergized and their FP working together on practical tools	the 3 Rio 1992 conventions must be synergized and their FP working together on practical tools	mitigate the effects of climate change				(iii) <b>Population;</b> Consolidation and continuation of the project (2-3 years) with a consequent budget to meet grassroot community needs
--	--	--	---	--	--	--	--

**Q1: Question 1**

Auteurs : Dr Syaka SADIO et Alphonse Ngom

Date : 15/05/2018

### 5.7. Annex 5.7 : List of documents reviewed

1. BIOGAZ Project, 2018. Project Activity Report "Creating a Market for Development and Utilization of Biogas Resources in Guinea"
2. World Bank: PACV
3. UNDP, 2014: Project Financing Document (PRODOC), 62p.
4. UNDP and MEEF, 2010: Self-Assessment of Capacity Building for National and Global Environmental Management in Guinea (NCSA); 60p.
5. UNDP: CDR 2015, CDR 2016, CDR 2017 and CDR 2018
6. RGDE, 2016 Annual Reports and Annual Work and Budget Plans
7. RGDE, 2017 Annual Reports and Annual Work and Budget Plans
9. RGDE, 2018 Annual Reports and Annual Work and Budget Plans
10. RGDE, 2016-2017; manuals and training guides and mechanisms of MEAs and conventions
11. RGDE, 2016 Microprojects of the 4 RCs RGDE Action Plan, 34 p
12. FAO, 2015 : Forest resource assessment ; 250p.
13. PANA, 2007
14. Environmental framework of the Guinea
15. Forestry law and regulatory framework
16. Poverty reduction strategic Framework
17. PNDES framework, 2017.

### 5.8. Annex 5.8 : Stakeholders interview et capacity evaluation questionnaire (answers)

The table 1 below summarizes the main findings of the interviews and discussions with stakeholders at various level of the project interventions.

Table 1: Main partners and respective roles

Partie prenantes	Responsible institutions	Involvement	Capacities	Roles and responsibilities assigned
<b>At Governmental level</b>				
<b>Ministry of Environment, Water and Forests</b>	National Directorate of Forestry, Water and Environment	Key actor, monitoring, implementation	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
	National Directorate of Environment and Sustainable Development	Key actor, monitoring, implementation	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
	General Directorate of Climate Unit	Support	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Ministry of Agriculture</b>	The National Directorate of Agriculture (NDA)	Key actor, monitoring, implementation	Limited knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
	Agriculture Research Institute of Guinea (IRAG)	Support implementation	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
	National Agency of Rural promotion and Agricultural Council (ANPROCA)	Support implementation	Limited knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
	Bureau of Strategy and Development	Key actor, monitoring, implementation	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Le Ministère de l'Administration territoriale et des Affaires politiques</b>	Decentralized institutional setting for environmental governance	Local partner	Poor knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Ministry of Livestock</b>	The National Directorate of Livestock (NDL)	Support implementation	Limited knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Ministry of International Cooperation</b>	National Directorate of International Cooperation	Support implementation	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Ministry of State for Energy and Environment</b>	National Directorate of Energy	Support implementation	Limited knowledge of MEAs and Rio convention (Green gas effect)	Member of PSC
<b>Ministry of Economy and Finances</b>	National Directorate of Public investment	Key partner implementation	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Ministry of social Affaires, Women empowerment and childhood</b>	National Directorate of Intervention areas	Support implementation	Limited knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>International Organisations</b>				
<b>UNDP</b>	Bureau of PNUD-Guinea	Key partner, monitoring,	Performant capacities and good	Member of PSC

		operation, guidance, implementation	knowledge of MEAs and Rio convention Guidelines	
<b>Implementing and executing partners</b>				
<b>PACV</b>	Field Programme (World Bank)	Key executing partner at the 4 RC	Good knowledge of MEAs and Rio convention guidelines; Good field organization set up with experienced ADL	Implementation and training of communities
<b>Socio-economic Groups socioéconomiques (direct beneficiaries), Local communities</b>	Farmers, women, children, Community leaders, Leaders of local CSOs (FPFD, local NGOs.	Key local stakeholders, implementation of microprojects	Poor knowledge of MEAs and Rio convention	Implementation Partners and beneficiaires
<b>Decentralized Institutions at prefectures and RC level</b>	Regional Prefectures	Local key partners, implementation	Poor knowledge of MEAs and Rio convention	Implementation Partners
<b>Customary decision makers</b>	Traditional Decision-making, Rural Council, Religious chiefs and councils, etc.	Local key partners, implementation	Poor knowledge of MEAs and Rio convention	Beneficiaries
<b>Technical and Research Institutes (IRAG, etc.)</b>	IRAG	Support resilience and adaptation practices	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Community radios</b>	Prefectoral Community radio stations	Awareness, sensitization, information sharing	Limited knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>NGOs andAssociations</b>	National and local NGOs	Support community implementation	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Implementation Partners
<b>Private Organisations</b>	Mining Companies	Limited involvement in the implementation	Limited knowledge of MEAs and Rio convention	Member of PSC
<b>Microfinance Organisations</b>	Rural Credit and other local microfinnce institutions	Financial support	Limited knowledge of MEAs and Rio convention	Implementation Partners
<b>Focal Points</b>	GEF, UNCBD, UNCCC, etc.	Support convention mechanisms and guidelines	Good knowledge of MEAs and Rio convention	Implementation Partners

Table 2: Legal, policy et institutional measure assessment grid

The evaluator team assessed the key sectors addressed by the PMU during the project implementation.

<b>Sectors</b>	<b>Authorities</b>	<b>Legal measures</b>	<b>Conformity Obligation</b>	<b>Public participation rules and mechanisms</b>	<b>Means of control</b>
<b>Legal measures</b>					
<b>Policy measures</b>					
<b>Institutional measures</b>					
<b>Capacity building</b>					



### 5.9. Annex 5.9: Evaluation of project achievements

OUCOME	OUTPUT	ACTIVITY	REALISATION OF ACTIVITES (% ET CIBLES)
<b>Outcome 1:</b> The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA in order to facilitate MEA implementation at the local level	<b>Output 1.1 :</b> MEA integrated into the national decentralization strategy, in order to ensure top-down and bottom-up compliance with MEA obligations and across-levels reporting to the conventions.	<b>Activity 1.1.1:</b> Decentralization policy and programme adapted to incorporate MEA implementation and Low Carbon Emission and Resilient Development (LCERD).	(i)- 98% (ii)- Policy validated in 2016 and submitted to the Cabinet of MEEF (GS), but was not adopted by the Council of the ministers. (iii)- Capacities of the decentralized administration strengthened on MAE; (iv)-No carbon mission mitigation carried out, but activity conducted by Biogas project
		<b>Activity 1.1.2 :</b> Establish and operationalize a coordination facility for decentralized MEA implementation and across-levels reporting to the conventions	(i)- 90% (ii)- A Unit was established within GS/CNEDD, but not yet operational, data collection still in progress due to lack of appropriate computer equipment (purchased in March 2018, but not yet delivered). The Unit will be transferred to COSIE
	<b>Output 1.2 :</b> Strengthen the Environmental Management Information System as a Clearing House Mechanism for decision making on environmental issues and MEA implementation and LCERD on a decentralized level.	<b>Activity 1.2.1 :</b> Create and render consultable a central digital library (CDL) consisting of electronic versions of the convention texts and COP guidelines, national strategy and action plans, national communications, guidelines and tools on MEA implementation and LCERD	(i)- 75% ; (ii)- A Virtual Library was established ( <a href="http://www.rgde-guinee.org">www.rgde-guinee.org</a> ), but not yet fully functional, work in progress (iii)- Documents of legal texts developed and posted online; (iv)- The guidelines for participation at the Conference of parties developed
		<b>Activity 1.2.2 :</b> Create a national distribution network for distribution of library material and convention information.	(i)- 50% ; (ii) - A distribution network of the documents composed of nearly fifty agents (contacts) of the PACV (10-15 per region) was established in 2016. The modalities and means of distribution remain to be defined. Nevertheless, all the central structures and partners of the project received documents on MEAs

	<b>Output 1.3 :</b> Strengthen PACV as a facility for ongoing dialogue and coordination within the decentralized environmental management support network	<b>Activity 1.3.1 :</b> Analysis of the PACV coordination structure on key entry points for promotion of environmental management.	(i)- 100% ; (ii) – Documents to promote Integrated Environmental management developed and distributed to 50 PACV agents.
		<b>Activity 1.3.2:</b> Strengthen PACV dialogue mechanism via key entry points.	(i)- 75% ; (ii) - 4 ADL of the PACV were equipped and revitalized in the 4 pilot RCs; (iii) - The dialogue mechanism could not be realized
		<b>Activity 1.3.3:</b> Special MEA/LCERD units within PACV set up to coordinate and maintain dialogue with capacity development institutes, CBOs, NGOs and field agents of public sector.	(i)- 75% ; (ii)-4 ADL of the PACV were made available to the project, as resource persons; but they failed to ensure dialogue with the project partners.
<b>Outcome 2 : Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating MEA into local development planning</b>	<b>Output 2.1 :</b> The existing network of capacity development institutes is strengthened to support the local efforts to integrate the MEA and LCERD into the local planning and reporting process	<b>Activity 2.1.1 :</b> Inventory of the state of the various decentralized capacity development initiatives concluded or underway in Guinea (PACV, PRCI, centers de formation DNA, CERE, etc.) .	(i)- 60% ; (ii)-Document developed to strengthen the capacity of training and research centers to introduce MEAs into their curricula: the target has not been achieved.
		<b>Activity 2.1.2 :</b> Agreement reached with most relevant institutions to act as MEA and LCERD implementation decision making structures for local communities.	(i)- 50% ; (ii)-Agreement with different institutions (livestock, agriculture, energy, environment, etc.) to integrate MEAs into their development plans, but agreements have not been signed yet
	<b>Output 2.2 :</b> Training developed and tested for the staff of the decentralized network of public administration field agents and key CSOs and CBOs	<b>Activity 2.2.1 :</b> Selected body of staff of the decentralized network of capacity development institutes is trained on integrated natural resources management	(i)- 100% ; (ii)-Representatives of partner institutions and of the 4 pilot RCs were trained on integrated natural resource management approaches.

	supporting the decentralization process on integrated natural resources management approaches and standards of good environmental management	approaches and standards of good environmental management.	
		<b>Activity 2.2.2</b> : A Training-of-Trainers programme is designed by participants of action 2.1.	(i)- 75% ; (ii)- Nearly 50 executives trained from central institutions and 4 pilot RCs
		<b>Activity 2.2.3</b> : Selection of 4 local communities to test training programme.	(i)- 100% ; (ii)- Training program tested in 4 CR of Gouécké (N'Zérékoré), Popodara (Labé), Sanguiana (Kouroussa) and Tondon (Dubreka).
		<b>Activity 2.2.4</b> : A community of practice is established in which best practices and replication potential of capacity building efforts are shared	(i)- 75% ; (ii)- Best practices adopted in the 4 RCs through awareness raising and training and realization of the income-generating actions identified by the populations
	<b>Output 2.3</b> : Capacity in key national institutions (CNDD, FSE and MEEF) to replicate the successes across Guinea. This includes accessing FSE funds in order to support activities that (i) adapt to climate change (ii) conserve biodiversity.	<b>Activity 2.3.1</b> : Build capacity of key national institutes to analyze legal and financial mechanisms supporting the decentralization process and evaluate potential for resources mobilization for mainstreaming MEA into decentralized planning procedures	(i)- 0% ; (ii)- Not done, the Consultant was not recruited despite the available ToRs. However, this activity will be performed later for all other PEDD projects
		<b>Activity 2.3.2</b> : Establish partnership between the coordination facility (Component I, Output 1.1) and the key national institutions to disseminate information through the EMIS distribution network	(i)- 60% ; (ii)- The Partnership Document has not been signed with key stakeholders and other national stakeholders

## 5.10. Annexe 5.10: Project Result Framework

<p><b>This project will contribute to achieving the following Country Programme Outcome as defined in CPAP or CPD:</b></p> <p><b>Expected CP Outcome(s):</b> By 2017, public, private, local communities and populations adopt new techniques and approaches to promoting sustainable environmental behaviors and ensure better prevention and management of risks and natural disasters in the context of adaptation to climate change</p> <p><b>Expected CPAP Output(s):</b> (1) Planning tools for sustainable management of the environment, natural resources and quality of life are developed or revised to incorporate aspects of climate change; (2) Modes and livelihoods in vulnerable areas are resilient to climate change and communities adapt to induced aspects.</p>
<p><b>Country Programme Outcome Indicators:</b></p> <p>Indicator 1: Percentage of municipalities with adopted measures for the sustainable management of the environment, of resilience and adaptation to the adverse effects of climate change</p> <p>Indicator 2: Part of renewable energy in the national energy production</p> <p>Indicator 3: Percentage of protected areas superficies</p>
<p><b>Primary applicable Key Environment and Sustainable Development Key Result Area (same as that on the cover page, circle one):</b> 1. Mainstreaming environment and energy</p>
<p><b>Applicable GEF Strategic Objective and Program: GEF Strategic Objective and Program:</b> CCCD Programme Framework 4Strengthening capacities to implement and manage global convention guidelines</p>
<p>Applicable GEF Expected Outcomes: Enhanced institutional capacities to manage environmental issues and implement global conventions ; Good environment management standards defined and adopted; Sustainable financing mechanisms in place at national level</p>
<p><b>Applicable GEF Outcome Indicators:</b> Institutional capacities for management of environment strengthened; Standards developed and adopted; Management capacities for implementation of convention guidelines and Reporting enhanced countries; Capacities of CSOs and CBOs as SGP partners, strengthened</p> <p>Sustainable financing mechanisms developed; Financing mechanisms for environment created</p>

	Indicator	Baseline	Targets Towards End of Project 2016	Source of verification	Risks and Assumptions
Project objective (equivalent to output in atlas) To strengthen decentralized management of the environment to meet Rio Convention objective					Political stability and security situation is favorable to implement the project
Outcome 1: The decentralization process and its governance structures are fine-tuned to integrate the obligations under the MEA in order to facilitate MEA implementation at the local level.	Existence of an operational coordination facility for decentralized MEA implementation  Existence of a decentralized policy and programme to incorporate MEAs  Existence of an enabling environment for the decentralized MEA implementation; Existence of information database for decentralized decision making	Insufficient coordination and cooperation between institutions at all levels  Institutions such as NEC and NCSD created for high level exchange platforms are not operational and their mandates are not recognized by other stakeholders.  Local communities are not familiar with MEAs  Allocation of resources for global environmental at the local level is insufficient.  Absence of a better circulation of	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ By month 5, an institutional capacity programme curriculum is built for training the trainers</li> <li>✓ By month 5, the staff of educational institutions is trained to provide focused capacity building to decentralized government staff on Convention implementation and the mainstreaming of Conventions into agency policies, laws and regulations, incentive structures and awareness raising</li> <li>✓ By month 7, an efficient coordination facility for decentralized MEAs implementation is in place</li> <li>✓ By month 9, a system for environmental data built on existing environmental data collected by various agencies is established</li> </ul>	Project Monitoring report; annual reports; quarterly progress report  Independent mid-term and final evaluation reports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ The trained staff of the technical sections of several ministries (Ministry in charge of the Environment, Forests and Water, Agriculture, Territorial Administration and Decentralization, etc.) and their decentralized affiliates in the 33 prefectures and 303 sub-prefectures in the country are encouraged to remain at their respective stations and to continue to take an active part in the</li> </ul>

	Indicator	Baseline	Targets Towards End of Project 2016	Source of verification	Risks and Assumptions
	<p>Availability of electronic versions of the convention texts and COP directives</p> <p>Existence of a network for distribution of library material and convention information is created.</p> <p>A report on PAVC as a coordination structure for promotion of environmental management</p> <p>Existence of dialogue within the PACV</p> <p>Number of Special MEA/LCERD units within PACV to coordinate and maintain dialogue with capacity development institutes, CBOs, NGOs and field</p>	<p>information at all levels and an information system to enable stakeholders to be better informed on MEAs as well as national strategies and action plans</p> <p>Community leaders are not aware of the severity of the environmental problems in their locality</p> <p>Convention obligations have not been translated to the local level</p> <p>Lack of coordination at local level</p> <p>Lack of a mechanism for effective mobilization and transparent management of financial resources necessary to the achievement of capacities building activities</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ By month 11, the staff of the coordination facility is trained to enter data into the web-based EMIS</li> <li>✓ By month 12, a network for the library materials and conventions information is established</li> <li>✓ By month 13, library materials are produced and disseminated</li> <li>✓ By month, 13, the responsibility for spearheading the planned training-of-trainers programme activities in the CR is taken by the Coordination facility</li> <li>✓</li> <li>✓ By month 14, a situation analysis of the capacity of the PACV coordination structure to promote environmental management is made</li> <li>✓ By month 15, the human/technical capacity of the PACV coordination structure is assessed</li> <li>✓ By month 17, the PACV coordination structure is strengthened</li> <li>✓ By month 20, all the stakeholders at all local levels involved in the promotion of environmental</li> </ul>		<p>implementation of the Multilateral Environmental Agreements (MEA) in their respective fields.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ The managers and high-level officers of both Central and decentralised services available to support implementation of the project. This should ensure the sustainability of the project achievements.</li> <li>✓ The newly created CNEDD is rendered operational;</li> <li>✓ the data sharing infrastructure established in Guinea can handle exchange of large quantities of data produced through decentralized structures</li> </ul>

	Indicator	Baseline	Targets Towards End of Project 2016	Source of verification	Risks and Assumptions
	agents of public sector		<ul style="list-style-type: none"> <li>management are identified and trained</li> <li>✓ By month 24, a dialogue mechanism between the local stakeholders is established</li> <li>✓ By month 26, CR units within the PACV are created to coordinate and maintain dialogue with capacity development institutes</li> <li>✓ By month 28, the capacities of the units within the PACV are strengthened</li> <li>✓ By month 30, a dialogue mechanism between PACV and The Coordination facility and the Units (1.3.3.) is created</li> </ul>		
<p>Output 1.1: MEA integrated into the national decentralization strategy, in order to ensure top-down and bottom-up compliance with MEA obligations and across-levels reporting to the conventions.</p> <p>Output 1.2: Strengthen the Environmental Management Information System as a Clearing House Mechanism for decision making on environmental issues and MEA implementation and LCERD on a decentralized level.</p> <p>Output 1.3: Strengthen PACV as a facility for ongoing dialogue and coordination within the decentralized environmental management support network.</p>					
Outcome 2: Strengthened technical and managerial capacities of the decentralized governance support structure in integrating	Report on the state of decentralized capacity development initiatives concluded or	The various national structures responsible for the implementation of the MEAs do not sufficiently coordinate their efforts in pursuit of their respective	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ By month 13, decentralized capacity development initiatives existing in the country is assessed</li> <li>✓ By month 15, a report on the state of decentralized</li> </ul>		* Decentralized structures at all levels are functional and supportive to implement the project activities.

	Indicator	Baseline	Targets Towards End of Project 2016	Source of verification	Risks and Assumptions
MEA into local development planning	<p>underway in Guinea</p> <p>Existence of an institutional and policy framework to integrate the MEAs into the national, prefectural and commune planning and reporting processes;</p> <p>Existence of an agreement with most relevant institutions to act as MEA and LCERD implementation decision making structures for local communities.</p> <p>Number of agencies trained on integrated natural resources management approaches and standards of good environmental management.</p> <p>Number of training programme</p>	<p>activities. They do not co-operate enough during the implementation of national plans. This result is a lack of synergy, and a weak integration and harmonization of policies and legal frameworks.</p> <p>The environmental management actors work in inadequate conditions</p> <p>Insufficient education and scientific and techniques training programs</p> <p>Lack of training programmes for the personnel of the environmental management institutions.</p> <p>Insufficient awareness campaigns at national and local level to mobilize support in the implementation of the International Conventions.</p>	<p>capacity development initiatives is written</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ By month 17, all the relevant institutions to act as MEA and LCERD implementation decision making structures for local communities are identified</li> <li>✓ By month 21, a policy and an institutional framework between the relevant institutions is established</li> <li>✓ By month 22, an agreement exist between the institutions</li> <li>✓ By month 23, prior work carried out in terms of training and information material is assessed</li> <li>✓ By month 25, a training curriculum and information materials developed</li> <li>✓ By month 26, the staff of the above institutions is trained for the central coordination facility</li> <li>✓ By month 27, The Coordination Facility experts involved in addressing the provisions of the RIO Conventions are trained</li> <li>✓ By month 28, Identify key national institutions (CNDD, FSE and MEEF)</li> </ul>		<p>* Communities participate in project awareness generation and training activities on Global Environmental Management, learn how to operate and maintain the environmental and sustainable development info from their decentralized planning and see value in maintaining it beyond the life of the project.</p> <p>* best practices that are demonstrated are more likely to championed and replicated</p>



	Indicator	Baseline	Targets Towards End of Project 2016	Source of verification	Risks and Assumptions
	<p>designed ; Number of learning materials; Number of trainers trained;</p> <p>Number of local communities selected to test the training programme; number of people attended the training</p> <p>Number of key national institutions of which the capacities are reinforced to replicate the successes across Guinea</p> <p>Existence of a partnership between the coordination facility (Component I, Output 1.1) and the key national institutions to disseminate information through the EMIS</p>	<p>Low level of sensitization and knowledge of the decision makers; this limits their aptitude to make decisions about and to act on environmental issues; Poor management of actors intervening in environment</p> <p>Absence of a better circulation of information at all levels and an information system to enable stakeholders to be better informed on MEAs as well as national strategies and action plans</p>	<p>capable of supporting the decentralization process are identified and their capacities to analyze legal and financial mechanisms supporting the decentralization process are strengthened</p> <p>✓ By month 29, a policy and an institutional framework and mechanisms for supporting the decentralization process and implementation MEAs is established</p> <p>✓ By month 31, training/learning materials, guidelines, manuals for the Coordination Office to enable it in assisting the local stakeholders at the CR levels are developed</p> <p>✓ By month 31, the training materials to all CR office, PACV and other relevant agencies are produced and distributed</p> <p>✓ By month 32, the existing training materials to the local circumstances at the CR levels considering language barriers, existing levels of environmental knowledge</p>		

	Indicator	Baseline	Targets Towards End of Project 2016	Source of verification	Risks and Assumptions
	distribution network.		and reading abilities are refined and adapted By month 32 the four local communities are trained <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ By month 32, the national key institutions sign a partnership with the Coordination</li> <li>✓ By month 33, best practices for the Coordination Office to enable it in assisting the local stakeholders at the CR levels are developed</li> </ul>		
<p>Output 2.1: The existing network of capacity development institutes is strengthened to support the local efforts to integrate the MEA and LCERD into the local planning and reporting process</p> <p>Output 2.2: Training developed and tested for the staff of the decentralized network of public administration field agents and key CSOs and CBOs supporting the decentralization process on integrated natural resources management approaches and standards of good environmental management.</p> <p>Output 2.3: Capacity in key national institutions (CNDD, FSE and MEEF) to replicate the successes across Guinea. This includes accessing FSE funds in order to support activities that (i) adapt to climate change (ii) conserve biodiversity.</p>					

### 5.11. Annex 5.11 : Microprojects designed and implemented in the four RC.

Information on the types of outputs and the related cost are provided in the annex to this report.

Table N1: Microprojects identified and financed by the project

N°	RC	Microprojects	Amount (FG)
1	GOUECKE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reforestation of public squares and along roads</li> <li>• Defensment and reforestation of the source heads of the main rivers of the municipality</li> <li>• Restoration of the environment through reforestation, the creation of forests and community plantations, support agroforestry groups in seed, input, seedlings,</li> <li>• Promotion of new income-generating activities through oil palm, banana and cassava</li> <li>• Making identification plates for activities</li> </ul>	87.000.000
2			
3			
4			
5			
6			
7	POPODARA	Promotion of income-generating activities by growing coffee, mahogany, ginger, pepper	90.000.000
8		Restoration of the environment by reforestation of springheads, creation of forests and community plantations in 4 districts	
9		Popularization of legislative and regulatory texts on the environment	
10		Making identification plates for activities	
11	SANGUIANA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion of the Kenyan hive in Saraya District</li> <li>• Reforestation of public places in the 4 districts</li> <li>• Protection and restoration of some heads of major streams in the 4 districts</li> <li>• Defending existing community forests</li> <li>• Creation of community forests or fruit tree plantations</li> <li>• Making identification plates for activities</li> <li>• Popularization of legislative and regulatory texts on the environment</li> </ul>	95.000.000
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18	TONDON	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Creation of forest and forest plantation</li> <li>• Restoration of a community forest</li> <li>• Restoration of the source heads of four sectors of Tondon</li> <li>• Promotion of income-generating activities through the establishment of a poultry farm in Madina of legislative and regulatory texts on the environment</li> <li>• Making identification plates for activities</li> </ul>	184.135.000
19			
20			
21			
22			
23			
<b>Montant total des subventions</b>			<b>456 135 000</b>

Table 2 : Microprojects planned and achieved.

Sites	Microprojects planned	Microprojects achieved
<b>Tondon</b>	I. Creation of community forests and forest plantation	<p>1. Creation of a forest in Kaleta district Madina district with the following species:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• cashew (1500 plants)</li> <li>• teak (300 plants)</li> <li>• dwarf palm (150 plants)</li> <li>• avocado (200 plants)</li> </ul> <p>in order to perpetuate these achievements, a follow-up committee from the members of the Agro-Silvo-Pastoral group has been set up.</p> <p>In the same way, small agricultural tools were put at the disposal of the group (4 ribbons of 100m, 12 cut cuts, 12 Hoes, 4 picks, 20 boots, 4 cords of 100yars and 20 raincoats)</p> <p>2. Establishment of a 3 ha forest plantation in Bambaya District with 1300 cashew plants For the sustainability of the action, a monitoring committee provided by the group Lanyi fan</p>
	II. Restoration of a community forest	<p>3. Reforestation of the community forest of Tondon District center, Tondon center sector with 12,500 Gmelina plants For the sustainability of the action, a Monitoring Committee provided by the Yigui Group</p>
	III. Restoration of the source heads of four sectors of Tondon	<p>Restoration of 4 source heads with the following species</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1,200 plants of Gmelina for the source of the sector of Falaka district Tondon center 2</li> <li>• 1,500 Melina plants for the source of the Kolakhouré district Tondon center 2</li> <li>• 3150 plants for the source of Barakha sector, Tondon district center 2 and</li> <li>• 1100 plants for the Hamdallaye area source, Dominaydi District</li> </ul> <p>For the sustainability of the action, a monitoring committee within the Agro-Silvo-Pastoral group</p>
	IV. Popularization of MEAs in local language	<p>5. Popularization of MEAs in local language</p>
	V. Promotion of income-generating activities through the establishment of a poultry farm in Madina	<p>6. Construction of a poultry farm in the Madina district of 36 out of 8.5 meters in Madina district with a forecast of 1500 chicks of which 900 have already been introduced to the farm since 17 April 2018</p>
Site	Microprojects planned	Microprojects achieved
	I. Promotion of income-generating activities, enhancing the productivity of tapades	<p>1. Cultivation of 2000 Arabica coffee plants in the districts of Popodara 1, Popodara 2, Sombily and Toulet for 11 sectors</p> <p>2. Creation of a mahogany plantation on 35 ha in Garki, Sérima, Popodara 2, Kigna, Popodara 1 and Sillorbhè districts. To sustain this culture, information and sensitization sessions for the populations were organized on</p> <p>3. Support for the production of 200kg of zinger in Sombily, Pitadji area</p> <p>4. Cultivation of 2,000 small pepper plants at Popodara 1, central sector</p>

<b>Popodara,</b>	II. Restoration of the environment through reforestation and the creation of community forests and plantations	5. Establishment of 5 ha forest plantations in Gnogou, Jardin and Saniyabhè areas with acacia manjium and melina 6. Reforestation of springheads in popodara 1, popodara 2, Sombily and Kigna districts with 1000 seedlings of forest tree species in Dioulasso, popodara center and Tané scorers
<b>Sanguiana</b>	I. Promotion of the Kenyan hive in Saraya District	1. Making of Kenyan hives by the Saraya Apiculture Group a) Making of 25 out of 30 Kenyan hives by the Beekeeping Group of Saraya from 40 to 50 liters of honey for a duration of 4 years with two productions per year b) Setting up a monitoring committee within the groups concerned c) Purchase of beekeeping inputs (gloves, infumaires, masks, etc.)
	II. Reforestation of public places in the 4 districts	2. Reforestation of public places and protection of community forests with 11,325 plants out of 12,100 of Gmelina, teak, cashew and mango trees in the 4 districts including Sanguiana Center, Saraya, Sénkounya and Komoya
	III. Protection and restoration of some heads of major streams in the 4 districts	
	IV. Defending existing community forests	
	V. Creation of community forests or fruit tree plantations	
	VI. Local language extension of MEAs	3. Organization of eight information and sensitization sessions for the population on the promotion of the environment in the 4 districts
	VII. Support for capacity building of market gardening groups and populations on protection and good environmental practices	4. Organization of six information and public awareness sessions on the maintenance and protection of trees planted by the different groups
<b>Gouécké</b>	I. Reforestation of public squares and along roads	1. Reforestation along 4 roads and 5 public places with 700 teak plants, flamboyant of which 200 are secured with plastic screens 2. Sensitization of 300 households on the importance of the project and reforestation in the areas of Akolyta, Vacamota, Sokata, and Keyeba
	II. Defensement and reforestation of the source heads of the main rivers of the municipality	3. Reforestation of 5 heads of sources with 500 plants of framiré and cedrela in the sectors of Akolyta, Vakamota, Sokata, North Banzou, Kèyeba 4. Sensitization of 20 families on the protection of the environment and source heads in these sectors
	III. Restoration of the environment through reforestation, the creation of forests and community plantations, support agroforestry groups in seed, input, plants	4. Restoration and extension of a forest of Kéayéba, district of Gouéckéayéba with 300 plants of framiré, teak and cedrela on behalf of the agro-forestry group of Kéayéba, district of Gouéckéayéba
		a) 6. Creation of a community forest of 3 ha with 2500 Framiré, 200 teak, 100 cedrela, 100 accaciamajom at CeobaI and, sokata, district of Gouécké Céoba I
	IV. Promotion of new income generating activities	6. Oil Palm Cultivation at Tamoe Center, Tamoe District in Tamoe District 7. Support to 2 groupings of Takolyta and Tamoé districts to promote their respective activities: banana and cassava production

## 5.12. **Annex 5.12 : Work Plan of the Preparatory Phase of the Project Scaling Up Program "Strengthening Decentralized Management to Meet the Objectives of the Rio Conventions"**

A short-term work plan is developed which outlines the activities that should be carried out to establish an "enabling environment" for the scaling up of the RGDE project. The evaluation team of the International Consultant played a decisive role in the configuration of the continuation of the RGDE Project and to what extent to take into account the proposal of the Government in the PNDES. The discussions during The evaluation team should lead to the development of the Short Term Work Plan and the incorporation of lessons learned as well as the recommendations of the International Consultant into the RGDE project for the implementation of MEAs at the local level in all Rural Communes of the Country.

Regarding the execution of the new project, in the framework of the collaboration with the UNDP, traditional leading partner, a memorandum of understanding will be developed and signed by this leading partner and the government for the research of the financing of 12000 USD announced in the PNDES.

This leading partner will guide the government for the implementation of the project that will be developed under the PNDES for the period 2018-2020.

The conclusions resulting from a round table with all the financial partners selected under this new project to mobilize the financial resources that will allow the International Consultant to prepare a program budget of all the themes that will be adopted.

The key results of the Short-Term Work Plan are described in the box below.

1	An international expert and a national expert are recruited to prepare the project's second phase document, based on the PNDES fact sheet (US \$ 12 million) and on-going experiences in the sustainable management of natural resources (land, water, biodiversity, etc.) and resilience and adaptation to climate change. <b>(Pillar 4): Sustainable management of natural capital</b>
2	The Project "Strengthening Decentralized Management to Achieve the Objectives of the Rio Conventions" is finalized and adopted by the Guinean Government as Priority Axis of the PNDES <b>(Pillar 4): Sustainable Management of Natural Capital</b>
3	A Memorandum of Understanding with UNDP, a traditional lead partner is developed and adopted to secure financial and technical support for the implementation of the Project
4	A Round Table on the Project is organized with development partners involved in the implementation of the new Capacity Building Project for National and Local Environmental Management in Guinea
5	Implementation of the new Guinea Capacity Building Project for the implementation of MEAs at national and local level

The proposed short-term work plan will be associated with the preparation of the new project "Strengthening Decentralized Management to Meet the Objectives of the 1992 Rio Conventions" initiated and retained among Guinea's PNDES flagship projects / programs.

The implementation period of the short-term work plan is set for at least five (5) months. This will provide the new government with the opportunity to join the project / program and provide high-level financial and political support for preparation, fundraising and implementation.

**Duration planned : 5 months**

**Starting date . . . . . 2018**

N°	Key Results	Activities	M1	M2	M3	M4	M5
1	An international expert and a national expert are recruited to prepare the document for the second phase of the project, based on the data sheet proposed in the PNDES for an amount of (12 million USD) for a period of 3 to 4 years <b>Pillar 4: Sustainable management of natural capital</b>	1. Recruitment of an International Expert and a National Expert; 2. Elaboration of the project document and a concept note of funding by the Experts to propose to the financial partners for the financing of the Project / Program; 3. Sending copies of the Project / Program Document and the concept note for advice and suggestion by the Minister in charge of the Environment to the financial partners requesting their commitment to support this process; 4. Organize a national workshop bringing together key national, local, CSO and private stakeholders and partners to share the results of the final project evaluation.	X	X			
2	The project of Strengthening decentralized management to achieve the objectives of the Rio conventions is finalized and adopted by the Guinean Government as PNDES Priority Axis <b>(Pillar 4): Sustainable management of natural capital</b>	1. Designation of an appropriate structure to ensure the implementation of the Short Term Plan and Project / Program; Inclusion of comments from the consultant and the agreed experts on the draft of the Project or Program; 2. Correction of deficiencies in the draft of the Project or Program; 3. Adoption of the Project or Program by the Government and financial partners.		X			
3	A Memorandum of Understanding between the Government and UNDP, the traditional lead partner, is developed and adopted to provide financial and technical support for the implementation of the Project.	1. Development of a Memorandum of Understanding between the Government and UNDP, Leader Partner. 2. Discussion of the Protocol with all partners selected for the implementation of the Project / Program; 3. Amendment of the Protocol according to the comments of the stakeholders; 4. Signature of the Protocol with the Project / Program Leader Partner.		X	X		
4	A Round Table on the Project / Program is organized with the development partners involved in the Project.	1. Organization of a Round Table and invitation of the selected Partners for the Project or Program; 2. Implementation of the Strategy and a Resource Mobilization Plan to fund the Project or Program; 7. Implementation of the Resource Mobilization Plan;				X	X

5	Implementation of the Guinea Capacity Building Project for the implementation of MEAs at local level	1. Last Amendment of Project / Program document according to current developments; 2. Implementation of the Project or Program by the Ministry in charge of the Environment.					X
---	--	---	--	--	--	--	---



### 5.13. Annexe 5.13: Road map of capacity building

Republic of Guinea

#### Context elements

Guinea, as a country party to the Rio Conventions, has benefited from the LCDF financing for a Pilot Project aimed at integrating MEAs into the decentralization process. This project has been evolving since 2015 in four Rural Communes where it develops actions on LCD, CBD and CC. Interesting results were recorded during this pilot phase and the project proved to be relevant for local communities. The present project aims to extend the intervention in the 309 Rural Communes of the country.

#### Region of Project interventions

Strengthening Decentralized Management to Meet the Objectives of the Rio Convention

PILLAR 4: Sustainable management of natural capital



Key Information	Example of exploitation along the river	Fiche d'identité
<p><b>Needs identified</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Integrate MEAs into the decentralization process</li> <li>- Integrate MEAs into the decentralization process</li> </ul> <p><b>Project display</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Training of elected officials and CR officials</li> <li>- Taking into account MEAs in PDLs</li> <li>- Implementation of planned actions</li> </ul> <p><b>Expected Impacts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• F Strong involvement of the Communities in the GDRN</li> </ul>	<p><b>Status and financing plan</b></p> <p><u>Avancement</u></p> <p><i>Etude non réalisée</i></p> <p><u>Plan de financement</u></p> <p>Non défini</p>	<p><b>Nom :</b> Strengthening decentralized management to meet the objectives of the "Rio Convention"</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Ministère :</b> Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts</li> <li>• <b>Domaine prioritaire :</b> Gouvernance environnementale</li> <li>• <b>Coût :</b> 12 000 000 \$ US</li> <li>• <b>Durée :</b> 3 ans</li> <li>• <b>Zones :</b> Toutes les CR</li> </ul>

**5.14. Annexe 5.14: Capacity Development Score (annex 2, PRODOC)**

Project/Programme Name: Strengthening decentralized management of the environment to meet Rio Convention objective

Project/Programme Cycle Phase: Project preparation Date: July 2018

Capacity Result / Indicator	Staged Indicators	Rating	Score	Comments	Next Steps	Contribution to which Outcome
<b>CR 1: Capacities for engagement</b>						
Indicator 1 – Degree of legitimacy/mandate of lead environmental organizations	Institutional responsibilities for environmental management are not clearly defined	0	2	A Ministry in charge of Environment was established since 2004. The institutional responsibilities for environmental management are well defined. Unfortunately, they are partially recognized by the stakeholders at all levels.	At the end of this project, authority and legitimacy of the lead organizations responsible of environmental management will be recognized by the stakeholders. This will be done through workshops, agreement signed by stakeholders, etc.	<b>Outcomes 1 and 2</b>
	Institutional responsibilities for environmental management are identified	1	2			
	Authority and legitimacy of all lead organizations responsible for environmental management are partially recognized by stakeholders	2	3			
	Authority and legitimacy of all lead organizations responsible for environmental management recognized by stakeholders	3	4			
Indicator 2 – Existence of operational co-management mechanisms	No co-management mechanisms are in place	0	2	Two structures « the National Environment Council (CNE) and the National Commission for Sustainable Development (NCSD) were established to insure among others the synergy and the coordination in the implementation of the Rio Conventions. However, these structures did not work properly and even had conflicts of jurisdiction. A National Council for the Environment and Sustainable Development has been established since April 7, 2014 by decree	By the end of the project and with the creation of the National Council for Environment and Sustainable Development, Guinea will have improved capacities to coordinate environmental management in such a way that will create synergies for the national implementation of Rio Conventions.	<b>Outcomes 1</b>
	Some co-management mechanisms are in place and operational	1	3			
	Some co-management mechanisms are formally established through agreements, MOUs, etc.	2	2			
	Comprehensive co-management mechanisms are formally established and are operational/functional	3	3			

Capacity Result / Indicator	Staged Indicators	Rating	Score	Comments	Next Steps	Contribution to which Outcome
				D214/077/PRG/SGG/ of April 2014 2014 combining these two entities		
Indicator 3 – Existence of cooperation with stakeholder groups	Identification of stakeholders and their participation/involvement in decision-making is poor	0	2	All the stakeholders are identified however they are not involved in the implementation of the MEAs and their participation in decision making is very limited	All the stakeholders will participate in all the activities implemented by the project management Unit. They will actively participate in training workshops at the national, regional and local levels and contribute to participative in established decision-making processes	<b>Outcomes 1</b>
	Stakeholders are identified but their participation in decision-making is limited	1	2			
	Stakeholders are identified and regular consultations mechanisms are established	2	3			
	Stakeholders are identified and they actively contribute to established participative decision-making processes	3	3			
<b>CR 2: Capacities to generate, access and use information and knowledge</b>						
Indicator 4 – Degree of environmental awareness of stakeholders	Stakeholders are not aware about global environmental issues and their related possible solutions (MEAs)	0	2	Stakeholders are not really aware about Global Environment Issues. Even those from the Ministries of Environment. Only the focal points and National project coordinators know about the MEAs	The implication of the stakeholders in the project implementation (through training, participation in workshops and other activities) will raise their knowledge on environmental issues and increase their participation in the implementation of solutions	<b>Outcome 1</b>
	Stakeholders are aware about global environmental issues but not about the possible solutions (MEAs)	1	3			
	Stakeholders are aware about global environmental issues and the possible solutions but do not know how to participate	2	3			
	Stakeholders are aware about global environmental issues and are actively participating in the implementation of related solutions	3	4			
Indicator 5 – Access and sharing of environmental information by stakeholders	The environmental information needs are not identified and the information management infrastructure is inadequate	0	1	Environmental information needs are well identified. A lack of information management infrastructure is noticed. A new Decree D2014/077PRG/SGG of April 7, 2014 has just created a	The project management and the staff of the newly created structure will work together to develop an EMIS and share information among all the stakeholders	Outcomes 1 and 2
	The environmental information needs are identified but the information management infrastructure is inadequate	1	2			

Capacity Result / Indicator	Staged Indicators	Rating	Score	Comments	Next Steps	Contribution to which Outcome
	The environmental information is partially available and shared among stakeholders but is not covering all focal areas and/or the information management infrastructure to manage and give information access to the public is limited	2	3	Center for Environmental Observation, Monitoring and Information to fill this gap.		
	Comprehensive environmental information is available and shared through an adequate information management infrastructure	3	4			
Indicator 6 – Existence of environmental education programmes	No environmental education programmes are in place	0	1	Comprehensive environmental education programmes exist in the primary school. There are also some courses on environment and sustainable development in some universities.	The involvement of primary school teachers in the training of the local stakeholders on environmental issues during the project implementation is an advantage. This will integrate more comprehensive environmental programmes in the primary school curricula.	Outcome 2
	Environmental education programmes are partially developed and partially delivered	1	1			
	Environmental education programmes are fully developed but partially delivered	2	2			
	Comprehensive environmental education programmes exist and are being delivered	3	3			
Indicator 7 – Extent of the linkage between environmental research/science and policy development	No linkage exist between environmental policy development and science/research strategies and programmes	0	0	Not applicable		Outcomes 2
	Research needs for environmental policy development are identified but are not translated into relevant research strategies and programmes	1	1			
	Relevant research strategies and programmes for environmental policy development exist but the research information is not responding fully to the policy research needs	2	2			
	Relevant research results are available for environmental policy development	3	4			
Indicator 8 – Extent of inclusion/use of traditional knowledge in	Traditional knowledge is ignored and not taken into account into relevant participative decision-making processes	0	1	Not applicable		Outcomes 2
	Traditional knowledge is identified and recognized as important but is not collected	1	1			

Capacity Result / Indicator	Staged Indicators	Rating	Score	Comments	Next Steps	Contribution to which Outcome
environmental decision-making	and used in relevant participative decision-making processes					
	Traditional knowledge is collected but is not used systematically into relevant participative decision-making processes	2	2			
	Traditional knowledge is collected, used and shared for effective participative decision-making processes	3	3			
<b>CR 3: Capacities for strategy, policy and legislation development</b>						
Indicator 9 – Extend of the environmental planning and strategy development process	The environmental planning and strategy development process is not coordinated and does not produce adequate environmental plans and strategies	0	0	For many years the country has developed several policies, plans and strategies. A National Environment Policy (NEP) has recently been developed. However, these policies, plans and strategies are not used or implemented	The project will raise the consciousness of decision-makers (through training and workshops) to effectively implement strategies, policies and plans	Outcome 1 and 2
	The environmental planning and strategy development process does produce adequate environmental plans and strategies but there are not implemented/used	1	1			
	Adequate environmental plans and strategies are produced but there are only partially implemented because of funding constraints and/or other problems	2	2			
	The environmental planning and strategy development process is well coordinated by the lead environmental organizations and produces the required environmental plans and strategies; which are being implemented	3	3			
Indicator 10 – Existence of an adequate environmental policy and regulatory frameworks	The environmental policy and regulatory frameworks are insufficient; they do not provide an enabling environment	0	1	The country disposes several policies and regulatory frameworks. Unfortunately they are not implemented and enforced	The project will directly raise the consciousness of decision-makers (through training and workshops) to effectively implement and enforce environmental policies and laws	Outcomes 2
	Some relevant environmental policies and laws exist but few are implemented and enforced	1	1			
	Adequate environmental policy and legislation frameworks exist but there are	2	2			

Capacity Result / Indicator	Staged Indicators	Rating	Score	Comments	Next Steps	Contribution to which Outcome
	problems in implementing and enforcing them					
	Adequate policy and legislation frameworks are implemented and provide an adequate enabling environment; a compliance and enforcement mechanism is established and functions	3	3			
Indicator 11 – Adequacy of the environmental information available for decision-making	The availability of environmental information for decision-making is lacking	0	2	Insufficient circulation of information at all levels is observed. Above all there is no information system to enable stakeholders to be better informed and take adequate decision	By end of the project an information system will be available and used by the stakeholders at all levels	<b>Outcomes 2</b>
	Some environmental information exists but it is not sufficient to support environmental decision-making processes	1	2			
	Relevant environmental information is made available to environmental decision-makers but the process to update this information is not functioning properly	2	3			
	Political and administrative decision-makers obtain and use updated environmental information to make environmental decisions	3	3			
<b>CR 4: Capacities for management and implementation</b>						
Indicator 12 – Existence and mobilization of resources	The environmental organizations don't have adequate resources for their programmes and projects and the requirements have not been assessed	0	1	Financial resources are generally not available to implement projects and programmes.	The project will contribute via the training of civil servants at national, regional and local level in integrating Rio Conventions provisions into national policy planning and implementation. This will increase the financing of environment programmes and project by the Government	Outcome 1 and 2
	The resource requirements are known but are not being addressed	1	1			
	The funding sources for these resource requirements are partially identified and the resource requirements are partially addressed	2	1			
	Adequate resources are mobilized and available for the functioning of the lead environmental organizations	3	2			


Capacity Result / Indicator	Staged Indicators	Rating	Score	Comments	Next Steps	Contribution to which Outcome
Indicator 13 – Availability of required technical skills and technology transfer	The necessary required skills and technology are not available and the needs are not identified	0	1	The necessary skills to implement the MEAs are partially available. Nevertheless the capacity of some of these skills need to be strengthened	The project will support an extensive programme of training, information dissemination and advocacy to ensure adherence and involvement of concerned stakeholders in the policy and institutional reforms.	<b>Outcomes 2</b>
	The required skills and technologies needs are identified as well as their sources	1	1			
	The required skills and technologies are obtained but their access depend on foreign sources	2	3			
	The required skills and technologies are available and there is a national-based mechanism for updating the required skills and for upgrading the technologies	3	0			
<b>CR 5: Capacities to monitor and evaluate</b>						
Indicator 14 – Adequacy of the project/programme monitoring process	Irregular project monitoring is being done without an adequate monitoring framework detailing what and how to monitor the particular project or programme	0	1	Regular participative monitoring of results is less conducted because national and local sustainable development committees are not yet operational	The project will be directed to set up national and local sustainable development committees which will monitor the implementation of Sustainable Development Strategy.	Outcome 2
	An adequate resourced monitoring framework is in place but project monitoring is irregularly conducted	1	1			
	Regular participative monitoring of results in being conducted but this information is only partially used by the project/programme implementation team	2	2			
	Monitoring information is produced timely and accurately and is used by the implementation team to learn and possibly to change the course of action	3	1			
Indicator 15 – Adequacy of the project/programme monitoring and evaluation process	None or ineffective evaluations are being conducted without an adequate evaluation plan; including the necessary resources	0	0	Adequate evaluation plan and evaluation results are partially used because of insufficient resources	For evaluating of adequacy of project/program monitoring, the progress reports will be prepared periodically. Also independent mid-term and final evaluation reports will be prepared. The project will	<b>Outcomes 2</b>
	An adequate evaluation plan is in place but evaluation activities are irregularly conducted	1	1			
	Evaluations are being conducted as per an adequate evaluation plan but the evaluation	2	3			



Capacity Result / Indicator	Staged Indicators	Rating	Score	Comments	Next Steps	Contribution to which Outcome
	results are only partially used by the project/programme implementation team				support preparation Rio Convention national reports and communications	
	Effective evaluations are conducted timely and accurately and are used by the implementation team and the Agencies and GEF Staff to correct the course of action if needed and to learn for further planning activities	3	3			



**5.15. Annex 5.15: Evaluation Consultant Agreement Form**

**5.15. Annex 5.15: Evaluation Consultant Agreement Form**

<b>Evaluation Consultant Agreement Form</b>
<b>Agreement to abide by the Code of Conduct for Evaluation in the UN System</b>
Name of Consultant: <u>Dr Syaka</u> <u>SADIO</u>
Name of Consultancy Organization (where relevant): _____
<b>I confirm that I have received and understood and will abide by the United Nations Code of Conduct for Evaluation.</b>
Signed at <i>Montreal</i> on August 9 <sup>th</sup> , 2018
Signature: <u></u>

**5.16. Annex 5.16: Evaluation Report Clearance Form**

*(to be completed by CO and UNDP GEF Technical Adviser based in the region and included in the final document)*

Evaluation Report Reviewed and Cleared by	
UNDP Country Office	
Name: Eloi KOUADIO IV _____	
Signature: <u></u>	Date: 18 Dec 2018 _____
UNDP GEF RTA	
Name: <u>Mr. Tom Twining-Ward</u> _____	
Signature: <u></u>	Date: 10 Dec 2018 _____